

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
TRAITE DES BLANCHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

PAUL APPLETON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE LYON ET DU CONCOURS GÉNÉRAL
DES FACULTÉS DE DROIT (1900)

PARIS

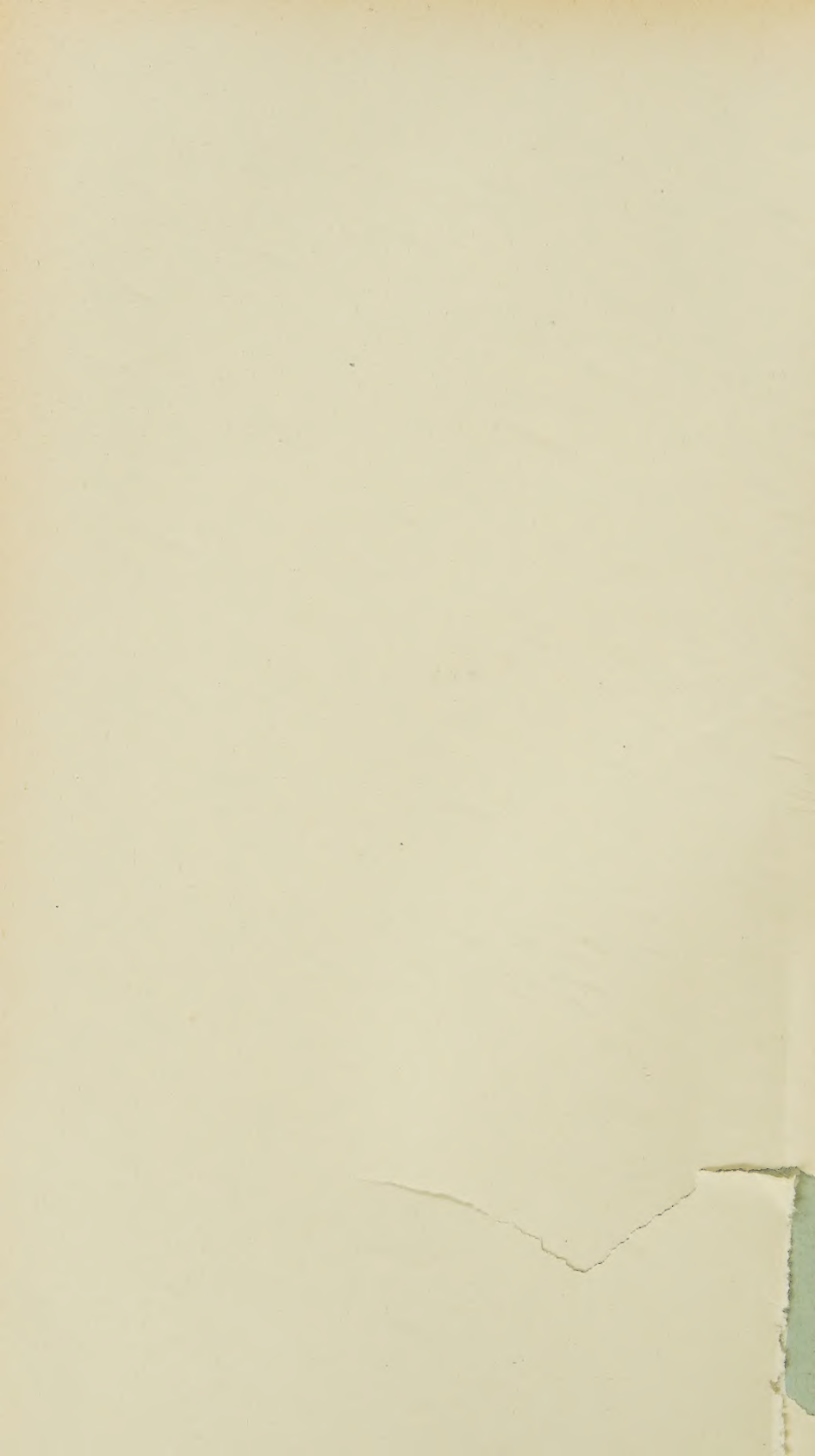
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903

THESE

POUR LE DICTIONNAIRE



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), O. ✱, C. ✕, I. ✎, Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✎, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✎, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✎, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✎, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ✎, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✎, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ✎, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✎, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ✎, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✎, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ✎, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ✎, professeur d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, A. ✎, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ✎, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ (J.), I. ✎, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GARRAUD, *professeur.*

Suffragants : { MM. JOSSERAND, *professeur.*
BROUILHET, *agrégé.*

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
TRAITE DES BLANCHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

PAUL APPLETON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE LYON ET DU CONCOURS GÉNÉRAL
DES FACULTÉS DE DROIT (1900)

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Albanel** (Juge d'instruction au tribunal de la Seine). — Communication au Congrès de l'Union internationale de droit pénal, tenu à Budapest en septembre 1899, *Bulletin de l'Union*, 8^e vol., p. 357 et s.
- Balkestein** (officier de police au service du comité néerlandais). — Rapport présenté à la Conférence d'Amsterdam (1).
— Der Handel mit deutschen Mädchen und Frauen nach Holland von September 1901 bis März 1902.
- Barine** (Mme Arvède). — Les idées d'une ménagère. — Dissertation dans le *Figaro* du 8 janvier 1902 (2).
- Béranger**. — Rapport au Congrès de Londres, *Transactions of the international Congress on the White Slave Trade, held in London* (1899), p. 45 à 56.
— Rapport au Congrès de Francfort.
— Rapport au Sénat, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi tendant à modifier les articles 334 et 335 du Code pénal et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle, *Journal officiel*, annexe n° 395 au procès-verbal de la séance du 6 décembre 1902 (Sénat, session extraordinaire).
- Bernard** (Maurice). — Les conflits de souveraineté en matière pénale, thèse, Paris, 1901.
- Blanche**. — Etudes pratiques sur le Code pénal.
- Bonnevay**. — Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile. — Misères et remèdes. Paris, Guillaumin, 1896.
- Bruneau**. — La traite des blanches, *Revue philanthropique*, mai 1902.

(1) Au début de cette bibliographie une double observation s'impose :
1^o Nous n'entendons pas mentionner ici tous les rapports soumis aux divers Congrès dont la traite des blanches a été l'objet, mais quelques-uns seulement parmi les plus importants ;

2^o Souvent ces rapports ne portent ni indication d'éditeur, ni même le nom de l'imprimeur ; nous en avons pris connaissance dans les dossiers dont il est parlé dans l'avant-propos, mais il est impossible d'en fournir une référence complète.

(2) C'est à titre tout exceptionnel que nous citons parfois un article de journal particulièrement intéressant.

Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, notamment le huitième volume.

Bunting (avocat à Londres). — La traite des blanches. Rapport au Congrès international de la fédération britannique, continentale et générale, tenu à Genève du 10 au 13 septembre 1889, *Compte rendu officiel des travaux du Congrès*, Genève, 1890.

— Rapport au Congrès de Londres, *Transactions of the international Congress*, p. 65 à 73.

Burckhardt. — Le travail du comité national allemand. Rapport au Congrès de Francfort.

Burle. — Dissertation dans le *Lyon Universitaire* du 20 mars 1903 et numéros suivants.

Chauveau et Hélie. — Théorie du Code pénal.

Comte. — Communication au Congrès de la Ligue française de la moralité publique, tenu à Lyon en septembre 1894. *Compte rendu*, p. 139 à 185 et spécialement p. 165 et s., Paris, Guillaumin, 1895.

— Articles dans le « Relèvement social » et surtout dans son « Supplément spécial ».

Conférence internationale sur la traite des blanches, tenue à Amsterdam les 3 et 4 octobre 1901. Les rapports soumis à cette Conférence ont fait l'objet de publications séparées.

Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches (Paris, juillet 1902). Documents diplomatiques (Livre jaune) publiés par le Ministère des affaires étrangères.

Congrès international de la condition et des droits des femmes, tenu les 5, 6, 7 et 8 septembre 1900 à Paris. — *Compte rendu*, Paris, Imprimerie des arts et manufactures, 1901.

— international de la Fédération britannique, continentale et générale pour l'abolition de la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée, tenu à Genève du 10 au 13 septembre 1889. — *Compte rendu officiel des travaux du Congrès*, Genève, 1890.

— international sur la traite des blanches, tenu à Francfort-sur-le Mein du 7 au 10 octobre 1902. — *Compte rendu donné par la National Vigilance Association*. Londres, Wertheimer, 1902. — De nombreux et importants rapports soumis à ce Congrès ont aussi fait l'objet de publications isolées.

— international sur la traite des blanches, tenu à Londres du 21 au 24 juin 1899. — *Compte rendu donné par la National Vigilance Association : Transactions of the international Congress on the*

White Slave Trade, held in London on the 21 st, 22 nd and 23 rd of June, 1899, London, 1899.

Congrès de Londres (juin 1899). Compte rendu abrégé donné en français par M. Moncharville.

— de la Ligue française de la moralité publique, tenu à Lyon (septembre 1894). Actes du Congrès. Paris, Guillaumin, 1895.

— pénitentiaire international (le cinquième), tenu à Paris en 1895. Comptes rendus publiés par les soins du Ministère de l'Intérieur. Melun, Imprimerie administrative, 1896. Voyez surtout les *Rapports de la première section*, p. 490 à 602 et le *Compte rendu des séances des quatre sections*, p. 740 et s.

— de St-Petersbourg, 9^e Congrès de l'Union internationale du droit pénal, tenu du 17 au 21 septembre 1902.

Færden. — Exposé des dispositions pénales concernant les délits contre les mœurs dans divers pays, Christiania, 1891.

Ferdinand-Dreyfus. — Rapport au Congrès de l'Union internationale de droit pénal (Budapest, 1899), *Bulletin de l'Union*, 1899-1900, p. 202 et s.

— Communication à la Société générale des prisons, séance du 28 juin 1899. *Revue pénitentiaire*, 1899.

— Misères sociales et études historiques. Paris, Ollendorf, 1901. — Chapitre consacré au « Congrès de Londres et à la traite des blanches », p. 57 à 79.

— Communication sur la traite des blanches à la Société générale des prisons, séance du 13 novembre 1901, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1450 et s.

— Communication à la même Société, sur les travaux de la Conférence de Paris, séance du 5 novembre 1902, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1127 et s.

— Rapport au Congrès de Francfort.

— Note lue à l'Académie des sciences morales et politiques (séance du 17 janvier 1903) sur « La Conférence internationale de Paris pour la répression de la traite des blanches ».

Ferrero. — Voyez Lombroso.

Feuilloley (Avocat général à la Cour de cassation). — Communication sur la traite des blanches au Congrès de St-Petersbourg. *Drucksachen für den IX Kongress der internationalen kriminalistischen Vereinigung zu St-Petersburg*, p. 365 à 381.

— Dissertation à la Société générale des prisons (séance du 19 mars 1902). *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 508 et s.

— Compte rendu du congrès de St-Petersbourg, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1125.

- Garofalo.** — Rapport au Congrès de Francfort.
- Garraud.** — Traité théorique et pratique du droit pénal français, 2^e édition, 1898 à 1902.
— Précis de droit criminel.
- Gigot** (Ancien préfet de police). — Rapport sur la traite des blanches à la Société générale des prisons (séance du 19 mars 1902), *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 501 et s.
- Gruber.** — Die internationale Bekämpfung des Mädchenhandels, *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1899-1900, p. 163 et s.
— Rapport sur la Hongrie au Congrès de Francfort.
- Guyot** (Yves). — La traite des vierges à Londres, in-16. Paris, Charpentier, 1885.
— La prostitution. Paris, Charpentier, 1882.
— Rapport au cinquième Congrès pénitentiaire (Paris 1895). — *Rapports de la première section*, p. 494 à 534.
- Haussonville** (comte d'). — Salaires et misères des femmes, Paris, Calmann-Lévy, 1900.
— L'enfance à Paris, St-Lazare, le couvent de la Madeleine, la maison centrale de Clermont, *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1879.
— La lutte contre le vice. L'inconduite, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1887.
— Les non classées et l'émigration des femmes aux colonies. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1898.
- Hilty.** — Dissertation dans le *Politischen Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, 1901.
- Indépendant Order B'ne B'rith.** — Voyez : *Unabhängig*.
- Ismaël Kémal Bey.** — La traite des blanches en Turquie. Communication adressée à la Conférence de Paris.
- Jeannel** (docteur). — De la prostitution dans les grandes villes, Paris, Baillière et fils, 1868.
- Joly** (Henri). — Rapport au Congrès de Londres sur les œuvres françaises protectrices de la jeune fille. Annexe à ce rapport donnant la liste et indiquant le but de ces œuvres. *Transactions of the international Congress...* p. 119 à 131.
- Journal officiel.** — Notamment : I. *Partie officielle.* — Numéros des 20 janvier 1903, 4 février (p. 138 et s.), 4 avril 1903.
— II. *Débats parlementaires.* — 1^o *Sénat, session ordinaire*, numéro du 21 février 1903, p. 262 à 267. — 2^o *Chambre, session ordinaire*, numéro du 25 mars 1903, p. 1281 et 1282.
- Lecour.** — La prostitution à Paris et à Londres. Paris, Asselin, 1872.

- Lecour.** — Communication au cinquième Congrès pénitentiaire de Paris (1895). — *Rapports de la première section*, p. 545 à 570.
- Le Jeune.** — Proposition de loi pour la police des mœurs, développée au Sénat belge le 6 février 1900.
- Le Poittevin.** — Du fonctionnement du casier judiciaire dans les rapports internationaux, *Journal de Clunet*, 1901, p. 704, 1902, p. 261.
- Lévy.** — La traite des noirs et les puissances. Thèse, Paris, 1894.
- Lombroso et Ferrero.** — La femme criminelle et la prostituée, traduction de Louise Meille, Paris, Alcan, 1896.
- Merlin.** — Répertoire de jurisprudence. *Verbis* : Prostitution, Maquerellage, Bordel.
- de Meuron.** — La Société internationale pour la lutte contre la traite des blanches. Paris, 1902.
— Rapport au Congrès de Londres.
— Rapport au Congrès pénitentiaire de Paris de 1895. *Rapports de la première section*, p. 570 et s.
- Minime.** — La prostitution et la traite des blanches à Londres et à Paris. Paris, 1886.
- Minod.** — Rapport au Congrès pénitentiaire de Paris (1895). *Rapports de la première section*, p. 570 et s. — Ce rapport a été fait en collaboration avec M. de Meuron.
- Moncharville.** — La traite des blanches et le Congrès de Londres. Rapport présenté au comité français de participation au Congrès.
- Montenach** (Mme la baronne de). — Rapport au Congrès de Londres sur l'œuvre catholique, internationale, de la protection de la jeune fille.
- Pall Mall Gazette.** — Les scandales de Londres dévoilés par la *Pall Mall Gazette* (traduction littérale des articles de ce journal). Paris, Dentu, 1885.
- Paulucci di Calboli** (le marquis). — La tratta delle ragazze italiane. Roma, Direzione della nuova antologia, 1902.
— Ancora la tratta delle ragazze italiane et la conferenza internazionale di Parigi. Roma, 1902.
- Pierson.** — Discours à la Conférence d'Amsterdam, *Compte rendu de la Conférence*, p. 1 à 12.
- Recueil général des anciennes lois françaises** par Jourdan, Decrussy et Isambert. Paris, Plon.
- Renault.** — La traite des blanches et la Conférence de Paris au point de vue du droit international, Paris, Pedone, 1902. Cette étude a d'abord paru dans la *Revue générale de droit international public*.

Revue pénitentiaire, *passim* et notamment : année 1901, p. 1450 ; année 1902, p. 92, 501, 768, 857, 919, 1048, 1054, 1128 et s., etc.

Robiquet. — Communication au Congrès pénitentiaire de Paris, 1895, *Rapports de la première section*, p. 592 et s.

Mme Savioz de Sainte-Croix. — Une seule morale pour les deux sexes. Rapport au Congrès international de la condition et des droits des femmes (Paris, septembre 1900), *Compte rendu*, p. 97 à 111.

van Schermbeek (commissaire en chef de la police de la Haye). — La traite des blanches. Rapport au Congrès international de la Fédération britannique, continentale et générale, tenu à Genève du 10 au 13 septembre 1889. *Compte rendu officiel des travaux du Congrès*, Genève, 1890.

Mme de Schlumberger. — Appel aux femmes. Paris, Association pour la répression de la traite des blanches.

van Swinderen (juge à Groningue). — La traite des blanches. Rapport au Congrès international de la Fédération britannique, continentale et générale, tenu à Genève du 10 au 13 septembre 1889, *Compte rendu officiel des travaux du Congrès*, Genève, 1890.

Teutsch. — Rapport sur le Congrès de Francfort, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1134.

Tscharner (Mme de). — Les moyens employés en Suisse pour le relèvement moral et la protection des jeunes filles. Rapport au Congrès de Londres, 1899.

Unabhnægig Orden B'ne Briss. — Die Wirksamkeit der von der Grosloge für Deutschland U. O. B. B. ernannten Comitees zur Bekämpfung des Mädchenhandels. Hambourg, Lesmann, 1900 (1).

(1) Nous estimons inutile de mentionner dans cette bibliographie les Recueils périodiques d'arrêts, les Répertoires, les Codes annotés, les Journaux judiciaires, etc., qu'il est cependant indispensable de consulter pour connaître l'état exact de la doctrine et de la jurisprudence françaises.

AVANT-PROPOS

Les premiers mots de cette étude doivent être un hommage de profonde reconnaissance adressé à tous ceux qui ont bien voulu nous prêter le secours de leur expérience, nous guider dans les questions délicates qui leur étaient familières, nous fournir enfin les documents sans lesquels notre travail aurait été impossible. Qu'il nous soit permis d'exprimer notre particulière gratitude, d'abord à M. le sénateur Bérenger et à M. le professeur Renault, l'éminent jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, à qui nous devons non seulement de précieux documents, mais encore des explications orales qui empruntaient au rôle officiel et prépondérant qui fut le leur à la Conférence de Paris, une exceptionnelle autorité.

Nous sommes aussi redevables à M. de Meuron, député au Grand-Conseil de Genève et à M. L. Comte, directeur du *Relèvement social*, d'un grand nombre d'ouvrages, de rapports et d'enquêtes de première importance. Une dette toute spéciale a été contractée par nous envers l'infatigable secrétaire général de l'*Association pour la répression de la traite des blanches et la préservation de la jeune fille*, M. Ferdinand-Dreyfus. Représentant du Comité français au Congrès de Londres, à la Conférence d'Amsterdam, au Congrès de Francfort, délégué officiel du

Gouvernement de la République à la Conférence de Paris, il a pu réunir sur le sujet que nous abordons un remarquable dossier. Nous lui sommes particulièrement reconnaissant de nous l'avoir confié ; il n'est peut-être pas une page de notre travail qui ait été écrite sans y avoir recours.

Bien que nous ayons pris notre parti d'être forcément incomplet dans cette brève préface, nous tenons cependant à remercier ici les membres du Parquet, — M. Paturet, substitut à Lyon du Procureur de la République notamment, — les officiers supérieurs de la police lyonnaise, — et spécialement M. Briotet, chef de la Sûreté, — des renseignements précieux qu'ils ont bien voulu nous fournir.

INTRODUCTION

1. — Depuis quelques années, un trafic connu dès la plus haute antiquité, le recrutement et le commerce des femmes destinées à la prostitution, a pris un tel développement et un caractère si grave qu'il apparaît aujourd'hui comme un véritable fléau social. Stimulé par les progrès de la colonisation, facilité par la rapidité des transports, son extension appelait d'énergiques mesures de répression. Les conditions nouvelles dans lesquelles il se pratique l'ont fait désigner d'un nom de création récente : la traite des blanches.

C'est aujourd'hui plus que jamais un sujet d'actualité : après avoir pendant longtemps défrayé les colonnes de la presse périodique, les questions que ce trafic soulève ont fait l'objet d'une Conférence internationale de la plus haute portée, qu'une série de Congrès antérieurs avaient préparée. Et, bien que cette Conférence, réunie à Paris en juillet 1902, date de moins d'un an, deux autres réunions internationales se sont préoccupées du même problème (1).

(1) Le Congrès de Francfort-sur-le Mein d'octobre 1902, et le 9^e Congrès de l'Union internationale de droit pénal qui a tenu ses séances à St-Petersbourg au mois de septembre de la même année. Dans cette dernière réunion internationale, il a même été décidé à l'unanimité qu'une des questions les plus importantes en matière

Dernièrement enfin, un texte législatif dont l'importance se manifeste à divers égards, est venu en France combler une lacune profonde de notre législation pénale et permettre de réprimer ce commerce scandaleux (loi du 4 avril 1903).

2. — Des actes très graves, l'embauchage de malheureuses et honnêtes filles, à qui des positions brillantes étaient promises à l'étranger et qui se trouvaient contraintes, arrivées à destination, de se livrer à la débauche, — la répétition de ces faits, plus fréquents qu'on ne voulait le croire tout d'abord, — enfin l'impunité presque certaine des coupables, voilà certes des raisons suffisantes de l'émotion que le sujet a fait naître.

Le mouvement d'opinion, dont la poussée irrésistible emporta les Gouvernements, la diplomatie, les Parlements dans cette lutte contre un crime, s'explique cependant par d'autres motifs encore. La traite des blanches, en effet, soulève dans l'ordre le plus élevé des connaissances humaines, au point de vue économique et social, au point de vue philosophique, sans parler pour l'instant du côté juridique de la question, les problèmes les plus complexes et les plus brûlants.

3. — Au point de vue de l'économie sociale d'abord, la traite des blanches est intimement liée au problème de la condition de la femme dans la société moderne. La

de traite (la question des majeures consentantes) serait mise à l'ordre du jour du prochain Congrès. — Cf. ci-dessous, p. 129.

cause immédiate de la traite, c'est la misère. Tout le monde sait que le recrutement des malheureuses dans l'armée de la débauche s'opère surtout aux abords des bureaux de placement, à la sortie des hôpitaux, à l'arrivée des trains. Quand la pauvre fille, sans ressources, cherchant en vain à gagner sa vie, est repoussée du bureau de placement, le traitant qui l'aborde a beau jeu. Il offre une position rémunératrice, le pain tous les jours ; la malheureuse, à qui sa pauvreté même se traduisant dans sa mise ôte l'espoir d'obtenir un emploi, se trouve sans forces pour refuser. Elle finit par accepter et, par misère, passe le seuil de la maison close qu'en toute autre circonstance elle n'aurait jamais franchi.

Sans aller jusqu'à dire qu'on arriverait à supprimer la traite, on y ferait échapper un grand nombre de victimes parmi les plus intéressantes, si on parvenait à améliorer le sort des femmes qui vivent de leur travail (1) ; avec un salaire plus élevé elles tomberaient moins facilement. La recherche approfondie des moyens par lesquels on pourrait relever leur salaire, nous entraînerait au delà des bornes de ce travail, nous tenons cependant à en dire quelques mots.

4. — En dehors même d'une intervention gouvernementale (2), divers remèdes ont été proposés, parmi les-

(1) Cf. *Salaires et misères des femmes*, de M. d'Haussonville et divers articles publiés par lui dans la *Revue des Deux-Mondes*, voyez notamment : *La lutte contre le vice. L'inconduite*, numéro du 1^{er} janvier 1887.

(2) Cf. Rapport de M. Picot à l'assemblée générale de l'Asso-

quels il faut d'abord signaler comme particulièrement efficace, l'apprentissage facilité aux jeunes filles et aux enfants. On sait, en effet, que les femmes connaissant bien un métier parviennent le plus souvent à gagner largement leur vie, tandis que celles qui ne possèdent aucune instruction spécialisée, qui, par exemple, ne sont capables que des travaux ordinaires de couture, gagnent un salaire dérisoire. Lorsque la rémunération journalière est de quelques sous seulement, la tentation devient trop forte ; si l'occasion s'en présente, l'ouvrière ne résistera pas aux propositions qui lui permettront de sortir de misère ; et, les premières fautes commises, la pente vers les derniers degrés de la débauche est trop rapide, pour qu'une malheureuse puisse s'arrêter en chemin (1).

Dans le même ordre d'idées, pour relever le salaire des femmes, on devrait s'efforcer de leur ouvrir une série de professions réservées par l'habitude exclusivement aux hommes et que cependant les femmes pourraient aussi bien exercer (2). Ce ne seraient pas seulement les femmes

ciation pour la répression de la traite des blanches (18 juillet 1902), *Compte rendu*, p. 14 et s.

(1) Cf. l'exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Maurice Colin, tendant à modifier les articles 331 à 335 du Code pénal et à faire un délit de la séduction frauduleuse des mineures. Cet exposé de motifs est rapporté notamment dans le *Relèvement social* du 15 décembre 1902.

(2) Nous n'entendons pas faire allusion ici aux professions dites libérales. Mais dans les villes, notamment, les professions toujours exercées par les hommes, sans que cela s'explique par des raisons sérieuses, sont fréquentes. Pour n'en prendre qu'un exemple, le employés des coiffeurs sont nécessairement des garçons, et ce-

entrées dans ces professions qui en bénéficieraient, ce seraient aussi, par l'application inévitable des lois économiques, ce les qui resteraient dans les situations anciennes. Celles-ci, en effet, se trouveraient débarrassées d'une concurrence ruinant les unes et les autres. Il suffit souvent, en Bourse, de la disparition d'un très petit nombre d'offres qui, par leur excédent, ont avili les prix, pour ramener les cours normaux ; il pourrait en être de même pour la main-d'œuvre féminine : les salaires pourraient se trouver considérablement relevés par l'orientation d'un nombre restreint de femmes vers de nouvelles professions.

5. — A côté des ouvrières qui tombent dans la prostitution par misère, les traitants trouvent des recrues en grand nombre parmi les malheureuses condamnées à la débauche dès leur enfance, souvent par leurs parents eux-mêmes. Dans certains milieux, il n'est pas rare de voir des petites filles livrées à la prostitution à un âge où les autres jouent encore à la poupée. Ici aussi, il semble indispensable d'intervenir ; la société a le devoir strict — c'est une idée que nous aurons à développer — d'arracher ces enfants à leur milieu, à leur famille et de les mettre à même de gagner leur vie d'une manière honnête. Dans cette œuvre d'éducation les autorités devront nécessairement avoir recours à l'initiative privée, aux sociétés

pendant dans les campagnes, il arrive assez souvent que les métiers de coiffeur et de barbier sont exercés par des femmes, à la satisfaction du public.

philanthropiques, soit pour connaître les faits qui appellent une intervention, soit pour élever les enfants enlevées à leur milieu (1).

6. — Si l'on voulait faire œuvre complète, il faudrait indiquer encore plusieurs phénomènes sociaux qui sont des causes presque nécessaires de chute et auxquels il conviendrait de porter remède pour enlever à la traite ses victimes les plus dignes de pitié. Depuis plusieurs années l'exiguïté des logements ouvriers, la déplorable promiscuité qui en résulte, ont été signalées comme une cause d'impudeur, de dépravation morale qui laisse les enfants sans défense contre les tentations de toutes sortes. On a montré aussi que l'isolement dans les grandes villes des ouvrières sans famille, obligées à vivre dans des chambres garnies (2), en butte dans la rue, au restaurant (3), chez elles parfois, à des sollicitations inces-

(1) Voyez sur cette nécessité, les résolutions de la Conférence d'Amsterdam, ci dessous, p. 115, n° 84 et les références citées.

(2) Voyez ce qu'en dit un des hommes les plus compétents, M. Georges Picot (Assemblée générale de l'association pour la répression de la traite) :

« Un des hommes que ses fonctions initient aux secrets de la population parisienne me disait, il y a quelques mois, que la plupart des chutes des jeunes filles isolées étaient dues à la façon dont elles étaient logées. J'ai voulu m'en rendre compte, j'ai fait une enquête, je suis allé de garni en garni, cherchant quel était le logement de la jeune ouvrière et j'ai pu, hélas ! me convaincre par moi-même de l'exactitude absolue de ce qui m'avait été révélé. La jeune fille n'a pas sa place dans les garnis de Paris ; le logement est sa perte : il n'y a pas de cause plus immédiate et plus efficace de sa chute. » *Compte rendu précité de la séance du 18 juillet 1902*, p. 16.

(3) Voyez à ce sujet, les très intéressantes observations de M. d'Haussonville, *Salaires et misères des femmes*, p. 14 et s.

santes, est trop souvent une cause de chute définitive. Contre de telles conditions économiques, la lutte est possible ; de nombreuses sociétés se sont fondées pour offrir aux ménages ouvriers des logements salubres et plus grands, des œuvres analogues se sont créées (1) pour donner aux jeunes filles isolées le vivre et le couvert. Elles trouvent ainsi, en même temps que des avantages matériels, le soutien moral, les distractions honnêtes dont elles ont absolument besoin. Elles échappent enfin, par ce moyen, à l'isolement qui déprime, aux sollicitations et à la promiscuité dont elles sont trop souvent les victimes. C'est donc en ce sens qu'il faut marcher car, pour répéter ce que disait M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques : « ... nous avons le droit de dire que toute fondation nouvelle, destinée à abriter la jeune fille, à la protéger contre les dangers qui l'assiègent, est une diminution de la prostitution » (2).

7. — Au point de vue philosophique, la question de la traite des blanches soulève les problèmes les plus graves et sur lesquels on est le moins d'accord. Tout d'abord, le système de répression à établir dépend essentiellement de la ligne de démarcation que l'on adoptera entre

(1) Cf. sur les grandes maisons fondées à Paris dans ce but, le rapport de M. Georges Picot à l'assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite des blanches (18 juillet 1902), *Compte rendu*, p. 16.

(2) Rapport précité à l'Association pour la répression de la traite des blanches.

les domaines respectifs de la morale et du droit. En matière de traite, l'un des points les plus controversés est celui de savoir si la traite en elle-même, indépendamment de toute circonstance de minorité, de fraude, de violence, doit faire l'objet d'un délit ou si elle doit échapper à la répression. Les deux solutions ont été consacrées. Dans beaucoup de pays, le proxénétisme pur et simple, l'embauchage d'une femme librement consentante en vue de la prostitution tombe sous le coup de la loi pénale ; dans d'autres, au contraire, pour des raisons que nous aurons plus tard à développer, ce fait, s'il n'est pas accompagné de circonstances aggravantes, reste impuni. La solution de cette question dépend évidemment de la conception que l'on adopte sur les rapports du droit et de la morale. L'acte du traitant ne cesse pas d'être immoral parce qu'il s'adresse à des majeures, mais on peut estimer, c'est la conception de la législation française actuelle, qu'il échappe au domaine de la répression pénale.

8. — L'intervention de l'autorité dans les rapports des particuliers, qui s'impose lorsque l'une des parties a besoin de protection (soit à raison de son jeune âge, soit à raison des manœuvres dont elle est victime), devient en effet plus difficile à justifier si les deux personnes en présence, majeures et librement consentantes, protestent contre cette intervention (1). La seule immoralité de

(1) Il est cependant facile de trouver, dans notre législation actuelle, des cas où la loi intervient malgré la volonté des parties. Pour n'en citer qu'un exemple, le patron qui consent à occuper un

l'acte est alors incontestablement insuffisante pour justifier une répression pénale. *C'est du moins la conception de notre législation moderne*, restriction nécessaire tant cette notion est contingente et variable (1) : dans notre droit pénal français on pourrait citer des exemples nombreux d'actes sur l'immoralité desquels tout le monde est d'accord, de vices qui furent toujours regardés comme particulièrement dégradants et dont la preuve cependant ne permettrait pas une condamnation sans le concours de certaines circonstances, comme la publicité, le scandale, etc... Cette notion du rôle de la justice sociale trouve son expression dans un mot fréquemment répété : « La société punit le crime, non le vice. »

Il faut donc que quelque chose de plus vienne s'adjoindre à l'immoralité de l'acte pour que la société soit en droit d'intervenir. Le défaut de consentement de la personne avec laquelle cet acte a été commis doit certainement être considéré comme légitimant une sanction pénale : tout le monde est d'accord pour sévir à l'encontre du traitant qui embauche ses victimes par fraude ou par

ouvrier, sur sa demande, pendant un nombre d'heures supérieur à celui fixé par la loi du 9 septembre 1848, ou qui emploie des femmes, librement consentantes, en dehors des conditions imposées par la législation de 1892 et de 1900, n'échappe pas pour autant aux pénalités édictées. — Cf. M. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 2^e fascicule, p. 494 et s.

(1) En Angleterre, par exemple, l'inceste est puni ; en Suisse, dans le canton d'Appenzell, tout commerce illégitime est frappé d'amende. — Cf. Færden, *Exposé des dispositions pénales concernant les délits contre les mœurs*, p. 1 et 2.

violence. Mais cette nouvelle condition ne se retrouve pas dans la traite de majeures consentantes.

On s'est alors demandé si l'on ne devait pas se contenter d'autres conditions qu'on prétendait découvrir dans tout acte de traite. Nous aurons dans le cours de cette thèse à examiner la valeur de ces conceptions sur lesquelles nous n'insistons pas pour l'instant (1).

9. — L'un des arguments invoqués par ceux qui veulent réprimer la traite des majeures, consiste à faire valoir que ce trafic est illicite en lui-même, comme constituant une vente de la personne humaine qui n'est pas dans le commerce. La traite des blanches soulève donc le problème singulièrement général dans ses applications, qui consiste à déterminer jusqu'à quel point la personnalité humaine peut faire l'objet d'un contrat. S'il y a là une véritable vente d'une personne, il faudra étendre en cette matière, par analogie, les règles qui prohibent la traite des nègres. Mais il ne semble pas, en regardant la réalité des choses, que le contrat passé entre le traitant et le tenancier de la maison de débauche auquel il livre la femme embauchée, puisse être considéré comme une vente. Le contrat ainsi intervenu se retrouve avec des

(1) Nous insistons d'autant moins sur ces théories souvent traitées de philosophie du droit criminel, qu'en ce qui concerne la traite des majeures consentantes, il est des raisons spéciales, et à notre sens décisives, de prendre parti. — Voyez notamment sur cette question, Tarde, *La philosophie pénale*, Lyon, Storck, 1890, p. 70 et s.

caractères tout à fait semblables dans des opérations voisines dont on commence à s'occuper aussi : la traite des coolies chinois et, plus près de nous, la traite des petits italiens, livrés par leurs parents à des *padrones* qui les amènent en France pour les faire travailler et plus généralement pour les obliger à mendier.

Dans tous ces cas, s'il n'y a pas une vente véritable, la personne humaine fait incontestablement l'objet essentiel du contrat et il faudra rechercher quelles conséquences en résultent, décider s'il faut en conclure que le contrat, certainement immoral, est en outre illicite.

10. — La détermination de la nature exacte du contrat intervenu entre le proxénète et la femme qu'il embauche est l'un des problèmes juridiques auxquels la question de la traite donne naissance ; mais elle en soulève bien d'autres. Nous nous bornerons, dans cette introduction, à les énoncer brièvement en renvoyant au corps de cette étude pour leur examen détaillé.

La traite des blanches et l'organisation actuelle de la répression présentent une importance considérable au double point de vue du droit interne français et du droit international.

Droit interne. — En laissant de côté la question incidente de droit civil que nous venons de signaler relativement à la nature du contrat passé par le proxénète, la traite des blanches donne naissance aux problèmes les plus intéressants de droit pénal pur. La loi récente du

4 avril 1903, comme toutes les lois nouvelles, appelle un commentaire détaillé soit au sujet des conditions du délit qu'elle institue, soit au sujet des pénalités qu'elle édicte, soit enfin à propos de l'application au délit nouveau des théories générales du droit criminel concernant, par exemple, la tentative, les circonstances atténuantes, la récidive et ses conséquences, etc...

11. — *Droit international*. — C'est peut-être au point de vue international que le sujet dont nous abordons l'étude présente le plus vif intérêt. L'importance des Congrès et Conférences réunis à cette occasion suffirait à l'indiquer. Le rôle de la Conférence de Paris, ses résolutions soit en ce qui concerne l'organisation administrative destinée à surveiller les délinquants, soit relativement aux dispositions législatives que chaque pays devait prendre, mériteraient de faire l'objet d'un ouvrage spécial.

L'importance de cette Conférence est d'autant plus grande que plusieurs des dispositions arrêtées ne se resreignent pas au délit spécial qu'on avait en vue. Notamment pour la transmission des commissions rogatoires, la communication internationale des condamnations, etc..., les résolutions votées en juillet 1902 par la Conférence de Paris pourront plus tard être généralisées et étendues à bien d'autres infractions. Peu de Congrès, en effet, ont réuni un si grand nombre d'hommes éminents et ont été présidés avec plus de compétence; on ne saurait donc s'étonner de ce que ses travaux aient été particulièrement fructueux.

12. — Pour être à peu près complet, il faut ajouter qu'au point de vue historique encore, le sujet de la traite des blanches présente un intérêt de premier ordre. Il est spécialement instructif et important de rechercher comment on est arrivé peu à peu à faire comprendre la gravité du trafic des proxénètes, la nécessité pour tous les Etats d'agir de concert, comment enfin on est parvenu à faire adopter ces mesures internationales que la nature de la traite rendait indispensables.

Nous consacrerons la première partie de notre étude à cet historique, en y comprenant même l'examen des travaux préparatoires de la loi récente, afin de décharger complètement la seconde partie du sujet, dans laquelle nous examinerons le nouvel état du droit (1), tel qu'il résulte des résolutions adoptées par la Conférence de Paris et de la loi du 4 avril 1903.

(1) L'expression *nouvel état du droit* n'est pas absolument exacte, en ce qui concerne les résolutions de la Conférence de Paris, car ni le projet de convention, ni le projet d'arrangement n'ont encore été signés. Mais ce n'est vraisemblablement qu'une affaire de temps. Pour éviter des périphrases, nous nous servirons donc de l'expression signalée, sous le bénéfice de cette observation.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS QUI ONT MOTIVÉ LA CAMPAGNE CONTRE LA TRAITE.

13. — Avant de retracer l'œuvre soit législative, soit internationale, qui a été accomplie à ce jour en matière de *traite des blanches* (1), il convient de préciser ce qu'on entend par cette expression consacrée, en rappelant les faits qui ont attiré l'attention du monde entier sur le trafic des proxénètes.

(1) Nous nous servirons de cette expression qui semble définitivement attachée aux faits dont nous commençons l'étude, — bien que, il faut le reconnaître, elle soit, à divers points de vue, inexacte. — Le mot *traite*, d'abord, implique une idée d'importation ou d'exportation qui ne se rencontrera pas toujours dans le délit en question ; il suppose en tout cas un transport et une aliénation qui ne sont même pas nécessaires : un tenancier de maison close embauche à côté de son domicile une jeune fille mineure, il tombe sous le coup des dispositions de la loi nouvelle sans qu'on puisse dire qu'il y ait là à proprement parler *une traite*. En second lieu, ce n'est pas seulement le trafic des femmes *blanches* qu'on a entendu

C'est seulement en connaissant bien comment opèrent les *marchands d'ivoire* (1), si proches parents des marchands de bois d'ébène, qu'on peut utilement apprécier les mesures à prendre à l'égard des proxénètes et à l'égard de leurs victimes.

14. — Les procédés d'embauchage et de recrutement des traitants varient extrêmement ; et, pour mettre un peu d'ordre au milieu de la multiplicité des faits rapportés de tous côtés, il nous semble nécessaire de distinguer trois catégories de traite présentant des caractères tout différents. Les femmes embauchées peuvent être :

frapper. Dans certaines régions, c'est la traite des jaunes (Voyez sur l'importation des Japonaises dans les possessions russes d'Asie, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 768) qui se pratique, et il est bien certain que les dispositions répressives nouvelles, comme les mesures administratives de protection, s'étendront à tous les cas de traite, quelle que soit la race à laquelle les victimes appartiendront. — Mais il suffira, pour justifier l'emploi de cette expression, de constater qu'elle a pour elle, outre la consécration de l'usage, l'avantage d'être parfaitement claire et d'éveiller nettement l'idée du commerce des femmes ; elle présente enfin cette qualité de rapprocher les actes qui nous occupent du trafic ancien des noirs, avec lequel les analogies sont nombreuses. Il ne faudra pas cependant se laisser entraîner par la similitude des expressions à identifier les deux opérations ; celle du négrier constituait bien exactement une vente dans le sens technique du mot ; il n'en est pas de même du commerce des proxénètes. — Cf. sur les critiques que l'expression *traite des blanches* a soulevées : M. Renault, *La traite des blanches et la Conférence de Paris*, p. 14 et 15 et les observations insérées dans le *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 76 et p. 111.

(1) L'expression est d'un Italien, le marquis Paulucci de Calboli, qui a consacré à la traite des blanches diverses brochures, écrites avec autant d'esprit que de compétence (*La tratta delle ragazze italiane*, p. 6).

Ou bien des prostituées déjà, sachant à quelle existence elles sont destinées et librement consentantes. C'est la catégorie la moins intéressante ;

Ou bien des filles mineures, et pour celles-là il est inutile de distinguer suivant qu'elles ont ou non consenti ;

Ou bien des femmes majeures qui ne consentent pas à se livrer à la débauche et qui sont entraînées par fraude ou violence à la prostitution.

Il convient de distinguer ces trois catégories de victimes de la traite, non seulement parce qu'elles ne sont dignes de pitié qu'à des degrés très divers, mais encore parce que ces trois cas d'embauchage ne présentent pas la même gravité pénale et parce que, à ces trois classes de victimes, correspondent des procédés de recrutement différents.

15. — Les moyens, par lesquels se pratique la traite des majeures consentantes sont des plus simples. Les tenanciers de maisons tolérées ou non qui désirent renouveler leur personnel, se mettent en rapport soit directement soit par l'entremise d'un traitant (1) ; puis ils échangent, aliènent ou achètent ce qu'ils appellent des *colis*. Ce commerce se fait aussi bien d'une manière internationale que d'une manière régionale. Nous n'in-

(1) En France où la tolérance n'est en général accordée qu'à des femmes, ce sont presque toujours, d'après les renseignements qui nous ont été fournis par la police, les maris des tenancières qui s'occupent du recrutement de la maison et font métier d'intermédiaire.

sistons pas sur cette première catégorie de traite dont les acteurs sont peu intéressants.

16. — Lorsqu'il s'agit au contraire de mineures ou de femmes dont le consentement a été arraché par fraude ou violence, nous sommes en présence de victimes auxquelles, de l'avis unanime, la société doit sa protection. Comment se pratique la traite à leur égard ? — Il est d'abord un premier procédé dont il faut dire un mot, car certain procès récent nous l'a montré fréquemment employé à l'égard des filles mineures tombées déjà (1). Ces malheureuses, très jeunes parfois, mais parfaitement conscientes du sort qui les attend, se laissent emmener par des amies plus âgées, installées soit à Paris, soit à l'étranger, où elles se livrent à la prostitution (2).

D'autres procédés sont plus révoltants, car ils spéculent sur la misère des femmes que l'on a habilement trompées (3). L'un des plus usuels est celui des annonces publiées dans les journaux.

(1) Voyez le grand procès qui s'est déroulé devant la neuvième chambre correctionnelle du tribunal de la Seine à la fin de janvier et au mois de février 1903 et qui s'est terminé par la condamnation de 18 traitants à des peines d'emprisonnement. Compte rendu notamment dans le journal *Le Matin* du 30 janvier 1903. Le jugement, en date du 21 février 1903, est rapporté *Gaz. Trib.*, 6 mars 1903 ; Journ. *Le Droit*, 17 mars 1903.

(2) Dans l'affaire rappelée à la note précédente, plusieurs des filles de 14 à 18 ans citées comme témoins avaient été entraînées à Londres dans ces conditions. — Voyez aussi l'affaire Tourneux, rapportée dans le numéro du *Matin* du 24 août 1902.

(3) Voyez sur tous les points qui suivent le très intéressant rap-

Ces annonces proposent des places largement rétribuées à l'étranger : on demande des gouvernantes, des domestiques, des demoiselles de magasin, des institutrices, etc. Si une jeune fille se laisse séduire et s'embarque, l'individu qui l'a fait venir lui annonce à son arrivée que la place promise a été prise. Mais il affirme qu'une autre occasion ne tardera pas à se présenter ; il l'emmène dans un hôtel qu'il recommande ; puis, au bout d'un certain temps, on lui fait connaître le genre de maison dans laquelle on veut la faire entrer. Si elle refuse et proteste, on lui présente la note de ce qu'elle doit pour son logement, sa nourriture et son entretien, on la menace de la police ou on lui déclare que la porte restera fermée tant que la dette ne sera pas payée. Trop souvent la malheureuse, isolée, sans ressources, ignorant la langue du pays, est obligée de céder. D'autres fois, la violence pure et simple est employée à l'égard de la jeune fille conduite dans une maison de débauche (1), sous le prétexte de l'accompagner auprès des personnes qui l'ont fait venir.

17. — A côté de ces annonces destinées à tromper les personnes les plus avisées, il en est d'autres qui, par la nature des situations proposées, semblent écarter toute

port de M. Moncharville sur la traite des blanches et le Congrès de Londres (Rapport présenté au comité français de participation au Congrès).

(1) Voyez sur l'emploi fréquent de la violence l'interview d'un placier rapporté dans *Le Matin* des 15 et 17 février 1902 et dans le supplément du *Relèvement social* en date du 1^{er} mars 1902. — Voyez aussi, *Les scandales de Londres* ; Paris, Dentu, 1885, *passim*.

possibilité d'erreur de la part de la personne qui les prend en considération (1). Il convient de les signaler ici, car on affirme que, par un excès de naïveté surprenant, certaines jeunes filles se sont laissées séduire par ces promesses sans rien soupçonner d'anormal. Ces deux catégories d'annonces sont si répandues qu'on les rencontre même en Suède (2), où cependant la traite est à peu près nulle (3).

Souvent les agences de placement remplissent le rôle des journaux à annonces, envoyant à des complices les jeunes filles qui leur paraissent être des proies faciles. Le fait est si fréquent que diverses législations sont intervenues et ont soumis les bureaux de placement à une très étroite surveillance. La Suisse notamment a pris, par une Convention intercantonale (concordat) de 1875, toute une série de mesures destinées à réprimer les manœuvres deshonnêtes dont ces agences se rendent trop souvent coupables et à mettre en jeu leur responsabilité

(1) Voyez d'abord les faits rapportés par M. Moncharville (*rapport précité*, p. 5) : annonce publiée par les journaux de Hambourg dans laquelle un monsieur demandait à adopter une jeune fille remplissant des conditions d'âge et d'agrément physiques déterminés ; journaux anglais réclamant des demoiselles de compagnie pour messieurs *seuls* en voyage, etc...

(2) Voyez le rapport au Congrès de Londres de M. Hugo Tamm, membre de la Chambre haute, qui s'exprimait en des termes que nous traduisons ainsi : « On doit reconnaître qu'aujourd'hui il commence à apparaître dans les journaux des avis, les uns qui sont des pièges, les autres qui offrent franchement des places « dans des music-halls à l'étranger » (Compte rendu du Congrès publié par la *National Vigilance Association*, p. 76).

(3) Voyez ci-dessous, p. 31 et s., n° 20.

toutes les fois qu'elles ont commis des fautes ou contrevenu à leurs obligations (1).

18. — Outre ces procédés, le racolage direct est très usité, des recruteurs nombreux, agissant, paraît-il, pour le compte d'agences qui ont des correspondants dans toutes les parties du monde, parcourent les campagnes et les villes de province à la recherche de jeunes filles (2). La sortie des bureaux de placement (3) est un des lieux où les agents recruteurs, fréquemment des femmes, agissent avec le plus de succès. Les pauvres filles sans situation, acculées à la misère, se laissent facilement séduire par leurs propositions.

(1) Voyez la note suisse produite à la Conférence de Paris sur la surveillance des bureaux de placement et sur les mesures intercantionales prises pour la protection des jeunes gens à l'étranger, *Livre jaune de la Conférence*, p. 93. — Voyez encore, pour les dispositions prises en Norvège, le rapport norvégien soumis au Congrès de Francfort. En Suède aussi des mesures ont dû être prises contre les agences d'émigration ; une loi de 1884 a décidé qu'elles ne pourraient être dirigées que par des Suédois. Cette loi, bien qu'elle ait eu d'heureux effets, n'a pas mis fin à tous les abus. M. Hugo Tamm rapporte qu'un des agents d'émigration était propriétaire d'une maison déshonnête dans un des quartiers les plus malfamés de Copenhague (*Rapport précité au Congrès de Londres*, p. 77 et 78).

(2) Ce procédé est notamment très employé pour le recrutement des harems de Turquie. Des émissaires parcourent constamment la Circassie russe cherchant à séduire les jeunes circassiennes renommées pour leur beauté. Le plus souvent le traitant oriental promet à sa victime de l'épouser lorsqu'elle l'aura accompagné dans son pays ; aux parents on distribue des cadeaux ; sitôt arrivée à Constantinople la malheureuse est vendue par son ravisseur (Rapport du docteur Ismaïl Kémal bey, adressé à la Conférence de Paris).

(3) Voyez l'affaire des filles Dérangère et Bégassat rapportée dans le journal *Le Matin* du 30 août 1902.

Les places publiques, les hôpitaux et leur sortie et surtout les gares sont encore des centres d'opérations très fréquentés par les racoleurs. A l'arrivée des trains, ils abordent les jeunes filles qui paraissent dépaysées, inexpérimentées ; ils leur offrent un emploi, se mettent à leur disposition pour les conduire à l'hôtel ; si elles acceptent, on agit comme nous avons dit plus haut.

Ces manières usuelles ne sont d'ailleurs pas les seules. On en a signalé d'autres de moindre importance. Le marquis Paulucci de Calboli, premier secrétaire de l'ambassade d'Italie à Paris, affirme que certains *padrones* qui amènent des convois de petits Italiens en France, y joignent quelques petites filles. Après avoir servi au plaisir du maître, elles sont vendues par lui à des tenanciers (1).

19. — On aurait grand intérêt à connaître exactement les conditions de ce trafic, la situation de chaque pays au point de vue de l'importation et de l'exportation, les routes suivies par les convois, les ports d'embarquement et

(1) *La tratta delle ragazze italiane*, p. 10. — Le même auteur (*loc. cit.*) déclare qu'un autre procédé est encore employé : le recruteur qui a découvert une belle paysanne la demande en mariage pour l'emmener ensuite à l'étranger et la vendre dans une maison de débauche. Cela rappelle une fraude qui se commet en France et qui est bien connue de la police. Un mari, qui s'est entendu avec sa femme, la propose comme pensionnaire à un tenancier et obtient le paiement d'une commission ; mais la somme n'est pas plutôt versée que la femme proteste, déclare qu'elle veut s'en aller, et le tenancier est naturellement obligé de la laisser partir. — Il est arrivé que la même femme a été vendue ainsi plusieurs fois dans la même journée.

ceux d'arrivée. Mais on conçoit que jusqu'à présent les faits, mal connus, n'ont pas permis de dresser des statistiques précises. Quelques points sont cependant acquis, les comités nationaux créés depuis le Congrès de Londres en 1899 se sont livrés à des enquêtes dont les conclusions ont fait l'objet de rapports intéressants aux Congrès et Conférences postérieurs.

Voici le bref résumé des indications qu'ils nous fournissent.

20. — Tous les pays d'Europe souffrent à un degré plus ou moins intense, du fléau qui nous occupe. Seule peut-être, la Suède déclare qu'elle n'est pas contaminée. M. Hugo Tamm, membre de la Chambre Haute, en a donné au Congrès de Londres une explication (1). Cette immunité est trop exceptionnelle pour que nous ne rapportions pas le passage *in extenso* ; on peut le traduire ainsi :

« La traite des blanches n'existe pas en Suède ; des femmes étrangères n'y sont pas importées, les Suédoises ne sont pas exportées. Le premier de ces faits s'explique naturellement parce qu'il n'existe point en Suède de maisons de prostitution autorisées par le gouvernement ou les autorités administratives. Elles sont même prohibées par la loi. Or il est difficile pour une femme étrangère de vivre comme prostituée isolée, car elle est immédiate-

(1) Compte rendu du Congrès publié par la *National Vigilance Association*, p. 76.

ment reconnue à son langage et renvoyée à son gouvernement en vertu de la circulaire royale du 26 mai 1886. Cela est d'autant plus facile que la population indigène est minime et homogène. — La non-existence de l'exportation des femmes suédoises vient probablement de ce que notre langue est peu connue à l'étranger, de la situation écartée du pays et du fait que la population est répandue dans la campagne et dans des petites villes où chacun est surveillé par ses parents et ses voisins plus aisément que dans les grandes agglomérations.

« En outre, les femmes sont protégées en Suède par la coutume toujours observée par la jeune fille de s'établir non loin du lieu où elle a été élevée.

« Ces circonstances font que le recrutement des femmes suédoises n'est pas facile pour le proxénète.

« Ajoutons à ces faits que chez nous le mariage est toujours tenu pour sacré et que les théories modernes sur l'amour libre et le relâchement du lien conjugal n'ont pas encore brisé la vieille foi dans les devoirs du mariage. Le peuple suédois est au fond religieux, contemplatif, grave, sérieux comme son pays. Voilà les principales causes pour lesquelles nos jeunes femmes ne sont pas encore des marchandises. »

21. — La Suède mise à part, les divers Etats souffrent d'un double trafic : un trafic européen, un trafic extra-européen. Le premier ne constitue pas un courant continu. Si les femmes embauchées en France sont fré-

quemment envoyées à Londres (1), si les maisons malfamées de Hollande reçoivent des prostituées venues d'Angleterre (2), ce sont là des hypothèses particulières qui n'ont que l'importance de faits isolés.

La traite extra-européenne présente au contraire les caractères d'un courant régulier dont on pourrait déterminer l'intensité habituelle. Certains ports sont connus pour embarquer chaque année à destination de telle ou telle région un nombre considérable de prostituées.

C'est ainsi que le port de Gênes, d'après une enquête dont les résultats ont été soumis à la Conférence d'Amsterdam (3), embarque chaque année pour l'Amérique du Sud un nombre considérable de femmes qu'on évalue à 1.200. Elles viennent pour la plupart de l'Autriche-Hongrie, de la Russie, de la Pologne et de la France. Quant aux jeunes Italiennes qu'on ne veut pas embarquer dans un port italien, elles sont amenées à Marseille, Anvers ou Hambourg (4).

22. — L'Amérique du Sud ne s'approvisionne d'ailleurs pas seulement en Italie, mais aussi en Espagne, en

(1) Voyez, à titre d'exemple, le procès des 21 traitants (Journal *Le Matin* du 30 janvier 1903) et les faits rapportés dans les numéros du même journal le 30 août 1902 et jours suivants, les 25 et 26 août.

(2) Rapport de M. van Schermbeek, commissaire en chef de la police de la Haye, au Congrès de la fédération pour l'abolition de la prostitution, tenu à Genève en 1889, *Compte rendu officiel*, 3^e annexe, p. 3.

(3) Annexe au rapport de M. Garofalo à la Conférence d'Amsterdam au nom du comité italien, p. 7 et s.

(4) Annexe précitée, p. 8.

Portugal et dans le Midi de la France (1). Buenos-Ayres est le principal port d'arrivée pour les Etats de l'Amérique du Sud (2).

L'Amérique du Nord est en rapports continus avec la Grande-Bretagne et surtout l'Irlande. On embarque les femmes dans les ports de Londres, Hambourg, Liverpool, Southampton, Dublin et Brême à destination de New-York et de la Nouvelle-Orléans.

L'Australie est un important marché pour les Allemandes et les Françaises.

23. — En Orient, principalement en Turquie d'Asie, les Grecques et les Italiennes sont les plus demandées. Constantinople, le grand dépôt international d'esclaves blanches, fournit des Autrichiennes, des Roumaines et quelques Russes. On peut calculer que 33 pour 100 des prostituées de Smyrne et de Beyrouth sont des juives autrichiennes. L'Autriche fournit à peu près 75 pour 100 des pauvres filles importées en Egypte.

Suivant un ancien major de l'armée ottomane, le

(1) Etude de M. Fritz Robert, ancien vice-consul d'Autriche-Hongrie (en Egypte et aux Indes anglaises), citée au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Rapports de la première section*, p. 575 et s. ; étude à laquelle nous empruntons une partie des renseignements qui suivent.

(2) Depuis qu'une surveillance étroite a été organisée à Buenos-Ayres, le trafic s'est transporté à Montevideo et Rio-Janeiro (Assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite des blanches, 12 décembre 1901, *Compte rendu*, p. 9).

D^r Ismaïl Kémal bey (1), il n'est peut-être pas un pays au monde où la traite des blanches soit exercée sur une aussi grande échelle qu'en Turquie. Et cela au profit des classes supérieures et du sultan lui-même. La région la plus exploitée est la Circassie russe, parcourue constamment par des agents recruteurs ; mais le recrutement se pratique aussi d'une manière très active à l'intérieur de l'empire turc.

Généralement, les malheureuses embarquées ainsi vers la route de l'Orient ne s'arrêtent pas là. A mesure que la vieillesse, le changement de climats, l'abus des boissons, les maladies leur font perdre leurs qualités physiques, elles sont entraînées de plus en plus loin.

Les Indes anglaises les reçoivent d'abord. Bombay et Calcutta sont les deux villes où la prostitution des blanches a pris le plus grand développement. Elles passent ensuite dans les Indes néerlandaises, pour aller échouer définitivement à Batavia ou à Singapore.

24. — Si nous ajoutons à cela que beaucoup d'Européennes sont expédiées dans l'Afrique du Sud et notamment au Transvaal (2), nous en aurons fini avec les grandes routes suivies par ces tristes convois.

(1) Rapport adressé à la Conférence internationale de Paris.

(2) Voyez le rapport de M. Georges Picot à l'assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite des blanches (18 juillet 1902), p. 12. — Cf. l'arrêt de la Cour de cassation du 10 février 1900 (S. 1902.1.111) statuant dans l'hypothèse d'un envoi de jeunes filles mineures au Transvaal.

En somme l'Europe est surtout exportatrice, et les principales directions dans lesquelles elle exporte sont au nombre de trois :

L'Amérique du Sud avec le Brésil et Rio-Janeiro, avec la République argentine et Buenos-Ayres ;

L'Orient, avec les étapes de l'Egypte, de la Turquie et les diverses stations des Indes ;

Enfin l'Afrique du Sud et principalement le Transvaal (1).

25. — Si ces grandes lignes du trafic sont connues, il est beaucoup plus difficile de préciser la part que prend chaque nation dans ce commerce extra-européen. Certains points peuvent cependant être considérés comme acquis.

Il est malheureusement trop certain que la France tient un des premiers rangs dans cette liste. Les Françaises sont, paraît-il, après les Juives (2), les plus demandées pour leur esprit et pour leur grâce dans tous les pays du monde (3). Il faut observer cependant que toutes les femmes embarquées dans les ports de France ne doi-

(1) Une information datée de Blémfontein, 10 février 1903 et parue dans les journaux français, annonçait que diverses ordonnances venaient d'être rendues concernant les mœurs.

L'une d'elles infligerait cinq ans de prison et des peines corporelles aux personnes qui vivent de la prostitution de certaines femmes et édicterait d'autres pénalités rigoureuses envers les procureuses et les tenanciers de maisons mal famées.

Il est certain que cette surveillance et ces sanctions à l'arrivée constitueraient le procédé le plus efficace pour arrêter le trafic dont nous souffrons.

(2) Paulucci de Calboli, *La tratta della ragazze italiane*, p. 6.

(3) Même ouvrage, p. 44.

vent pas être comptées à notre passif, car la France est un pays de transit.

Autant que la nature et la clandestinité des faits de traite permettent de l'affirmer, l'Autriche tient la tête par un nombre fabuleux d'exportations (1). Vienne est un marché inépuisable.

L'Italie est aussi très gravement atteinte, elle exporte non seulement en Orient, mais aussi et considérablement en Tunisie. On a lieu de penser que les agences de recrutement sont affiliées à la *camorra* et à la *maffia* (2).

26. — Les pays européens ne sont pas les seuls d'ailleurs à se plaindre de l'exportation. A côté de la traite des blanches, on a montré qu'il existait une traite des jaunes aussi lamentable et singulièrement meurtrière (3). Dans toute la Sibérie orientale et dans la partie de la Mandchourie où sont installés les Russes, le nombre des hommes est infiniment supérieur à celui des femmes. Beaucoup d'ouvriers sont employés à la construction de la ligne de chemin de fer. Aussi des trafiquants ont trouvé fructueux d'amener dans ces régions des femmes qu'ils recrutent au Japon. Les malheureuses sont embarquées un beau jour et installées dans les maisons de prostitution de Vladivostok, de Blagoviéstchensk, de Kharbine

(1) Rapport précité de M. Moncharville, p. 6, et rapport de M. Fritz-Robert, ancien vice-consul d'Autriche-Hongrie, *loc. cit.*, p. 576.

(2) Voyez sur tous ces points M. Paulucci de Calboli, *La tratta...* p. 7, 8 et 9.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 768 et 769.

ou de Dalni. Leur sort est spécialement lamentable à raison de la rigueur du climat et de la brutalité des ivrognes qui leur rendent visite. Peu d'années après leur arrivée, mourantes, elles doivent être ramenées dans leur patrie.

27. — Il reste un autre point qu'il serait intéressant et important d'élucider. Quelle est la gravité du mal dont nous sommes atteints ?

Que la traite existe, c'est là un phénomène qui, s'il fut contesté, n'est plus aujourd'hui contestable. Sans faire appel à tous les récits de journaux dont l'exactitude pourrait ne pas être absolue, une quantité considérable de documents authentiques sont venus en affirmer la triste réalité : condamnations judiciaires (1), rapports (2) présentant tous les caractères de la plus stricte véracité et

(1) Condamnations prononcées contre deux traitants par le tribunal correctionnel de Bruxelles (*Bulletin de la Société de moralité publique*, 20^e année, 2^e trimestre, p. 40). — Condamnations prononcées aussi contre deux traitants par la 9^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine le 31 mai 1902 (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 857). Condamnation prononcée par le même tribunal le 13 juin 1902, *loc. cit.*, p. 858 en note. Affaire Sauvageot soumise aux assises de la Seine le 29 janvier 1903. Affaire des 21 traitants jugée à la même époque par la 9^e chambre correctionnelle du tribunal et précitée. — Voyez encore Cass., 10 février 1900, S. 1902.1.111.

(2) Longue liste de faits consignés dans le rapport de M. Yves Guyot au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Rapports de la première section*, p. 494 et s. Très importante énumération aussi dans le rapport du comité néerlandais à la Conférence d'Amsterdam (3 et 4 octobre 1901). Rapport de la Société russe pour la protection des femmes au Congrès de Francfort-sur-le Mein (7-10 octobre 1902),

soumis, soit par la France, soit par les autres pays, aux Congrès internationaux, enquêtes policières (1), etc. (2).

Nous nous bornons à y renvoyer sans nous attarder à fournir des exemples.

28. — Mais, l'existence de la traite étant certaine, il est un autre point qu'il serait plus important peut-être de connaître. Quelle est la fréquence, l'importance de ce trafic? Et ici nous nous trouvons en présence des renseignements les plus contradictoires.

p. 3. Rapport de M. Minod et de M. de Meuron de Genève au Congrès pénitentiaire de Paris (1893), *loc. cit.*, p. 370 et s. « Die Wirksamkeit des von der Grosloge für Deutschland U. O. B. B. ernannten Comitees zur Bekämpfung des Mädchenhandels » (Hambourg, Lesmann, 1900), brochure qui contient une étude très intéressante d'une série de proxénètes nominativement désignés et des faits de traite dont ils se sont rendus coupables.

(1) Il est regrettable que la police des divers pays ne nous fournisse pas des rapports sur la question. Il n'est guère qu'un pays qui nous donne des renseignements importants, c'est la Hollande. Le comité néerlandais pour la répression de la traite des blanches a obtenu du ministre de la justice qu'un employé de la police de Harlem fût mis à sa disposition. Le rapport rédigé par lui à la suite de ses recherches, constate notamment que, dans l'espace de 15 mois, 79 françaises ont été livrées à trois maisons de débauche d'Amsterdam (*Rapport du comité néerlandais à la Conférence d'Amsterdam*, p. 7, et *discours de M. H. Pierson au même Congrès*, p. 4). Ce rapport ne peut laisser aucun doute sur la réalité de la traite.

(2) Citons encore une lettre (qui se trouve au dossier que M. Ferdinand-Deyfus, le secrétaire général de l'Association pour la répression de la traite des blanches, a bien voulu nous communiquer), émanant du ministère du Trésor (bureau des immigrations) à Washington. Cette lettre, en date du 3 mars 1902 et adressée à notre ambassadeur, M. Jules Cambon, rapporte une enquête ouverte à l'occasion de faits de traite absolument établis.

A côté de rapports qui attribuent à la traite la plus grande importance, nous en trouvons d'autres qui lui déniaient toute gravité. Parmi les premiers, citons le rapport du comité italien à la Conférence d'Amsterdam (1), qui évalue à 1200 le nombre de prostituées embarquées chaque année à destination de l'Amérique du Sud ; — le rapport dressé par M. Balkestein, officier de la police néerlandaise (2), qui énumère un nombre considérable de faits de traite et qui affirme notamment, comme nous l'avons vu, que 79 femmes françaises ont été amenées en 15 mois dans les maisons closes d'Amsterdam.

Au contraire, d'autres renseignements semblent indiquer que la traite n'est qu'un phénomène tout à fait exceptionnel. C'est ainsi que M. Van Schermbeek, commissaire en chef de la police de la Haye, déclarait au Congrès de Genève en 1889 qu'au cours de sa carrière, il n'était tombé qu'une fois sur la piste d'un individu se livrant à ce trafic (3). Et les Parquets ou les polices des villes de province n'ont à s'occuper de faits de traite que d'une manière très exceptionnelle.

29. — La difficulté de se faire une opinion exacte sur cette question est encore accrue parce que l'on doit se défier du témoignage des intéressées : souvent des filles

(1) Annexe au rapport de M. Garofalo à la Conférence d'Amsterdam, p. 7 et s.

(2) Rapport du comité néerlandais à la Conférence d'Amsterdam.

(3) Rapport présenté à la Section de législation du Congrès de la fédération pour l'abolition de la prostitution. *Compte rendu officiel*, 3^e annexe, p. 3.

tombées, afin d'attirer la pitié sur elles, invoquent comme excuse de leur chute des violences ou des fraudes imaginaires. Enfin, l'exemple que voici montre qu'il est prudent de ne pas prendre pour argent comptant des témoignages invérifiables. Mme de Tscharner, l'éminente présidente de la branche suisse de l'Union internationale des Amies de la jeune fille, raconte, dans le rapport très remarquable (1) qu'elle a soumis au Congrès de Londres, les singuliers faits suivants : Une jeune Suissesse partait en mars 1897 pour l'Amérique où elle devait entrer dans une place bien recommandée (le récit est écrit sous sa dictée) ; au Havre, à peine embarquée, elle se trouve momentanément séparée de ses compagnons de voyage, au milieu d'une foule compacte, dans l'entrepont où les passagers attendaient d'être vaccinés : « quelle ne fut pas sa stupéfaction et son horreur en apercevant un peu à l'écart, *un groupe de 5 à 6 jeunes filles liées, enchaînées les unes aux autres et bâillonnées*. Au même instant un monsieur s'approche d'elle et s'informe des intentions de la voyageuse ; il lui déconseille vivement d'aller en place en Amérique, lui faisant les offres les plus avantageuses, un fort grand gage, etc., etc... La jeune fille refusant de continuer l'entretien, le soi-disant monsieur la prend par le bras pour l'emmener de force... »

Bien que Mme de Tscharner, au début de ce récit, ait le soin de nous dire que la manière claire et simple

(1) P. 4 et s.,

avec laquelle la jeune fille s'exprime, ne donne absolument pas l'impression qu'elle se soit laissé entraîner par son imagination, on a d'autant plus de peine à croire à la véracité de cette odyssée, qu'elle continue par une série de faits aussi peu vraisemblables que les premiers. Ce sont des tentatives d'embauchage généralement accompagnées de violence contre lesquelles la jeune fille aurait eu à se défendre partout et à de nombreuses reprises.

30. — La vérité consiste encore, croyons-nous, à distinguer entre les diverses catégories de traite que nous avons précédemment énumérées :

La traite des prostituées, femmes majeures et consentantes ;

La traite des mineures ;

La traite des majeures embauchées par fraude ou violence.

En ce qui concerne la première catégorie de traite, il y a tout lieu de penser qu'elle est excessivement fréquente ; c'est ce qui explique les très nombreuses exportations du port de Gènes, la présence d'une grande quantité de Françaises en Hollande, etc...

Quant aux mineures, il est vraisemblable aussi qu'elles sont l'objet d'un trafic sérieux quoique moins important que le précédent. Presque toutes les condamnations judiciaires que nous avons ci-dessus rapportées (1), qui

(1) P. 38, note 4 :— Dans l'affaire qui a motivé la lettre émanant du

ont été prononcées soit en France, soit à l'étranger, concernaient des cas de traite à l'égard de mineures. Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler que, dans la très grande majorité des cas, ces mineures, parfaitement consentantes, ne subissent pas du fait du traitant une grave déchéance morale, étant tombées déjà au dernier degré de l'immoralité (1). Mais on ne saurait trouver là un motif d'excuse absolutoire pour le traitant.

31. — Restent les faits de traite de la troisième catégorie, concernant les femmes victimes de fraude ou de violence. Ceux-là, croyons-nous, sont beaucoup plus rares qu'on a coutume de le dire.

Faute de documents précis et en l'absence actuelle de toute organisation nous permettant de connaître les cas de traite, ce ne peut être là qu'une impression. Mais elle se recommande d'une très haute autorité, celle de M. Feuilloley, avocat général à la Cour de cassation. M. Feuilloley — dont nous n'adopterons pas toutes les conclusions et notamment celles qu'il prétend tirer de la rareté des cas de fraude ou de violence — a résumé, mieux que nous ne saurions le faire, cette impression qui résulte

ministère du Trésor à Washington (V. ci-dessus, p. 39, note 2), il s'agissait aussi de mineures.

(1) Les débats de l'affaire des 21 traitants, jugée à Paris au mois de février 1903, et auxquels nous avons pu assister, ne laissaient aucun doute à cet égard. — Voyez aussi le procès rapporté dans la *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 857.

pour nous d'une étude attentive de la question (1). Voici ses paroles (2) :

« Permettez-moi donc, m'autorisant de l'expérience personnelle que j'ai acquise en cette matière dans l'exercice de mes fonctions au Parquet de la Seine, de vous dire que les actes de fraude ou de violence nettement caractérisés sont loin d'être aussi fréquents qu'on le pense généralement. Dans la plupart même des cas, les recruteurs ne cachent guère à leurs victimes ni leur but ni ce qu'ils attendent d'elles ; non pas que je prétende qu'ils aillent jusqu'à dire ouvertement aux femmes qu'elles seront placées dans quelque maison close. Le mot sonne toujours mal à l'oreille, même des plus pervers, et plus d'une hésiterait à partir, si la situation qui l'attend lui était catégoriquement dévoilée ; mais on exploite la misère des unes, le découragement des autres, on leur parle de la vie facile, on leur remet quelque argent et l'avenir leur est présenté sous les plus séduisantes couleurs. Mais soyez certains que, malgré ces réticences et ces mensonges, qui n'ont que rarement le caractère de véritables manœuvres, il est bien rare que les femmes ainsi recrutées pour la débauche s'imaginent de bonne foi qu'il s'agit pour elles d'être placées comme institutrices ou femmes de chambre dans d'honorables familles en France ou à l'étranger. »

(1) C'est aussi l'opinion des magistrats du Parquet et des officiers de police qui ont bien voulu nous donner leur avis.

(2) Rapport à la Société générale des prisons, séance du 19 mars 1902 ; *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 308.

32. — Tels sont les faits qui, depuis quelques dizaines d'années, ont soulevé l'opinion publique et motivé la remarquable campagne dont la Conférence de Paris a été le couronnement.

Mais ce n'est pas à dire que ce trafic, qui consiste dans l'embauchage et le commerce des femmes et que nous appelons aujourd'hui la traite des blanches, soit un phénomène récent. Bien au contraire. Et il convient, avant de relater les épisodes de la campagne récente de rechercher ce qui a été fait dans les temps passés.

CHAPITRE II

L'ANTIQUITÉ ET L'ANCIEN DROIT.

33. — Dès la plus haute antiquité, le commerce des femmes destinées à la prostitution fut connu et largement pratiqué. Les Grecs attribuaient à Solon l'idée d'acheter des femmes, de les parquer en des lieux distincts pour qu'elles se livrent à la débauche (1).

34. — A Rome, pour apprécier le rôle que jouait le marchand de femmes, il suffit de se rappeler les comédies de Plaute et le *leno* qu'elles mettent si souvent en scène (2).

(1) Voyez le passage du poète Philémon (cité par Athénée, XIII, p. 589 et tiré des Ἀδελφοί, passage rapporté notamment dans l'édition Didot, p. 107, Ἀριστοφάνους κωμῳδαὶ καὶ κωμῳδίων ἀπόσπασματα (Paris, 1838), que nous traduisons ainsi : « Solon, tu as bien mérité des hommes, car tu es l'auteur, dit-on, de cette organisation si populaire et si bienfaisante (il est bon que je le dise) arrêtant les désordres causés par les nombreux jeunes gens qui, entraînés par leur tempérament, apportaient dans la ville des troubles intolérables. Tu as acheté des femmes et tu les a parquées dans des lieux distincts afin que, une fois dressées à ce métier, elles se livrent à tout le monde. » — Cf. Mme Savioz de Ste-Croix, *Rapport au Congrès de la condition des femmes* (Paris, 1900), p. 98 ; Yves Guyot, *La prostitution*, p. 12 et 13.

(2) Le proxénète était à Rome noté d'infamie (V. fragment 1, *præmium*, Dig. de his qui not., 3, 2) et, par suite, frappé de certai-

Un semblable négoce n'était de nature ni à soulever l'indignation publique, ni à motiver une répression pénale, tant que la personne humaine fut considérée comme objet de droit et susceptible de propriété privée. Le maître qui pouvait infliger à ses esclaves les châtimens les plus cruels, celui qui entretenait des troupes de gladiateurs voués à la mort, avait évidemment le droit de condamner à la prostitution les femmes qui lui appartenaient (1).

A dater du ^{II}^e siècle de notre ère, au contraire, nous trouvons de très nombreuses constitutions relatives au proxénétisme et frappant parfois les *lenones* de peines très sévères. C'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples notables, qu'Hadrien défendit aux maîtres de vendre leurs esclaves au *leno* sans raison valable (2). Plus tard, une constitution de Théodose II et de Valentinien III décida que les pères de famille et les propriétaires d'esclaves coupables de prostituer leurs filles ou leurs esclaves, perdraient leur droit de puissance sur ces personnes, et seraient en outre condamnés à l'exil ou aux mines (3).

nes incapacités (V. Girard, *Manuel élém. de droit romain*, p. 193 et s.).

(1) Rappelons à l'honneur du maître romain qu'une clause assez fréquente des actes de vente stipulait que la femme esclave ne pourrait pas être livrée à la prostitution par l'acheteur.

(2) Cf. *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, V^e *Lenocinium* et les références citées.

(3) Code de Justinien, XI, 40, 6. — La même constitution est rapportée, abrégée, au titre *de episcopali audientia*, I, 4, 12. Elle date de 428. Les évêques, les magistrats et les *defensores* seront

L'empereur Léon défendit de faire profession de proxénétisme, sous peine de confiscation pour les *honestiores*, d'exil ou de condamnation aux mines pour les *humiliores* (1). La sanction édictée par Constantin était plus cruelle, on devait soumettre le *leno* au supplice du plomb fondu versé dans la gorge (2).

35. — Justinien consacre au délit qui nous occupe une constitution importante, la novelle 14 (titre I, *de lenonibus*) (3). Cette constitution présente pour nous un intérêt d'autant plus considérable, qu'elle débute par une préface dans laquelle l'empereur expose les faits qui ont motivé son intervention. On apprend ainsi qu'au vi^e siècle de notre ère, la traite et l'embauchage se pratiquaient d'une manière tout à fait analogue à celle que nous connaissons aujourd'hui. La préface explique qu'à la suite d'une dénonciation, l'empereur a fait procéder à une enquête et voici comment l'on peut résumer les constatations les plus importantes que nous rapporte la novelle 14 : « Nous avons reconnu que des individus parcouraient les provinces, attirant à Constantinople des jeunes filles par la promesse mensongère de *chaussures*

chargés de veiller à ce que les filles et les esclaves, victimes de ce délit, soient libérées.

(1) Code de Justinien, XI, 40, 7.

(2) Loi 1, Code théodosien, *de raptu virginum vel viduarum*, édition Hænel, p. 894 et 895.

(3) Nous ne signalons que pour mémoire la disposition de la novelle 134, chapitre 10, qui étend aux *entremetteurs* les peines édictées par la loi Julia pour le délit d'*adulterium*.

et de vêtements. Ils les logent alors dans leurs maisons et les livrent à la luxure après leur avoir fait souscrire des engagements (*conscriptio*nes), en vertu desquels elles devront continuer cette vie de débauche tant qu'il plaira au tenancier » (1). Justinien ajoute que ces faits sont si fréquents qu'on trouve partout de semblables maisons, même auprès des édifices les plus sacrés ; et que certaines de ces femmes ont été séduites alors qu'elles avaient moins de 10 ans !

Pour porter remède à cette situation, Justinien ordonne d'expulser les proxénètes de la ville et il édicte la peine de mort contre ceux qui, à l'avenir, livreront à la prostitution une femme contre son gré (2).

36. — L'empire romain s'était donc très activement occupé de réprimer le commerce et l'embauchage des femmes destinées à la débauche. Notre ancien droit, au contraire, ne nous montre à ce sujet que quelques dispositions isolées et peu cohérentes et cependant les textes concernant la prostitution : ordonnances, lettres, déclarations, règlements, etc., sont innombrables (3). C'est

(1) De telle sorte, nous dit Justinien, que, quand une personne ayant pitié de cette malheureuse, veut la soustraire à cette vie de débauche en l'épousant, le tenancier s'y oppose.

(2) Nous bornons là cette esquisse des dispositions du droit romain en cette matière ; on trouvera une énumération plus complète des textes concernant les *lenones*, notamment dans l'édition du *Corpus juris civilis* de Godefroy (revue par van Leeuwen) sous la nouvelle 14.

(3) Voyez-en une très longue énumération, et qui est loin d'être

incidemment, dans quelques-uns de ces textes dont certains se montrent favorables à la prostitution (1), mais dont la plupart traitent les filles publiques avec la plus extrême rigueur, que de brèves dispositions concernant le proxénétisme ont été insérées. Le plus souvent, elles ont pour but d'interdire aux propriétaires de louer leurs maisons à des prostituées et de frapper de peines les logeurs contrevenants (2).

Ces peines étaient parfois très sévères. Merlin (3) nous rapporte que « par arrêt du 7 juillet 1750 le Parlement a

complète, dans le *Recueil général des anciennes lois françaises* de Jourdan, Decrussy et Isambert, Table, V^o *Filles publiques*.

(1) Voyez l'ordonnance du 13 février 1424 qui enjoint au sénéchal de Toulouse de maintenir les filles publiques de cette ville dans leurs privilèges et franchises, et de les défendre de toutes violences, injures et agressions.

(2) Merlin (*Répertoire de jurisprudence*, V^o *Bordel*, p. 832) rapporte un capitulaire de Charlemagne de l'an 800 qui punit comme complice le maître de la maison où la femme publique a été trouvée. Il était condamné à la porter sur son dos jusqu'au marché où elle devait être fouettée, et en cas de refus de sa part, il était fouetté lui-même.

Voyez en outre, et à titre d'exemple, une ordonnance de Louis IX de décembre 1254 qui confisque les maisons de ceux qui les ont louées à des prostituées (*Recueil général des lois françaises* de Jourdan, Decrussy et Isambert, t. I, p. 273, n^o 34); une autre ordonnance de 1256 (même recueil, t. I, p. 276) qui substitue à cette peine une amende égale au loyer d'un an pour le bailleur; une ordonnance du lieutenant de police (19 juillet 1619) qui défend à toutes personnes de loger des individus de mauvaise vie, sous peine de perdre les loyers de la maison pendant 3 ans (même recueil, t. XVI, p. 130; — voyez encore l'ordonnance du 27 juillet 1577 (même recueil, t. XXV, p. 73); celle du 6 novembre 1778 (même recueil, t. XXV, p. 448; et celle du 8 novembre 1780 (même recueil, t. XXVI, p. 396).

(3) *Répertoire de jurisprudence*, V^o *Maquerellage*, p. 771.

condamné une femme Jeanne Moion, veuve Le Sur, coupable de maquerellage simple, sans circonstances aggravantes, à être promenée sur un âne le visage tourné vers la queue, avec un chapeau de paille sur la tête, et des écriteaux devant et derrière portant ces mots : « Maquerelle publique », ensuite à être fouettée, flétrie et bannie pour cinq ans.

37. — Mais ce ne sont pas là des dispositions visant directement le fait de l'embauchage et du trafic des prostituées. Il paraîtrait cependant qu'au ^{xvii}^e siècle, comme de nos jours, comme à l'époque de Justinien, la traite des blanches sévissait. Des individus attendaient à la descente des coches et des bateaux les malheureuses filles venues de province pour gagner leur vie à Paris ; ils leur offraient asile sous prétexte de charité, en réalité pour les perdre et les vendre (1). Aujourd'hui les progrès de la civilisation ont changé les lieux où s'opère le racolage, c'est dans les gares et non plus à l'arrivée du coche que les jeunes filles inexpérimentées sont attendues, mais les choses se passent exactement de même.

Notre ancien droit n'a donc pas échappé au fléau dont nous souffrons, mais, soit que l'opinion publique ait considéré ce trafic avec plus de calme que nous ne le

(1) Nous empruntons ces renseignements à l'intéressante communication faite par M. Ferdinand-Dreyfus à la séance de l'Académie des sciences morales et politiques du 17 janvier 1903. — Voyez les références citées, p. 10 et s.

faisons aujourd'hui, soit que les exemples en aient été peu connus, soit enfin que ce commerce n'ait pas pris une grande extension, aucun système de répression ne fut organisé.

38. — Le droit intermédiaire édicta une disposition qui pouvait atteindre certains faits de traite ; le décret des 19-22 juillet 1791, titre II est en effet ainsi conçu dans ses articles 8 et 9 :

ART. 8. — Ceux qui seraient prévenus d'avoir attenté publiquement aux mœurs, par outrage à la pudeur des femmes, par actions deshonnêtes, par exposition ou vente d'images obscènes, *d'avoir favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe*, pourront être saisis sur-le-champ et conduits devant le juge de paix, lequel est autorisé à les faire retenir jusqu'à la prochaine audience de la police correctionnelle.

ART. 9. — Si le délit est prouvé, les coupables seront condamnés, selon la gravité des faits, à une amende de cinquante à cinq cents livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, s'il s'agit d'images obscènes. Les estampes et les planches seront en outre confisquées et brisées. *Quant aux personnes qui auraient favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, elles seront, outre l'amende, condamnées à une année de prison.*

L'insuffisance de ces textes pour réprimer la traite est

manifeste. Nous allons en voir les lacunes en examinant l'état du droit sous l'empire du Code de 1810, car les dispositions de notre Code pénal (dans l'article le plus fréquemment appliqué en matière de traite des blanches, l'art. 334) suivent de près celles du décret de 1791.

CHAPITRE III

L'ÉTAT ANCIEN DU DROIT AVANT LA LOI NOUVELLE ET LA CONFÉRENCE DE PARIS.

39.— On a soutenu cependant que nous étions très suffisamment armés par les dispositions du Code pénal et qu'une loi nouvelle ne saurait avoir aucun bon résultat (1). Nous croyons au contraire que notre droit contenait des lacunes :

Au point de vue, d'abord, des dispositions de droit interne qu'il édictait ;

Au point de vue, en second lieu, des relations constantes que ce trafic rend nécessaires entre pays voi-

(1) Voyez notamment M. Lecour, ancien chef de la première division de la préfecture de police à Paris, dont voici les déclarations (*Congrès pénitentiaire de Paris, 1893. Rapports de la première section*, p. 347 et s.) :

« Pour plus de clarté nous formulons tout d'abord notre réponse. Elle peut se résumer ainsi :

1^o En ce qui touche l'excitation des mineures à la débauche, la loi pénale a suffisamment pourvu et elle a sagement fait de restreindre son application ;

2^o Quant aux majeures et même aux mineures qu'on veut protéger contre les manœuvres des *recruteurs* du personnel des maisons publiques de débauche, une loi visant ce point particulier ne pourrait se formuler avec toutes les restrictions nécessaires et elle serait inexécutable dans la presque totalité des cas.

Nous devons ajouter, en insistant sur ce point, que c'est l'administration de police, dont une attribution, dite le service des mœurs,

sins et des questions internationales que ces relations soulèvent ;

Au point de vue, enfin, des mesures administratives et de police permettant de connaître les faits délictueux.

Nous allons reprendre successivement ces trois points.

40. — En premier lieu, quels étaient, sous l'empire du Code pénal, les dispositions en vertu desquelles les actes des traitants pouvaient être réprimés ?

Nous avons d'abord et surtout les dispositions des articles 334 et 335 du Code pénal qui prévoient l'excitation habituelle des mineurs à la débauche :

« Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. »

La peine est aggravée (2 à 5 ans d'emprisonnement, 300 à 1.000 fr. d'amende) quand les coupables sont les père, mère, tuteurs ou personnes chargées de la surveillance des mineurs.

L'article 335 édicte, en outre, certaines déchéances relatives à la tutelle, aux droits et avantages résultant de

surveille le monde de la prostitution et doit réprimer ses désordres qui, seule, est en état de pourvoir, d'une façon pratique, aux mesures réclamées par le Congrès. Elle est d'ailleurs armée, dans ce but, des pouvoirs nécessaires et dispose de moyens d'action considérables. »

la puissance paternelle. Il décide, enfin, dans son dernier alinéa, que les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police.

Les articles 331, 332 et 333 (rédaction de 1863) punissent l'attentat à la pudeur et le crime de viol en édictant des peines particulièrement sévères lorsque la victime est un enfant au-dessous de l'âge de 15 ans. L'attentat à la pudeur est même puni lorsqu'il est commis sans violence sur la personne d'un enfant de moins de 13 ans.

Enfin on peut parfois faire appel aux articles 344 et suivants qui prévoient l'enlèvement de mineurs :

« Quiconque aura, par fraude ou par violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la réclusion. »

41. — Tels sont les textes qui permettent d'obtenir une condamnation dans certains cas de traite. Mais, pour constater leur insuffisance, nous n'avons qu'à reprendre les trois catégories de traite que nous avons distinguées :

En premier lieu, aucune disposition légale ne concerne la traite des majeures consentantes. L'embauchage et le commerce des prostituées ne sauraient donc tomber sous le coup de la loi pénale. C'est là un état de droit dont la valeur législative a été très vivement discutée. Nous verrons plus tard, en commentant les dispositions de la loi

nouvelle du 4 avril 1903, que plusieurs législations ont fait prévaloir une conception différente ; et nous aurons à rechercher auquel de ces deux systèmes il convient de donner la préférence. Bornons-nous pour l'instant à une simple constatation.

42. C'est en ce qui concerne les mineures que nous sommes le mieux armés, surtout à raison de l'article 334. Les autres textes, en effet, ne fournissent pas grande ressource. Le traitant, qui se borne généralement à livrer les femmes à une maison de débauche, ne se rend jamais, ou à peu près, coupable de viol ou d'attentat à la pudeur (art. 331 et s.).

Et, quant au détournement de mineures, qui pourrait être plus fréquemment invoqué (art. 354), son application est rendue rare par ce fait que les filles embauchées, quand elles ne sont pas des prostituées déjà, sont presque toujours des malheureuses abandonnées, sans place, qu'on a recrutées à la sortie du bureau de placement ou de l'hôpital. Dans tous ces cas, on ne saurait avoir recours à l'article 354 (1) dont le but est d'assurer l'autorité des père, mère, tuteurs, etc. (2), et qui exige, comme

(1) Jugé par application de ce principe que le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur le point de savoir si, au moment du détournement, le mineur se trouvait confié aux soins ou à la direction de la personne qui l'avait mis dans les lieux d'où il a été détourné (Cass., 9 mai 1844, D. 44.4.122, S. 44.1.799). — Voyez dans le même sens : Cass., 9 novembre 1893, D. 96.1.475.

(2) L'article 354 requiert en outre pour son application des conditions de fraude ou de violence qu'il est inutile d'exiger, de l'avis

condition indispensable, « l'enlèvement ou le détournement des lieux où les mineurs étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés » (1).

43. — Reste donc seulement la qualification d'excitation habituelle de mineurs à la débauche (2). Le fait du

unanime, en matière de traite de mineures. — Cf. *Traité* de M. Garraud, t. V, n° 1983, p. 269.

Le rapt de séduction (art. 356) ne comporte plus, il est vrai, cette condition de fraude ou de violence ; mais il faut, pour que l'article 356 reçoive application, d'abord que la fille détournée ait moins de seize ans et en outre qu'elle ait été enlevée des lieux où elle avait été mise par ceux à l'autorité ou à la direction desquels elle avait été soumise ou confiée. Et nous avons vu que l'exigence d'un fait matériel de détournement rend le plus souvent la poursuite impossible. — Cf. *Traité* de M. Garraud (t. V, n°s 1989 et s.).

(1) Cf. les termes formels de M. Garraud (*Traité théorique et pratique de droit pénal français*, t. V, p. 266, n° 1980) : « Cette disposition (art. 354) a non seulement pour objet de protéger la liberté personnelle du mineur de vingt et un ans, de le défendre contre la fraude ou la violence, mais elle a surtout pour but de sanctionner l'autorité de la famille. C'est pourquoi l'enlèvement n'est incriminé que dans le cas où le mineur a été retiré des lieux où il avait été mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels il était soumis ou confié. » — Voyez encore le même ouvrage, n° 1982, p. 267.

(2) La jurisprudence française a singulièrement évolué quant à l'interprétation de l'article 334 et cela parce que « les limites entre l'immoralité et le délit ne sont nulle part plus incertaines et plus fuyantes que dans cette forme d'attentat aux mœurs » (V. sur les variations de cette jurisprudence qui n'intéressent qu'indirectement notre question, le *Traité* précité de M. Garraud, t. V, p. 400 et s., et la thèse de Lenoble, *La traite des blanches et le Congrès de Londres*, p. 20 et s.). — Voyez sur tout ce qui concerne l'excitation des mineures à la débauche, Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 239 et s. ; Blanche, *Etudes sur le Code pénal*, t. V, p. 448 et s.

traitant qui a engagé à plusieurs reprises des jeunes filles mineures destinées à la prostitution, constitue bien le délit prévu par l'article 334 du Code pénal, et la jurisprudence n'a pas hésité à adopter cette manière de voir (1). Mais la condition d'habitude exigée par le texte, ne permet pas de l'appliquer à une série de cas essentiellement répréhensibles, bien que les arrêts aient fort juridiquement décidé qu'il n'est pas nécessaire pour l'application de l'article 334, que le proxénète se soit entremis dans l'intérêt des passions de plusieurs personnes : la fréquence et la continuité des actes de prostitution suffit, alors même qu'ils auraient eu lieu dans l'intérêt des passions d'un seul (2).

44. — Cette exigence de l'habitude (3) exclut en effet

(1) Voyez, pour n'en citer que quelques exemples, les décisions suivantes faisant à des traitants l'application de l'article 334 du Code pénal : Cass., 10 février 1900, S. 1902.1.111 ; Trib. corr. Seine, 31 mai 1902, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 857.

Et cette jurisprudence est très ancienne. — Cf. *Code pénal annoté* de Sirey, sous l'article 334, n° 21. La Cour de cassation a décidé avec raison que les proxénètes ne pourraient pas s'excuser sur ce que les jeunes filles mineures, dont ils ont habituellement favorisé ou facilité la débauche, étaient inscrites à la police comme filles publiques (Cass., 17 nov. 1826, D. 27.1.345, Sirey chronologique à sa date). Tout récemment la Cour d'Aix a statué de même dans une espèce identique : Aix, 3 mars 1903 ; *Moniteur Lyon*, 9 avril 1903, *Gaz. Pal.*, 1903.1.412.

(2) Cass., 15 octobre 1853, S. 53.1.664.

(3) Jugé que la condamnation pour excitation de mineurs à la débauche manque de base légale, lorsque l'arrêt qui la prononce n'établit pas à la charge du prévenu la circonstance de l'habitude, condition essentielle exigée par l'article 334 du Code pénal : Cass., 17 décembre 1897, D. 99.1.171.

les cas de traite isolés. Si l'on surprend un homme embauchant une mineure pour une maison de prostitution, le fait sera insaisissable en lui-même et l'on ne pourra obtenir une condamnation qu'en prouvant la fréquence de semblables actes (1).

Pas de doutes si l'on parvient à démontrer que le proxénète s'était, à diverses reprises, rendu coupable d'excitations analogues s'adressant à plusieurs jeunes filles ; mais dans deux hypothèses il peut s'élever des difficultés et des controverses. C'est d'abord dans le cas où les actes du traitant sont multiples, mais s'adressent à une même mineure ; par exemple, le proxénète a d'abord recruté une jeune fille en lui faisant connaître son intention de la faire entrer dans une maison publique, puis il l'a embarquée, accompagnée, enfin livrée au tenancier de la maison.

La deuxième hypothèse délicate est celle où le fait de traite est unique mais s'adresse à plusieurs mineures. Exemple : un traitant embauche plusieurs jeunes filles à la fois et les adresse à la maison dont il est l'agent recruteur. Dans ces deux espèces l'article 334 peut-il recevoir son application ?

(1) Cf. M. Garraud (*Traité*, t. V, p. 446, n° 1835) : « L'habitude consiste dans la pratique réitérée du même acte. Si donc on ne relève contre le prévenu, que l'imputation d'un fait unique, isolé, d'excitation à la débauche envers une seule mineure, le délit ne sera pas constitué, quelles que soient la gravité et les conséquences du fait incriminé, et quelles qu'en aient été les suites. »

45. — Il nous semble que l'interprétation stricte, de rigueur en matière pénale, ne permet pas d'adopter la solution affirmative. Par le mot *habituellement* le législateur a manifesté d'une manière très claire son intention de ne frapper le proxénétisme qu'à titre de profession, or, en ce qui concerne la première hypothèse, on ne peut considérer que le fait d'embaucher et de conduire à une maison publique une seule fille prenne le caractère d'une profession (1). Cela ne constitue en somme

(1) C'est bien la solution qui semble conforme aux tendances de notre jurisprudence. La Cour de cassation avait décidé à l'origine que des faits de corruption répétés à différentes époques envers la même personne pouvaient caractériser l'excitation habituelle à la débauche (*Sic* : Cass., 4 janvier 1838, S. 38.1.234, et les arrêts cités en note. Cependant certaines Cours d'appel avaient déjà donné la solution que la Cour de cassation a consacrée par son arrêt solennel de 1838, *Sic* : Bourges, 19 janvier 1837, S. 37.2.431). — Mais par un arrêt solennel du 26 juin 1838 (S. 38.1.565) la Cour suprême, revenant sur cette interprétation, déclara que l'application de l'article 334 nécessitait la pluralité des personnes corrompues ou prostituées, et que, dès lors, l'article 334 était inapplicable à celui qui, même à plusieurs reprises, n'avait excité à la débauche qu'une seule personne mineure. En 1850, revirement de jurisprudence, la Cour de cassation décide que l'habitude peut résulter de faits de corruption répétés envers la même personne (Cass., 31 janvier 1850, S. 50.1.153 et 13 février 1863, S. 63.1.328). — Cf. sur cette évolution de jurisprudence, M. Garraud, *Traité*, t. V, p. 117, note 35.

Les hésitations mêmes de cette jurisprudence démontrent que si le délit peut résulter d'actes d'excitation concernant une seule personne, encore faut-il, ainsi que le décide l'arrêt de la Cour de cassation du 4 janvier 1838, qu'il y ait plusieurs actes, « que la fréquence et la répétition des faits prennent le caractère d'une habitude criminelle ». Une seule opération du traitant ne peut être considérée comme constituant une habitude. — Cf. Limoges, 6 janvier 1887, D. 89.2.228 ; Cass., 27 octobre 1900, D. 1901.1.173.

qu'une opération indivisible, incompatible avec l'idée d'habitude.

De plus, et en ce qui concerne la seconde hypothèse, on ne peut admettre qu'il y ait excitation *habituelle* à la débauche dans le fait unique de recruter même plusieurs mineurs à la fois. Le mot *habitude*, dans notre langue, implique en effet l'idée d'une répétition, d'une multiplicité d'actes qui fait ici défaut. C'est la solution que la Cour suprême a consacrée (1), en décidant qu'il n'y a pas excitation habituelle à la corruption de la jeunesse au cas où une scène de débauche dans laquelle une femme a attiré deux mineurs, s'est accomplie dans un seul trait de temps, et un temps assez court (2).

Tout au plus pourrions-nous considérer la condition d'habitude comme remplie, lorsque l'embauchage de plusieurs jeunes filles comprendra une série d'actes (3). Mais

(1) Cass., 29 décembre 1860, *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation en matière criminelle*, 1860, n° 309.

(2) En ce sens, M. Garraud (*Traité*, t. V, p. 118, n° 1855, *in fine*) : « A l'inverse, la pluralité des victimes de la corruption ou de la débauche ne constituerait pas, par elle-même et par elle seule, l'habitude incriminée. »

(3) Voyez en ce sens l'arrêt précité de la Cour de cassation du 10 février 1900, S. 1902.1.111, D. 1902.1.208. — Voici les termes de cet arrêt qu'il est intéressant de relater : « Sur le premier moyen tiré de la violation de l'article 334 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué (Rouen, 21 déc. 1899), aurait fait résulter l'excitation habituelle de mineurs à la débauche, soit de la pluralité des victimes ayant été simultanément l'objet des manœuvres de la demanderesse, soit d'actes préparatoires non réitérés et non successifs, en tout cas indivisibles comme s'étant accomplis dans un même laps de temps ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que la fille B... prévenue,

l'hypothèse normale, celle qui tombe incontestablement sous le coup de l'article 334, c'est celle où plusieurs actes successifs se sont adressés à des mineures différentes, seulement c'est là une condition dont la preuve sera souvent fort difficile à faire.

Ajoutons pour mémoire que la jurisprudence déclare l'article 334 applicable, alors même que le proxénète n'a pas agi dans un but lucratif et quel que soit le mobile qui l'ait fait intervenir dans l'intérêt des passions d'autrui (1). Cette solution ne présente pas grande importance en notre matière, car les traitants n'agissent guère dans un but désintéressé.

46. — En somme, l'article 334 appelait déjà une réforme à raison de cette condition d'habitude dont il est difficile de justifier l'exigence. La société doit sa protection aux mineures, leur consentement ne saurait en aucune

agissant comme entremetteuse pour le compte de tenancières d'une maison de tolérance qui devait être exploitée dans le Transvaal, a embauché à Paris quatre jeunes filles mineures, en leur promettant des places avantageuses dans un café-concert ; — Qu'après les avoir logées et hébergées dans son appartement, elles les conduisit au Havre où elles furent remises aux tenancières de la maison de tolérance qui les embarquèrent pour Johannesburg où elles furent livrées à la prostitution ; — Attendu qu'après avoir ainsi précisé les faits de la prévention, l'arrêt les qualifie *de faits successifs caractéristiques de l'habitude* ; que cette qualification est rigoureusement exacte ; qu'alors que la prévention portait sur quatre faits de proxénétisme distincts et séparés, la preuve de l'habitude résultait de la répétition des agissements incriminés ; — Que, dès lors, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'article 334 du Code pénal. »

(1) Cass., 21 avril 1855, D. 55.1.224 ; Cass., 22 juillet 1880, D. 81.1.91. — Cf. Cass., 18 novembre 1892, D. 94.1.198.

manière enlever à l'acte du traitant son caractère délictueux, ce sont là des principes incontestés qui doivent conduire à frapper tous les cas de traite même isolés s'adressant à des mineures consentantes ou non. Et cette réforme était d'autant plus nécessaire que la condition d'habitude, alors même qu'elle existe en fait est généralement impossible à établir : les coupables échappant par leur vie errante et leurs continuels déplacements aux recherches nécessaires pour fournir cette preuve.

Mais à un autre point de vue encore la disposition de l'article 334 est insuffisante. Dans les cas où l'on peut arrêter le traitant avant que son but ait été atteint, il est en effet très souvent impossible de lui appliquer cette disposition pénale. Sans doute, l'excitation à la débauche est parfaitement punissable alors même que les actes de prostitution n'ont pas été accomplis : si donc un traitant embauche des mineures sans leur dissimuler ses projets, les tribunaux n'hésiteront pas à le condamner ; peu importe qu'elles n'aient pas été en fait livrées à la prostitution, l'excitation à la débauche n'en est pas moins certaine (1).

Mais lorsque le proxénète a trompé la jeune fille sur le

(1) C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation le 14 août 1863 (D. 64. 1.149). Elle a, par suite, déclaré nul pour défaut de motifs l'arrêt de la chambre d'accusation décidant qu'il n'y a pas lieu à suivre à l'égard de l'inculpé, en se fondant sur ce que l'excitation commise par ce dernier, et non suivie d'effet, serait plutôt un mauvais conseil que l'excitation délictueuse punie par la loi pénale, sans préciser en quoi consiste le fait qualifié de mauvais conseil.

sort qui l'attend, la justice va se trouver désarmée. Prenons une hypothèse qui s'est présentée en fait (1) :

Une jeune fille de 15 ans est entraînée aux Etats-Unis par un individu qui allait la livrer à une maison de prostitution. Sur le paquebot, elle s'étonne de la durée du voyage : elle croyait qu'on la conduisait en Angleterre. Les passagers s'émeuvent, on la questionne ; et, le fait paraissant absolument établi, on le dénonce au capitaine. A l'arrivée à New-York, notre consul est prévenu ; il s'oppose au débarquement ; on renvoie la jeune fille et l'homme en France. A Cherbourg, on met l'homme en état d'arrestation, mais on aboutit à une ordonnance de non-lieu. En effet, non seulement la jeune fille n'avait pas été livrée à la prostitution (condition qui n'est pas requise), mais encore il n'y avait pas eu d'*excitation à la débauche*, puisqu'elle avait ignoré le lieu où on la conduisait.

A ces divers points de vue, les réformes apportées par la loi nouvelle aux textes anciens étaient donc nécessaires.

47. — Elles l'étaient plus encore pour protéger les femmes majeures qui sont victimes de fraude ou de violence. Ici, en effet, nous ne trouvons aucune disposition atteignant directement ce crime grave entre tous, puisqu'il a pour conséquence de jeter par la force ou par la

(1) Hypothèse rapportée par M. Bérenger à la Société générale des prisons (*Revue pénitentiaire*, 1902, p. 520 et 521).

ruse des malheureuses dans la prostitution, et vraisemblablement d'une manière irrémédiable.

Ce n'est que très exceptionnellement, sous le couvert d'autres délits, que le Parquet pourra poursuivre. Dans le cas où la femme a été victime de violences, on pourra parfois obtenir une condamnation pour coups et blessures, menaces ou séquestration. Mais ce sont là des hypothèses peu pratiques.

Quant au dol, beaucoup plus fréquent, consistant en promesses mensongères de situation brillante, de gains élevés, de place honnête, il nous laisse désarmé. On s'est demandé si l'on ne pourrait pas appliquer au traitant coupable de dol les dispositions du Code pénal qui concernent l'escroquerie ; mais les conditions requises par l'article 405 ne sont pas remplies en cas de traite. Le texte est en effet conçu en ces termes :

« Quiconque... se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui... »

Or, en cas de traite, le proxénète ne se fait rien remettre par sa victime, et il ne tente pas de lui escroquer « la totalité ou partie de sa fortune ».

18. — Cette difficulté de poursuivre directement les faits de traite explique les singuliers procédés auxquels on est

parfois obligé d'avoir recours afin d'obtenir une condamnation. En voici un exemple emprunté au procès-verbal dressé par le commissaire en chef de la police à la Haye (1) ; le fait qui s'est passé en Hollande aurait pu tout aussi bien se produire en France : une jeune fille ne parlant que la langue anglaise et qui fondait en larmes, fait au commissaire de police les déclarations suivantes : amenée de Londres par un voisin sous le prétexte d'occuper une place de dame de compagnie, elle fut conduite dans une maison de débauche d'Amsterdam, d'où elle venait de s'échapper.

L'individu put être condamné ; mais non pas à raison des faits de traite ou d'embauchage par fraude, la législation pénale faisant défaut sur ce point. Il fut poursuivi et condamné à dix-huit mois de prison *pour escroquerie envers la ténancière* !!!

Cet exemple, entre beaucoup d'autres, ne démontre-t-il pas l'erreur de ceux qui considéraient comme suffisantes les dispositions du Code pénal ?

On arrive aussi parfois à obtenir une condamnation en invoquant les articles du Code pénal qui punissent la falsification de passe-ports et certificats (art. 153 et s.). En voici un exemple (2) : le 25 juillet 1886 comparaisait devant le tribunal de Bordeaux, un sujet autrichien

(1) Procès-verbal de M. Van Schermbeck, Congrès pénitentiaire de Paris (1895). *Rapports de la première section*, p. 571.

(2) Rapporté dans la communication de M. Yves Guyot au Congrès de Paris (1895). *Rapports de la première section*, p. 530 et 531.

qui était arrivé dans cette ville le mois précédent par le paquebot, accompagné de quatre jeunes filles qu'il se proposait de placer dans des maisons de tolérance. Une instruction fut ouverte, mais le proxénète ne pouvait pas être poursuivi pour excitation à la débauche, les jeunes filles étant majeures. Une condamnation fut cependant prononcée, car on constata que les passe-ports dont il était porteur avaient été falsifiés. Il fut condamné à quinze mois de prison en vertu de l'article 153 du Code pénal (1).

Mais on se rend compte combien, dans ces conditions, la répression devenait aléatoire faute d'un texte frappant au moins l'embauchage des filles majeures en cas de fraude ou de violence, et la traite de mineures sans aucune distinction.

Une réforme de notre législation interne s'imposait donc et plusieurs pays étrangers, beaucoup mieux armés que nous, nous montraient la voie.

49. — Ce sont d'abord ceux qui constituent ce que nous appellerons le groupe du type allemand (2) (Alle-

(1) Il est très fréquent que les placiers fabriquent ainsi de faux papiers, d'abord afin de rendre vaines les recherches de la famille qui perd les traces de la fille enlevée, et surtout, quand il s'agit de mineures, pour les faire entrer dans les maisons de tolérance qui ne doivent admettre que des majeures.

(2) Il est bien entendu que nous ne nous plaçons nullement au point de vue ethnique, mais au point de vue de la similitude de certaines législations dans leurs dispositions sur le délit qui nous occupe.

magne, Autriche, Suisse, sauf le canton du Tessin, Suède et enfin la Norvège qui possède des textes spécialement précis et complets) et qui se caractérisent par la répression du proxénétisme en général, considéré comme un délit par les législations de ces pays. Les dispositions pénales de ce genre rendent possible la poursuite dans beaucoup de cas de traite, ce qui a permis à plusieurs des délégués de ces nations d'affirmer, lors de la Conférence internationale de Paris, que leur législation interne était dès à présent suffisante et n'appelait aucune réforme (1). Nous aurons à examiner si ces affirmations sont tout à fait exactes.

50. — L'empire d'Allemagne possède diverses dispositions concernant le proxénétisme. C'est d'abord le paragraphe 180 du Code pénal du 15 mai 1871, ainsi conçu :

« Quiconque, habituellement, ou pour en tirer profit, facilite la débauche, soit en s'entremettant, soit en favorisant ou en procurant les occasions, sera puni d'emprisonnement comme proxénète (*wegen kuppelei*). Il pourra en outre être privé des droits civiques et renvoyé sous la surveillance de la police. »

Puis le paragraphe 181, qui punit le proxénétisme

(1) Voyez pour l'Allemagne les déclarations de M. de Dallwitz, *Livre jaune de la Conférence*, p. 61 ; pour l'Autriche, celles de M. le chevalier de Schrott, *cod. loc.*, p. 62 ; pour la Norvège, celles de M. Færden, *cod. loc.*, p. 73 ; pour la Suède, celles de M. Herslow, *cod. loc.*, p. 79.

en dehors des conditions d'habitude ou de motif intéressé, requises pour l'application du paragraphe 180 :

§ 181. — « Le proxénétisme sera puni de la réclusion jusqu'à 5 ans, lors même qu'il n'a pas été exercé habituellement ou pour en tirer profit :

1^o Si pour faciliter la débauche il a été pratiqué des manœuvres frauduleuses ;

2^o Si le proxénète et la personne livrée à la débauche se trouvent dans les rapports de parent à enfant, de tuteur à pupille, de ministre d'un culte, instituteur ou précepteur envers les personnes à eux confiées (1). »

Nous laissons de côté d'autres dispositions qui visent moins directement les faits que nous avons en vue (2).

(1) Cf. sur les dispositions contenues dans le droit allemand : la note rédigée par la délégation française sur les législations des divers pays représentés à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 17 et suiv. ; la note remise par le gouvernement allemand, *Livre jaune*, p. 42 et suiv. ; enfin la note de M. de Dallwitz, *Livre jaune*, p. 61 et 62.

(2) Le paragraphe 182 punit la séduction d'une fille mineure de 16 ans. La poursuite ne peut avoir lieu que sur la demande des parents ou des tuteurs de la fille séduite. Le paragraphe 236 punit l'enlèvement de toute femme contre sa volonté, soit pour la livrer à la prostitution, soit pour l'amener à contracter mariage. Enfin le paragraphe 237 prévoit l'enlèvement d'une jeune fille mineure dans le but de la livrer à la débauche ou de l'amener à contracter mariage.

La simple lecture de ces dispositions montre qu'elles ont peu d'application en notre matière, l'embauchage par le proxénète ne comportant généralement ni séduction, ni enlèvement. — Voyez encore une série de textes rapportés dans la note précitée remise par le gouvernement allemand à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 43.

En ce qui concerne l'émigration, le paragraphe 48 de la loi du 9 juin 1897 frappe celui qui détourne une femme dans le but de la conduire à la débauche professionnelle, en dissimulant frauduleusement ce but, sous le prétexte de l'émigration.

Les paragraphes 180 et 181 permettent à eux seuls une large répression puisqu'ils frappent le proxénétisme en lui-même, le paragraphe 180 surtout, auquel on ne saurait reprocher l'exigence française de la condition d'habitude (1). Les mots : *ou pour en tirer profit* (oder aus Eigennutz) suffisent pour atteindre la presque totalité des cas de traite. L'hypothèse où l'embauchage se ferait sans esprit de lucre est en effet peu vraisemblable. Aussi approuve-t-on généralement les dispositions du Code allemand (2).

51. — Le Code pénal autrichien actuel punit aussi le proxénétisme en lui-même sans distinguer suivant qu'il s'exerce à l'égard de femmes majeures ou mineures (3). Les dispositions qui visent le plus directement la traite sont les paragraphes 512 et 513 ainsi conçus :

(1) Ainsi que semble le faire le rapport précité de la délégation française à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 30.

(2) Lenoble, *op. cit.*, p. 54. — Il est cependant une hypothèse qui échappe aux prévisions des paragraphes cités : le paragraphe 180 punit seulement *celui qui facilite la débauche soit en s'entremettant*, etc. Ce texte semble bien considérer le fait de la débauche comme une condition constitutive du délit ; si donc on arrête un traitant au moment où il recrute une jeune fille, il semble difficile d'obtenir une condamnation en invoquant le paragraphe 180.

Sur ce point, nous préférons la disposition française de la loi nouvelle, infiniment plus précise parce qu'elle a été faite pour le délit de traite en particulier et non pour le proxénétisme en général : « quiconque aura embauché... »

(3) Cf. sur tous les points concernant la législation autrichienne la note adressée au gouvernement français, à l'occasion de la réunion de la Conférence internationale, par le Département impérial et royal de la justice de l'Empire d'Autriche, *Livre jaune*, p. 48 et s.

§ 512. — Se rendent coupables de la contravention de proxénétisme ceux :

a) Qui donnent à des prostituées, pour exercer leur métier illicite, domicile régulier ou quelque autre abri ;

b) *Qui font métier de recruter des prostituées ;*

c) *Qui s'emploient comme intermédiaires dans des négociations illicites dans le même but.*

§ 513. — La peine est : arrêts de rigueur de 3 à 6 mois. Elle doit être aggravée si les coupables ont exercé leur industrie depuis quelque temps : 6 mois à 5 ans d'arrêts.

Ces dispositions, singulièrement sévères pour les malheureuses tombées dans la prostitution, à qui tout abri sera refusé, ont au moins cet avantage d'atteindre tous les cas de traite, car on pourra toujours poursuivre l'embaucheur pour *s'être employé comme intermédiaire dans des négociations illicites*.

Ce ne sont pas d'ailleurs là les seules dispositions du droit autrichien qui nous intéressent. D'autres encore, visant moins directement le délit, pourraient être invoquées dans des hypothèses particulières (1).

(1) Le fait d'emmener une femme à l'étranger dans une maison de prostitution par fraude ou violence peut tomber sous le coup des paragraphes 90 et 91. Ces textes punissent de la réclusion (3 à 10 ans) celui qui s'empare par ruse ou violence d'une personne pour la livrer à un pouvoir étranger. Et si la victime a été exposée à un danger pour sa vie ou sa liberté, la peine peut être élevée jusqu'à 20 ans de réclusion.

Les paragraphes 96 et 97 punissent l'enlèvement d'une femme contre sa volonté et celui d'une jeune fille n'ayant pas atteint sa quatorzième année, dans le but de les contraindre au mariage ou

On pourrait peut-être même reprocher à cette législation d'avoir péché par excès en voulant couper court aux manœuvres des traitants. Quand une législation dépasse le but, elle est difficilement applicable et c'est bien ce qui paraît s'être passé en Autriche. Les textes que nous venons d'indiquer, n'ont pas empêché la traite de prendre une extension considérable. Nous avons vu que c'était peut-être le pays d'Europe le plus gravement atteint de ce mal social (1), et dans la note officielle remise à la Conférence de Paris (2), on lit cet aveu :

« Il convient toutefois d'observer que des doutes sérieux sur l'efficacité des dispositions précitées paraissent s'être produits à diverses époques, aussi bien de la part du gouvernement que de celle du Parlement. »

Il est donc vraisemblable que le projet du Code pénal, en préparation depuis 1874, contiendra des réformes sur ce point.

52. — En Suisse (3), partout la conception allemande

dans une intention de débauche.

Des peines particulièrement sévères sont prononcées lorsque les excitations à la débauche proviennent des parents, tuteurs, précepteurs, ou personnes auxquelles les enfants étaient confiés, ou lorsque la victime qui a été débauchée était innocente auparavant (paragraphe 132 et 133). Citons en dernier lieu le paragraphe 315 qui prévoit la provocation à la débauche émanant d'hôteliers, cabaretiers ou de leur personnel.

(1) Ci-dessus, p. 37.

(2) *Livre jaune*, p. 20.

(3) Voyez pour tout ce qui concerne l'état du droit en Suisse : 1° le remarquable rapport présenté par M. de Meuron au Congrès de Londres, sur la législation suisse, compte rendu du Congrès donné

prévaut sur celle du droit français. Le proxénétisme est un délit. Un seul canton fait exception et se rattache au groupe français, c'est le canton du Tessin qui ne protège que les mineures. Tous les autres, au contraire, répriment le proxénétisme à l'égard des majeures comme des mineures.

Mais des divergences se font jour entre ces divers cantons au point de vue des conditions du délit. Certaines législations cantonales suivent de très près les dispositions du Code allemand et exigent, pour que l'acte puisse être incriminé, qu'il revête un caractère d'habitude, ou soit commis moyennant salaire. C'est ce que le Code de Bale dit explicitement ; et ceux de Berne, Schwyz, Schaffhouse et Thurgovie implicitement en parlant de *métier*, ce qui suppose à la fois l'habitude et le motif intéressé.

D'autres différences de détail existent entre ces cantons du groupe allemand (1), mais il convient d'autant moins de s'y attarder que toutes ces législations locales sont appelées à s'effacer devant le Code pénal suisse général (2).

par la *National Vigilance Association*, p. 89 et s. ; 2° la note très instructive de M. Lardy, délégué suisse, lue à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 79 et s.

(1) Certains cantons (Unterwald haut, Saint-Gall, Grisons, Glaris, Zoug) appliquent des peines différentes suivant qu'il y a ou non habitude ou appât de gain. Les cantons n'adoptent pas non plus la même solution sur les conséquences des rapports de dépendance qui peuvent exister entre le coupable et la victime. Enfin les aggravations de peine résultant du jeune âge de la fille embauchée varient encore de canton à canton.

(2) Rappelons que la Suisse possède une réglementation des bu-

53. — L'étude de ce projet avait été commencée plusieurs années avant l'adjonction à la Constitution qui permit au pouvoir central de légiférer en matière de droit pénal (art. 64 *bis* de la Constitution révisée en 1898).

Naturellement ce projet de Code pénal consacre la solution adoptée dans la majorité des cantons. Voici comment sont conçus les deux articles qui visent le plus directement le recrutement en vue de la débauche :

ART. 117. — Celui qui aura tenu une maison de prostitution, *celui qui aura engagé une fille pour une maison de prostitution, ou l'aura négociée à une de ces maisons*, sera puni de la réclusion jusqu'à 5 ans ou de l'emprisonnement pour 6 mois au moins ; le tribunal prononcera en outre l'amende jusqu'à 10.000 francs.

Si dans les trois ans qui suivent l'expiration de sa peine, l'auteur commet de nouveau le même délit, la peine sera la réclusion jusqu'à 10 ans et l'amende jusqu'à 20.000 fr.

Le bailleur qui aura toléré l'existence d'une maison de prostitution dans les locaux loués par lui, sera puni de l'amende jusqu'à 20.000 francs.

ART. 118. — Sera puni de la réclusion celui qui par la ruse, la menace ou la violence, aura cherché à livrer une femme à autrui dans un but de débauche. La peine sera la réclusion pour 5 ans au moins :

Si la femme est mineure ;

Si elle est l'épouse, la fille ou la petite-fille de l'auteur

reaux de placement (concordat de mai 1875), très précieuse comme mesure préventive.

ou si elle avait été confiée à ses soins, à sa protection ou à sa surveillance ;

Si l'auteur a cherché à la livrer à une maison de prostitution ;

Si c'est à l'étranger qu'elle devait être livrée à la débauche.

La peine sera la réclusion pour 10 ans au moins ou la réclusion à vie, si la femme était de réputation intacte et si elle a été effectivement livrée à la débauche.

La Suisse a donc considéré que la minorité, la fraude ou la violence ne devaient pas être présentées comme des conditions constitutives du délit, par conséquent indispensables pour prononcer une peine, mais comme de simples circonstances aggravantes.

54. — La même conception a été adoptée par la Suède (1).

Chap. XVIII, § 2. — « *Quiconque aura favorisé la débauche par proxénétisme ou aura tenu une maison de prostitution sera puni de la peine des travaux forcés de 10 mois à 4 ans.* »

Mais ce texte permet encore de se demander si une disposition semblable peut atteindre le proxénète arrêté au moment où il a embauché une jeune fille en lui

(1) Cf. la note française sur l'état des législations étrangères, *Livre jaune*, p. 29. — Rapport de M. Olbers au Congrès de Londres, compte rendu du Congrès par la *National Vigilance Association*, p. 157 et s. — Rapport de M. Herslow, délégué à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 78 et 79.

promettant une place honnête ; on ne peut pas dire, dans cette hypothèse, *qu'il a facilité la débauche*.

Des circonstances aggravantes sont édictées à l'égard des parents, tuteurs, précepteurs, etc... qui favorisent la débauche des enfants dont ils ont la surveillance.

Enfin diverses peines frappent l'enlèvement d'une femme majeure contre son gré et l'enlèvement des mineures même consentantes.

55. — La Norvège possède des textes particulièrement intéressants. L'ancien Code pénal de 1842 était muet sur la matière ; le Code nouveau du 22 mai 1902 (1), qui entrera en vigueur au début de l'année 1904, contient au contraire des dispositions formelles ; voici les plus essentielles :

§ 201. — Celui qui concourt à la débauche d'une personne âgée de moins de 16 ans sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 4 ans.

§ 202. — Quiconque incite une personne à faire métier de la prostitution ou concourt à une telle provocation sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 4 ans ; si la personne séduite est âgée de moins de 18 ans ou qu'elle soit

(1) Les dispositions du Code de 1902 concernant la traite sont reproduites dans la note française sur les législations étrangères, remise à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 27 ; elles ont aussi été traduites par M. Førdén, délégué norvégien, *loc. cit.*, p. 87. — Voyez encore sur la législation norvégienne, le rapport du comité national de Norvège au Congrès de Francfort.

enlevée hors du royaume dans un but immoral, l'emprisonnement sera prononcé de 1 jusqu'à 6 ans.

§ 204. — Pour les délits prévus aux paragraphes 200-203, si le coupable les a commis habituellement ou au moyen de violence, de menaces ou de ruses ou qu'il ait exploité l'indigence ou la faiblesse d'esprit d'une personne, la peine pourra être élevée de moitié.

Il en sera de même si le coupable d'un délit prévu au paragraphe 202 a agi dans le but de lucre ou que la victime soit son épouse, son enfant ou une personne sous son autorité ou sa garde, et de même s'il a abusé de son office public ou de sa position de ministre, de médecin ou d'instituteur.

§ 206. — Quiconque favorise ou exploite la prostitution d'autrui dans un but de lucre sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 2 ans..... L'emprisonnement jusqu'à 4 ans pourra être appliqué si la victime est âgée de moins de 18 ans ou qu'elle ait été emmenée hors du royaume dans un but immoral.

Ces textes ne punissent donc pas seulement la traite à l'égard des mineures, ou des majeures dont le consentement est arraché par fraude ou violence ; ils répriment le proxénétisme en général.

D'autres textes visent la soustraction illégale d'une mineure de 18 ans aux personnes qui en ont la garde (art. 216 et 217).

56. — A ce groupe de législations que nous avons appelé

le groupe allemand, il faut rattacher le projet de Code pénal russe soumis actuellement au Conseil d'Empire. Ce projet (1) réalisera de très notables progrès sur l'état du droit antérieur. Les dispositions anciennes étaient tout à fait insuffisantes au point de vue qui nous occupe (2). Le Code pénal se contentait de réprimer l'excitation à la débauche et le proxénétisme des père, mère, tuteur, professeur, mari sur les personnes placées sous leur autorité ou sous leur surveillance (art. 993, 994, 999, 1000).

Le projet nouveau au contraire contient des dispositions très précises ainsi conçues :

ART. A. — Quiconque sera convaincu d'avoir incité une personne du sexe féminin à la débauche professionnelle, soit par l'emploi de la violence ou d'une menace de meurtre ou de sévices graves à l'égard de la femme menacée ou d'un membre de sa famille, soit par l'emploi de la fraude ou l'abus d'autorité qu'aurait eue le délinquant sur la personne lésée, *soit en profitant de son état désespéré*, ou enfin de la dépendance de cette personne du délinquant, est passible d'emprisonnement pour un terme de 3 mois au moins.

Quiconque sera convaincu d'avoir incité une personne du sexe féminin, par les moyens indiqués à l'alinéa 1^{er}, à quitter la Russie pour se livrer à la débauche profes-

(1) Rapporté au *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 78.

(2) Cf. la note française sur les législations étrangères donnée à la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 28 et 29 ; et aussi le rapport du délégué russe, M. de Malewsky-Maléwitch, *loc. cit.*, p. 77.

sionnelle en pays étranger, est passible de réclusion dans une maison de force pour un terme de 3 ans au plus.

Si le délinquant est convaincu d'exercer les actes mentionnés dans le présent article à titre de profession, il est passible de réclusion dans une maison de force.

La tentative est punissable.

ART. B. — Une personne du sexe masculin convaincue d'avoir : 1° matériellement tiré profit à titre professionnel d'une femme adonnée à la débauche au même titre, celle-ci étant soumise à son influence ou placée sous sa dépendance, ou en profitant de son état désespéré ; 2° *d'avoir incité des personnes du sexe féminin à la débauche professionnelle, pour en tirer un profit matériel*, est passible d'emprisonnement.

L'un des points les plus intéressants de ce projet, c'est l'assimilation que l'article A établit entre le cas où le proxénète *profite de l'état désespéré* de sa victime et les hypothèses de fraude caractérisée et de violence. C'est une tentative faite dans le but d'atteindre ce procédé de recrutement, bien plus fréquemment employé que la fraude ou la violence, et qui consiste à abuser de la misère de femmes sans travail et sans ressources.

57. — En dehors de ces législations du groupe germanique, il en est une autre dont les dispositions permettaient aussi de réprimer la traite. C'est la législation anglaise (1), la seule, avec le Code norvégien récent, qui vise directement les faits de traite.

(1) Cf. sur la législation anglaise : le rapport de M. Bunting au

L'act du 14 août 1885 (1), obtenu à la suite d'une campagne que nous relaterons plus tard, édicte les dispositions détaillées que voici :

ART. 2. — Quiconque fait en sorte,

A. — Qu'une femme ou fille âgée de moins de 21 ans, qui n'est pas une prostituée et qui n'est pas réputée de mœurs légères, ait des relations sexuelles illicites avec une ou plusieurs autres personnes, soit dans les limites, soit au delà des limites des possessions de la Reine,

B. — Ou qu'une femme ou fille se livre à la prostitution....,

C. — Ou qu'une femme ou fille quitte le Royaume-Uni et se place à l'étranger dans une maison de tolérance.

D. — Ou qu'une femme ou fille quitte sa résidence dans le Royaume-Uni (cette résidence n'étant pas une

Congrès de Genève (1889) pour l'abolition de la prostitution. *Compte rendu du Congrès*, 2^e annexe, p. 4 et 5. — Rapport de M. Andersen, chargé du département des affaires criminelles à Londres, au Congrès pénitentiaire de Paris (1895). *Rapports de la première section*, p. 491 et s. — Rapport de M. Yves Guyot au même Congrès, *loc. cit.*, p. 522 et s. — Voy. enfin dans le *Compte rendu des séances* du même Congrès, les discussions rapportées, p. 745 et s. Au Congrès de Londres, 1899, rapport de M. Bunting, *La traite au point de vue anglais*, compte rendu du Congrès donné par la *National Vigilance Association*, p. 65 et s. — A la Conférence de Paris, analyse de la législation anglaise dans la note du gouvernement français, *Libre jaune*, p. 23.

(1) Act relatif à la protection des femmes et des filles, la suppression des maisons de prostitution, etc. (48 et 49, Victoria, chap. 69). Rapporté au *Libre jaune* de la Conférence de Paris, comme annexe à l'exposé du juge Snagge, p. 71 et dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 57.

maison de prostitution), quand l'agent a l'intention de la placer dans une maison de tolérance,

Sera coupable d'un délit et sera condamné à un emprisonnement qui n'excédera pas la durée de deux ans, avec ou sans travail forcé.*

Nul prévenu ne sera reconnu coupable d'un des délits susvisés sur la déposition d'un seul témoin, à moins que ce témoignage ne soit corroboré par une preuve matérielle.

ART. 3. — Toute personne qui :

A. — Par menaces ou intimidation aura fait en sorte qu'une femme ou fille ait des relations sexuelles illicites...,

B. — Par ruses ou artifices aura fait en sorte qu'une femme ou fille qui n'était ni prostituée, ni réputée de mœurs légères, ait des relations sexuelles illicites., sera coupable d'un délit et sera condamné à un emprisonnement qui n'excédera pas la durée de deux ans, avec ou sans travail forcé.

Nul prévenu ne sera reconnu coupable d'un des délits susvisés sur la déposition d'un seul témoin, à moins que ce témoignage ne soit corroboré par une preuve matérielle.

La tentative des mêmes faits sera punie des mêmes peines.

58. — Ces formules un peu longues et confuses, habituelles au législateur anglais, nous donnent à entendre que tout acte de traite tombe sous le coup de la loi pé-

nale, même s'il concerne des femmes majeures et consentantes. « Quiconque, dit l'article 2, § 2, fait en sorte qu'une femme se livre à la prostitution. » C'est là une conception naturelle dans un pays qui veut ignorer la prostitution et qui condamne le régime des maisons de tolérance. Mais, soit que la largeur même des termes de la loi ait nui à son application, soit que les dispositions concernant la preuve du délit aient fréquemment empêché les poursuites d'aboutir, la loi ne semble pas avoir eu les effets qu'on était en droit d'en attendre (1). Il semble en effet exorbitant de désarmer la société lorsque l'accusation ne pourra pas joindre au témoignage de la victime la preuve d'un fait matériel de proxénétisme (Voyez cependant les dispositions des derniers alinéas des art. 2 et 3). L'application des dispositions précitées ne permettra pas d'obtenir une condamnation dans l'hypothèse, qui peut se présenter souvent, d'un proxénète formellement accusé par une victime digne de foi, dont le témoignage est corroboré par les renseignements précis et concordants recueillis sur l'inculpé. L'embauchage des femmes, qui ne se pratique guère devant d'autres personnes, ne permet pas le plus souvent d'apporter au procès le poids de plusieurs témoignages ; on est donc contraint de se

(1) Voyez les déclarations de M. Coote, l'actif secrétaire de la *National Vigilance Association*, rapportées au Congrès pénitentiaire de Paris (1895) ; *Compte rendu des séances*, p. 746 et 747. M. Coote constate un échec à peu près absolu dans les poursuites ; il en est réduit à demander des réformes législatives.

rabattre sur cette preuve matérielle prévue par la loi et qu'il sera souvent difficile de fournir.

Le souci, si vif en Angleterre, de sauvegarder les droits de l'accusé a peut-être conduit trop loin le législateur ; et la disposition de l'act de 1885 ne paraît pas de nature à être adoptée dans les pays voisins.

On peut estimer, en outre, que la pénalité édictée est trop faible dans les cas très graves, par exemple lorsque la violence est employée à l'égard de la victime.

Nous arrêtons là cet examen des législations plus sévères que notre Code pénal. Leur caractère général est d'atteindre les faits de traite comme conséquence du régime qu'elles ont adopté pour la prostitution. Faisant un délit du fait de tenir une maison de débauche, il était naturel de frapper tous les actes tendant au recrutement de semblables maisons.

59. — Bien d'autres législations au contraire ne parvenaient pas à réprimer les manœuvres les plus graves, sur la criminalité desquelles tout le monde est d'accord.

Sans parler de la législation française dont nous avons précédemment examiné les lacunes, il faut en citer plusieurs autres.

60. — En Belgique (1), d'abord, la situation est à peu près identique à celle qui existait en France.

(1) Cf. sur la législation belge une note remise au gouvernement français par le ministère des affaires étrangères de Belgique, à l'oc-

Lorsqu'il s'agit de mineurs, on peut obtenir une condamnation contre un traitant en se fondant sur les articles 379 et suivants du Code pénal belge, qui punissent l'excitation habituelle des mineurs à la débauche.

On peut aussi avoir recours parfois aux dispositions des articles 368 et suivants qui prévoient l'enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace.

Nous avons vu, en nous occupant du Code pénal français, l'insuffisance de pareilles dispositions.

En ce qui concerne la femme majeure, la législation pénale belge ne contient aucune disposition la protégeant contre les manœuvres des proxénètes.

Plusieurs projets de lois ont été soumis aux Chambres de Belgique dans le but de remédier à cet état de choses (1). Une proposition de loi concernant la police des mœurs, a notamment été soumise au Sénat de Belgique par M. Le Jeune le 6 février 1900. Ce projet, dont le but serait de transformer le régime de la prostitution en Belgique (l'art. 1^{er} abolit les règlements concernant la tolérance et l'art. 6 érige en délit le fait de tenir une maison de débauche), supprime la condition d'habitude contenue dans l'article 379 (art. 12 du projet). Puis l'article 13 punit le proxénète qui par abus d'autorité ou de pouvoir, violence, menaces ou ruse, aura embauché ou tenté d'embaucher pour la prostitution une femme, même majeure.

casion de la Conférence de Paris, *Livre jaune*, p. 20 et s. — Voyez aussi le rapport de M. Hoyoïs, délégué belge à la même Conférence, *Livre jaune*, p. 63 et s.

(1) Cf. rapport précité de M. Hoyoïs, *Livre jaune*, p. 63.

61. — L'Espagne (1) ne nous montre pas un système législatif plus satisfaisant. La principale, pour ne pas dire l'unique disposition sur laquelle une poursuite peut être fondée, est celle de l'article 459 du Code de 1870 qui réprime l'excitation *habituelle ou par abus d'autorité* de mineurs à la débauche. Dans l'état actuel du droit, aucun texte n'assure la protection des majeures : le nouveau Code pénal, en projet, comblera cette lacune.

62. — L'Italie (2) contient une série de textes qui, de près ou de loin, permettent d'atteindre certains cas de traite (3). Voici les principaux :

L'article 345 punit l'excitation à la débauche d'une personne mineure. Il présente sur l'article 334 du Code pénal français l'avantage de faire de l'habitude une circonstance aggravante et non plus une condition constitutive.

L'article 341 est ainsi conçu : « Quiconque, à l'aide de violence, de menaces ou de supercherie, enlève ou retient, dans des vues de débauche ou de mariage, une personne mineure, ou bien, dans des vues de débauche,

(1) Cf. note française remise à la Conférence de Paris, sur les législations étrangères, *Livre jaune*, p. 22. — Rapport de M. Cuartero à la même Conférence, *loc. cit.*, p. 64 et s.

(2) La bibliographie italienne déjà importante en matière de traite des blanches est indiquée dans le rapport du comité italien au Congrès de Francfort, p. 16. — Voyez surtout les deux brochures précitées de M. Paulucci de Calboli.

(3) Pour la législation italienne, voyez la note française sur les législations étrangères, *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 25 et p. 33 ; et le rapport de M. Buzzatti, délégué italien à la même Conférence, *Livre jaune*, p. 75.

une femme mariée, est puni de la réclusion de 3 à 7 ans.

Si la personne a été enlevée ou retenue sans violence, menaces ou supercherie, mais de son consentement, la peine est de la réclusion de 6 mois à 3 ans.

Si la personne enlevée n'a pas accompli 12 ans, le coupable est puni, alors même qu'il n'use pas de violence, menaces ou supercherie, de la réclusion de 3 à 7 ans (1).

Enfin deux dispositions spéciales concernent l'exportation :

L'article 406 du Code pénal, ainsi conçu :

« Quiconque, par esprit de lucre, détermine l'émigration d'un citoyen en le trompant par de fausses nouvelles ou des faits non existants sera puni de la réclusion de 1 à 5 ans et d'une amende non inférieure à 500 francs.

Et la loi du 31 janvier 1901 (art. 3) dont le but est de réprimer le commerce de certains spéculateurs faisant profession d'emmener des petits Italiens à l'étranger (ramoneurs, marchands de statuettes, etc.).

Voici la disposition qui concerne la traite :

« Les mêmes dispositions (réclusion jusqu'à 6 mois ; amende de 100 à 500 livres) sont applicables à quiconque engage une fille mineure à émigrer pour la livrer à la prostitution.

Les jurisconsultes italiens et les hommes d'Etat sem-

(1) D'autres textes moins importants pourraient exceptionnellement être invoqués : l'article 346 relatif à la prostitution des mineures, — l'article 335 concernant la corruption de mineurs, — l'article 347 qui punit les parents, maris, tuteurs coupables de contraindre à la prostitution les personnes dont ils ont la garde, etc.,...

blent considérer ces textes comme tout à fait suffisants (1).

On pourrait estimer cependant que les peines prononcées par la loi du 31 janvier 1903 sont un peu faibles lorsqu'une enfant a été emmenée à l'étranger pour la livrer à la prostitution. On peut aussi se demander si les faits de traite à l'égard de majeures au cas de fraude ou de violence sont suffisamment réprimés (on remarquera que la disposition précédemment citée de l'article 341 ne vise, parmi les majeures, que les femmes mariées).

Quoi qu'il en soit, et bien que l'on puisse désirer des dispositions plus adéquates au but qu'il s'agit d'atteindre, le droit italien est encore, dans le groupe des législations latines, l'un de ceux qui permettent le mieux une répression.

63. — En Hollande aussi, on considère les textes actuels comme suffisants.

M. Rethoan Macaré, délégué néerlandais, disait à la conférence de Paris (2) : « Notre Gouvernement ne sau-

(1) Cf. la communication de M. Buzzati, délégué italien à la Conférence de Paris (*Livre jaune*, p. 85) et les déclarations de M. Baccelli, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la Chambre italienne (rapportées dans le supplément au journal *Le Temps* du 11 mars 1903). « La loi italienne sur l'émigration, disait le sous-secrétaire d'Etat, est avec le Code norvégien de 1902 et la loi anglaise de 1825, tout ce qu'il y a de mieux sur la question. En conséquence, l'Italie n'a rien à ajouter pour le moment à ses dispositions pénales. »

(2) Pour la législation néerlandaise, voyez, outre le rapport précité de M. Macaré, la communication de M. Velthuijsen au Congrès

rait, pour le moment, admettre que nos lois actuelles ne sont pas suffisantes pour réprimer les abus auxquels la traite des blanches donne lieu. »

Cette appréciation n'est peut-être pas tout à fait exacte ; voici en effet les dispositions du Code pénal de 1881 concernant notre matière (1) :

ART. 247. — Celui qui commet des actes d'immoralité avec une personne sachant qu'elle est évanouie ou sans connaissance, ou avec une personne au-dessous de l'âge de 16 ans, *ou excite celle-ci à commettre ou à subir des actes de ce genre...* est puni d'un emprisonnement de 6 ans au plus.

ART. 250. — Est puni comme entremetteur : 1° d'un emprisonnement de 4 ans au plus, le père, la mère, le tuteur ou le subrogé tuteur qui excite ou favorise volontairement la débauche de son enfant mineur....; 2° d'un emprisonnement de 3 ans au plus, *toute autre personne qui, en vue d'un lucre ou avec intention, excite ou favorise la débauche d'un mineur avec un tiers*, ou qui fait mélier d'exciter ou de favoriser avec intention la débauche d'un mineur avec un tiers.

ART. 278. — Celui qui conduit une personne au delà des frontières du royaume en Europe, dans le dessein de la soumettre illégalement au pouvoir d'un autre ou de la

de Londres (*Compte rendu du Congrès par la National Vigilance Association*, p. 98 et s.) et la note du gouvernement français à la Conférence de Paris (*Livre jaune* p. 27 et s.).

(1) *Livre jaune*, p. 76.

mettre en état de détresse, est puni comme coupable de rapt d'un emprisonnement de 12 ans au plus.

D'autres dispositions, atteignant moins directement les cas de traite concernent : le détournement de mineures (art. 279) ; l'enlèvement d'une femme, soit mineure, soit majeure *dans le dessein de s'en assurer la possession* (art. 281) ; enfin la privation illégale de liberté (art. 282).

Ces textes ne semblent protéger suffisamment ni les majeures, ni les mineures. Pour les majeures, aucune disposition ne permet de frapper le proxénète qui conduit par fraude une femme dans une maison de prostitution : l'article 278 vise le rapt *au delà des frontières*, l'article 281 l'enlèvement d'une femme *dans le dessein de s'en assurer la possession* (1).

En ce qui concerne les mineures, les peines édictées contre le proxénète paraissent bien indulgentes pour certains cas de traite. On est en droit de se demander, en outre, si l'on pourrait obtenir une condamnation lorsque le traitant, arrêté dès l'embauchage, a trompé la fille mineure sur le sort qui l'attendait. Dans cette hypothèse en effet, il semble difficile de considérer le prévenu comme ayant *excité à la débauche*.

64. — La Hongrie est encore moins bien pourvue. Le

(1) Il n'existe pour ces femmes qu'une mesure préventive édictée par l'article 252 du Code pénal : le tenancier d'une maison de prostitution est obligé, avant d'y admettre une femme, de lui faire connaître, devant le bourgmestre, le genre de métier qui y est exercé.

nouveau Code pénal en projet doit combler les lacunes actuelles (1).

Citons, enfin, la législation du canton du Tessin qui s'écarte des solutions adoptées dans les autres cantons suisses et, se rattachant au système français, ne protège que les mineures (2).

Le Code pénal de la République argentine appartient aussi à la même famille.

ART. 132. — Celui qui, habituellement ou avec abus d'autorité ou de confiance, excite ou facilite la prostitution ou la corruption des mineurs, sera puni d'un emprisonnement de 1 à 3 ans si la mineure a moins de 18 ans et plus de 14 ans, et de 3 à 4 ans de travaux forcés si la mineure a moins de 14 ans accomplis (3).

65. — En somme, les législations les plus récentes semblent bien marquer une tendance accentuée vers la répression de plus en plus sévère du proxénétisme (Allemagne, Grande-Bretagne, Norvège, etc.).

(1) Voy. les dispositions actuelles et projetées : 1^o dans la note française remise à la Conférence de Paris sur les législations étrangères (*Livre jaune*, p. 24 et s.) ; 2^o le rapport fourni par le Comité national hongrois au Congrès de Francfort, spécialement en ce qui concerne les mesures relatives à l'émigration (p. 3, *in fine*). — Cf. le très intéressant rapport du délégué hongrois M. Baumgarten, à la Conférence de Paris (*Livre jaune*, p. 66).

(2) Cf. les rapports très remarquables de M. de Meuron au Congrès de Londres (*Compte rendu de la National Vigilance Association*, p. 89 et s.) et de M. Lardy à la Conférence de Paris (*Livre jaune*, p. 77 et s.).

(3) Cf. note française sur les législations étrangères, *Livre jaune* de la Conférence de Paris, p. 28.

Mais cette rapide esquisse des législations françaises et étrangères a surtout pour effet de nous montrer que la France (et il en est de même pour plusieurs autres nations) n'était pas armée pour réprimer le honteux trafic dont l'extension devenait de plus en plus considérable.

66. — La nécessité d'une réforme, que la loi nouvelle a réalisée, s'était fait sentir depuis longtemps. En 1894 déjà, M. le sénateur Bérenger qu'on retrouve toujours au premier rang dans la lutte contre l'immoralité publique, avait soumis au Sénat une proposition de loi relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs (1).

Ce projet, qui reprenait plusieurs dispositions ayant fait l'objet d'une proposition précédente de M. Fallières, réprimait :

1° Le racolage sur la voie publique ou dans les lieux publics ;

2° La prostitution clandestine dans les établissements tels que cafés, cabarets, maisons meublées, etc. ;

3° L'embauchage par violence ou par fraude dans une maison de débauche ;

(1) Sur ce projet, voyez un commentaire très intéressant de M. Bérenger au Congrès de la ligue française de la moralité publique, *Actes du Congrès*, p. 190 à 195 ; Lenoble, *La traite des blanches*, p. 40 et s. — Rapport de M. Yves Guyot au Congrès pénitentiaire de Paris 1895, *Rapports de la première section*, p. 529 et s. — Cf. au même Congrès, les indications fournies, *op. cit.*, p. 529 et p. 567 en note. Voyez aussi la *Revue pénitentiaire* 1895, p. 1217 ; et la communication de M. Albert Gigot à la Société générale des prisons, *Revue pénitentiaire*, p. 504.

4° Enfin les outrages aux bonnes mœurs.

C'est le troisième des délits prévus par cette proposition de loi qui intéresse notre question. L'article 6 était ainsi conçu :

« L'embauchage par violence ou par fraude dans une maison de débauche sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans. »

Cette disposition, si elle est loin de combler toutes les lacunes du Code pénal de 1810, aurait tout au moins permis d'atteindre certains cas de traite de majeures à l'égard desquels on était désarmé. Toutefois la pénalité peut paraître légère (6 mois à 2 ans de prison), quand on songe à la gravité du crime qui consiste à livrer une femme, malgré elle, à la prostitution.

Mais ce projet, voté en première lecture par le Sénat le 14 juin 1895, ne fut jamais soumis à la Chambre.

67. — Si notre législation présentait des lacunes au point de vue du droit interne pur, elle était aussi très imparfaite au point de vue des questions internationales que la traite des blanches soulève.

Cette observation paraît banale, car on la retrouve à chaque instant dans les dissertations et les articles concernant la traite. Il convient cependant d'y insister, car si la constatation est vraie à certains égards, elle est tout à fait inexacte à d'autres.

68. — On a dit très fréquemment qu'une entente inter-

nationale et une similitude, pour ne pas dire une identité, des diverses législations était indispensable en matière de traite des blanches, parce que le délit nouveau constitue ce qu'on appelle dans la langue du droit pénal un délit *continu, successif*, dont le trait particulier est de se commettre sur le territoire de plusieurs pays. Par exemple, c'est une jeune fille qui est embauchée en Autriche, entraînée par le proxénète en France, embarquée à Marseille et conduite dans l'Afrique du Sud où elle doit être livrée à la prostitution.

Mais le lien qu'on établit ainsi entre les deux idées : de délit continu et de concordance des législations pénales des divers pays, indispensable pour atteindre le délit, ne nous semble pas exact (1). En raisonnant de cette façon, on paraît oublier que les infractions continues se caractérisent par ce fait qu'elles sont susceptibles, même après le premier accomplissement, de se prolonger, sans interruption, pendant un temps plus ou moins long (2), comme par exemple la séquestration illégale ou le complot. Ces infractions se présentent généralement après un certain temps écoulé, elles nous apparaissent au moment où elles rassemblent toute une série de faits, d'épisodes, qui serviront souvent à éclairer la religion du juge. Mais ce qu'il est essentiel de remarquer, c'est

(1) Sur cette question du délit continu, voyez la thèse de M. Maurice Bernard, *Des conflits de souverainetés en matière pénale*, p. 32 et suiv.

(2) M. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 61, n° 52. Nous citons la cinquième édition.

que cet ensemble d'actes n'est pas requis *comme condition* du délit. La loi en fait souvent une *circonstance aggravante* (1), ce qui est complètement différent, ce qui implique même l'inutilité de la réunion de ces actes pour qu'une peine puisse être prononcée (2).

En matière de complot, cette analyse juridique est particulièrement facile à saisir. Lorsqu'un complot est soumis à une juridiction répressive, le ministère public invoque parfois que des réunions ont été tenues, des actes accomplis pendant plusieurs années. Mais est-ce là une preuve nécessaire pour obtenir une condamnation ? Incontestablement non, puisque l'article 89 du Code pénal dispose : « Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes. »

69. — Il en est de même du délit appelé la traite des blanches qui, par sa nature se rapproche beaucoup du complot ou de la séquestration arbitraire. On doit considérer le délit comme accompli, et c'est ce que décide

(1) Voyez pour la séquestration arbitraire les articles 341 à 343 qui étagent les peines suivant que la séquestration a duré plus ou moins de 10 jours ou plus d'un mois.

(2) Cf. le jugement rendu par le tribunal correctionnel de la Seine le 21 février 1903 dans l'affaire dite de la traite des blanches ; en voici les termes : « Attendu que la juridiction française est compétente lorsque des actes d'exécution d'un délit ont été accomplis en partie sur le territoire étranger ; qu'il suffit que l'un d'entre eux ait eu lieu en France, pour que l'infraction puisse être qualifiée d'infraction commise en France » (Cass., 11 mars 1880 et 11 août 1882). Le jugement est rapporté : *Gaz. Trib.*, 6 mars 1903 ; *Le Droit*, 17 mars 1903.

la loi récente, dès qu'un traitant a embauché une fille mineure pour la prostitution. Si le délit doit se *continuer* pendant un certain temps, cela ne saurait en aucune manière rendre la loi du lieu de l'embauchage inapplicable.

Le fait même que l'infraction, commise en Autriche, sera commise en France par le traitant qui emmène sa victime et peut-être dans d'autres pays encore, ne permet pas de dire : « chacun de ces pays est incompétent car le délit ne s'est produit dans toute sa plénitude sur le territoire d'aucun. » L'expression fréquemment employée qui montre l'infraction *commencée* en Autriche, prenant son caractère en France pour se parfaire en Afrique, est incorrecte. L'infraction, telle qu'elle doit être comprise, a été pleinement accomplie en Autriche et légitimait une répression si la preuve des conditions du délit était apportée, si par exemple la correspondance du proxénète ne laissait aucun doute sur la situation qu'il réservait à la fille embauchée.

La seule conséquence du caractère successif du délit, c'est que le traitant s'est rendu, en France aussi, coupable du même délit parce qu'il a *entraîné* sa victime en vue de la débauche (art. 334 nouveau, 3^e alinéa : « Qui-conque... aura embauché, *entraîné*.... ») sur le territoire français. Bien loin donc de rendre incompétentes les juridictions de chacun des pays sur lesquels le trafic s'est étendu, la continuité de l'infraction permet une répression plus complète (1). Si par exemple, dans l'hypothèse

(1) Sous l'empire de la loi du 4 avril 1903, ce n'est donc pas l'ab-

que nous avons prise, la législation autrichienne se trouvait désarmée pour une raison quelconque, le proxénète n'échapperait pas pour autant et la poursuite serait possible en France (1).

70. — Ce qui est vrai, c'est que, dans l'état ancien du droit, alors qu'on était généralement réduit à poursuivre en vertu de l'article 334 du Code pénal, le caractère international du délit aurait pu rendre l'application de cette disposition plus difficile à raison de la condition d'habitude exigée par le texte (2).

Il faut, en effet, que les actes *d'excitation habituelle à la débauche* aient été accomplis en France (3). Et des exemples récents ont montré que dans ces condi-

sence de juridiction compétente qu'il faut craindre, mais l'inconvénient précisément inverse, résultant d'un conflit international, plusieurs juridictions de divers pays se déclarant à la fois compétentes. Nous verrons plus tard comment la Conférence de Paris à ingénieusement tourné la difficulté.

(1) Notre droit pénal français donne compétence en matière criminelle et correctionnelle à la juridiction *du lieu du délit*, à celle de la résidence du prévenu et à celle du lieu où il pourra être trouvé. La question s'est alors posée de savoir ce qu'il fallait entendre par le lieu du délit lorsqu'il s'agissait d'une infraction continue afin de déterminer les juridictions compétentes. On est tombé d'accord pour décider qu'en matière de délit successif, la permanence du fait rend compétentes, chacune dans sa sphère, toutes les autorités des lieux où ce fait a été exécuté. — Cf. M. Garraud, *Précis*, p. 543, n° 429.

(2) Cf. M. Garraud, *Précis*, n° 430, p. 543 *in fine* et 544.

(3) Sauf application de l'article 5, § 2, C. inst. crim., dans l'hypothèse où le délit a été commis *par un Français* à l'étranger.

tions des faits de la plus haute gravité échappaient aux juridictions françaises (1). Deux Françaises mineures s'étaient échappées d'une maison de tolérance de l'étranger et dénonçaient les moyens délictueux employés pour les y amener. Le tenancier qui avait consommé leur perte, était connu. Il était coutumier du fait. Arrêté pendant un voyage fait à Paris, il dut être relâché, les faits d'excitation habituelle à la débauche ne s'étant pas produits en France.

71. — Il ne faudrait pas toutefois exagérer la portée de cette observation. Il est certain, par exemple, que plusieurs faits de racolage commis en France, permettaient d'obtenir une condamnation fondée sur l'article 334 du Code pénal, bien que les actes de prostitution ne dussent être accomplis qu'à l'étranger. Cette circonstance n'empêche pas, en effet, qu'il y ait eu en France excitation habituelle à la débauche.

C'est ce qu'a très exactement jugé la Cour de cassation dans un arrêt en date du 10 février 1900 (2), dont il convient de rapporter les termes :

« Sur le 2^e moyen tiré de la violation de l'article 5, § 2, du Code d'instruction criminelle, en ce que l'arrêt attaqué aurait incompétemment statué sur une prévention résultant d'un délit commis à l'étranger, la débauche des

(1) Faits rapportés à l'assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite, du 12 décembre 1901, p. 2 *in fine*.

(2) D. 1902.1.207 ; S. 1902.1.111.

filles mineures recrutées à Paris par la prévenue, s'étant accompli dans une maison de tolérance de Johannesburg ; — Attendu que les constatations de l'arrêt attaqué établissent que, soit à Paris, lieu des embauchages, soit au Havre, lorsqu'elle les remit aux tenancières de la maison de tolérance de Johannesburg, la fille B... a eu pour but de faciliter la prostitution desdites mineures ; — Que cette circonstance que la prostitution a eu lieu à l'étranger n'a pas déplacé le lieu du délit à l'égard de la prévenue, puisque l'embauchage dont elle est seule l'auteur, dans les conditions qui viennent d'être signalées, avait pour résultat nécessaire de fournir auxdites mineures les moyens de se livrer à la prostitution ; d'où il suit que l'article 5, § 2, du Code d'instruction criminelle était inapplicable. »

72. — En somme, bien que le délit de traite s'étende sur plusieurs régions, chacun des pays sur le territoire desquels des actes de traite auront été accomplis, pourra sévir. Il ne faut pas se dissimuler, d'ailleurs, que le caractère cosmopolite de l'infraction pourra rendre parfois difficile la preuve que les actes, patents en eux-mêmes, ont été accomplis *en vue de la débauche*.

73. — Au point de vue des relations internationales, notre Code pénal présente bien quelques lacunes en ce qui concerne les délits commis à l'étranger, soit par des Français, soit par des étrangers. Mais cette situation

étant à peu de choses près la même depuis la loi d'avril 1903, c'est en étudiant les règles du droit nouveau que nous les mentionnerons.

Les nécessités d'une réforme se faisaient particulièrement sentir en ce qui concerne l'extradition, car les traités d'extradition passés entre la France et la plupart des Etats européens ne comprenaient généralement pas dans leurs termes les faits qui constituent le délit nouveau (1). Sans doute, cela n'entraînait pas toujours, comme conséquence nécessaire, l'impossibilité de l'extradition. Beaucoup de pays, la France notamment, ne considèrent pas les causes d'extradition des conventions internationales comme d'interprétation restrictive et ils se reconnaissent le droit d'accorder l'extradition en dehors des termes du traité (2). Mais c'est là une pure *faculté* de leur part et non une obligation ; même à l'égard de ces pays, une réforme rendant l'extradition obligatoire en matière de traite des blanches, était donc désirable. Elle l'était davantage encore, à l'égard des Etats qui interprètent limitativement les clauses d'extradition, et ne remettent un délinquant au gouvernement requérant qu'autant

(1) Voyez à titre d'exemple, pour la Suisse, les déclarations de M. de Meuron au Congrès de Londres (p. 3 de son rapport). Les traités d'extradition passés avec la Suisse ne prévoient pas les faits constitutifs de la traite, et celui qui les commet ne peut être livré par la Suisse au pays sur le territoire duquel il a opéré que s'il consent à son extradition.

(2) Cf. sur tous ces points, les ouvrages de M. Renault, *La traite des blanches et la Conférence de Paris au point de vue du droit international*, p. 24 et s., et de M. Garraud, *Précis*, p. 110 et s.

que cette extradition peut trouver son fondement dans un traité antérieurement passé.

74. — Jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré les motifs vrais qui expliquent la nécessité en cette matière d'une organisation internationale. Les inconvénients précédemment signalés du régime ancien n'auraient sans doute pas suffi pour décider les gouvernements à intervenir de concert et à prendre les mesures d'ensemble préconisées par la Conférence de Paris. La raison essentielle c'est que, sans entente, les mesures de droit pénal interne les plus sévères et les plus savantes seraient demeurées énervées, faute de connaissance des actes délictueux. Les faits de traite les plus graves sont ceux qui entraînent la victime loin des siens, loin de sa patrie, et ce sont précisément ceux-là qu'il est le plus difficile de surprendre. Le traitant, connu et surveillé dans tel pays, ne l'est plus la frontière passée ; il peut donc tendre ses filets et se livrer à son commerce dans une sécurité presque absolue. Son impunité était d'autant plus probable que sa trace devait devenir à peu près impossible à suivre quand les faits de traite s'étaient répartis sur le territoire de plusieurs Etats (1).

(1) Il convient de rappeler qu'en pratique les divers Parquets des pays voisins se fournissent officieusement les renseignements dont ils ont besoin : mais c'est là pour eux une simple faculté qui peut être mise en échec par la mauvaise volonté ou l'incurie d'un fonctionnaire quelconque. Il y a donc grand avantage à ce que cette communication devienne officielle et obligatoire en vertu d'accords internationaux.

C'est donc surtout au point de vue police qu'une entente générale des divers gouvernements était absolument nécessaire. C'est en ce sens qu'il est juste de dire qu'au délit international de la traite doit correspondre une répression internationale. Cette organisation était indispensable au point de vue *administratif* ; elle l'était beaucoup moins au point de vue *législatif*.

Pour arriver à ce que les traitants soient universellement surveillés, il fallait arriver à montrer aux États européens la réalité et la gravité du trafic et obtenir l'élaboration d'un plan de campagne uniforme ; ce fut l'œuvre des Congrès dont il faut maintenant retracer l'historique.

CHAPITRE IV

HISTORIQUE DES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET DE LA LOI NOUVELLE.

75. — On peut faire dater le véritable mouvement contre la traite des blanches d'une campagne commencée en Angleterre vers 1879 et qui aboutit au vote de l'act du 15 août 1885.

On s'arrête généralement là lorsqu'on cherche, en remontant dans le passé, les premiers épisodes de la lutte qui s'est déroulée dans la dernière partie du xix^e siècle. Cela n'est pas tout à fait exact ; quelques années auparavant déjà, certains pays s'étaient occupés de la question. Dès 1864, un décret du gouvernement royal de Hongrie en date du 13 septembre, attirait l'attention sur le fait d'individus qui entraînaient des jeunes filles à Rotterdam et les embarquaient pour l'Amérique dans un but immoral (1), en abusant de leur inexpérience.

A dater de ce moment, on relève en Hongrie une série de mesures concernant la traite. Au mois de mars 1867, des Hongrois habitant l'Égypte, soumettaient une pétition à la Chambre hongroise des députés pour qu'on

(1) Voyez sur ce point et ceux qui suivent, le rapport de la Hongrie au Congrès de Francfort (octobre 1902), p. 4 et s.

apportât un remède à ce trafic. — Un décret du ministre des affaires étrangères du 20 octobre 1869 nous apprend que des jeunes filles ont été embarquées pour la Californie sous prétexte de mariages riches possibles là-bas, en réalité pour en faire des danseuses et les livrer à la prostitution. La même année le ministre des affaires intérieures rendait un décret permettant de sévir contre les traitants,.... etc. (1).

En Autriche aussi on s'était préoccupé de la question. En 1874, lors des travaux préparatoires du nouveau Code pénal, la commission de la Chambre des députés demanda qu'il fût introduit dans le projet primitif une disposition contre certains courtiers éhontés de maisons de tolérance étrangères et leur infâme trafic ; elle émettait même le vœu qu'il fût provoqué à cet égard une intervention internationale (2).

76. — Mais c'est en 1879, en Angleterre, que commença la véritable campagne dont la conférence de Paris a été le couronnement (3). Un éditeur de Londres, M. Dyer,

(1) Divers autres décrets ont été rendus par le ministère de l'intérieur le 21 janvier 1875, puis en 1884, en 1886, en 1900 concernant notamment les passeports que doivent demander les filles qui s'expatrient.

(2) Note adressée au gouvernement français, à l'occasion de la réunion de la Conférence de Paris par le département impérial et royal de la justice de l'Empire d'Autriche, *Livre jaune*, p. 20.

(3) Voyez sur l'historique de cette campagne en Angleterre : Bunting, *La traite des blanches au point de vue anglais*, rapport au Congrès de Londres (1899) ; *Compte rendu de la National Vigilance Association*, p. 65 et s. — Yves Guyot, rapport au Congrès de Paris

fut l'instigateur de ce mouvement. Les exemples cités par lui de jeunes filles anglaises enlevées pour ravitailler des maisons de prostitution de Belgique, entraînèrent l'opinion publique. De retentissants procès, qui aboutirent à la condamnation de plusieurs traitants et de plusieurs tenanciers, eurent lieu en Belgique. Les révélations apportées par ces débats obligèrent divers officiers supérieurs de la police belge à donner leur démission.

Pendant ce temps, un comité s'était formé pour la suppression de la traite des blanches ; la Chambre des Lords, saisie de la question, avait chargé une commission de procéder à une enquête et on aboutit enfin au vote de l'act de 1885 (1).

Mais, pour obtenir une répression complète, il fallait arriver à une entente internationale. Dans ce but, l'infatigable secrétaire de la *National Vigilance Association*, M. Coote, parcourut l'Europe, organisant des comités nationaux, préparant les esprits à la réunion d'un Congrès

(1896) ; *Rapports de la première section*, p. 494 et s. et surtout son ouvrage : *La traite des vierges à Londres*, p. 9 et s. de l'introduction. — Burle, article dans le *Lyon universitaire*, numéro du 20 mars 1903 et numéros suivants. — Paulucci de Calboli, *La tratta delle ragazze italiane*, p. 4. — Picot, rapport à l'assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite des blanches le 18 juillet 1902, *Compte rendu*, p. 11 et s.

(1) C'est à cette époque que la *Pal Mall Gazette* commença (le 3 juillet 1885) une série de révélations sensationnelles, montrant à Londres de véritables marchés de toutes jeunes filles, amenées dans des maisons de débauche pour y être violées. — Cf. *Les scandales de Londres dévoilés par la Pal Mall Gazette* (traduction littérale des articles du journal), Paris, Dentu, 1885.

international qui put enfin se tenir à Londres en 1899 (1).

77. — Dès avant la réunion de Londres, d'autres Congrès internationaux s'étaient préoccupés du problème, mais d'une manière accessoire.

En 1889, la *Fédération britannique continentale et générale pour l'abolition de la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée*, tenait à Genève son cinquième Congrès international. Bien que la question de la traite des blanches ne se rattache qu'indirectement à l'œuvre poursuivie par la Fédération, elle accueillit, comme annexes, divers rapports bien documentés sur la question qui nous occupe : celui de M. van Swinderen, juge à Groningue ; celui de M. W. Bunting, avocat à Londres ; celui de M. van Schermbeek, commissaire en chef de police à la Haye. Ces divers rapports étaient particulièrement précieux à raison des indications qu'ils fournissaient sur l'importance du trafic dans divers pays et à raison des faits authentiques de traite qu'ils citaient.

78. — Aussi, la gravité de ce trafic ne pouvant plus être contestée, le cinquième Congrès pénitentiaire tenu à Paris en 1895, mit au programme de ses travaux les deux questions suivantes :

(1) Avant le Congrès de Londres, divers traités avaient été conclus par la Hollande avec la Belgique (1886), l'Autriche-Hongrie (1888), l'Allemagne (1889) Mais ils n'intéressent qu'indirectement l'historique général de la campagne. — Voyez sur ces traités le Congrès pénitentiaire de Paris, 1895, *Compte rendu des séances*, p. 519 et s., et p. 748 et s. ; le Congrès de la fédération abolitionniste de Genève (1889), Rapport de M. Bunting, 2^e annexe, p. 6 et 7,

I. — Quels seraient les moyens répressifs à adopter contre ceux qui, à l'aide de manœuvres fallacieuses, déterminent des jeunes filles à s'expatrier dans le but de les livrer à la prostitution ? (7^e question soumise à la première section).

II. — Quels seraient les moyens de prévenir et de réprimer la prostitution des mineures (selon la loi générale) ? Ne serait-il pas désirable qu'un accord intervint entre les différents Etats dans le but de prévenir la prostitution des jeunes filles placées à l'étranger et trop souvent livrées au vice par les manœuvres de certaines personnes ou de certaines agences ? (8^e question soumise à la quatrième section).

Ces questions donnèrent lieu aux discussions et aux rapports les plus intéressants (1). En fin de compte, six propositions furent votées ; deux surtout visent directement la traite ; elles sont ainsi conçues :

I. — L'embauchage par violence ou par fraude pour la prostitution, l'emploi des mêmes moyens pour contraindre toute personne, même majeure, à se livrer à la prostitution, doivent être sévèrement réprimés ; avec aggravation de la peine en cas de récidive.

II. — Il y a lieu de provoquer une Conférence des délégués des gouvernements pour prendre des mesures internationales contre la traite des blanches (2).

C'était tracer la voie dans laquelle les Congrès spécia-

(1) Voyez les comptes rendus précités du Congrès.

(2) *Compte rendu des séances des quatre sections*, p. 780 et 781.

lement convoqués pour réprimer la traite, vont s'engager (1).

79. — Le premier en date est celui de Londres (1899), dont il nous faut rapidement retracer les travaux (2). M. Coote, dans son voyage en Europe, avait eu pour but de provoquer dans chaque Etat, la constitution d'un comité qui enverrait au Congrès un certain nombre de délégués avec des rapports écrits sur des points déterminés. Chaque pays était invité à fournir deux rapports.

Le premier, celui qui présente le plus d'intérêt pour notre étude, avait surtout pour but d'indiquer l'état de la législation de chaque pays relativement à la traite (3) : il

(1) En 1896 encore, la Fédération abolitionniste, dans sa Conférence de Berlin, émit le vœu que la Suisse prît l'initiative d'une entente internationale.

(2) Pour tout ce qui concerne ce Congrès, voyez d'abord le compte rendu qui en a été fourni en anglais par la *National Vigilance Association, Congress on the White Slave Traffic, London, 1899* ; puis le rapport précité de M. Moncharville, *La traite des blanches et le Congrès de Londres* ; enfin la thèse de M. Lenoble qui porte le même titre.

(3) Voici les parties les plus importantes du questionnaire posé à chaque comité national :

« Quelle est la législation en vigueur dans votre pays au sujet du châtiment :

A. — Des personnes qui corrompent ou facilitent de quelque manière que ce soit la corruption des filles âgées de moins de 21 ans par persuasion, intimidation, fraude ou par tout autre moyen ?

B. — Des personnes qui provoquent les femmes à se livrer à la prostitution ?

C. — Des personnes qui provoquent les femmes à quitter leur pays dans l'intention de les entraîner à une vie immorale à l'étran-

devait indiquer les textes destinés à protéger la femme, et, en cas d'insuffisance ou d'inexistence, proposer un système répressif, à la fois de droit interne et d'entente internationale. Le second rapport devait résumer l'œuvre de chaque pays pour le relèvement moral de l'homme et de la femme, et donner en particulier un aperçu des sociétés charitables qui ont pour but la préservation de la jeune fille sous toutes les formes où elle se manifeste.

80. — M. Bérenger avait été l'un des promoteurs en France du mouvement de répression contre la traite ; ce fut naturellement l'un des délégués français envoyés par le comité national au Congrès de Londres. Parmi les membres de la nombreuse délégation française il faut citer encore : M. Henri Joly, auteur du second des deux rapports demandés par la Conférence (M. Bérenger s'était chargé du premier), M. Georges Picot, M. Ferdinand-Dreyfus, M. Moncharville, M. Comte (1).

Il convient de remarquer d'ailleurs que, malgré la qualité de la plupart des délégués, ce premier Congrès n'eut

ger ?

D. — Des personnes qui emploient des jeunes femmes dans des lieux de divertissement publics où la vente des boissons se fait dans des conditions calculées pour les exposer à la tentation d'une existence immorale. » — Cf. texte anglais complet des questions posées, *Compte rendu du Congrès* par la *National Vigilance Association*, p. 19 et s.

(1) Des dames, en grand nombre, assistaient au Congrès (Mme Ferdinand-Dreyfus, Miss Gilligan, Mlle de Sainte-Croix), dont quelques-unes à titre de déléguées, comme Mlle Monod, Mme Oster, etc.

pas de caractère officiel. Les gouvernements ne s'étaient pas fait représenter à raison de l'attitude prise par l'Angleterre qui avait déclaré, par l'organe de lord Salisbury, qu'une participation officielle lui paraissait inutile. Elle avait seulement demandé qu'on lui communiquât les résolutions auxquelles le Congrès aboutirait.

Toute l'Europe, sauf l'Italie, l'Espagne et les petits Etats d'Orient, répondit à l'appel de la *National Vigilance Association*, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique.

81. — Le Congrès siégea les 21, 22 et 23 juin 1899. Il serait de peu d'intérêt d'entrer dans le détail de ses discussions, car le Congrès semble avoir eu quelque peine à dégager les points essentiels contre lesquels l'attaque devait être dirigée. Une partie importante de l'assemblée, dévouée aux idées féministes, déclara trouver la cause unique du fléau dans la tyrannie de l'homme et l'état d'infériorité dans lequel il tient la femme. Le remède devait donc consister à « relever l'homme dans sa moralité ». En s'engageant dans cette voie, le Congrès aurait grandement risqué de laisser échapper des moyens d'action plus efficaces. — On convint rapidement aussi de laisser de côté des questions plus sérieuses sur les causes économiques de la prostitution, et notamment sur le taux des salaires. Sans contester l'utilité de semblables recherches, on reconnut qu'il fallait d'abord courir au plus pressé et déterminer les mesures qu'on pouvait prendre immédiatement pour endiguer le mal.

Mais sur un autre point le Congrès faillit heurter un écueil sur lequel son œuvre aurait infailliblement sombré. Une très grande partie des membres du Congrès était fermement abolitionniste. Pour elle, la principale cause de la traite, celle contre laquelle tous les efforts devaient se concentrer, c'était le système de la prostitution réglementée. Le trafic que nous voulons réprimer, affirmait-on, a pour objet à peu près unique le recrutement des maisons autorisées ou tolérées. Fermez ces lieux de débauche, et vous aurez par cela même atteint le mal dans sa source. Sans vouloir entrer ici dans l'examen critique de cette conception, qu'il nous suffise de constater qu'un grand nombre de pays, et notamment la France et la Belgique, paraissent trop fermement persuadés des avantages de la réglementation pour abandonner leur système. Or nous avons vu combien une entente générale était nécessaire pour arriver à une répression sérieuse des faits délictueux. Si l'on voulait faire œuvre pratiquement utile, il fallait donc de toute nécessité, abandonner le terrain des controverses pour s'en tenir aux résolutions de nature à réunir l'assentiment unanime (1).

(1) C'est l'avis d'abolitionnistes particulièrement éclairés, comme M. Hilty, l'éminent professeur Suisse qui écrivait dans le *Politischen Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft* de 1901 : « Nous sommes donc entièrement pour l'abolition de la réglementation du vice, partout où elle existe encore à la honte de la civilisation et du christianisme ; nous la considérons même comme le second pas nécessaire dans la voie du progrès que nous demandons ; mais nous

Mais les abolitionnistes, qui perdaient ainsi l'occasion de frapper d'un coup décisif le système réglementaire, en le présentant au nom du Congrès comme la cause de la traite, n'abandonnèrent pas leur idée sans résistance. Il fallut, pour éviter l'écueil, toute l'éloquence convaincue de M. Bérenger, affirmant qu'en suivant cette voie on aboutirait au refus d'approbation des résolutions proposées dans tous les pays de réglementation : il fallut aussi l'intervention de M. Comte, fervent abolitionniste, qui vint à la tribune déclarer qu'il partageait les craintes de M. Bérenger et engager les abolitionnistes de tous pays à suivre l'exemple de leurs confrères français en renonçant à ce que l'on s'occupât de la réglementation.

82. — Une fois cette passe difficile franchie, le Congrès alla vite en besogne et les résolutions préparées par son *comité d'experts* furent promptement votées. Elles se rattachent à deux idées différentes : une première série de résolutions concerne la création d'un comité international permanent, relié aux divers comités nationaux ; un autre groupe de résolutions engage les gouvernements à prendre diverses mesures de répression contre la traite et notamment à punir l'embauchage des femmes

croyons que l'abolition de la réglementation officielle et celle de la traite des blanches doivent encore être traitées séparément, du moins pour le moment. — La traite des blanches avec ses grossiers excès, est mûre pour l'abolition, mais il est évident qu'elle continuera encore quelque temps sous une forme adoucie, favorisée qu'elle est par de fausses idées sur les rapports sexuels. »

par violence ou fraude (1). On peut regretter seulement qu'aucune de ces résolutions ne se soit occupée des mineures, dont le trafic semble devoir être condamné indépendamment de toute question de fraude ou de violence.

(1) Voici le texte de ces résolutions (*Compte rendu du Congrès de Londres* par la *National Vigilance Association*, p. 13 et s. — Le même texte est rapporté, mais en français, dans le rapport précité de M. Moncharville, p. 23 et s. et dans la thèse de M. Lenoble, p. 83 et s.).

I. — RÉOLUTIONS RELATIVES A UNE ORGANISATION PERMANENTE.

1. Dans chaque pays il y aura un comité national pour combattre la traite des blanches. Tous les comités nationaux réunis constituent le Congrès.

Les comités existants, représentés à ce Congrès, sont les comités nationaux de leur pays ; ils peuvent modifier leur constitution s'ils le jugent à propos. Dans les autres pays, des comités seront formés et le bureau est chargé de provoquer cette formation.

2. Le Congrès institue un comité international consistant en deux représentants de chaque comité national.

3. Le bureau du Congrès comprendra les deux représentants anglais du comité international et trois autres personnes que désignera la *National Vigilance Association*. Mais chaque comité national peut, s'il le juge à propos, nommer un délégué résidant à Londres pour assister aux réunions du bureau.

4. Chaque réunion du Congrès désignera le lieu et l'époque de la réunion suivante, mais le comité international peut changer ce lieu et cette époque si les circonstances l'indiquent comme désirable.

5. Le comité international se réunira quand il sera convoqué par le bureau, ou bien l'on pourra s'entendre par correspondance. Une correspondance trimestrielle, donnant des renseignements de temps à autre, sera entretenue par le bureau et les comités nationaux.

Chaque comité national nommera un correspondant.

II. — RÉOLUTIONS RELATIVES A LA TRAITE DES BLANCHES.

Le Congrès émet le vœu :

A. — Qu'un accord s'établisse entre les gouvernements :

1^o Pour punir de peines, autant que possible de même degré, le fait de racoler des femmes ou des filles par violence, fraude, abus d'autorité ou par tout autre moyen de contrainte pour les livrer à

83. — Le Congrès de Londres avait exprimé le désir que, dans chaque pays, un comité national fut formé ; son espoir ne fut pas déçu. C'est ainsi que l'Espagne, qui n'avait pas été représentée au Congrès, a depuis lors constitué un patronage officiel ; créé par décret royal du 11 juillet 1902, il a été placé sous la haute direction de la Reine-Mère (1). Grâce au Congrès de Londres, nous sommes donc en présence d'une sérieuse organisation

la débauche et celui de les y maintenir contre leur gré par les mêmes moyens ;

2° Pour que la recherche simultanée du délit, lorsque les circonstances qui le caractérisent se produisent dans des pays différents, ait lieu par un accord concerté dans chacun de ces pays ;

3° Pour que la détermination du lieu où doit être rendu le jugement coupe court à toute éventualité de conflit ;

4° Pour que des traités internationaux interviennent afin de permettre l'extradition des inculpés.

B. — Qu'il soit prescrit, en vue d'établir, entre les sociétés philanthropiques et charitables des divers pays, un accord intime et constant pour se signaler réciproquement les départs suspects, et prendre sous leur protection les émigrantes arrivant dans leur pays :

1° Qu'un état exact et complet soit établi par les soins de la commission internationale qui survivra au Congrès, de toutes les sociétés pouvant et voulant, dans les divers pays, satisfaire à ce devoir ;

2° Que cet état soit adressé à tous les gouvernements et à toutes les sociétés.

Le Congrès déclare que les résolutions ci-dessus expriment seulement le minimum des vœux qu'il pense pouvoir être réalisés immédiatement.

(1) Voyez le texte de ce décret et l'organisation du comité espagnol dans le 6^e *Bulletin* publié par le bureau international (septembre 1902), p. 3 et 4.

C'est aussi au Congrès de Londres que la Suisse doit la constitution définitive de son comité national sous la présidence du professeur Hilty.

s'étendant sur toute l'Europe et même en dehors (1), et qui permettra, par les rapports constants établis soit entre les divers comités, soit entre chacun d'entre eux et le bureau international, de connaître plus souvent les faits de traite et d'entraver le commerce des proxénètes. En France, ce comité national est représenté par l'*Association pour la répression de la Traite des Blanches et la préservation de la jeune fille*, constituée à l'issue du Congrès de Londres et devenue en 1902, conformément à la loi, une association déclarée (2).

Ce fut là un des résultats les plus heureux du Congrès de Londres. Le bureau international institué par le Congrès ne resta pas inactif et ses travaux ont fait l'objet d'un rapport à la Conférence d'Amsterdam à laquelle nous passons maintenant (3).

(1) Notamment dans la République argentine, où le besoin s'en faisait particulièrement sentir, une « Ligue pour la protection de la jeune fille » a été fondée.

(2) Son président est M. Bérenger, son secrétaire général M. Ferdinand-Dreyfus et on relève parmi les membres du conseil d'administration le nom des hommes les plus éminents et des femmes les mieux connues par leur intelligente et inépuisable charité — siège de l'Association à Paris, 40, rue Pasquier. — Sur les travaux de l'Association, voyez surtout : les deux comptes rendus des assemblées générales du 12 décembre 1901 et du 18 juillet 1902 (ces deux comptes rendus ont été publiés et se trouvent au siège de l'Association) ; le rapport de M. Ferdinand-Dreyfus au Congrès de Francfort ; enfin la communication à la Société générale des prisons qui a paru dans la *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 92.

(3) Peu de temps après le Congrès de Londres, l'Union internationale de droit pénal, tenant sa huitième assemblée générale à Budapest du 12 au 14 septembre 1899, s'est préoccupée aussi de la traite des blanches, qui faisait l'objet de la quatrième question sou-

84. — Avant de se séparer, les membres du Congrès de Londres avaient décidé que le prochain Congrès se tiendrait en 1901, en Suisse. Mais ces projets furent, entre temps, modifiés. Le Congrès fut remis à 1902, et une simple conférence des délégués nationaux se réunit à Amsterdam les 3 et 4 octobre 1901. Beaucoup de délégués au Congrès de Londres se retrouvèrent à Amsterdam, et, pour la France notamment, il faut encore citer MM. Béranger et Ferdinand-Dreyfus (1). La nouvelle réunion, pas plus que celle de Londres, n'avait de caractère officiel.

La Conférence semble présenter plus d'intérêt par les

mise au Congrès. Après des échanges de vues entre MM. Ferdinand-Dreyfus, l'abbé Reynaud, aumônier des prisons à Villeneuve-sur-Lot, Gruber (Hongrie), von Mayr (Allemagne), Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, Zucker (Autriche), Bingner (Allemagne), la proposition suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Le Congrès, désirant mettre fin à l'odieux trafic connu sous le nom de traite des blanches et approuvant les délibérations du Congrès tenu à Londres du 21 au 23 juin dernier, charge le bureau de l'Union d'inviter les gouvernements à prendre les mesures opportunes afin d'établir un traité international relatif à la répression de la traite des blanches, tendant à établir des bases de droit international selon lesquelles, dans les législations des différents Etats et les règlements d'ordre administratif, seraient à insérer des dispositions conformes à ce traité international. » — Cf. *Compte rendu du Congrès, Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1899-1900, p. 202 à 367.

(1) Voyez sur cette Conférence : le *Compte rendu des séances* qui en a été publié ; les rapports des divers comités qui ont été imprimés à part ; enfin le résumé que M. Ferdinand-Dreyfus en a donné soit dans la *Revue pénitentiaire* de 1901, p. 1450 et s., soit à l'assemblée générale de l'Association pour la répression de la traite, le 12 décembre 1901, p. 7 et s. du *Compte rendu*.

rapports nationaux auxquels elle a donné lieu, que par les décisions qui y furent prises. Elle a constaté les progrès réalisés depuis les deux ans écoulés, étudié les propositions faites par le bureau international en vue d'une plus grande extension de l'œuvre et préparé les voies tant de la Conférence diplomatique qui devait être convoquée à Paris par le gouvernement français, que du prochain Congrès tenu à Francfort-sur-le-Mein au mois d'octobre 1902. Elle s'est spécialement occupée de trois questions (1) :

1° Des mesures préventives et administratives à prendre, telles que : le contrôle des chemins de fer, des bateaux, des ports de débarquement, la surveillance des frontières, l'entente à organiser entre les diverses polices ;

2° Des mesures philanthropiques de protection pour les jeunes filles que les trafiquants cherchent à égarer par de fausses promesses ou par l'appât de places lucratives en leur procurant au besoin de faux états civils ;

3° Des réformes à apporter dans les diverses législations pénales, si impuissantes à réprimer le délit d'embauchage et de racolage.

La Conférence conclut à l'impérieuse nécessité, pour faire œuvre utile, d'obtenir le concours simultané de la loi et de l'initiative privée.

85. — Nous arrivons ainsi au point culminant de la

(1) Rapport précité de M. Ferdinand-Dreyfus.

campagne entreprise, avec la Conférence diplomatique officielle qui se tint à Paris du 15 au 25 juillet 1902 (1). La commission internationale instituée par le Congrès de Londres avait en effet reçu de ce Congrès la mission de désigner parmi les gouvernements des pays adhérents celui qui devait être sollicité de prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence officielle ; et elle avait fait choix de la France. Le gouvernement français, dûment saisi par M. Bérenger, ne vit aucun obstacle à prendre cette initiative. Les invitations, envoyées dès le mois de mars par le ministre des affaires étrangères, reçurent un accueil presque unanimement favorable. Quinze pays d'Europe, auxquels les Etats-Unis du Brésil se joignirent, déléguèrent à Paris les juristes et les diplomates les plus éminents. C'étaient l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse. Seuls parmi les Etats européens, les Etats balkaniques n'étaient pas représentés. L'absence de délè-

(1) La bibliographie concernant la Conférence de Paris est déjà très considérable. Voyez, parmi les ouvrages les plus essentiels, auxquels nous avons emprunté en grande partie les renseignements qui suivent : Le *Livre jaune* sur la Conférence de Paris, publié par le ministère des affaires étrangères ; *La traite des blanches* de M. Renault ; une dissertation de M. Ferdinand-Dreyfus dans la *Revue philanthropique* du 10 août 1902 ; divers comptes rendus dans la *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 4054 et s., p. 1128 et s.

La Conférence avait été primitivement convoquée pour le 16 juin, mais elle dut être renvoyée au 15 juillet.

gués des Etats-Unis et de la République argentine fut remarquée et particulièrement regrettée (1), à raison de l'utilité d'une surveillance qui serait établie dans les ports d'Amérique.

Voici quels étaient les délégués officiels français :

Affaires étrangères : M. Bérenger et M. Louis Renault ;

Justice : M. Malepeyre, directeur des affaires criminelles et M. Ferdinand-Dreyfus ;

Intérieur : M. Cavard, directeur de la sûreté générale et M. Hennequin, chef de division.

86. — Avant de résumer brièvement l'œuvre de la Conférence de Paris, il convient de préciser quel était son caractère exact (2), quelle place il faut lui attribuer au milieu des Congrès d'ordres divers qui s'échelonnent depuis les Congrès purement privés, jusqu'aux réunions diplomatiques de plénipotentiaires. La Conférence de Paris ne doit être rangée ni dans l'une, ni dans l'autre de ces catégories. Ce n'était pas d'abord un congrès purement privé, tel que le Congrès de Londres ou la Conférence d'Amsterdam dont nous avons précédemment traité. Ce n'était pas non plus une de ces Conférences particulièrement importantes, dont les membres sont munis de pleins pouvoirs les autorisant à signer une convention qui engagera leurs gouvernements, comme le fut par exemple la Conférence de la paix de 1899.

(1) Cf. M. Renault, *La traite des blanches*, p. 5.

(2) Cf. M. Renault, *op. cit.*, p. 7.

Elle n'appartient même pas à ce type mixte de réunions qui présentent un caractère privé, mais auxquels les gouvernements envoient des délégués, comme le Congrès des sociétés de la Croix-Rouge qui s'est tenu en 1902 à St-Petersbourg. Elle tient le milieu entre ces Conférences mixtes et les Congrès plénipotentiaires. C'était en effet une Conférence pleinement officielle, mais un *acte définitif* ne pouvait pas sortir de ses délibérations. Elle n'avait pour mission que de préparer un projet, dont la ratification devait être plus tard donnée après examen par les divers gouvernements. C'est d'ailleurs à ce mode de procéder que les Etats ont le plus fréquemment recours ; tel fut le caractère des réunions de Paris (1882 et 1883) pour la protection des câbles sous-marins ; de Berne (1884 et 1885) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ; de la Haye (1893, 1894, 1900), pour la réglementation de certaines matières de droit international privé. Les États sont contraints d'agir ainsi, toutes les fois que les idées ne sont pas encore suffisamment arrêtées pour qu'ils puissent donner à leurs délégués des instructions précises. Les gouvernements qui ne peuvent pas, dès lors, s'en remettre à leurs décisions, se réservant d'approuver ou de rejeter les résolutions adoptées.

87. — Le caractère de la Conférence étant ainsi précisé il faut rappeler les questions qu'elle avait à résoudre (1).

(1) Le programme de la Conférence, communiqué aux divers gouvernements et à chacun de leurs délégués, a été publié, *Livre jaune*, p. 15.

Elles se divisaient en trois groupes. Il s'agissait d'abord d'examiner si les divers Etats possédaient une législation pénale suffisante pour atteindre la traite, et, dans le cas de la négative, il convenait de les engager à combler sans retard cette lacune. Cette première catégorie de questions était donc relative aux *mesures législatives* : on devait s'entendre sur une définition de la traite, sur les faits qui appellent sans conteste une répression comme l'embauchage par fraude ou violence des majeures ; on devait en outre fournir des indications aux divers Etats au sujet des peines à édicter, des circonstances aggravantes à instituer.

88. — A côté de ce premier groupe de questions, il fallait résoudre *les difficultés internationales de compétence et de procédure* que la poursuite du délit nouveau était de nature à soulever : questions d'extradition, de transmission des commissions rogatoires, de conflit international de compétence ; il était nécessaire aussi de déterminer les conséquences des condamnations prononcées à l'étranger, etc...

89. — Enfin la conférence devait encore se préoccuper, toujours dans les relations internationales, mais cette fois *au point de vue administratif*, des dispositions qu'il convenait de prendre afin de faire surveiller dans tous pays les personnes suspectes de se livrer au commerce des femmes. Les délégués devaient aussi se concerter au

sujet des instructions à donner aux agents diplomatiques et consulaires des divers gouvernements à l'étranger, notamment pour le rapatriement des victimes.

Mesures d'ordre pénal, mesures internationales de compétence et de procédure, mesures administratives, telles étaient donc les trois catégories de questions soumises à la Conférence. Un rapport rédigé par la délégation française et concernant chacun de ces points, avait été communiqué d'avance aux délégués étrangers. Ce rapport indiquait notamment l'état des législations de chaque pays en ce qui concerne la traite, et proposait à la Conférence les solutions dont l'adoption semblait nécessaire.

90. — Sur ce terrain solide et bien limité le travail devait être fécond. M. Bérenger fut nommé président et M. Lardy, le ministre de Suisse à Paris, fut élu vice-président. Puis la Conférence se divisa en trois commissions, correspondant aux trois groupes de questions précédemment énumérées :

Commission législative, présidée par M. Tchaïkowski, délégué russe et ayant M. Ferdinand-Dreyfus pour rapporteur ;

Commission de compétence et de procédure, avec M. Lardy pour président et M. Malepeyre pour rapporteur ;

Commission administrative. M. Pierson, délégué néerlandais, président ; M. Hennequin, rapporteur.

Plus tard, lorsque les résolutions furent arrêtées quant au fond, une quatrième commission fut chargée de la tâche, incontestablement la plus délicate, de déterminer la forme qui devait être donnée à ces résolutions. Cette commission de rédaction eut M. Lardy pour président, et M. Renault en fut le rapporteur (1).

91. — Nous n'avons pas, dans cette partie de notre étude réservée à l'histoire, à énumérer les résolutions prises par la Conférence (2) ; nous aurons à les examiner un peu plus tard au fur et à mesure que nous les rencontrerons en suivant les diverses étapes du délit.

Qu'il nous suffise d'indiquer ici la forme [en laquelle ces résolutions furent rédigées.

Trois documents sont sortis des travaux de la Conférence ; tous sont conçus sous la forme de projets qui devront être signés par les plénipotentiaires désignés à cet effet :

1^o *Un projet de convention internationale* ;

2^o *Un projet de Protocole de clôture*, qui y est annexé ;

3^o *Un projet d'arrangement* (3).

Cette division correspond à la nature des dispositions

(1) Ce rapport est considéré par les hommes les plus compétents comme un chef-d'œuvre d'habileté diplomatique et de précision.

(2) Voir le texte de ces résolutions à la fin de cet ouvrage, Annexe I.

(3) Voyez sur ces différents actes, l'ouvrage précité de M. Renault (p. 13 et s.). Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les explications données par lui.

contenues dans les différents actes ; elle a en outre été très ingénieusement combinée pour permettre d'atteindre au plus tôt les résultats immédiatement réalisables.

92. — Le *projet de convention* a pour objet la répression des délits de traite et résoud par conséquent les questions d'ordre juridique et diplomatique que cette matière soulève. Par cette convention, les hautes parties contractantes s'engageront à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que la traite des mineures et celle des majeures embauchées par fraude ou violence soit punie. Le projet de convention contient encore des dispositions concernant l'extradition des coupables, la transmission des commissions rogatoires, etc.

93. — Le *projet d'arrangement* a un tout autre caractère ; il a pour but d'assurer aux femmes victimes de ce trafic une protection efficace. A cet effet, chacun des gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger, à exercer une surveillance constante dans les gares et les ports. Diverses dispositions sont prises en outre pour le rapatriement des victimes de la traite.

94. — Le principal avantage de la rédaction de ces

deux actes différents consiste en ce que les dispositions contenues dans l'arrangement pourront recevoir exécution dans un très bref délai. Elles ont été choisies en effet de façon à être acceptées facilement par les divers gouvernements, qui semblent avoir partout les pouvoirs nécessaires pour s'y conformer sans approbation des Parlements. Ce projet d'arrangement n'exige aucun changement dans la législation ; on demande simplement aux Etats d'utiliser des organes déjà existants, non d'en créer de nouveaux. Les gouvernements représentés peuvent dès maintenant organiser ces rapports administratifs internationaux, qui constitueront la meilleure des barrières à opposer à la traite.

Il en est tout autrement du projet de convention, car, dans presque tous les pays, la convention une fois signée devra être soumise aux Chambres avant d'être ratifiée par les gouvernements ; puis, pour toutes les nations dont la législation n'est pas dès à présent suffisante pour réprimer la traite, il faudra faire voter par le Parlement une loi nouvelle ; et tout cela nécessitera des délais assez longs, étant données les lenteurs parlementaires.

95. — Reste à préciser le rôle du *projet de protocole de clôture* annexé au projet de convention. Il débute par ces mots : « Au moment de procéder à la signature de la convention de ce jour, les plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette convention et suivant

lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément. »

Puis, ce projet de protocole de clôture indique que les Etats contractants resteront libres de se montrer plus sévères que la Conférence et de punir, par exemple, même la traite des femmes majeures et consentantes. Il explique que l'âge de la minorité, qui permettrait la poursuite indépendamment de toute condition de fraude ou de violence, devrait être l'âge fixé en matière de minorité civile... etc. Toutes ces dispositions ont donc pour but de constater d'une façon non équivoque les sentiments de la Conférence en ce qui concerne l'exécution à donner, dans les divers pays, aux engagements contenus dans le projet de convention.

96. — En pareil cas, on se sert ordinairement de la forme de *vœux* distincts de la convention. Cela présente l'inconvénient que ces vœux sont tout à fait séparés du traité et qu'ils peuvent être perdus de vue quand il s'agit de l'exécuter. Le procédé du protocole de clôture, dont l'invention est due, paraît-il, à M. Lardy, présente cet avantage que le protocole de clôture se rattache de très près à la convention ; il lui est annexé et sera signé en même temps qu'elle par les plénipotentiaires. Par conséquent, sans porter atteinte à l'autonomie législative des Hautes Parties contractantes puisqu'il s'agit uniquement d'indica-

tions et de recommandations, ce protocole donnera à ces recommandations plus de force que ne l'auraient fait des vœux.

Les protocoles de clôture ont été fréquemment usités dans des conventions antérieures, mais jusqu'à présent le protocole faisait corps avec la convention ; il était obligatoire au même titre qu'elle, et soumis aux mêmes formalités d'approbation parlementaire ou de ratification. Ici, au contraire, le protocole de clôture n'est pas obligatoire et ne fait pas partie intégrante de la convention ; c'est seulement une déclaration solennelle à laquelle on sera libre de donner telle suite qu'il conviendra.

97. — Ce protocole de clôture est particulièrement précieux en ce qu'il sert de commentaire officiel aux résolutions de la Conférence et permet de connaître exactement l'opinion des membres de la réunion sur certains points qui n'ont pas été réglés dans les projets de convention et d'arrangement. C'est ainsi, par exemple, que le projet de protocole de clôture (paragraphe D) atteste le sentiment des délégués qui voudraient voir punir la rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche. Cette résolution ne pouvait pas prendre place dans le projet de convention à raison de son caractère strictement national. La Conférence, en effet, dans toutes ses séances, a manifesté sa volonté d'éviter tout empiètement sur l'autonomie des diverses parties contractantes. Et, comme le fait de retenir une femme contre son

gré dans une maison de débauche relève uniquement de la législation interne de chaque pays, et n'est pas de nature à rendre nécessaire une entente internationale, la conférence ne pouvait exprimer qu'un désir. Le procédé consistant à l'insérer dans le *protocole de clôture* permettait d'attirer l'attention des gouvernements d'une manière toute spéciale sur ce point.

Toujours pour la même raison, — le respect de l'autorité exclusive de chaque pays au point de vue du droit interne, — la Conférence a soigneusement évité de se prononcer sur le maintien ou la suppression du système réglementaire en matière de prostitution. C'est une question d'ordre intérieur pour laquelle il n'y avait pas lieu de prendre un engagement international (1).

98. — Les dernières dispositions du projet de convention déclarent qu'après avoir été signée par les plénipotentiaires, la convention devra être ratifiée par les diverses puissances. Les ratifications seront échangées

(1) Il en est tout autrement des Congrès privés ou mixtes qui se bornent à formuler des vœux. Ceux-là se préoccupent très fréquemment de droit interne pur et leur œuvre est souvent précieuse en fournissant aux gouvernements, pour les réformes projetées, l'avis éclairé d'hommes particulièrement compétents. Il en est ainsi par exemple des Congrès pénitentiaires qui s'occupent fréquemment de questions exclusivement nationales.

Le rôle de ces Congrès est souvent considérable, en ce qu'ils préparent la voie pour la réunion d'une Conférence diplomatique. Le Congrès de Londres, qui devait se borner à émettre des vœux, a servi de fondement indispensable pour la convocation de la Conférence de Paris.

à Paris dans le plus bref délai possible (art. 10). La convention entrera en vigueur six mois après l'échange de ces ratifications (art. 9).

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à cette convention. A cet effet, ils devront notifier leur intention par la voie diplomatique au gouvernement français, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants (art. 8).

Enfin, dans le cas où l'une des parties contractantes dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette partie, et cela douze mois seulement à dater de la dénonciation (art. 9).

Ces stipulations, conformes à celles qu'on a coutume d'insérer dans les actes de ce genre, n'appellent pas de commentaires.

Des dispositions tout à fait semblables sont contenues dans les articles 7, 8 et 9 du projet d'arrangement.

Du reste, le projet de convention et celui d'arrangement sont absolument indépendants ; une puissance pourrait adhérer à l'un, repousser l'autre ou bien n'user de sa faculté de dénonciation qu'à l'égard de l'un des deux (1).

99. — Au moment où nous écrivons ces lignes, nous avons le regret de constater que ni le projet de convention, ni celui d'arrangement n'ont été signés par les puis-

(1) M. Renault, *op. cit.*, p. 14.

sances. Les dernières nouvelles qui nous ont été fournies annoncent qu'après le vote de la loi du 4 avril 1903, le gouvernement français a fait savoir aux diverses puissances qu'il était prêt à signer le projet de convention et le projet d'arrangement. Mais depuis, quelques Etats seulement ont répondu qu'ils étaient également prêts. Il y a cependant lieu de penser que ce n'est qu'une question de temps, les meilleures dispositions ayant été témoignées de divers côtés.

100. — Depuis la Conférence de Paris, d'autres réunions internationales se sont occupées de la traite des blanches.

D'abord le IX^e Congrès de l'Union internationale de droit pénal qui a tenu ses séances à St-Petersbourg du 4 17 au 9 22 septembre 1902 1). M. Feuilloley, avocat général à la Cour de cassation, soumit au Congrès une très intéressante communication sur la traite. Il soutenait notamment que la traite devrait être punie indépendamment de toute circonstance de fraude ou de violence, question que nous devons un peu plus tard discuter. Cette manière de voir souleva un court mais très vif débat au sein de l'assemblée. MM. von Mayr et Zakrewski

1) Consultez relativement à ce Congrès : *Drucksachen für den Kongress der Internationalen Kriminalistischen Vereinigung zu St-Petersburg*. — Un compte rendu du Congrès a été donné par l'un de ses membres, M. Feuilloley, à la séance de la Société générale des prisons du 5 novembre 1902, p. 1115 et s. de la *Revue pénitentiaire*, année 1902.

partageaient l'opinion de M. Feuilloley, mais elle fut vivement combattue par M. Albanel, par le prince Ténichef et surtout par M. Garraud. En fin de compte, M. Vesnitch, qui semblait de l'avis de M. Garraud, proposa d'ajourner la discussion et de renvoyer à l'ordre du jour du prochain Congrès, l'examen de la question de l'embauchage sans fraude ni violence des femmes majeures en vue de la débauche. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité; à l'unanimité aussi l'assemblée a donné son approbation aux mesures législatives et de police adoptées par la Conférence de Paris.

101. — Nous en aurons fini avec les Congrès dont les travaux nous intéressent spécialement, quand nous aurons dit un mot du deuxième Congrès international pour la répression de la traite des blanches (le premier est celui de Londres) tenu à Francfort sur-le-Mein du 7 au 10 octobre 1902 (1).

A la différence de ce qui avait eu lieu lors du Congrès de Londres, les gouvernements s'étaient fait représenter à Francfort (2). Le gouvernement français avait délégué M. le Préfet de police Lépine.

(1) Voyez sur ce Congrès : un compte rendu publié par le bureau international qui siège à Londres (7^e fascicule, novembre 1902) ; Le compte rendu fourni par M. Jacques Teusch à la Société générale des prisons, le 5 novembre 1902, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1134 et s.

(2) Ainsi que dans les précédents Congrès, la Turquie n'avait point de représentants. La condition de la femme en Turquie, l'incroyable développement que la traite y a prise, expliquent suffisamment cette abstention.

102. — Ce Congrès, comme la Conférence d'Amsterdam, présente plus d'intérêt par les rapports (1) qui lui ont été soumis que par les résolutions votées. Il avait été convoqué trop peu de temps après la Conférence de Paris pour marquer une nouvelle et importante étape de la lutte contre la traite. Citons parmi les rapports les plus intéressants : pour l'Italie, celui de M. Garofalo qui cite un grand nombre de faits précis ; celui de M. le pasteur Burckhardt au nom du comité national allemand ; enfin, pour la France, les deux rapports particulièrement importants de M. Béranger, sur *la tâche des gouvernements dans la répression de la Traite des Blanches ; mesures législatives et administratives* ; et de M. Ferdinand-Dreyfus sur *les travaux de l'Association pour la répression de la Traite des Blanches et la préservation de la jeune fille* (Comité national français) (2).

103. — Bien que la Conférence de Paris ait marché dans la voie ouverte par le premier Congrès international (celui de Londres), qu'elle ait même, en s'occupant spécialement des mineures, dépassé les vœux émis en 1899, elle trouvait, parmi les membres du Congrès de

(1) Ces rapports ont été imprimés à part et traduits en français.

(2) Il faut y ajouter l'importante communication de M. Lépine, relativement aux moyens les plus pratiques de tenir en éveil le zèle de la police et de connaître ainsi les faits répréhensibles (Rapport précité de M. Teutsch, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 4137).

Francfort, d'ardents détracteurs (1). On avait donc lieu de craindre qu'il ne se produisît une regrettable scission entre les délégués, ou encore que le Congrès, en critiquant l'œuvre de la Conférence de Paris, ne brisât l'unité d'action indispensable pour aboutir à des résultats sérieux. Ici encore, comme précédemment au Congrès de Londres, M. Bérenger parvint à détourner le Congrès de l'écueil. L'assemblée décida finalement d'adopter la proposition de l'éminent sénateur français, d'approuver les résolutions prises à Paris et d'exprimer aux gouvernements qui furent représentés à la Conférence, sa gratitude de leur coopération efficace.

104. — Une fois cette difficulté résolue, l'œuvre du Congrès s'est poursuivie sans incidents. On y apprit que partout les comités nationaux suivaient la même tactique dans l'organisation de la lutte : partout le comité national se divise en un certain nombre de commissions, commissions de surveillance, de propagande, de publicité.

Le Congrès engagea les comités nationaux à créer des comités régionaux et à les mettre en relations avec le gouvernement du pays où il fonctionne. Il chargea le comité central de créer des comités nationaux dans les pays où il n'en existe pas encore, et, si cela n'est pas possible, d'y former des commissions de surveillance.

(1) Les critiques portaient notamment sur ce que la Conférence n'avait pas été assez loin au sujet de la traite des majeures consentantes.

Telles sont les plus importantes résolutions du Congrès.

105. — Pendant que les Congrès s'occupaient ainsi d'organiser une répression internationale, on ne restait pas inactif en France. Sous l'action simultanée de l'Association pour la répression de la traite des blanches et de quelques journaux : *Le Matin*, *La Fronde*, le *Journal des Débats*, etc. qui menèrent une active campagne, l'opinion publique s'était alarmée. Et, lorsque le gouvernement déposa devant le Sénat le projet qui devint la loi du 4 avril 1903, il ne rencontra aucune objection de principe (1).

La présentation de ce texte législatif n'était que l'exécution du projet de convention arrêté par la Conférence de Paris. Les délégués avaient en effet reconnu la nécessité de proposer à leurs législatures les mesures nécessaires pour réprimer les faits délictueux, si la législation n'était pas, dès auparavant suffisante (art. 3 du projet de convention). Les articles 1 et 2 avaient d'ailleurs spécifié les infractions qu'il fallait atteindre : l'embauchage d'une fille mineure en vue de la prostitution, alors même qu'elle y aurait consenti ; l'embauchage d'une femme majeure par fraude, violence, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte. Ils ajoutaient qu'une condamnation devait intervenir, alors même que les divers

(1) Voyez le texte de ce projet, à la fin de cet ouvrage, Annexe II.

actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction, auraient été accomplis dans des pays différents.

106. — Le projet intitulé : *Projet de loi tendant à modifier les articles 334 et 335 du Code pénal et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle*, fut déposé au nom du Président de la République par le Garde des Sceaux sur le bureau du Sénat le 7 novembre 1902 (1). Il était précédé d'un exposé de motifs rappelant notamment qu'il convenait, dans la rédaction de la loi nouvelle de se rapprocher le plus possible du texte élaboré par la Conférence. Nous aurons à montrer plus tard (2) les avantages que présente en effet ce rapprochement.

Ce projet modifiait les articles 334 et 335 du Code pénal et les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle (3), dans des termes qui sont à peu près les mêmes que ceux de la loi nouvelle. Il fut modifié cependant sur des points secondaires par la commission ; nous signalerons ces changements.

107. — La commission nommée pour examiner le projet eut pour président, M. Cazot ; pour secrétaire, M. Guillier ; enfin M. Béranger pour rapporteur (4). Cette

(1) Voyez au *Journal officiel*, annexe au procès-verbal de la séance du 7 novembre 1902, session extraordinaire, n° 325.

(2) Cf. ci-dessous, p. 165 et s., n° 129.

(3) Nous laissons pour l'instant de côté la disposition modifiant la loi de 1885 sur la relégation.

(4) Les autres membres étaient MM. Gomot, Eugène Guérin, Cordelet, Poirrier, Giguët, Paul Strauss.

commission fit subir au projet gouvernemental quelques modifications (1), dont les motifs sont exposés dans le rapport de M. Bérenger à la séance du Sénat du 6 décembre 1902 (2). La commission a estimé que la peine d'emprisonnement, en principe de six mois à deux ans, devait être aggravée deux à cinq ans lorsque la traite a été pratiquée d'une manière habituelle, à l'aide de faux papiers, en état d'association, ou si la victime a été ou devait être conduite à l'étranger (avant-dernier alinéa du projet de la commission). La commission a pensé qu'il y avait là autant de circonstances aggravantes qui justifiaient une pénalité plus sévère.

Elle a, en outre, ajouté une disposition 4^e aux trois premières que le projet du gouvernement édictait. Cette disposition nouvelle frappe d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs, celui qui retiendrait contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne dans une maison de débauche ou la contraindrait à se livrer à la prostitution.

La plus importante adjonction apportée par la commission au projet du gouvernement concerne les souteneurs. Après avoir entendu le 1^{er} décembre 1902 le Garde des Sceaux et le Préfet de police, un article 2 fut rédigé substituant à l'article 4, fort justement critiqué, de la loi

(1) Voyez le texte du projet de la commission sénatoriale à la fin de cet ouvrage, Annexe III.

(2) *Journal officiel*, Annexe au procès-verbal de la séance du 6 décembre 1902, session extraordinaire du Sénat, n° 395.

du 27 mai 1885, une disposition plus facilement applicable.

Enfin dans un nouvel article, l'article 3, la commission sénatoriale a décidé qu'en cas de récidive dans les conditions prévues par la loi du 27 mai 1885, les individus, condamnés en vertu des dispositions nouvelles, seraient passibles de la relégation.

Telles sont, sans parler des changements de pure forme, les modifications que la commission sénatoriale fit subir un projet primitif (1).

108. — Le projet de la Commission fut, pour la première fois, soumis au Sénat le 19 janvier 1903 (2), mais renvoyé ce jour-là à une prochaine séance pour fixation de la date de discussion. Il aurait couru le risque d'être indéfiniment repoussé, à raison surtout de la loi militaire sur le service de deux ans qui occupait alors le Sénat, si M. Béranger, profitant le 3 février (3) de l'absence du ministre de la guerre, qui rendait impossible la suite de la discussion commencée au Sénat, n'avait enlevé le vote en première lecture du projet de la Commission. M. Vallé, le Garde des Sceaux, fit sur certains articles des réserves qu'il devait développer en seconde lecture. Il n'approuvait pas notamment l'adjonction du numéro 4 de l'article

(1) On trouvera d'ailleurs à la fin de cette étude, comme annexes, les deux projets. Les modifications apportées par la commission sont indiquées dans ce projet par des italiques.

(2) Voyez *Journal officiel* du 20 janvier.

(3) Voyez *Journal officiel* du 4 février 1903, p. 138 et s.

334, punissant la rétention d'une femme contre son gré dans une maison de débauche (1).

Les raisons invoquées par le Garde des Sceaux qui, nous le verrons en étudiant la loi nouvelle, ne semblent pas décisives, n'ont pas convaincu le Sénat. Le texte de la Commission fut voté dans ses grandes lignes en seconde lecture le 20 février 1903 (2), sauf les modifications suivantes :

La peine de prison édictée par l'article 334, 1^{er} alinéa, fut augmentée (six mois à *deux ans* d'après le premier projet de la Commission, six mois à *trois ans* d'après le vote du Sénat). L'aggravation de peine prévue pour le cas où le délinquant est rattaché à la victime par certains liens de parenté (art. 334, 6^e alinéa) est modifiée d'une manière parallèle. La peine était de *deux* à cinq ans d'après le premier projet de la Commission, le Sénat décida qu'elle serait de *trois* à cinq ans (3).

L'avant-dernier paragraphe de l'article 334, concer-

(1) Les réserves du garde des sceaux concernaient les deux derniers paragraphes des articles 334, 335, l'article 2, et l'article 3 tout entiers.

(2) *Journal officiel* du 21 février 1903 ; session ordinaire du Sénat, p. 262 à 267.

(3) Cette modification a été acceptée par la commission sénatoriale par esprit de transaction. Le Garde des sceaux n'ayant pas consenti à admettre une aggravation de peine dans le cas où la traite serait exercée comme un métier ou lorsque le délit serait commis à l'aide de pièces fausses, ou encore quand il s'agirait de jeunes filles conduites à l'étranger, il proposa à la commission d'élever le maximum de la peine de deux ans de prison à trois ans, afin qu'une peine plus sévère pût être appliquée quand le délit se présenterait avec un caractère de gravité particulier.

nant l'aggravation de peine dans les cas d'habitude... etc., fut supprimé. Le Sénat en revenait ainsi au projet primitif du gouvernement (1).

Les autres modifications adoptées par le Sénat sont de moindre importance (2).

La seule disposition qui ait fait l'objet d'une discussion dans cette séance du 20 février, parce que le Garde des Sceaux en demandait la suppression, est celle qui concerne les femmes retenues contre leur gré dans une maison de débauche. Malgré cette opposition, elle fut adoptée.

Le texte voté par le Sénat fut consacré sans changement et sans discussion par la Chambre le 24 mars 1903 (3), signé par le Président de la République le 3 avril et promulgué au *Journal officiel* le 4 avril 1903 (4).

Nous en avons ainsi fini avec l'historique des mesures préventives et répressives que la traite des blanches a suscitées. Nous allons en étudier maintenant la mise en œuvre.

(1) Ce qui a entraîné une modification de pure rédaction à la fin du premier paragraphe de l'article 335, qui ne doit plus renvoyer qu'à l'unique cas d'aggravation de la peine. Nous avons vu (ci-dessus, p. 138, note 3) les raisons de cette modification.

(2) Ce sont généralement de simples retouches de rédaction ; citons cependant que les mots « ou protègent » ont été ajoutés au dernier alinéa de l'article 2, qui devient ainsi conçu : « Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui... »

(3) *Journal officiel* du 25 mars 1903 ; Débats parlementaires, session ordinaire de la Chambre, p. 1281 et 1282.

(4) Le texte de la loi est rapporté à la fin de cet ouvrage, Annexe IV.

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION ACTUELLE D'APRÈS LA CONFÉRENCE DE PARIS ET LA LOI DU 21 AVRIL 1903.

109. — Afin de diviser cette deuxième partie de notre étude d'une manière méthodique, nous suivrons les étapes du délit.

I. — Nous rechercherons, d'abord, comment on aura connaissance des faits de traite, c'est *l'information*.

II. — Puis nous étudierons *la poursuite* ; nous déterminerons dans quels cas, sous quelles conditions elle peut avoir lieu, et quelles en sont les formes.

III. — Enfin nous préciserons les règles qui sont relatives au *jugement*.

TITRE PREMIER

L'INFORMATION

110. — Cette partie du sujet est peut-être la plus importante. Quand on a connaissance des faits de traite, la répression ne saurait soulever de grosses difficultés. Tout fait présumer que jusqu'à présent la presque totalité des actes délictueux restaient ignorés, et il est à craindre que, même sous le régime nouveau, la répression ne se heurte toujours au même écueil.

Afin de surveiller la traite, on pouvait recourir soit à l'initiative privée, soit aux rouages de la police. On a estimé avec raison qu'aucun concours ne pouvait être repoussé en cette matière et qu'il fallait associer les œuvres privées à la lutte dirigée par les gouvernements. Nous allons successivement étudier les mesures administratives qui permettront de connaître le délit et le rôle qui appartient en cette matière aux organisations privées.

En ce qui concerne la police, elle aura une double mission : au point de vue intérieur, national, elle devra rechercher par les procédés habituels, les faits qui constituent maintenant un délit spécial ; elle devra, en outre, comme nous le verrons plus tard, jouer un rôle dans

l'organisation préventive internationale. — Examinons d'abord son rôle au point de vue interne. Une circulaire récente, adressée par le préfet de police de Paris aux commissaires, a stimulé leur zèle en attirant leur attention sur l'application de la loi nouvelle. Cette circulaire nous apprend en même temps que les ordres les plus sévères ont été donnés aux services actifs de la préfecture de police pour la recherche et l'arrestation des délinquants (1).

111. — Les indications, qui vraisemblablement mettront le plus souvent sur la piste de traitants, résulteront de la surveillance constante que la police se reconnaît le droit d'exercer sur les maisons de débauche. Par ses visites à toute heure du jour et de la nuit, par les interrogatoires que les agents feront subir aux filles et aux tenancières, il faut espérer que les cas spécialement intéressants ne

(1) Nous ne possédons pas le texte de cette circulaire ; voici l'information que *Le Temps* publiait le 7 mars 1903 : « Le préfet de police a transmis aux commissariats de police de Paris la loi récemment votée par la Chambre et tendant à la répression de la traite des blanches et du proxénétisme.

En même temps M. Lépine leur a adressé une circulaire dont nous extrayons les passages suivants :

« Je compte sur votre zèle et votre activité pour exercer une surveillance rigoureuse à l'égard des individus se livrant aux agissements réprimés par la nouvelle loi et je vous prie de vous inspirer des sentiments qui ont guidé le législateur, en n'hésitant pas à mettre à la disposition de la justice tous ceux de ces individus contre lesquels vous pourrez recueillir des éléments de poursuite suffisants.

Je donne aux services actifs de mon administration les ordres les plus sévères pour la recherche et l'arrestation des malfaiteurs visés par cette loi. »

leur échapperont pas. C'est en effet à l'arrivée, au moment où le résultat des actes délictueux s'accomplit, qu'il est le plus facile de saisir les coupables. Si une femme française ou étrangère, était livrée à la prostitution contre son gré, elle trouverait dans les visites policières l'occasion de faire entendre ses plaintes et d'obtenir sans délai sa libération. Si, d'autre part, des filles mineures et consentantes avaient été conduites dans des maisons de prostitution, ces mêmes visites permettraient de les connaître et par suite de rechercher et de faire condamner le traitant.

112. — Nous n'ignorons pas le rôle que jouent en cette matière les faux actes de l'état civil, grâce auxquels une mineure se présente comme majeure. Mais les policiers expérimentés n'ont pas grand'peine à découvrir la fraude. Il leur suffit généralement de poser à la fille qui affirme son identité, quelques questions relatives à la situation ou à l'organisation administrative du village d'où elle prétend venir ; il suffit, par exemple, de lui demander le nom du maire, l'indication de la gare où elle a été prendre le train pour acquérir la conviction que l'acte présenté par elle concerne une autre personne. Au surplus, il ne semble pas impossible, toutes les fois qu'une fille jusqu'alors inconnue entre dans une maison de prostitution, de se renseigner auprès des autorités locales du pays indiqué comme son pays d'origine, afin de savoir si les papiers présentés peuvent se rapporter à elle, et si

rien dans les conditions de son départ n'indique l'intervention d'un proxénète tombant sous le coup de la loi du 4 avril 1903.

113. — On pourrait ainsi être fréquemment mis sur la piste des trafiquants criminels. Mais ce n'est pas tout : la surveillance étroite de la police, sur tous les lieux de débauche, aurait en outre cette conséquence, que les tenanciers de maisons, craignant les sanctions soit pénales, soit administratives (1) qui les atteindraient en cas de faute, n'admettraient pas chez eux des filles dont le consentement ne paraîtrait pas absolument libre ou dont la majorité ne serait pas certaine. Ce serait évidemment là la solution la plus heureuse, puisqu'elle agirait d'une manière préventive au moins autant que d'une manière répressive. Et l'embauchage des malheureuses victimes de la traite, qu'il est bien difficile de relever après leur

(1) Personne n'ignore que les sanctions administratives : retrait de la tolérance ou suspension temporaire effraient les tenanciers plus encore que les sanctions pénales. Elles entraînent en effet une peine pécuniaire beaucoup plus considérable qu'on ne l'imaginerait ; des exemples récents l'ont montré à Lyon : à deux reprises une suspension de quelques jours fut infligée pour faute légère à deux tenanciers, l'un d'entre eux, propriétaire d'une maison de très faible importance cependant, proposa de verser au bureau de bienfaisance, et versa en fait, son offre ayant été acceptée, deux cents francs pour que la peine de suspension fut diminuée de *vingt-quatre heures*. Un autre tenancier, contre lequel une suspension de trois mois avait été prononcée, versa dans les mêmes conditions, quatre mille francs au bureau de bienfaisance pour que la fermeture fut réduite à un mois.

chute même involontaire, serait irrémédiablement frappé, le traitant ne trouvant plus de débouchés (1).

114. — Cela nous oblige à dire un mot d'une question qui soulève des polémiques particulièrement ardentes et que nous ne voulons qu'effleurer : la question de la réglementation. Elle touche de trop près, par certain côté, au problème qui nous occupe pour que nous la passions sous silence, mais nous n'examinerons que ce côté du problème. La question peut être envisagée en effet à divers autres points de vue, notamment au point de vue médical, et demande par conséquent une compétence spéciale.

Un mouvement très important s'est dessiné, depuis longtemps, contre la réglementation de la prostitution. Un grand nombre d'hommes éminents (2) se sont pro-

(1) L'obstacle apporté ainsi à la traite serait d'autant plus sérieux que le système de la surveillance serait plus universellement répandu.

(2) Voyez à titre d'exemple : la communication de MM. Minod et de Meuron au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Rapports de la première section*, p. 585 et s. ; — les déclarations des délégués espagnols à la Conférence de Paris (1902), *Livre jaune*, p. 67 ; — toute une série de rapports au Congrès de la Ligue française de la moralité publique, tenu à Lyon en septembre 1894 : rapport de M. Comte, *Actes du Congrès*, p. 139 à 185 ; rapport de Mme Lys, *op. cit.*, p. 185 à 190 ; rapport de M. Minod, *op. cit.*, p. 195 et s. ; rapport de M. Allier, *op. cit.*, p. 202 et s. ; rapport de M. de Meuron au Congrès de Londres (1899), *Compte rendu de la National Vigilance Association*, p. 89 et s. ; communication de M. Van Swinderen à la Conférence d'Amsterdam, *Rapport de la Conférence*, p. 37, *in fine* ; communication de Mme Scheldon-Amos à la même Conférence,

noncés contre elle ; des associations (1) se sont formées pour la combattre et plusieurs pays l'ont condamnée (2).

Mais, en revanche, le système réglementaire est préconisé par des hommes particulièrement autorisés : M. Béranger (3), M. Lecour (4), ancien chef de la première division de la préfecture de police, à Paris, etc. (5); et il semble bien que les pays qui y sont attachés de longue date, comme la France, n'y renonceront pas volontiers (6).

op. cit., p. 40 ; communication de M. Pierson à la même Conférence, *op. cit.*, p. 47. — Voyez enfin tous les rapports fournis aux divers Congrès tenus par la Fédération abolitionniste et par exemple les rapports du Congrès de Genève (3^e Congrès, 1889).

(1) Fédération britannique, continentale et générale pour l'abolition de la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée. Cette fédération fut fondée en 1875.

(2) Notamment l'Angleterre ; cf. Act de 1885 relatif à la protection des femmes et des filles, et à la suppression des « brothels » ; *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 71. — En Suède les maisons de débauche ont été condamnées, *Livre jaune*, p. 78 (ce qui ne veut pas dire que la réglementation soit absolument supprimée, voyez le rapport de M. Hugo Tamm au Congrès de Londres, *Compte rendu de la National Vigilance Association*, p. 76 et s.). Et il en est de même à Amsterdam, *Livre jaune* précité, p. 76, et en Norwège, *loc. cit.*, p. 75. — Cf. pour la Belgique, le projet de loi de M. Le Jeune, dont l'article 6 défend de tenir une maison de débauche ; — et pour la Suisse, l'article 117 de l'avant-projet de Code fédéral qui édicte des peines contre tout tenancier de maison de prostitution.

(3) Allocution au Congrès de la Ligue française de la moralité publique tenu à Lyon en septembre 1894, *Actes du Congrès*, p. 190 à 195. — Cf. aussi le rapport de M. Béranger à la Conférence d'Amsterdam, *Compte rendu de la Conférence*, p. 44 et s.

(4) Rapport au 5^e Congrès pénitentiaire de Paris, *Rapport de la première section*, p. 545 et s.

(5) Voyez encore, par exemple, la dissertation de M. Honnorat, rapportée dans la *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 513.

(6) Cf. ce que disait M. Robiquet, avocat à la Cour de cassation,

Il faut d'ailleurs ne pas se tromper sur la portée de la controverse. Un examen même superficiel du régime *actuel* de réglementation fait apparaître des lacunes et des vices si graves qu'une réforme s'impose. Les pouvoirs immenses laissés à la police en des matières qui devraient exiger l'intervention de l'autorité judiciaire — notamment le droit arbitraire de l'administration qui condamne des femmes à la prison sans jugement (1) — sont, à notre avis tout au moins, des abus intolérables. La réglementation est donc en tout cas *à refaire* (2), mais la question est de savoir si elle est *à supprimer* (3). Ne

au Congrès pénitentiaire de Paris, 1895 : « Nous croyons suffisant de rappeler avec saint Augustin que l'ordre social semble intéressé au maintien et à la réglementation d'une prostitution publique (*Aufer meretrices de rebus humanis, turbaveris omnia libidinibus*). C'est bien ce qu'ont pensé tous les gouvernements passés, et ce que penseront, selon toute apparence, les gouvernements futurs. Ils ont cherché seulement à canaliser ou à localiser le mal. » *Rapports de la première section*, p. 592 et s. — Ce n'est pas seulement la parole citée par M. Robiquet, mais le passage entier de saint Augustin à ce sujet qu'il est intéressant de consulter. En voici la référence : *De ordine*, livre II, chapitre IV, n° 42, dans l'édition anonyme en dix volumes des œuvres de saint Augustin, qui fut publiée en 1874, le passage se trouve à la page 1000.

(1) A Lyon, la police inflige 20 jours de prison administrativement, et la peine peut être prononcée de nouveau le jour même où la fille a été mise en liberté. D'après M. Yves Guyot, citant le préfet de police Gisquet, à Paris l'emprisonnement varierait depuis 5 jours jusqu'à *un an* (*La Prostitution*, p. 143).

(2) Ces vices de notre réglementation ont été constatés depuis longtemps ; en l'an IV une réforme de la prostitution avait été demandée, mais elle n'a pas abouti. — Cf. Merlin, *Répertoire*, t. I, p. 835, *in fine* et 836.

(3) En Russie, la question de la prostitution est précisément à l'ordre du jour ; mais le système ancien de réglementation n'est pas

comprendrait-on pas une réglementation qui ne constituerait pas une protection des maisons de débauche, mais une étroite surveillance, facilitée par certaines obligations imposées aux tenanciers sous la sanction très efficace de la fermeture définitive ou momentanée ?

115.— Les adversaires de la réglementation ont allégué, et c'est à ce point de vue surtout que leurs théories intéressent notre sujet, qu'en supprimant les maisons autorisées, on tarirait par cela même le commerce des femmes parce que les maisons de tolérance en constituent les débouchés les plus importants. Mais ce raisonnement nous semble entaché d'un double vice : il est d'abord inexact en ce qu'il repose sur une confusion trop fréquente ; suppression de la réglementation et abolition de la prostitution ne sont pas synonymes. On ne saurait guère soutenir que, la réglementation disparue, un état de choses nouveau, une moralité plus élevée apparaîtrait. M. Yves Guyot (1), qui certes n'est pas un partisan de notre réglementation, a montré historiquement combien les tentatives de suppression de la prostitution ont été inefficaces : « Nous retrouvons au xvi^e siècle, dit-il, une crise de chasteté qui provoque l'ordonnance d'Orléans de 1560, supprimant les maisons de prostitution pu-

abandonné, il est seulement révisé et notamment on a décidé qu'aucune femme ne pourrait être inscrite sur les registres de la police avant 21 ans (V. *Rapport du comité national russe à Francfort*, p. 2).

(1) *La Prostitution*, p. 27.

blique. -- De publiques elles devinrent privées. Le nombre de filles ne fut ni diminué ni augmenté. Il ne saurait en être autrement, car la prostitution est le résultat d'une série d'influences externes ou internes : conditions économiques de la vie pour la femme et pour l'homme (insuffisance des salaires de l'ouvrière, difficulté pour les jeunes gens de s'établir de bonne heure, notamment à raison du service militaire), influence du milieu, des conceptions morales ou religieuses etc..., qui ne seraient pas sensiblement modifiées par la suppression de la réglementation. »

Au reste, s'il était nécessaire de contrôler par les faits l'exactitude du résultat auquel la raison conduit infailliblement, il suffirait de jeter les yeux sur l'Angleterre et ses scandales, pour être convaincu de l'inefficacité d'une semblable mesure au point de vue de l'existence de la prostitution.

116. — Mais il faut, nous semble-t-il, aller plus loin et prendre précisément le contre-pied du raisonnement des abolitionnistes. Bien loin de tarir la traite, la suppression de la réglementation aurait, croyons-nous, de graves conséquences au point de vue qui nous occupe. La traite deviendrait à peu près sans danger : la réglementation a, en effet, cet avantage de permettre l'application sérieuse des dispositions prises contre les traitants. Sans la réglementation, sans la surveillance constante des lieux de débauche, la police ne saura jamais

rien. Les mineures, les majeures pourront impunément être livrées à la prostitution. Ce n'est, semble-t-il, que par des rapports journaliers entre la police et les tenanciers de toutes les maisons, que l'on pourra éviter le retour des scandales navrants auxquels la loi nouvelle a voulu mettre un terme.

Tant que la surveillance des maisons de tolérance existera et surtout si cette surveillance est étendue sans exception à tous les lieux de débauche : brasseries, cabarets, hôtels meublés et établissements de plaisirs de toutes sortes, la police pourra, grâce à ce contrôle permanent, découvrir les malheureuses qui sont victimes de ce trafic en France.

117. — Mais ce n'est pas tout : il ne suffit pas d'arrêter les coupables une fois leur crime accompli, il faut aussi s'efforcer de déjouer leurs projets avant qu'ils n'aient été mis à exécution. M. Lépine, le préfet de police, indiquait au Congrès de Francfort les divers procédés par lesquels on pourrait tenir en éveil la vigilance des agents de la police : « Ici il y a trois procédés en présence, disait-il : d'abord intéresser le personnel par des primes, comme l'on fait pour le braconnage. Mais il y faut de la prudence, pour ne pas grever les budgets, amener des excès et des arrestations arbitraires. Comme l'a fait l'Association française, il faut engager la presse, qu'il vaut toujours mieux avoir pour soi que contre soi, à faire une campagne énergique. Elle peut stimuler le

zèle des fonctionnaires et renseigner le public. Il faut enfin imiter l'exemple du comité national allemand qui a mis à sa tête des fonctionnaires de la police et de la justice (1). »

118. — Les deux derniers tout au moins des procédés indiqués par M. Lépine ont été employés en France. Tous les journaux pour ainsi dire ont attiré l'attention du public sur la fréquence et la gravité des faits de traite. Plusieurs même, nous les avons précédemment indiqués, ont mené une très active campagne. Aujourd'hui donc, on peut considérer qu'une partie de la tâche consistant à mettre en garde contre la traite les victimes éventuelles et leurs parents, est accomplie. Le rôle des journaux ne se borne pas là. Ils publient les cas de traite qui leur sont signalés et la plupart des comités nationaux utilisent ce mode de renseignements. Ils s'abonnent à un *Argus de la Presse*, qui leur transmet tous les articles de nature à les intéresser, le comité prend alors des renseignements sur la réalité des faits, s'efforce de secourir les victimes et de faire poursuivre les coupables, enfin dresse une liste des personnes soupçonnées ou convaincues de se livrer à la traite.

Le concours le plus actif des rouages administratifs et judiciaires est assuré aussi au comité français. Nous avons déjà vu quel intérêt M. Lépine avait porté à la

(1) *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 4137.

lutte. Nous relevons, en outre, parmi les membres du conseil d'administration de l'Association pour la répression de la traite les noms de MM. Albanel, juge d'instruction près le tribunal de la Seine, M. Puybaraud, inspecteur général des services administratifs, directeur des recherches à la préfecture de police, etc...

119.— Mais, ainsi que nous l'avons vu, l'un des traits caractéristiques du délit qui nous occupe, c'est que le plus souvent, il est commis sur le territoire de plusieurs pays. Pour arriver à saisir le caractère délictueux et la gravité des actes d'un traitant il faudra généralement le suivre dans les pays différents qu'il parcourt (1). C'est pour cela qu'une entente internationale entre les polices est, en cette matière, absolument indispensable. Cette nécessité avait été comprise depuis longtemps et la Hollande avait, le 15 novembre 1889, passé avec l'Allemagne (2)

(1) Rappelons que, si l'on pouvait démontrer que les actes du traitant sur le territoire d'un pays avaient pour objectif la prostitution de la femme, une condamnation pourrait intervenir. Mais en fait, cette preuve ne sera le plus souvent possible, que grâce aux renseignements fournis par la police des pays voisins : ces renseignements sur les actes postérieurs du proxénète ne laissant aucun doute sur le but poursuivi par lui.

(2) Depuis quelques années la Hollande avait conclu au sujet de la traite des conventions avec la Belgique (18 décembre 1886), puis avec l'Autriche-Hongrie (26-30 novembre 1889), mais ces traités étaient à peu près exclusivement relatifs au rapatriement des victimes. — Cf. Congrès international de la Fédération abolitionniste (Genève, 1889), 2^e annexe, p. 6 et 7. — Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Compte rendu des séances*, p. 748.

un traité dont l'article premier est ainsi conçu (1) :

« Le gouvernement des Pays-Bas et le gouvernement de l'Empire d'Allemagne s'engagent à concourir dans les limites légales, à ce que les femmes et les filles appartenant à l'un des deux pays et qui se livrent dans l'autre à la prostitution, soient soumises à un interrogatoire, afin de constater d'où elles viennent et *qui les a déterminées à quitter leur pays*.

« Les procès-verbaux dressés à ce sujet seront communiqués aux autorités du pays auquel lesdites femmes et filles appartiennent. »

120. — Lors de la Conférence de Paris, la délégation française, dans son rapport préliminaire sur les questions soumises aux délibérations de la Conférence, insista sur la nécessité d'empêcher que les victimes ne parviennent au terme de leur voyage et ne tombent ainsi presque infailliblement dans le piège qui leur a été tendu (2). Le rapport a fort bien exposé que la découverte de l'embauchage dans les grandes agglomérations urbaines où il se pratique de coutume, présente des difficultés extrêmes ; que c'est donc surtout par la surveillance de la circulation qu'on pourra obtenir des résultats. En effet, dans les gares de départ et d'arrivée, dans le train qui emporte les infortunées voyageuses, dans le port d'em-

(1) Le texte en est donné dans les *Rapports de la première section* au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), p. 520 et 521.

(2) Voyez *Livre jaune*, p. 38 et s.

barquement ou sur le bateau qui les emmène, les contrôles abondent et peuvent être exercés avec succès par des agents qu'une longue expérience a rendu singulièrement perspicaces. Leur attention pourra être attirée par les allures ou la composition de certains groupes de personnes. Rarement, en effet, les victimes de la traite voyagent seules ; le plus souvent elles sont accompagnées par le proxénète lui-même (certains procès ont montré que ces conducteurs de convois étaient parfois des femmes) et les rapports qui paraîtront exister entre eux, la surveillance que les traitants ont coutume d'exercer sur les femmes qu'ils emmènent, pourront donner l'éveil. Si les départs suspects sont ainsi immédiatement signalés de proche en proche à tous les agents des gares et des ports, la surveillance, au lieu de cesser, deviendra plus étroite à mesure que le voyage se prolongera, jusqu'au moment où cette police internationale mettra la main sur les criminels.

Dans ce but, l'article 2 du projet d'arrangement, sorti des délibérations de la Conférence de Paris, propose que les gouvernements s'engagent à faire exercer une surveillance particulière dans les gares, les ports d'embarquement et pendant le cours des voyages. Les fonctionnaires devront se transmettre tous renseignements de nature à mettre sur la trace du trafic criminel. Enfin, l'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux autorités du lieu de

destination, soit aux agents diplomatiques ou consulaires intéressés, soit à toutes autres autorités compétentes.

121. — Enfin, dans le but de connaître les délinquants qui ont coutume de se livrer à la traite, l'article 3 du projet d'arrangement stipule que les gouvernements doivent faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis devront être communiqués, d'après l'article 3 du projet d'arrangement, aux autorités du pays d'origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel. Mais ces renseignements serviront aussi à faire connaître aux agents de la police de chaque pays, les proxénètes qui opèrent chez eux (1).

122. — Ce sont ces deux sources d'informations : surveillance des parcours (chemins de fer et bateaux), déclara-

(1) Il convient de remarquer qu'il faudra, afin de tirer profit de ces déclarations, ne pas laisser transformer cette mesure d'informations en un questionnaire de pure forme. Sans cela toutes les prostituées affirmeront qu'elles ont quitté leurs pays de leur plein gré et sans qu'aucune intervention les y ait engagées. Il en est ainsi des malheureuses traitées à l'hôpital et qui déclarent presque toujours qu'elles sont entrées de leur propre mouvement dans les maisons tolérées où elles se trouvent ; et cependant il est unanimement reconnu que presque jamais une femme ne franchit le seuil d'une maison close sans les bons offices d'un individu qui l'amène.

rations des prostituées expatriées, qui permettront le plus souvent de connaître les faits de traite. Ces renseignements auront une utilité d'autant plus grande que les gouvernements contractants s'engagent à organiser, dans chaque pays, une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger; et cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants (art. 1^{er} du projet d'arrangement). Cette décision doit être rapprochée d'une résolution un peu différente, mais dont les résultats sont analogues et que les Congrès prennent souvent. C'est en effet un procédé en usage dans les Congrès, que de créer des offices généraux chargés d'assurer l'exécution des mesures arrêtées (1).

123. — La surveillance des bureaux de placement est aussi de nature à éviter, dans un certain nombre de cas, les fraudes dont les filles sans place peuvent être les victimes. Sans nous attarder à rappeler l'état du droit français en cette matière (2), bornons-nous à dire qu'il

(1) La Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles (1889-1890) a institué un Bureau international contre la traite à Zanzibar. La Conférence de Berne du 9 septembre 1886 (art. 16) a créé à Berne un Office central sous le nom de Bureau international pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Ce bureau est placé sous la surveillance de la Confédération suisse.

(2) Voyez sur ce point, notamment, le décret du 25 mars 1852. —

conviendrait peut-être de s'inspirer en France des dispositions sévères et très efficaces que la Suisse et la Norvège, par exemple, ont prises à cet égard. Nous n'entrons pas dans le détail de ces mesures d'administration interne, et nous nous bornons à renvoyer aux communications très complètes dont cette matière a fait l'objet (1).

124. — L'initiative privée peut aussi avoir une très haute importance au point de vue de la surveillance des délinquants, les œuvres pouvant envoyer aux gares et aux ports d'embarquement ou d'arrivée, quelques-uns de leurs membres pour signaler à la police les cas qui leur paraissent suspects, s'occuper des victimes, et exciter par leur présence le zèle des agents administratifs.

En dehors même de cette mission de la gare ou du port, les comités nationaux peuvent rendre de grands services au point de vue de la dénonciation des délits. Dans plusieurs pays (2), ces comités se sont abonnés à

On trouvera en outre un commentaire de la situation actuelle des bureaux de placement au *Répertoire alphabétique des Pandectes françaises*, t. XIII, V^o Bureau de placement, surtout nos 24 à 76. Sur les obligations imposées aux directeurs de ces agences, la responsabilité qui leur incombe et la surveillance dont ils sont l'objet, voyez encore Fuzier-Herman, *Répertoire*, t. III, V^o Bureau de placement, avec la bibliographie citée.

(1) Cf. pour la Suisse, les renseignements très précis fournis sur le concordat entre les Etats suisses de mai 1875, *Livre jaune*, p. 93 et s.; — pour la Norvège, le rapport soumis par le comité norvégien au Congrès international de Francfort.

(2) Notamment en Allemagne, voyez le *Rapport du comité national allemand* au Congrès de Francfort, p. 3.

des agences qui dépouillent méthodiquement tous les journaux publiés dans une région. Ils reçoivent ainsi toutes les communications parues dans la presse sur la traite des blanches. Ils procèdent alors à une enquête pour chacun des faits signalés et, lorsque ces faits présentent les caractères de la véracité, ils sont dénoncés et font l'objet d'une poursuite judiciaire. Au cours de cette enquête, il est souvent nécessaire d'entrer en relations avec les comités nationaux de pays voisins, soit pour leur signaler des faits commis dans leur ressort, soit pour leur demander des renseignements qui éclaireront la physionomie de l'affaire. C'est à ce point de vue, bien plus qu'en matière de répression, qu'une entente et des relations internationales étaient nécessaires.

125. — Il conviendrait aussi de faire apposer dans les gares, dans les wagons et sur les bateaux des affiches écrites en plusieurs langues, mettant les jeunes filles en garde contre les dangers qui les menacent ; et leur indiquant les autorités et les personnes auxquelles elles pourront avoir recours (1).

126. — Le Comité national allemand a fait mieux en-

(1) Il faudrait s'inspirer de ce qu'ont fait les œuvres si utiles comme l'*Union internationale des Amies de la jeune fille* et l'*Œuvre catholique internationale de la protection de la jeune fille* ; mais il convient d'indiquer clairement le danger pour les jeunes femmes de suivre à l'étranger des personnes qu'elles ne connaissent pas suffisamment et qui les emmènent en leur promettant des situations brillantes.

core (1) ; il a obtenu des deux grandes compagnies qui font le service entre l'Allemagne et l'Amérique septentrionale ou méridionale : la *Hamburg-Amerika Linie* et la *Norddeutscher Lloyd*, qu'elles donnent à leurs capitaines l'ordre d'annoncer par télégramme aux consuls nationaux compétents les cas qui leur auraient paru suspects au cours du voyage. C'est en effet pendant une longue traversée, mieux encore que dans un rapide examen à l'embarquement ou à l'arrivée, que les compagnons de route, les officiers du bord peuvent être éclairés sur la nature des opérations dont de jeunes passagères sont les victimes. Cette dénonciation sera parfois d'autant plus facile que les proxénètes sont souvent des professionnels qui finissent par être connus des capitaines et des officiers.

(1) *Rapport du Comité national allemand* au Congrès de Francfort p. 2.

TITRE II

LA POURSUITE

127. — Nous aurons à rechercher ici : d'abord quelles sont les conditions du délit, puis quelle est la juridiction compétente ; nous devons étudier en troisième lieu quelques règles particulières, adoptées par la Conférence de Paris et qui s'appliquent à la poursuite du délit nouveau ; enfin nous examinerons un cas spécial où la poursuite est impossible parce qu'une sentence criminelle est déjà intervenue à l'étranger.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DU DÉLIT.

128. — D'après la loi du 4 avril 1903, les conditions constitutives du délit (1) sont au nombre de trois, il faut :

D'abord un fait matériel, l'embauchage, l'entraînement ou le détournement ;

Il faut, en second lieu, que cet embauchage soit accompli en vue de la débauche et pour satisfaire les passions d'autrui, élément intentionnel ;

Il faut, en dernier lieu, ou bien que la victime soit mineure, ou bien, si elle est majeure, que son consentement n'ait pas été libre.

Voici, en effet, les dispositions des numéros 2 et 3 du nouvel article 334 :

« 2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche ;

(1) Nous laissons pour l'instant de côté les autres délits prévus par la même loi, tels que l'excitation habituelle de mineurs à la débauche, la rétention contre son gré, d'une femme dans une maison de débauche, etc... Nous nous bornons tout d'abord à étudier le délit que cette loi a eu principalement en vue et qu'on est convenu d'appeler la traite des blanches.

« 3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche. »

129. — Les rédacteurs de la loi se sont volontairement tenus très près des termes des articles 1 et 2 du projet de convention adopté par la Conférence de Paris. Il y a lieu de penser, en effet, que les législations étrangères, qui n'étaient pas encore suffisamment armées pour réprimer ce trafic criminel, s'inspireront aussi des résolutions de la Conférence internationale dans le vote de textes nouveaux. Et la similitude (1) des dispositions pénales

(1) Si la *similitude* est précieuse, il n'est nullement indispensable qu'il y ait *identité*. Bien que ce soit cependant une affirmation qu'on retrouve constamment, il n'y a en effet nulle nécessité à ce que les dispositions adoptées par chaque pays soient identiques (pour réaliser cette identité absolue, on rencontrerait d'ailleurs des obstacles insurmontables). Pourvu que le délinquant soit, dans tout pays, l'objet de poursuites et que la répression soit sérieuse, il importe peu qu'ici la peine de prison encourue soit plus sévère que dans le pays voisin. Cette diversité peut ne pas satisfaire pleinement un esprit qui voudrait arriver à une harmonie complète, mais elle n'entraîne aucun grave inconvénient pratique.

Voyez sur ce point les très judicieuses observations de M. le ministre Lardy, délégué suisse à la Conférence de Paris (*Livre jaune*, p. 80 et 81) : « La délégation suisse, dit-il, ne croit pas qu'il soit possible d'arriver à des textes acceptés définitivement par toutes les législations et susceptibles d'être insérés *ne varietur* dans un traité-loi ou dans le Code pénal de tous les Etats. La délégation suisse ne pense pas que l'Europe et l'Amérique soient près de réaliser l'idéal d'un Code pénal unique, ni même de dispositions iden-

dans plusieurs pays européens supprimera les inconvénients qui résultent nécessairement du contact de législations disparates : le délit ayant partout la même définition, les coupables ne pourront jamais par exemple alléguer pour échapper à la répression, que les actes par eux commis l'ont été dans des pays où la loi pénale ne les atteint pas. Et tout conflit entre les législations répressives se trouvera ainsi écarté.

130. — Nous allons successivement reprendre chacun des trois éléments du délit que nous avons dégagés.

« Quiconque aura embauché, entraîné ou détourné... » Par ces expressions voisines les unes des autres, la loi a voulu prévoir une catégorie de faits dont le plus fréquent et le plus important est l'embauchage. *Embaucher*, c'est passer un contrat, c'est par exemple proposer une place à une personne et obtenir d'elle un engagement (1).

tiques dans un même domaine particulier. Tout le monde est d'accord que cela est impossible quant à la dénomination des peines ou leur gradation. En outre, la vieille distinction entre crimes et délits est fortement combattue ou entièrement abandonnée. La Conférence risquerait d'échouer dans des discussions byzantines si elle voulait trouver des textes qui, en fin de compte, ne satisferaient personne complètement. D'autre part, il est indispensable de chercher à décrire approximativement le corps du délit, à définir le but à atteindre, tout en laissant aux diverses législations une certaine souplesse, une certaine liberté de rédaction, leur permettant d'accommoder à leur phraséologie juridique et à leur échelle des peines la répression du crime de traite des blanches. »

(1) Dès qu'il y a accord entre les deux parties, le délit est commis ainsi que l'a dit formellement M. Ferdinand-Dreyfus au nom de la Commission législative dont il était le rapporteur : « Le délit a paru

Entraîner, c'est emmener avec soi, accompagner, sans que le mot « entraîner » implique nécessairement une idée de violence. Enfin le mot *détourner*, déjà usité dans la langue du droit pénal, indique les actes par lesquels on fait sortir une personne de sa famille ou des lieux où elle est placée, par lesquels, si on peut s'exprimer ainsi, on la transplante.

131. — Pratiquement, dans la très grande majorité des cas, l'expression d'*embauchage* aurait suffi à justifier la prévention. L'adjonction des mots « entraîné ou détourné » n'est cependant pas inutile ; elle permettra d'atteindre certains faits qui, sans cela, échapperaient à la répression (1). En voici un exemple : supposons qu'un proxé-

à la Commission exister dès qu'il y a entente entre l'embaucheur et la malheureuse, objet du trafic. » *Livre jaune*, p. 112.

(1) Voici les explications fournies par M. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur de la Commission législative, au sujet de l'insertion de ces trois termes : « M. Ferdinand-Dreyfus répond que la définition du délit nouveau, comme toute définition pénale, est difficile à formuler. Aussi la Commission a-t-elle cru devoir se servir de trois mots suffisamment compréhensifs : *embaucher*, *entraîner*, ou *détourner*, pour englober les diverses manifestations de l'infraction à réprimer. L'expression *embaucher* est empruntée à la langue des contrats intervenus entre patrons et ouvriers. Embaucher consiste à aller chercher ou à recevoir l'ouvrier et à lui proposer un travail. Embaucher une femme, c'est aller la trouver pour lui proposer un certain accord et obtenir d'elle son consentement » (*Livre jaune*, p. 112).

Sur le même point, voyez encore le rapport de M. Ferdinand-Dreyfus au nom de la Commission législative (*Livre jaune*, p. 122) ; en voici les termes :

« Embaucher, c'est engager ou attirer la femme ou la fille vers la prostitution ; l'entraîner, c'est l'emmener avec soi ou après soi ; la détourner, c'est l'enlever illicitement à son milieu. »

nète étranger ait embauché une fille dans un pays autre que la France et, pour rendre l'hypothèse plus frappante, supposons que ce soit dans un pays où l'embauchage ne tombe pas sous le coup de la loi pénale. Le traitant emmène sa victime en France pour l'embarquer à Marseille. S'il est arrêté à ce moment, il pourra être poursuivi et condamné en France parce qu'il a *entraîné* sa victime en vue de la débauche et cela sur le territoire français. Si l'on s'était borné à punir l'embauchage, aucune condamnation ne pourrait intervenir, le fait délictueux n'ayant pas été commis en France (1); on n'aurait même pas la ressource de l'extradition; le fait ayant été commis par hypothèse, dans un pays qui ne le punit pas.

132. — La seconde condition nécessaire pour que la loi du 4 avril 1903 reçoive son application, est une condition d'intention. Il faut que les faits matériels, d'embauchage par exemple, aient été accomplis *en vue de la débauche et pour satisfaire les passions d'autrui*. C'est évidemment cette condition dont la preuve sera parfois la plus difficile à rapporter lorsque les victimes n'auront pas encore été en fait livrées à la prostitution. On pourra cependant

(1) Il en est autrement dans les législations étrangères (loi suisse par exemple) qui punissent le fait de la traite quel que soit le pays où il ait été commis et alors même que le délinquant est national d'un pays où l'acte ne tombe pas sous le coup de la loi pénale. Mais ce système n'est pas le système français : le dernier alinéa de l'article 334 nouveau n'a pas eu pour but de l'établir. — Nous en verrons plus loin la portée exacte.

la fournir parfois grâce aux déclarations des victimes, aux antécédents, aux habitudes et à la correspondance du proxénète.

133. — Il convient de remarquer que l'hypothèse où l'embauchage aurait lieu dans l'intérêt exclusif de l'embaucheur et pour la satisfaction de ses propres passions, ne tombe pas sous le coup de la loi récente ; c'est le proxénétisme seul qui est frappé. La loi a considéré que la législation antérieure sur les délits de mœurs était suffisante, quand l'agent commet les actes répréhensibles pour son compte. Mais la loi ne fait pas de distinction entre le proxénétisme inspiré par des considérations pécuniaires et le proxénétisme désintéressé. L'hypothèse, d'ailleurs exceptionnelle mais qui s'est présentée en pratique, où l'embauchage est pratiqué par un individu au profit de tiers, et sans qu'il cherche à réaliser des bénéfices, tombe donc sous le coup de la loi de 1903.

134. — Il faut, en outre, c'est la troisième condition, que les faits soient relatifs à des filles mineures ou, si elles sont majeures, que leur consentement n'ait pas été libre.

La loi a donc entendu exclure de son application la traite à l'égard de majeures consentantes et c'est là une solution qui a soulevé les plus ardentes critiques. Un très grand nombre de personnes ont soutenu que la traite en elle-même devait être considérée comme un délit (1).

(1) Voyez à titre d'exemple le rapport de MM. Minod et de Meu-

Et nous trouvons notamment dans le rapport (1) de M. Feuilleux, avocat général à la Cour de cassation, un très remarquable exposé de cette opinion au Congrès de Saint-Petersbourg. Un grand nombre de pays punissent la traite en elle-même : l'Allemagne (paragraphe 180 du Code pénal) (2), l'Autriche (Code pénal, paragraphes 512 et 513) (3), la Grande-Bretagne (4), la Hongrie (5), la Suisse (6) d'après l'article 117 de l'avant-projet du Code pénal, etc.

135. — Le système français est au contraire suivi en Belgique (7) et en Espagne (8). Cette divergence de conception est de nature à attirer l'attention et nous devons nous demander si la loi nouvelle a bien fait d'écarter le système allemand. C'est une des questions législatives les plus importantes que soulève cette matière. La Con-

ron au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Rapports de la première section*, p. 384 ; le rapport de M. Van Swinderen, au Congrès international de la Fédération abolitionniste de Genève (1889) ; *Compte rendu officiel*, annexes, p. 5 et s. — Voyez aussi les rapports précédemment cités au Congrès de Londres ; le rapport de M. Ninck à la Conférence d'Amsterdam, *Compte rendu*, p. 23. Voyez enfin un article paru dans *Le Temps* du 21 octobre 1902, et la dissertation de M. Burle dans le *Lyon universitaire*, numéro du 20 mars 1903 et numéros suivants.

(1) Rapport précité, p. 371 et s.

(2) Cf. *Livre jaune*, p. 17.

(3) *Livre jaune*, p. 19.

(4) *Livre jaune*, p. 23.

(5) *Livre jaune*, p. 24.

(6) *Livre jaune*, p. 79.

(7) *Livre jaune*, p. 21.

(8) *Livre jaune*, p. 22.

férence de Paris a très bien compris que les dispositions préconisées par elle (art. 1 et 2 du projet de convention) pouvaient paraître insuffisantes parce qu'elles visaient seulement la traite des mineures et celle des majeures dans le cas de fraude ou de violence. Aussi s'est-elle expliquée dans l'article A du projet de protocole de clôture ainsi conçu :

« Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum*, en ce sens qu'il va de soi que les gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures, alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte. »

136. — Recherchons donc les motifs qui ont décidé certaines législations à punir indistinctement tous les cas de traite. Ils peuvent être ramenés à deux.

Ce sont, d'abord, des considérations d'utilité générale. La répression, prétend-on, demeurera nécessairement éternuée si tous les faits de traite sans exception ne tombent pas sous le coup de la loi pénale.

Ce sont, en outre, des arguments de droit, de raison : on affirme que tous les éléments caractéristiques d'un délit se retrouvent dans le cas de traite des majeures consentantes.

Aucun de ces deux motifs ne me paraît décisif.

137. — Le premier d'abord me semble à la fois inexact

et insuffisant. Il a été très nettement exposé dans la note remise par le gouvernement allemand sur les questions soumises aux délibérations de la Conférence de Paris (1). « La limitation de la pénalité de la traite des femmes majeures aux cas d'emploi de la force et de la ruse, ne fournit pas un moyen suffisant, d'après notre conception, pour combattre le mal, notamment quand il y a exportation à l'étranger. Par une semblable limitation qui laisse échapper à toute peine la traite dans la plupart des cas, la poursuite pénale est paralysée par les cas d'exception, attendu que les signes caractéristiques particuliers, savoir : l'emploi de la force et de la ruse, échappent très souvent à toutes constatations ultérieures par les autorités de police ou à la recherche des preuves de toute autre manière. Il y a donc lieu de soumettre à une pénalité tout racolage pour maison publique et tous actes de traite tendant à l'excitation à la débauche, en y comprenant également le transport de la victime dans les pays intéressés, comme tel est déjà le cas en vertu du droit allemand ».

138. — Ces observations, d'abord, ne me semblent pas absolument exactes. Il s'agit précisément ici d'un délit dont les conditions en général seront faciles à établir. Le plus souvent, en effet, nous pourrions entendre un témoin qui nous renseignera exactement, c'est la victime elle-

(1) *Livre jaune*, p. 43.

même. Elle nous dira comment, par quelles promesses, à la suite de quelles menaces, elle a consenti à suivre le traitant ; la religion du tribunal pourra donc être plus facilement éclairée pour ce délit que pour beaucoup d'autres. Et il n'est même pas besoin de faire remarquer qu'en ce qui concerne les mineures, la condition d'âge, qui permet la poursuite dans tous les cas, sera aisée à établir.

La raison invoquée par la note du gouvernement allemand serait-elle exacte, elle nous paraîtrait encore insuffisante. L'argument se ramène en effet à ceci : on doit frapper tous les cas de traite pour être sûr de ne pas laisser échapper certaines hypothèses de contrainte ou de fraude. Il suffit de mettre ainsi le raisonnement à nu pour en saisir l'iniquité. Il conduirait directement à décider qu'on a le droit de punir des innocents afin d'atteindre tous les coupables. Les principes du droit pénal, aussi bien que le sentiment de la justice, s'opposent à ce que l'on frappe des personnes qu'on ne considère pas comme des délinquants. La société, c'est un point qu'il ne semble pas possible de contester sérieusement, ne doit édicter une pénalité contre le simple fait de la traite, que si l'on peut y découvrir les éléments d'un délit.

139. — Aussi bien, — nous passons ainsi au second des arguments invoqués, — on a prétendu trouver dans la traite des majeures consentantes, tous les éléments qui concourent à donner à un fait le caractère d'une infraction pénale.

Ces éléments, d'après M. Feuilleux, sont au nombre de trois :

L'immoralité — la violation du droit positif ou de la loi naturelle — le dommage social.

Pour deux de ces éléments, le premier et le dernier, la conception de M. Feuilleux ne semble pas devoir soulever de difficultés. L'acte du traitant, même lorsqu'il s'agit de femmes majeures et consentantes, est évidemment immoral et l'éminent avocat général n'a pas de peine à démontrer que la société subit un préjudice par le fait de la chute définitive d'une malheureuse dans la prostitution. Mais il est bien certain que ces deux conditions ne suffiraient pas à elles seules pour légitimer une répression. Tout acte immoral portant presque nécessairement préjudice à la société, on en arriverait à punir tous les actes immoraux. Et cette conception, singulièrement grave au point de vue de la liberté individuelle, n'est certainement pas celle du droit pénal actuel.

140.— Le deuxième des éléments indiqués est de nature au contraire à soulever des objections. Il convient d'abord d'en préciser le sens. M. Feuilleux, en parlant d'une violation du droit positif n'a évidemment pas l'intention de viser *la loi pénale*. Il se place au point de vue de *la philosophie du droit* pour rechercher *ce qui doit être puni* et n'entend pas rééditer cette définition du délit, donnée par les manuels de droit criminel : « Le délit est une infraction à la loi pénale. » Cette interprétation de la

condition indiquée par M. Feuilleley étant écartée, le sens exact de l'expression « violation du droit positif » devient à peu près aussi difficile à préciser que celui de cette notion vague entre toutes : « la loi naturelle ».

Prenons donc les termes mêmes de l'exposé de l'auteur. Cet exposé, relativement à *la violation du droit positif ou de la loi naturelle*, comprend deux parties. Dans la première, M. Feuilleley s'efforce de justifier cette condition ; dans la seconde il réfute fort justement une objection peu décisive qu'on pourrait lui adresser. Voici d'abord la première :

« Selon les principes les plus élémentaires du droit naturel, tel qu'il est avec raison envisagé dans les sociétés modernes, la créature humaine n'est pas dans le commerce et ne peut faire l'objet d'un trafic quelconque. Illicite est donc, comme contraire au droit naturel et aux bonnes mœurs, le mandat donné par le tenancier d'une maison de débauche au racoleur de lui procurer des femmes. Illicite est, au même titre, l'engagement respectivement pris par le racoleur de conduire la femme dans la maison de débauche et par la femme de s'y laisser conduire. Son consentement, fût-il libre, ne saurait prévaloir contre le droit. »

141. — M. Feuilleley, pour soutenir que la traite est contraire au droit positif et à la loi naturelle, allègue donc, tout d'abord, que la créature humaine n'est pas dans le commerce. Qu'il nous soit permis, à ce propos,

d'observer que cette considération ne saurait avoir toute sa portée que si la traite consistait, à proprement parler, en une vente d'une personne ; or, il n'en est rien : le proxénète n'avait pas un droit de propriété sur la femme embauchée et le tenancier, à qui elle a été remise, ne saurait prétendre un tel droit sur elle. Le contrat passé par le traitant est un contrat d'entremise, et il serait inexact de dire que de semblables contrats ne peuvent pas avoir pour objet une personne humaine. Il suffit de jeter les regards autour de soi pour découvrir quantité de contrats qui ont aussi pour objet la personne humaine et les services qu'elle peut rendre. Pour n'en citer qu'un exemple, celui qui se rapproche peut-être le plus de l'opération des traitants : les agences et bureaux de placement, qui servent d'intermédiaire entre les domestiques et ouvriers à la recherche d'une place et les patrons, font constamment des contrats portant sur la personne humaine (1).

La seule différence qui sépare ces contrats de ceux par lesquels un proxénète embauche une fille pour une maison de débauche, c'est l'immoralité des seconds (2).

Certes l'opération du traitant est illicite, comme le dit M. Feuilleux, mais illicite en ce sens que la loi ne re-

(1) Rappelons aussi les opérations des agences qui autrefois fournissaient des remplaçants aux jeunes gens appelés au service militaire.

(2) Immoralité qui, bien entendu, entraîne la nullité du contrat au point de vue du droit civil (art. 1133 C. civ.) ; cette solution ne soulève pas de difficultés.

connaîtra pas la validité du contrat et ne mettra pas la force publique à la disposition de l'une des parties qui voudrait obtenir l'exécution de l'autre. Mais ce caractère illicite est la conséquence nécessaire, le corollaire de l'immoralité de l'acte, il ne saurait donc avoir plus de portée.

Si l'on adoptait la conception de l'éminent avocat général, les opérations, réunissant les trois caractères indiqués et que la loi pénale ne considère pas cependant comme des délits, seraient nombreuses. L'acte par lequel un homme s'engagerait envers sa maîtresse à subvenir à ses besoins pourvu qu'elle cohabite avec lui tomberait, ou devrait tomber, sous le coup de dispositions répressives, car nous retrouvons ici l'immoralité du contrat, son caractère illicite puisque la loi et la jurisprudence n'en reconnaissent pas la validité, et enfin le préjudice social qui résulte de la déchéance subie par la femme. Il en serait de même du contrat, en vertu duquel un tenancier de maison de débauche reçoit chez lui une femme majeure et consentante ; ici encore tous les caractères considérés par M. Feuilleux comme suffisants, se retrouvent et cependant il n'est pas contestable que ce fait ne constitue pas un délit dans notre droit.

142. — Si, par cette deuxième condition : *violation du droit positif* ou de la loi naturelle, l'auteur avait entendu exiger une *violation du droit d'autrui*, la théorie ne nous semblerait pas contestable ; c'est précisément parce que

la traite de majeures violentées ou trompées remplit ces trois conditions : d'immoralité, de dommage social et d'atteinte au droit d'autrui que la loi récente en a fait un délit. Mais l'exigence de cette dernière condition : atteinte au droit d'autrui, aurait justement pour conséquence de ne pas faire considérer la traite des majeures consentantes comme une opération punissable.

143. — Dans la seconde partie de son exposé, M. Feuilloy réfute une objection qu'on a dirigée contre sa doctrine et qui n'est pas en effet convaincante. On avait dit que, le fait de la prostitution n'étant pas punissable, celui de la faciliter ne saurait l'être non plus. M. Feuilloy répond très justement qu'il y a entre les deux choses une profonde différence. C'est si vrai que, par exemple, toutes les législations punissent l'excitation des mineures à la débauche, et aucune cependant n'a érigé en délit la prostitution spontanée de la mineure. De même, on admet que le fait d'exploiter abusivement le travail des femmes dans les usines et de les employer un nombre d'heures plus considérable que celui prévu par les règlements, constitue pour le patron une infraction punissable, et cependant la femme qui s'est livrée au travail excessif n'est elle-même frappée d'aucune pénalité (1).

144. — Mais si M. Feuilloy a raison de repousser

(1) Cf. M. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 2^e fascicule, p. 501 et s.

cette objection, il en est une autre qu'on peut lui adresser et qui nous semble décisive. Ce n'est pas l'impunité de la prostitution, c'est la situation faite aux tenanciers de maisons de débauche qui, dans l'état actuel de notre droit, ne permet pas d'atteindre la traite ordinaire. Aujourd'hui il est licite de tenir une maison de débauche, la réglementation administrative et la tolérance l'impliquent ; un homme peut librement embaucher des femmes pour le service de la maison qu'il exploite ; deux gérants de maisons de tolérance peuvent donc, sans nullement tomber sous le coup de la loi, échanger, se transmettre, avec ou sans le paiement d'une soulte, quelques-uns de leurs sujets.

Comprendrait-on dès lors qu'on punisse la personne qui leur sert d'intermédiaire ; que le traitant, qui a mis les deux tenanciers en rapport, ait commis un délit alors que les deux tenanciers restent indemnes (1) ?

Comme l'a très bien dit M. Garraud, dont l'avis semble avoir été partagé par les membres du Congrès de Saint-Pétersbourg, notre organisation actuelle de la prostitution, le fait que la prostitution en commun, dans des maisons spéciales, est licite, implique que le tenancier et l'intermédiaire agissant pour lui, peuvent recruter librement le personnel dont ils ont besoin ; pourvu, bien

(1) Dans cette hypothèse, le tenancier qui a reçu la femme chez lui serait tout au moins complice. Et cependant, sous le régime actuel de la réglementation et de la tolérance, il semble bien impossible de le poursuivre.

entendu, qu'aucun procédé délictueux par lui-même (fraude, violence) ne soit employé (1).

145. — A un autre point de vue encore, les rédacteurs de la loi nouvelle ont eu raison, je crois, d'intervenir au profit seulement des personnes qui demandent la protec-

(1) Or, ces circonstances de fraude ou de violence écartées, la question est bien plutôt une question de moralité, qu'une question de droit criminel. Et, alors que l'intervention des pouvoirs publics s'impose toutes les fois qu'on est en présence d'une atteinte à la liberté individuelle, elle est plus difficile à justifier en matière de morale. — Cf. sur ce point, les très judicieuses observations de M. Baumgarten, délégué hongrois à la Conférence de Paris où il a très exactement, à mon sens, précisé la mission des autorités :

« La question que nous sommes appelés à examiner, dit-il, doit être réglée, non au point de vue de la morale, mais exclusivement au point de vue du droit. J'estime qu'il est nécessaire d'insister particulièrement sur ce côté de la question, se placer à la fois à ces deux points de vue, c'est abdiquer tout espoir d'un succès pratique de notre tâche, c'est donner raison à ceux qui classent nos efforts parmi les utopies philanthropiques.

« Ce n'est pas de la morale qu'il s'agit ici, mais bien plutôt de la protection à donner au sexe faible contre l'exploitation économique de sa légèreté, de son inexpérience ou de son inintelligence. Les actions illégales dont la répression nous préoccupe doivent être rangées moins dans la classe des crimes contre les mœurs, où on les classait jusqu'à présent, que parmi les délits contre la liberté individuelle et parmi les faits d'exploitation de la femme. On ne s'en est pas toujours rendu compte, bien qu'il n'y ait pas de doute que les individus dont nous tâchons de neutraliser l'action criminelle, agissent moins pour se procurer une jouissance sexuelle que dans l'espoir de lucre et dans l'intention de s'enrichir. Le fait même que les pénalités contre le proxénétisme ne s'étendent pas en même temps à la personne qui fait un commerce immoral avec son corps, prouve que le législateur renonce au combat soutenu contre l'immoralité depuis des siècles et porte toute son attention vers la protection de la liberté personnelle. » *Livre jaune*, p. 66.

tion légale : les mineures d'une part, les majeures victimes de fraude ou de violence de l'autre. En effet, une disposition répressive visant la traite des majeures consentantes aurait soulevé, comme nous venons de le voir, toute la question de la réglementation. Il serait impossible, dans une législation pénale homogène, de punir le recruteur d'une maison de débauche dont le tenancier échapperait à toute répression. Pour édicter une semblable pénalité, il fallait donc, de toute nécessité, supprimer en même temps le régime de la tolérance. Or, si des hommes éminents soutiennent avec ardeur que la réglementation ne présente que des inconvénients, leurs théories sont vivement discutées soit au point de vue médical, soit au point de vue de l'ordre social. Au milieu des controverses soulevées par cette question, la loi dans ses dispositions urgentes, indispensables pour remédier à la situation navrante des vraies victimes de la traite, aurait pu longtemps se faire attendre (1). Je crois donc

(1) C'était même, pour les promoteurs de la loi, une cause d'inquiétude des plus sérieuses que de se demander, si, à l'occasion de ce texte sur la traite, la partie socialiste de la Chambre, ne soulèverait pas la question si complexe et si discutée de la prostitution. — S'il en avait été ainsi, le vote sur le projet du gouvernement aurait sans doute été retardé indéfiniment. Il faut peut-être d'autant plus se féliciter du vote rapide de la loi nouvelle que peu après une affaire qui fait encore grand bruit (l'affaire Forissier), vint attirer l'attention sur la police des mœurs et donner une nouvelle énergie aux attaques dirigées contre le régime actuel. Voyez le Compte rendu de la séance tenue le 20 mai 1903 par la 2^e commission du conseil municipal de Paris sur les réformes dont la police des mœurs est susceptible et aussi les intéressantes déclarations de M. Lépine, journal *Le Temps* du 24 mai 1903.

que la loi du 4 avril 1903 a bien fait de se contenter d'un premier pas vers le bien, du point sur lequel tout le monde est d'accord. Il semble que c'est seulement si une nouvelle organisation de la prostitution condamnerait le fait de tenir une maison de débauche, qu'on pourrait songer à punir le recrutement de femmes majeures et pleinement consentantes (1).

La loi nouvelle paraît suffire pour protéger les victimes vraiment intéressantes, elle atteint notamment le fait, difficile à poursuivre autrefois, qui consiste à entraîner, sous le prétexte d'une position honnête, une jeune fille à l'étranger. Nous avons vu (2) précédemment, que souvent l'auteur de semblables faits restait impuni sous l'empire des dispositions du Code pénal.

146. — Cette troisième et dernière condition du délit (minorité de la victime ou consentement vicié s'il s'agit d'une majeure) soulève une difficulté : à quelle loi devra-t-on se référer pour savoir si la victime était majeure ou mineure (3) ? La victime, par hypothèse, a librement consenti, le traitant échapperait donc à toute pénalité si la jeune fille était majeure ; le ministère public s'efforcera

(1) Voyez, dans le même sens, la dissertation de M. Honnorat *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 514, qui estime que la traite des majeures consentantes ne doit pas être punie.

(2) Ci-dessus, p. 65.

(3) La preuve de la minorité se fera conformément au droit commun, en général par l'acte de naissance, à défaut, par les moyens ordinaires d'information.

donc de démontrer qu'elle n'avait pas atteint l'âge de la majorité au moment où les actes prétendus délictueux ont été commis. Pas de doute sur un point : c'est à l'âge de la majorité civile qu'on devra se référer et non pas à l'âge de seize ans que la loi pénale prend en considération. Le numéro 2 du nouvel article 334 ne le dit pas expressément, mais évidemment il entend viser la minorité de 21 ans, mentionnée expressément dans le numéro 1 du même article. Cette solution est d'ailleurs conforme au vœu émis par la Conférence de Paris (disposition B du projet de protocole de clôture), en ces termes : « Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile » (1).

147. — Mais, à supposer que toutes les législations suivent cette indication et prennent pour l'âge de la majorité en matière de traite l'âge de la majorité civile, la difficulté n'en apparaîtra pas moins car la majorité civile n'est pas la même dans tous les pays. En Europe, elle est généralement fixée à 21 ans, mais la Suisse, par exemple, a adopté l'âge de 20 ans. Si nous supposons donc qu'une jeune Suissesse, ayant plus de 20 ans mais moins de 21, ait été embauchée en France, puis que le proxé-

(1) On pouvait d'autant moins songer à appliquer ici l'âge de la majorité pénale (16 ans) que cet âge concerne le *coupable*, non sa *victime*. Le Code pénal parfois prend bien en considération l'âge de la victime. Mais cet âge est essentiellement variable : 13 ans (art. 331), 15 ans (art. 332), etc...

nète soit poursuivi dans un troisième pays, il faut déterminer à quelle loi on devra faire appel pour résoudre la question de majorité ? On peut s'attacher à la loi nationale de la victime (dans l'hypothèse, la loi suisse) ou à la loi du lieu où l'acte a été commis (la loi française) ou enfin à la loi du tribunal saisi (1).

Sur ce point, la Conférence de Paris ne nous fournit pas de solution, et c'est volontairement. Nous trouvons, en effet, dans le rapport de la commission de rédaction, la raison du silence gardé par la Conférence sur la question qui nous occupe : « Les articles 1 et 2, lit-on dans ce rapport, supposent que l'on doit distinguer les mineures et les majeures, sans indiquer à quoi l'on s'attachera pour faire la distinction. Cela sera la tâche de chaque législation ou de chaque jurisprudence ; il était impossible de se prononcer d'une manière précise sans soulever des difficultés presque inextricables (2). Tout ce que nous

(1) Il ne semble pas en effet que l'on puisse, à aucun titre, faire application au traitant de sa loi nationale, si elle se trouvait distincte de trois autres. Voyez sur ce point et ceux qui suivent la thèse de M. Maurice Bernard, *Des conflits de souverainetés en matière pénale*.

(2) On peut se demander si la Conférence n'aurait pas bien fait d'indiquer son désir que chaque législation pénale fixât le même âge, comme époque de minorité, en ce qui concerne le délit spécial de la traite et, par exemple, puisque l'âge de 21 ans est presque unanimement admis, la Conférence n'aurait-elle pas pu proposer de l'adopter universellement ? Les législations divergentes n'auraient peut-être pas estimé qu'une légère modification (conforme au désir de la Conférence) de leur droit sur ce point, constituerait un véritable bouleversement de leur régime légal ; elles auraient peut-être adopté l'âge de 21 ans pour le délit de la traite (nous avons vu que

pouvons dire, c'est que le désir de la Conférence est que l'âge de la majorité soit aussi retardé que possible..... Tout ne sera pas terminé par l'adoption de cette règle, puisque, en présence de la divergence des législations civiles sur l'âge de la majorité, on pourra se demander s'il faut s'attacher à la loi nationale de la victime, à la loi de son domicile ou à la loi du lieu où l'infraction est poursuivie. *Il ne nous appartient pas de trancher ces difficultés.* »

148. — En revanche, M. Renault, l'auteur du rapport précité, nous donne son opinion personnelle dans l'article qu'il a consacré à la traite des blanches (1) : « J'estime, dit-il, qu'il n'y a pas lieu de faire intervenir ici l'idée de statut personnel, comme quand une question de capacité est en jeu, spécialement, si on suppose qu'une poursuite a lieu en France à raison de l'embauchage d'une fille étrangère, la question de savoir si elle est mineure ou majeure, sera tranchée d'après la loi française ; pour un fait commis en France, les éléments de l'infraction doivent être recherchés suivant la loi française exclusivement ; nous protégeons contre des faits délictueux toutes celles que nous considérons comme mineures sans tenir compte de leur nationalité : tel est du moins le principe

la Suisse, l'un des rares pays qui ne fixent pas la majorité civile à 21 ans, est très sévère en matière de traite ; elle aurait donc pu adopter l'âge généralement admis comme celui de la majorité) ainsi tout conflit aurait disparu.

(1) *Op. cit.*, p. 17.

que je regarde comme seul admissible en l'absence de texte. »

Remarquons tout d'abord que, dans l'exemple choisi par l'éminent professeur, la loi qu'il déclare applicable a une double qualité : c'est à la fois la loi du tribunal saisi (M. Renault suppose que la poursuite a lieu en France), et la loi du lieu où le délit a été commis (l'auteur suppose que les actes ont eu lieu en France). Il est vrai que ce cumul sera chose normale, car, d'après les règles de compétence généralement admises, une juridiction ne sera compétente que si des actes délictueux ont été accomplis sur le territoire du pays dont elle relève. Pour prendre un exemple, la juridiction française ne sera en principe compétente que si des faits de traite ont été commis en France et alors la loi du tribunal saisi se trouve bien être en même temps la loi du lieu où les actes se sont accomplis.

Quand on repousse l'application de la loi nationale de la victime, il est cependant utile de préciser à laquelle de ces lois on entend donner la préférence, parce qu'il peut arriver qu'elles ne coïncident pas. Pour nous en tenir aux règles du droit français, on sait qu'un Français peut être poursuivi en France pour un délit accompli à l'étranger, quand le fait est puni par la législation du pays où il a été commis (art. 5, 2^e al., C. instr. crim.). Si donc un Français a embauché une jeune fille de nationalité belge en Suisse et l'a livrée en Suisse à la prostitution, il pourra être poursuivi en France. Mais alors la question s'élèvera

de savoir si la majorité de la victime doit être appréciée d'après la loi suisse (loi du lieu où l'acte a été commis) ou d'après la loi française (loi du tribunal saisi).

149. — S'il fallait choisir entre ces deux lois, c'est à la loi du lieu où les faits ont été commis que nous serions portés à donner la préférence. L'application de la loi du tribunal, prise en cette seule qualité (1), ne nous semble pas en effet pouvoir se justifier par des considérations vraiment rationnelles ; c'est en quelque sorte une loi de hasard. Toutefois, on pourrait invoquer en sa faveur un motif d'utilité pratique ; la compétence de cette loi serait la seule solution ayant pour effet de ne pas soulever la question si controversée du renvoi (2). En effet, dans les autres systèmes, la loi applicable se trouve être une loi étrangère ; et alors on doit se demander si c'est *la loi positive étrangère* fixant l'âge de la majorité en matière de traite dont on doit faire l'application, ou si c'est à *la théorie de droit international* de ce pays étranger qu'on est renvoyé. Si c'est à la théorie du droit international, comme cette théorie renvoie possiblement à la disposi-

(1) Voyez cependant en faveur de cette loi la thèse de M. Maurice Bernard, *Des conflits de souverainetés en matière pénale*, notamment p. 4.

(2) On pourrait dire aussi que cette solution présente l'avantage de faire appliquer au juge sa propre loi, qu'il connaît bien. Mais en cette matière, l'application de la loi étrangère consistant simplement à savoir à quel âge cette loi étrangère fixe la majorité des victimes de la traite, ne serait pas de nature à soulever des complications.

tion d'une troisième loi, on peut arriver à tourner dans un cercle vicieux (1). Nous ne voulons pas entrer dans le détail de cette discussion, qui nous entraînerait en dehors des bornes de cette étude, disons seulement, qu'à notre sens, il faut entendre le renvoi, comme renvoi à la loi positive étrangère, et si, par exemple, on doit appliquer la loi suisse, il n'y a pas lieu d'examiner quelle est la conception du droit international suisse : il faut simplement déclarer que la victime est arrivée à la majorité au point de vue qui nous occupe, depuis l'âge de 20 ans ; et que par conséquent, la disposition du numéro 2 du nouvel article 334 est inapplicable.

150. — Mais, en cette matière, nous n'admettrions l'application ni de la loi du tribunal saisi, ni celle du lieu où le fait a été commis ; et, bien qu'il soit singulièrement audacieux d'abandonner la solution préconisée par M. Renault, malgré l'autorité qui s'attache à son nom et malgré l'interprétation quasi-officielle qu'il peut donner des résolutions de la Conférence à raison du rôle qu'il y a joué, c'est à loi nationale de la victime que nous donnerions la préférence. Voici en effet la considération que l'on peut faire valoir en sa faveur. La raison qui a décidé la Conférence de Paris à adopter l'âge de la majorité en matière de traite, nous est indiquée par M. Renault lui-même, dans son rapport au nom de la commission de

(1) Sauf à s'en tenir, comme le proposent un peu arbitrairement les partisans du renvoi, à un seul renvoi.

rédaction (1) : « La fille qui est considérée comme mineure et par suite incapable de contracter un engagement pécuniaire valable, doit assez naturellement, dit-il, être considérée comme ayant besoin d'être protégée contre un acte par lequel elle dispose de sa personne. » La solution donnée par la Conférence est donc fondée, et c'est très rationnel, sur l'idée du développement intellectuel ou moral de la victime qui la fait présumer apte ou non à comprendre la portée de ses actes et à disposer de sa vie. Or ce développement dépend essentiellement des pays et des climats ; il est donc juste que ce soit à la loi du pays auquel la femme appartient qu'on s'en rapporte pour fixer le critère de cette présomption. C'est la solution consacrée en matière de capacité civile, et la capacité en notre matière s'en rapproche, tant par l'identité de l'âge fixé, que par les motifs qui l'a fait adopter (2).

151. — Qu'il nous soit permis, en outre, de signaler un inconvénient du système consistant à s'en référer à la loi du lieu où l'acte a été commis pour décider si la victime était majeure ou mineure, inconvénient auquel on ne semble pas avoir songé. Comme nous l'avons vu, la traite est un délit essentiellement international, en ce

(1) *Livre jaune*, p. 182.

(2) Voyez le passage précité du rapport de M. Renault au nom de la commission de rédaction. Il ne conviendrait pas d'ailleurs de faire un rapprochement trop étroit entre les lois pénales et les lois sur l'état et la capacité. — Voyez, sur le développement de cette idée, la thèse précitée de M. Maurice Bernard, p. 71 et s.

sens qu'il se commet presque toujours sur le territoire de plusieurs Etats. Avec cette théorie, la solution — condamnation ou absolution — ne dépendra d'aucune considération rationnelle ; c'est une question de pur hasard qui décidera. Si, par exemple, les actes de traite concernant une jeune fille de 20 ans et demi ont été accomplis à la fois sur le territoire suisse et sur le territoire français, tout sera subordonné au point de savoir où le proxénète sera poursuivi. Poursuivi en France, il sera condamné, il a en effet commis en France des faits de traite relatifs à une personne considérée par la loi du lieu comme une mineure ; — poursuivi en Suisse, l'application des mêmes principes le fera acquitter (1).

152. — Et il faut bien saisir toute la portée de cette anomalie ; acquitté dans un pays, le traitant ne pourra pas être poursuivi dans un autre. C'est tout au moins ce que décide formellement la loi nouvelle pour la France (2),

(1) L'hypothèse ci-dessus est donnée simplement à titre d'exemple pour montrer les inconvénients du système ; nous n'avons pas eu, par suite, l'intention d'en affirmer l'exactitude dans tous les détails. Il est certain notamment que si l'avant-projet du Code pénal suisse est promulgué, un acquittement ne saurait intervenir en Suisse, l'article 118 punissant l'acte de celui qui aura engagé une fille pour une maison de prostitution, ou l'aura négociée à une de ces maisons alors même qu'elle serait majeure.

(2) *Art. 4.* — Modifiant ainsi le paragraphe 3 de l'article 5 du Code d'instruction criminelle :

« Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa

et il y a tout lieu de penser que des dispositions absolument analogues seront prises à l'étranger pour se conformer aux principes d'équité dont la Conférence de Paris a demandé la consécration (1). La condamnation du proxénète, ou son acquittement définitif, dépendra donc uniquement de ce fait de pur hasard que la condamnation la première intervenue aura été prononcée dans un pays et non dans le pays voisin. Résultat regrettable par lui-même, sans qu'on ait besoin de prévoir l'hypothèse peu vraisemblable où un traitant s'efforcerait de se faire poursuivre dans l'un des pays, pour s'y faire acquitter et se couvrir ainsi, à l'égard des tribunaux répressifs étrangers qui, sans cela, auraient pu le condamner.

peine ou obtenu sa grâce. »

Art. 5. — Ajouté à l'article 7 du Code d'instruction criminelle :

« Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France, si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce. »

(1) Cf. ce passage du rapport de la commission de rédaction :

« Il est toutefois un point sur lequel nous croyons devoir appeler l'attention dans ce rapport.

« Les infractions prévues étant commises sur plusieurs territoires pourront donner lieu à des procédures suivies simultanément en divers pays. Un même individu pourra être ainsi condamné pour le même fait par plusieurs juridictions. Il y a lieu de se préoccuper de cette situation, quel que peu intéressants que soient les tristes personnages dont il s'agit. La justice est due à tout le monde et la maxime *non bis in idem* paraît répondre à un sentiment impérieux d'équité. Là où la législation est insuffisante pour lui donner satisfaction, il serait à désirer qu'elle fût modifiée. Si nous exprimons en ce sens un vœu qui, évidemment, est d'une portée générale, c'est que, par la nature même des infractions dont nous avons à nous occuper, le cas est de nature à se présenter plus souvent. »
Livre jaune, p. 187.

La théorie qui nous paraît la plus rationnelle (application de la loi nationale de la victime) se trouve en défaut quand la victime est *heimatlos* ; faute de patrie, pas de loi nationale à laquelle on puisse faire appel. — Mais l'idée même qui nous a fait préférer cette loi nationale, nous pousse à la remplacer ici par la loi qui semble la plus apte à apprécier le développement intellectuel de la jeune fille (1) : la loi de son domicile (2).

153. — Ajoutons, pour terminer, que les principes précédemment exposés pourront être mis en échec, dans certains cas, par l'intervention d'une théorie importante de droit international, celle de l'ordre public. Si nous supposons, par exemple, un pays où la majorité civile est fixée à un âge très jeune, douze ans par hypothèse, c'est-à-dire à une époque où la jeune fille, quelle que soit sa précocité, est certainement incapable de discerner la gravité de l'engagement sollicité par le traitant, nous serons en droit devant un tribunal français de soutenir qu'exceptionnellement la loi étrangère ne doit pas re-

(1) On pourrait aussi songer, la loi nationale rationnellement applicable faisant ici défaut, à s'inspirer de ce qu'on est convenu d'appeler le droit commun législatif, et à adopter l'âge de 21 ans, comme celui de la majorité de la victime, parce que c'est l'âge généralement fixé, celui que l'ensemble des législations ont préféré.

(2) Il convient même de remarquer que si toutes les législations adoptaient notre manière de voir et repoussaient la loi du tribunal et la loi du lieu du délit, il n'en résulterait pas que la loi nationale serait unanimement appliquée. Notamment, les tendances connues des jurisprudences anglo saxonnes donnent lieu de penser, qu'elles substitueraient à la loi nationale, la loi du domicile de la victime.

cevoir son application. Sur ce point, la législation de ce pays n'est plus en communauté internationale avec la nôtre, notre ordre public est intéressé à ce que nous n'en tenions pas compte ; et une condamnation pourra intervenir par application du numéro 2 du nouvel article 334 bien que, d'après sa loi nationale, la jeune fille librement consentante soit majeure.

154. — Si la question de la minorité demandait d'assez amples développements, nous serons très brefs sur la situation des femmes majeures, et nous renvoyons aux principes ordinaires pour la détermination de ce qu'il faut entendre par fraude ou violence. Pratiquement, la fraude consistera surtout à embaucher une femme sous la promesse de lui procurer une place honnête, alors qu'on la destine à une maison de débauche.

Au Congrès de Francfort, les dames avaient demandé qu'on ajoutât aux conditions de pénalité en matière de traite, le cas où le consentement de la femme majeure est obtenu grâce à l'état de misère où elle se trouve ; la disposition aurait été complétée par ces mots : « par abus de contrainte *ou de nécessité* ». Je ne crois pas qu'il faille regretter l'absence de ces termes dans la loi nouvelle. Une disposition répressive ne doit pas prêter à l'arbitraire, et cette adjonction aurait conféré aux tribunaux un pouvoir à peu près discrétionnaire, d'autant plus que les femmes, au moment où elles entrent dans une maison de débauche, sont généralement sans ressources. L'idée

essentielle, la condition nécessaire et suffisante, c'est qu'il y ait eu contrainte, or cette condition est reproduite aussi bien dans les résolutions de la Conférence de Paris que dans la loi du 4 avril 1903 (n° 3 de l'art. 334).

On a déclaré (1) que c'était insuffisant, que ces termes atteignaient seulement la contrainte par action, non la contrainte par omission, c'est-à-dire la violence indirecte, la réduction à merci de l'être humain par la suppression de ses moyens de résistance, la prise par la famine. Ces critiques ne me paraissent pas fondées ; il me semble qu'une contrainte indirecte, résultant de l'abus de la misère d'une femme souvent préparée par l'astuce du traitant, tomberait parfaitement sous le coup de la disposition concernant *tous les autres moyens de contrainte*. Mais si cette condition de contrainte n'était plus exigée nous reviendrions à peu de choses près au système qui punit la traite des majeures sans distinction et que les rédacteurs de la loi nouvelle n'ont pas voulu consacrer.

Ajoutons toutefois que notre conception a été repoussée par certaines législations : par exemple, le Code norvégien du 22 mai 1902 a fait de cette condition de misère de la femme une circonstance aggravante du délit. Le premier alinéa du paragraphe 204 est, en effet, ainsi conçu :

« Pour les délits prévus aux paragraphes 200-203 (ce

(1) Article de M. Bruneau dans le numéro de la *Revue philanthropique* de mai 1902.

sont ceux qui visent la traite), si le coupable les a commis habituellement, ou au moyen de violence, de menaces ou de ruses *ou qu'il ait exploité l'indigence* ou la faiblesse d'esprit d'une personne, la peine pourra être élevée de moitié. »

Le projet de Code pénal russe contient une disposition analogue. Le fait de profiter de l'état désespéré de la femme est assimilé à l'emploi de la violence (1).

155. — La tentative d'embauchage permettra-t-elle la poursuite? La loi nouvelle est muette sur ce point qui avait un certain temps retenu l'attention de la Conférence de Paris. A la quatrième séance, M. de Malewsky-Maléwitch demanda si le mot d'embauchage comprenait la tentative (2). M. Ferdinand-Dreyfus, au nom de la commission législative dont il était le rapporteur, déclara que non. Ses explications se terminent par ces mots : « Mais la commission n'a pas entendu prévenir la tentative. Le délit lui a paru exister dès qu'il y a entente entre l'embaucheur et la malheureuse, objet du trafic. » Il ne faudrait pas d'ailleurs en conclure que la Conférence estimait que le délit accompli devait seul être puni. Il ressort clairement des observations échangées à ce sujet qu'on a entendu laisser aux diverses législations le

(1) « ... soit en profitant de son état désespéré... » — Cf. ci-dessus, p. 79, n° 56.

(2) *Livre jaune de la Conférence*, p. 112.

soin de décider si la tentative devait être ou non réprimée (1).

Dans ces conditions, nous devons en revenir aux principes généraux de notre droit pénal pour déterminer si, en France, la tentative de la traite est punie. L'article 3 du Code pénal, conçu en ces termes : « Les tentatives de *délits* ne sont considérées comme *délits* que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi », implique qu'en notre matière la tentative ne sera pas punissable puisque la loi nouvelle ne l'a pas spécifié (2).

156. — Cette solution est-elle heureuse ? Il est permis d'en douter (3). Faute de poursuite possible dans les cas où l'offre du traitant n'aura pas été acceptée, on perdra une occasion précieuse de sévir, en cette matière où la principale difficulté consiste à connaître les faits délicieux (4). La plainte de la jeune fille qui a repoussé les

(1) Voyez notamment le passage suivant du *Livre jaune de la Conférence* (p. 112) : « M. Hoyois ne croit pas qu'il serait exact de dire que la commission s'est prononcée contre la répression de la tentative. Cette question n'a pas été discutée d'une manière approfondie. Des pays admettant, dès à présent, la punition de certaines tentatives, la commission ne pouvait décider qu'elles ne donneraient lieu à aucune répression. S'il en avait été ainsi, il y eût eu un recul sur les lois existantes, dans certains cas, du moins. » Voyez aussi la suite des observations échangées, qui traduisent toujours la même idée.

(2) Cf. *Précis* de M. Garraud, p. 137, n° 110.

(3) Dans plusieurs pays voisins et notamment en Angleterre, la tentative du même délit est punie. — Cf. ci-dessus, n° 56, p. 81.

(4) Nous rappelons pour mémoire qu'il n'est nullement nécessaire que les filles embauchées soient livrées à la débauche. Par exem-

propositions d'un proxénète aura seulement pour effet, d'attirer l'attention de la police sur l'individu coupable et de rendre une condamnation plus facile lorsqu'un acte vraiment délictueux aura été commis. Ajoutons que si des offres semblables étaient adressées à diverses reprises à des jeunes filles mineures, une condamnation pourrait intervenir bien que les offres n'aient pas été acceptées, pourvu que le traitant n'ait pas dissimulé à ses victimes le genre de vie auquel il les destinait. Le ministère public pourrait en effet poursuivre pour excitation habituelle de mineures à la débauche (art. 334 nouveau, n° 1) ; mais nous connaissons les inconvénients de cette condition d'habitude. Remarquons, toutefois à cette occasion, que le dernier alinéa du nouvel article 334 implique d'une manière certaine la possibilité d'une condamnation, sans qu'il soit nécessaire que *l'excitation habituelle* se soit réalisée en France. On pourra invoquer, pour justifier de la condition d'habitude, des faits commis à l'étranger. Voici, en effet, les termes de ce dernier alinéa : « Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents. »

157. — A côté du délit que l'on appelle à proprement

ple l'acte du traitant, qui a entraîné par fraude ou violence une fille majeure, tombera sous le coup de la loi pénale, bien que la jeune fille se soit échappée en cours de route. Il n'y a pas ici de question de tentative, le délit a été pleinement accompli.

parler la traite des blanches, la loi nouvelle prévoit et punit d'autres faits, qui s'en rapprochent : la rétention d'une femme dans une maison de débauche, le métier de souteneur. Après avoir dégagé les éléments du délit d'embauchage, il convient de dire un mot de ces autres faits délictueux. Mais, l'étude de ces faits sortant du cadre exact de notre sujet, nous nous bornerons à donner un aperçu des dispositions de la loi nouvelle, en indiquant sommairement les références des travaux préparatoires ou des discussions de la Conférence de Paris qu'il peut être nécessaire de consulter.

158. — Trop fréquemment les malheureuses victimes de la traite, une fois amenées dans les maisons de débauche, y sont maintenues contre leur gré pour que la loi du 4 avril 1903 ne soit pas intervenue. Il y a quelques années surtout, cette rétention était colorée par les tenanciers d'une apparence de légalité grâce à un procédé fort simple. Ils obligeaient les filles de leur maison à faire une série de dépenses pour leur toilette, leur nourriture etc... et ils les en débitaient ; ils devenaient ainsi leurs créanciers pour des sommes considérables, d'autant plus que les objets fournis étaient toujours comptés à un prix dix fois supérieur à leur valeur. Ce procédé remonte d'ailleurs, il est curieux de le relever, à une haute antiquité. La Nouvelle 14, *de lenonibus*, prévoit déjà le fait du proxénète qui donne des bijoux et des vêtements aux femmes dont il excite la prostitution. Pour couper court aux

abus qui en résultaient, la Nouvelle décide que le proxénète ne pourra pas reprendre les objets qu'il a ainsi livrés.

Sans même supposer une violence matérielle par laquelle on avait empêché la femme de sortir, on arrivait au même résultat en lui faisant détruire les vêtements par elle apportés. Elle ne pouvait alors quitter la maison, ainsi qu'on l'a dit (1), que nue ou voleuse d'effets. Et on a affirmé qu'autrefois la police se montrait favorable aux prétentions du tenancier. Depuis quelques années, il n'en est plus ainsi ; les instructions les plus formelles sont données aux commissaires de police et aux agents de la force publique pour prêter main-forte aux malheureuses qui veulent sortir. La rétention pour cause de dettes constituait d'ailleurs une révoltante illégalité, le patrimoine seul, et non plus la personne, répondant des obligations contractées (2).

Mais il était juste qu'une disposition répressive vint appuyer ces mesures préventives. Un grand nombre de législations étrangères avaient déjà édicté des peines contre de tels faits : l'Angleterre (3), la Belgique (4), l'Italie (5), la Norvège (6), la Suède (7), etc.

(1) Article précité de M. Bruneau dans la *Revue philanthropique* de mai 1902.

(2) Voyez, comme exemple, le fait qui s'est passé à Lyon il y a deux ans et que le *Relèvement social* a rapporté dans son numéro du 1^{er} novembre 1901 (supplément spécial).

(3) Cf. *Livre jaune*, p. 24.

(4) Cf. *Livre jaune*, p. 63.

(5) Cf. *Livre jaune*, p. 25 et surtout 26.

(6) Paragraphe 203. — Cf. *Livre jaune*, p. 27 et 88.

(7) Cf. *Livre jaune*, p. 79.

La Conférence de Paris s'était rendue compte de leur gravité et de l'intérêt qu'il y avait à les réprimer, mais le scrupule d'empiéter sur la souveraineté interne des puissances contractantes l'a décidé à ne pas prévoir ce délit dans son projet de convention. La rétention dans une maison de débauche, se produisant sur le territoire d'un pays unique, rendait en effet moins nécessaire une intervention internationale : la législation interne suffit. Aussi bien, la Conférence a expressément manifesté sa conception dans le dernier article du projet de protocole de clôture, dont voici les termes : « Le cas de rétention contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente convention parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure. »

159. — Dans ces conditions, il semblait naturel que la loi nouvelle prévît ce cas de rétention ; cependant le projet du gouvernement ne contenait aucune disposition sur ce point. C'est à la commission sénatoriale que nous devons l'adjonction du numéro 4 de l'article 334 nouveau ainsi conçu :

« 4° Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution. »

Cette disposition fut adoptée par le Sénat, malgré une assez vive opposition du Garde des Sceaux (1). Les rai-

(1) Voyez en faveur de cette disposition les rapports de M. Bé-

sons invoquées (1) par le ministre de la justice ne semblaient pas en effet décisives (2).

Les derniers mots de cette disposition : « ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution », permettront de réprimer un fait malheureusement moins rare qu'on ne le pense : le cas où un amant, voire même un frère, un mari, un père, forcent une femme à se livrer à la débauche. Le texte ainsi adopté fait passer dans notre législation pénale une disposition que le Sénat avait déjà votée en 1895 sur la proposition de M. Béranger. Cette disposition du projet Béranger, qui ne fut jamais discutée à la Chambre, était ainsi conçue :

« L'embauchage par violence ou par fraude pour la prostitution, l'emploi du même moyen pour contraindre une personne même majeure à se livrer à la prostitution,

renger au Congrès de Francfort (p. 48) et au Sénat (Annexe au procès-verbal de la séance du 6 décembre 1902, n° 395, p. 40 et s.) ; voyez aussi les discussions au Sénat citées ci-dessous.

(1) Le ministre alléguait notamment que les cas étaient rares (mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas les prévoir) ; que les mesures de police étaient suffisantes (mais cela ne semble pas exact, car si l'acte délictueux a été commis, il est juste qu'une peine soit prononcée ; la police est, au surplus, tout à fait incapable d'empêcher préventivement les faits visés par les derniers mots de ce numéro 4 qui consistent à contraindre une femme à la prostitution) ; enfin qu'une telle adjonction à la loi nouvelle aurait l'inconvénient de nous discréditer à l'étranger, en faisant croire que cette rétention était fréquente en France. Cette dernière raison ne nous aurait pas convaincu : les législations pénales les plus compréhensives et les plus sévères ne dénotent pas les pays les plus gravement atteints au point de vue criminel.

(2) Voyez ces discussions à la séance du 20 février 1903 au Sénat, *Journ. off. Débats parlementaires du Sénat*, p. 264 et s.

seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 2.000 francs. »

160. — Une réforme de la législation relative aux souteneurs était demandée depuis longtemps (1). L'article 4 de la loi du 27 mai 1885, par les conditions exigées pour prononcer une condamnation, rendait en effet les poursuites souvent impossibles. Il fallait que le prévenu eût facilité sur la voie publique la prostitution, il fallait en outre qu'il ne tirât sa subsistance que de l'exercice de ce métier. Il suffisait donc que le souteneur attende les produits de la prostitution de sa compagne ailleurs que sur la voie publique, ou encore qu'il justifie d'une profession, même peu sérieuse, pour échapper à toute répression (2). Dès 1891, un projet de loi de M. Fallières proposait de punir tous les individus ayant ou non un domicile certain, qui tirent habituellement profit du fait de faciliter la prostitution sur la voie publique. La nécessité pour la société de prendre des mesures sévères à l'égard des souteneurs est d'ailleurs universellement reconnue (3).

(1) Consultez sur ces points la thèse précitée de M. Lenoble, p. 30 et s.

(2) Voyez notamment les protestations de M. Puybaraud, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 515 et s. — Sur la réforme législative qu'il proposait dans cette communication, voyez les objections très exactes de M. Béranger, *cod. loc.*, p. 523.

(3) Voyez par exemple le projet du Code pénal russe (article B, *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 78) où nous relevons la disposition suivante : » Une personne du sexe masculin convaincue d'avoir : 1° matériellement tiré profit à titre professionnel d'une

La loi nouvelle a comblé la lacune de notre droit par une disposition qui se rapproche beaucoup du texte de la proposition de M. Fallières. Le texte modifié de la loi du 27 mai 1885 (art. 4) est ainsi conçu : « Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie publique et en partagent sciemment les profits » (1).

Au point de vue de la traite elle-même cette disposition n'est pas dépourvue d'intérêt : les souteneurs se livrant souvent au commerce des femmes.

femme adonnée à la débauche au même titre, celle-ci étant soumise à son influence ou placée sous sa dépendance..., est passible d'emprisonnement. » — Le projet belge de M. Le Jeune (art. 41) contient une disposition semblable.

(1) Comme commentaire de cette disposition, voyez le rapport précité de M. Bérenger au Sénat (Annexe 395), p. 45 et s.

CHAPITRE II

RÈGLES DE COMPÉTENCE.

161. — Après avoir ainsi précisé dans quel cas il y a délit, il faut rechercher quelle est la juridiction qui pourra connaître de la poursuite.

En principe, seront compétentes les juridictions des lieux où le délit aura été commis. Exceptionnellement, les juridictions d'autres pays pourront aussi être saisies. Nous allons d'abord examiner le cas normal, nous étudierons ensuite les exceptions.

C'est un principe de compétence absolument rationnel et universellement admis, que celui d'après lequel les juridictions d'un pays ont le droit de poursuivre la répression des actes délictueux commis dans leur ressort. Et cela, sans avoir à se préoccuper de la nationalité du coupable ou de sa victime. Un étranger, par exemple, peut aussi bien qu'un national être poursuivi devant un tribunal français pour une infraction commise en France.

Le caractère *continu* du délit de la traite, sur lequel nous avons précédemment insisté, aura donc pour effet de rendre compétents *jure loci* les tribunaux de chacun des pays sur le territoire desquels la traite aura eu lieu. Le simple passage du traitant en France emme-

nant à l'étranger sa victime embauchée dans un troisième pays, suffira notamment pour attribuer compétence aux juridictions françaises (1). Par suite, il arrivera généralement que les tribunaux de divers pays sur lesquels les opérations du traitant se sont étendues, se trouveront à la fois compétents. Cette situation n'est-elle pas de nature à soulever des conflits, convient-il de régler d'avance les rapports des diverses juridictions à ce point de vue, c'est ce que la Conférence de Paris a dû examiner.

162. — Dans le rapport rédigé par elle sur les questions soumises à la Conférence, la délégation française avait proposé l'adoption d'une série de résolutions destinées à éviter tout conflit (2). C'est au tribunal du lieu où l'arrestation a été opérée que la préférence était accordée pour des considérations pratiques. Les juridictions des autres Etats, qui pouvaient avoir commencé une instruc-

(1) Cf. le dernier alinéa du nouvel article 334 ainsi conçu : « Les peines seront prononcées alors même que les divers actes constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents. » — Cette disposition est la reproduction de celle qui termine les articles 1 et 2 du projet de convention.

Il en sera ainsi, alors même que l'acte principal, l'embauchage aurait été commis dans un pays qui ne le punit pas. Si nous supposons par exemple que cet embauchage ne soit pas puni en Roumanie, le Roumain qui dans son pays aura embauché une Roumaine pourra être condamné, s'il traverse la France, par un tribunal français, pourvu bien entendu qu'il s'agisse d'une mineure ou d'une majeure dont le consentement n'a pas été libre.

(2) *Livre jaune de la Conférence*, p. 34 et s.

tion sur la même affaire, devaient donc se dessaisir au profit de la juridiction du lieu de l'arrestation, pourvu qu'elles n'eussent pas encore prononcé une décision définitive. Elles devaient en même temps transmettre les pièces en leur possession au tribunal étranger préféré.

A défaut d'arrestation, le tribunal plus spécialement compétent aurait été celui du lieu où l'inculpé pourrait être touché par les actes de poursuite ou encore celui de son domicile. C'est au profit de ces tribunaux que les autres juridictions compétentes *jure loci*, auraient dû se dessaisir.

Ces règles n'ont pas été adoptées par la Conférence; leur complication ne correspondait pas en effet à une réelle nécessité. Le projet de convention ne contient rien au sujet de la compétence (1). Il en résulte que chacune des juridictions compétentes pourra librement suivre l'affaire. Et cette solution présente d'autant moins d'inconvénients que pratiquement les autres juridictions s'inclineront devant celle qui aura mis le traitant en état d'arrestation. Que si plusieurs tribunaux continuaient à instruire l'affaire, le mal ne serait pas grand pour autant. La seule chose que l'on doive éviter, c'est que plusieurs condamnations ne soient prononcées et exécutées pour le même fait. La commission de rédaction

(1) Ce silence a fait l'objet d'une vive discussion, M. Hoyoïs insistait en effet pour que ces questions de compétence fussent traitées. Mais la Conférence, passant au vote, décida à l'unanimité moins deux abstentions, que les règles sur la compétence ne figureraient pas dans le projet de convention.

a fort bien attiré l'attention des puissances sur la nécessité d'éviter la violation de la maxime de bon sens et de justice : *non bis in idem* (1). Et nous verrons dans un instant, qu'en France notamment, l'état du droit n'étant pas satisfaisant sur ce point, la loi nouvelle a apporté une réforme qui répond au vœu de la Conférence. Ce danger d'une double condamnation paré, il n'y avait plus d'inconvénients à laisser les diverses juridictions libres de poursuivre comme elles l'entendront.

163. — Exceptionnellement, le délit pourra faire l'objet d'une poursuite dans certains pays où aucun des actes répréhensibles n'a été commis. Cette situation exceptionnelle se présente dans deux cas : le premier, très généralement consacré dans les législations contemporaines, est celui où un délinquant est poursuivi dans sa patrie pour des actes commis à l'étranger ; le second, particu-

(1) Voici le passage du rapport : « Il est toutefois un point sur lequel nous croyons devoir appeler l'attention dans ce rapport. Les infractions prévues, étant commises sur plusieurs territoires pourront donner lieu à des procédures suivies simultanément en divers pays. Un même individu pourra être ainsi condamné pour le même fait par plusieurs juridictions. Il y a lieu de se préoccuper de cette situation, quelque peu intéressants que soient les tristes personnages dont il s'agit. La justice est due à tout le monde et la maxime *non bis in idem* paraît répondre à un sentiment impérieux d'équité. Là où la législation est insuffisante pour lui donner satisfaction, il serait à désirer qu'elle fût modifiée. Si nous exprimons en ce sens un vœu qui, évidemment, est d'une portée générale, c'est que, par la nature même des infractions dont nous avons à nous occuper, ce cas est de nature à se présenter plus souvent. » *Livre jaune de la Conférence*, p. 187.

lier au système juridique de quelques puissances, concerne les actes commis à l'étranger par un étranger. — Reprenons ces deux cas.

Dans les législations modernes, il est généralement admis qu'un national peut être poursuivi dans son pays (1), pour des infractions commises à l'étranger. C'est la solution consacrée en France. L'article 5 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu dans son alinéa 2 : « Tout Français qui, hors du territoire de France, s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis (2). »

(1) Cependant ce système n'est pas admis partout : ainsi l'Angleterre ne punit pas le fait d'un Anglais commis en dehors de l'Angleterre. La Grande-Bretagne se trouve ainsi dans une situation moins favorable au point de vue de la répression du délit de traite que les autres pays.

Cette conception d'une compétence pénale personnelle, qui permet aux tribunaux d'un pays de réprimer des faits commis en dehors de leur ressort, est évidemment moins rationnelle que la compétence pénale réelle. Sur les inconvénients qu'elle entraîne, voyez la thèse de M. Maurice Bernard, *Les conflits de souverainetés en matière pénale*, p. 80 et s.

(2) La loi nouvelle n'a pas entendu changer les règles antérieurement admises sur ce point ; voici ce qu'on lit dans l'exposé des motifs (p. 3 et 4) de la loi : « Mais cette loi ne modifie pas toutefois les règles de compétence établies par l'article 3 du Code civil et l'article 5 du Code d'instruction criminelle, soit à l'égard des infractions commises à l'étranger par des Français, soit à l'égard des infractions commises par les étrangers sur notre territoire ou à l'étranger. » Et plus loin : « Ces règles (concernant les délits commis par des Français à l'étranger) ne sont pas modifiées par l'insertion dans ce projet de la disposition dont s'agit ; le fait que la loi nou-

A raison des engagements que prendront, à la suite de la Conférence de Paris, un grand nombre de puissances, dans la plupart des cas la condition exigée par le deuxième paragraphe de l'article 5 sera remplie. Le fait sera prévu et puni par la législation du lieu où il aura été commis et, par conséquent, le Français qui se sera rendu coupable du délit de traite à l'étranger pourra être poursuivi en France.

D'autres conditions de formes sont imposées par l'alinéa 4 du même article : il faut que ce soit le ministère public qui poursuive, et il ne peut lui-même agir que sur une plainte de la partie lésée ou sur une dénonciation officielle du pays où le délit a été commis. Il faut enfin (art. 5, dernier alinéa) que l'inculpé soit de retour en France (1).

164. — Ce système qui, en raison, peut être discuté, est surtout utile par suite du principe généralement admis de la non-extradition des nationaux (2). Si nous suppo-

velle attribue compétence à nos tribunaux alors qu'un seul des éléments constitutifs de l'infraction se sera accompli sur notre territoire, a pour effet d'étendre simplement les cas où les règles de l'article 5 du Code d'instruction criminelle reçoivent leur application. »

(1) Des règles plus simples sont suivies en d'autres pays. Ainsi, en Autriche, d'après les paragraphes 36 et 235 du Code pénal, un sujet autrichien est passible de peines pour des faits qui, par le droit autrichien, sont considérés comme crimes, délits ou contraventions, que ces faits aient eu lieu en Autriche ou à l'étranger. *Livre jaune*, p. 49.

(2) Principe dont la valeur législative est vivement contestée. —

sons, en effet, qu'un Français commette le délit de traite à l'étranger, puis se réfugie en France, il échapperait à toute répression sans la disposition de l'article 5. Le pays où le délit a été commis n'obtiendrait pas son extradition de la France, puisque le coupable c'est l'un de nos nationaux. Mais il pourra être poursuivi et jugé en France.

Le système répressif se trouve ainsi à peu près complet. Généralement le traitant sera arrêté et poursuivi dans l'un des pays où la traite se sera accomplie. Si par hasard le proxénète échappe à ces diverses juridictions et se trouve sur le territoire d'un des Etats contractants, alors de deux choses l'une, ou bien il sera jugé par les tribunaux de cet Etat parce qu'il en est le national, ou bien il sera extradé à l'un des pays qui le réclament parce que le délit a été commis sur leur territoire. Il ne convient pas de s'arrêter à l'hypothèse prévue par M. Hoyoïs (1) : celle où le gouvernement sur le territoire duquel le délit a été commis, ne demanderait pas l'extradition. On ne peut pas supposer qu'une des puissances représentées à la Conférence de Paris, avisée par l'Etat qui tient le coupable, se désintéresse du fait commis sur son territoire (2). Cette négligence est aussi invraisemblable que celle qui consisterait pour un Etat à ne pas poursuivre

Cf. M. Maurice Bernard, *Les conflits des souverainetés en matière pénale*, p. 92 et s.

(1) *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 152.

(2) Cf. M. Renault, *op. cit.*, p. 29.

les faits de traite commis sur son territoire ; dans l'un et l'autre cas, il n'y aurait aucun moyen de contraindre le gouvernement intéressé à agir.

165. — Mais il est des cas où réellement la poursuite sera impossible. C'est d'abord le cas où le coupable se trouverait sur le territoire d'une puissance qui se refuserait à l'extrader parce qu'elle ne punit pas la traite. Ici encore, il n'y a pas autre chose à faire qu'à s'efforcer d'obtenir de ces gouvernements une réforme du droit pénal.

Il y aura encore généralement impunité dans une hypothèse où cependant le traitant se trouve sur le territoire d'un pays qui réprime l'embauchage en vue de la prostitution. C'est le cas où le fait a été commis dans un pays où la traite n'est pas un délit ; dans ce cas, l'Etat sur le territoire duquel se trouve le proxénète ne pourra pas poursuivre, parce que les faits ont été commis par un étranger dans un pays étranger. Telle est du moins la théorie admise en France (1) et dans la plupart des législations. Et, d'autre part, l'extradition ne peut être dans ce cas d'aucun secours, d'abord parce qu'elle ne sera pas demandée et ensuite parce qu'elle n'aboutirait pas à une condamnation, le pays sur le territoire duquel l'acte a été commis ne punissant pas la traite par hypothèse (2).

(1) Argument *a contrario* de l'article 7 du Code d'instruction criminelle.

(2) Dans un autre cas, la répression sera impossible à raison des principes admis en Angleterre et que nous avons précédemment indi-

166. — Un pays punissant la traite peut donc posséder sur son territoire un individu qui s'est notoirement rendu coupable de ce délit, mais dans des régions où l'embauchage n'est pas prévu, et les tribunaux sont désarmés à son égard. C'est pour remédier à cette situation qui a paru choquante, que certaines législations ont décidé de réprimer la traite, alors même qu'elle aurait été pratiquée par un étranger en dehors de leur territoire. L'article 7 du projet de Code pénal suisse est notamment ainsi conçu :

« Sera puni d'après les dispositions du Code pénal suisse, *tout étranger* qui a commis à l'étranger le délit de traite des blanches pourvu qu'il ait été arrêté en Suisse et qu'il ne soit pas extradé. »

Une solution semblable est donnée par le nouveau Code pénal norvégien. Voici les termes du paragraphe 12 :

« La loi pénale norvégienne s'applique, sauf les exceptions spécifiées par la loi ou stipulées par des conventions internationales, aux actions commises : 4° à l'étranger par un étranger, si l'action... est prévue aux paragraphes 202, 223-225 de ce Code (ce sont les textes visant la traite). »

qués : un Anglais a commis le délit d'embauchage en vue de la prostitution sur le continent, puis il se réfugie en Angleterre ; il ne peut pas être poursuivi dans son pays et il ne sera pas extradé bien qu'en principe le Royaume-Uni admette l'extradition des nationaux, parce que la clause contraire est insérée dans les conventions d'extradition passés par cette puissance. — Cf. M. Renault, *op. cit.*, p. 29 et 30.

Le Code pénal autrichien permet aussi « d'atteindre tous les étrangers qui se sont rendus coupables, d'après le droit autrichien, du crime de proxénétisme, que le fait ait eu lieu en tout ou partie à l'étranger » (1).

167. — En suivant ici l'opinion émise par M. Renault (2), nous estimons que ces dispositions sont tout à fait exorbitantes ; on ne sait à quel principe de compétence les rattacher. Généralisé, ce système présenterait les inconvénients les plus graves : un individu qui s'est livré dans son pays à des actes absolument licites pourrait se voir condamner à ce propos dans un pays qu'il traverserait par la suite ; ce sont là des solutions difficiles à admettre. Nous avons vu qu'en matière de délit la législation pénale française les a repoussées : l'article 5, § 4, du Code d'instruction criminelle exigeant que le fait soit puni à l'étranger pour qu'il puisse faire l'objet d'une poursuite en France. Tout au plus, pourrait-on concevoir qu'un pays tiers intervienne, lorsque la victime du délit qu'il veut réprimer est un de ses nationaux. Je suppose, par exemple, qu'une jeune Suissesse a été embauchée et livrée à la prostitution par un étranger dans un pays autre que la Suisse ; on pourrait admettre que si la Suisse arrête le proxénète sur son territoire, elle puisse lui infliger une peine. Mais, même ainsi restreinte, cette conception qui nous montre une nouvelle face de la compé-

(1) *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 19.

(2) *La Traite des Blancs*, p. 20.

tence pénale personnelle, est difficile à adopter. Elle est encore plus contestable et contestée que celle qui consiste à permettre aux tribunaux d'un pays de prononcer des condamnations contre leurs nationaux pour des faits commis en dehors de leur ressort (1).

(1) Cf. M. Renault, *La traite des blanches*, p. 30. — M. Maurice Bernard, *Des conflits de souverainetés en matière pénale*, p. 75 et s.

CHAPITRE III

RÈGLES PARTICULIÈRES CONCERNANT LA POURSUITE DU DÉLIT NOUVEAU ET ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DE PARIS.

168. — Ainsi que nous venons de le voir, la répression de la traite ne peut être sérieuse qu'avec un régime d'extradition largement organisé (1). Souvent, en effet, le délinquant sera arrêté dans un pays où aucun acte de traite n'a été commis et dont il n'est pas le national. Il faut qu'il soit livré par cet Etat aux juridictions soit du lieu où les faits se sont accomplis, soit même du pays dont il est le national (2). La nécessité se faisait donc impérieusement sentir en cette matière, de combler les lacunes précédemment signalées (3), relatives à l'extradition. Aussi la Conférence de Paris a inséré dans son projet de convention une disposition ainsi conçue (art. 5) :

« Les infractions prévues par les articles 1 et 2 se-

(1) Un projet de loi relatif à l'extradition est soumis actuellement au Sénat. — Cf. M. Renault, *La traite des blanches*, p. 32 et note 1. Un projet sur l'extradition des malfaiteurs avait déjà été soumis au Sénat le 2 mai 1878.

(2) Sur l'extradition dans le droit pénal actuel, voyez le *Précis* de M. Garraud, p. 140 et s., n^{os} 92 et s.

(3) Cf. ci-dessus, p. 99 et s., n^o 73.

ront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties contractantes. »

Par cette clause, la conférence de Paris (1) a simplifié les procédés auxquels on aurait dû avoir recours pour atteindre le but qu'elle cherchait (2). Le système auquel on devait songer tout d'abord, c'était de compléter toutes les conventions d'extradition précédemment signées entre les divers Etats par des clauses additionnelles : les clauses auraient mentionné la traite comme délit nouveau donnant lieu à extradition (3). Grâce au procédé adopté par la Conférence, la signature de la convention entraînera de plein droit cette adjonction. Mais cet article 5 a seulement pour effet, et il ne pouvait pas en avoir d'autre, de supprimer la nécessité de ces conventions additionnelles, il laisse subsister les autres formalités exigées en cette matière. Dans beaucoup de pays, en effet, le gouvernement n'est pas autorisé à passer des conven-

(1) Sur ces questions concernant l'extradition, voyez M. Renault, *La traite des blanches*, p. 24 et s. ; *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 154, 162 et 185.

(2) Cette innovation ingénieuse est due à M. de Polnes, délégué hongrois.

(3) On ne voulait pas en effet passer une convention générale d'extradition avec tous les pays signataires des résolutions de la Conférence, parce que ce traité collectif d'extradition se serait appliqué à des pays en qui on n'avait pas une confiance suffisante. Il était donc prudent de ne permettre l'extradition qu'entre les nations qu'une précédente convention d'extradition liait déjà.

tions d'extradition ; il lui faut l'agrément du pouvoir parlementaire. Il en est ainsi notamment en Suisse, en Belgique, dans les Pays-Bas, en Angleterre où une loi énumère limitativement les faits permettant l'extradition. Dans ces pays, il va de soi que la convention signée par les puissances serait insuffisante pour permettre l'extradition. Les gouvernements ne pourront adhérer à la convention qu'après avoir obtenu l'autorisation du Parlement.

Nous n'avons pas à rechercher ici comment cette approbation doit intervenir ; s'il est nécessaire d'obtenir le vote d'une loi spéciale ou si l'approbation de la convention contenant l'article 5, ne serait pas suffisante par elle-même, parce qu'elle impliquerait une modification à la loi d'extradition, c'est affaire de droit interne de chaque pays. Chaque gouvernement devra se mettre en règle avant de signer la convention. Il semblait inutile de l'indiquer, la convention étant sans pouvoir pour modifier les règles constitutionnelles des puissances contractantes. Mais, certaines difficultés ayant été soulevées (1) par quelques membres de la Conférence, la disposition suivante fut insérée à la fin de l'article 5 :

« Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législations respectives les mesures nécessaires. »

(1) Cf. *Livre jaune*, p. 154.

Cet alinéa, adopté par la Conférence à titre de transaction, n'était certainement pas nécessaire.

169. — L'article 5 ne parle que des *conventions déjà existantes*, il va de soi que, dans les traités d'extradition passés à l'avenir entre les Etats signataires, le délit de traite sera compris expressément (1).

M. Renault (2) fait remarquer que l'article 5 ne constitue pas une convention d'extradition se suffisant à elle-même, ce n'est qu'un complément de conventions préexistantes. Et cette constatation a des conséquences intéressantes : d'abord, si plus tard l'une des conventions d'extradition liant deux Etats était dénoncée, la clause additionnelle tomberait par cela même. En second lieu, si l'on suppose deux Etats signataires de la convention nouvelle entre lesquels n'existe pas de conventions préexistantes d'extradition, l'article 5 n'aura pas pour résultat de faire naître *ipso facto* une obligation d'extradition pour les infractions dont il s'agit. Il faudra passer une convention expresse à ce sujet. Enfin, toutes les stipulations contenues dans les conventions préexistantes s'appliqueront aux nouvelles infractions. Ainsi on s'est demandé si la tentative d'embauchage pouvait donner lieu à l'extradition, quand une puissance qui punit la ten-

(1) C'est ce qui est dit dans le rapport de la commission de rédaction, *Livre jaune*, p. 485.

(2) *Op. cit.*, p. 24.-- Nous en reproduisons les termes presque textuels.

tative réclame le délinquant. Il faut répondre que l'extradition sera possible si la convention passée antérieurement prévoit la tentative (et si bien entendu le pays requis punit la tentative d'embauchage).

170. — Le coupable une fois livré aux juridictions qui peuvent connaître du délit, celles-ci, à raison toujours du caractère cosmopolite de l'infraction, peuvent avoir besoin d'être renseignées sur les actes du traitant dans un pays étranger. Elles pouvaient, dès avant la Conférence de Paris, avoir recours dans ce but aux commissions rogatoires (1). Mais il fallait alors suivre la voie diplomatique, c'est-à-dire que le tribunal étranger qui désirait faire procéder à une mesure d'instruction en France devait adresser la commission rogatoire à son ministre des affaires étrangères qui la transmettait à notre agent diplomatique dans ce pays. Transmise par cet agent à notre ministre des affaires étrangères, elle parvenait enfin, par l'intermédiaire du ministre de la justice, aux juridictions françaises compétentes pour exécuter les mesures d'instruction demandées : enquête, interrogatoires, etc... De telles formalités entraînaient de très longs retards, particulièrement préjudiciables en cette matière. C'est cependant ce procédé de la voie di-

(1) Même en l'absence de loi ou de traité obligeant les tribunaux d'un pays à déférer aux commissions rogatoires qui leur sont adressées, la coutume universelle était d'accepter les commissions rogatoires sous la condition de réciprocité et pourvu que leur exécution ne fut pas contraire aux lois du pays où elle devait avoir lieu.

plomatique que le traité franco-suisse du 15 juin 1869 a adopté, c'est aussi celui qu'a préféré le grand traité d'Union de la Haye du 14 novembre 1896 dans ses articles 5 à 10 (1). Les avantages de la communication directe, au contraire, ont été mis en relief par l'Institut de droit international privé, qui a préconisé ce système au Congrès réuni à Zurich en 1877.

171. — La Conférence de Paris, dans l'article 6 du projet de convention (2), n'a pas hésité à abandonner le système de la communication par la voie diplomatique. Les raisons qu'il ont fait prévaloir dans les traités n'étaient pas de mise, en effet, pour le délit spécial qui nous occupe. Ces raisons, exposées à la Conférence de Paris par le

(1) La filière qui doit être suivie dans le système de la voie diplomatique est réglementée en France par deux circulaires de 1841 et de 1891.

(2) Voici le texte de cet article : « La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente convention, s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires, continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompa-

rapport de la délégation française (1), résultent en effet du droit que chaque Etat se réserve, d'examiner si l'acte dont on lui demande l'exécution n'est pas contraire : 1° à sa loi intérieure ; 2° aux conventions qui règlent les rapports juridiques avec le pays requérant ; 3° s'il ne porte pas une atteinte quelconque à sa souveraineté ; 4° s'il n'a pas un but ou une portée politique.

Or, en notre matière, l'Etat requis n'aurait pas à examiner si la commission rogatoire peut porter atteinte à sa loi intérieure, aux conventions diplomatiques ou à sa souveraineté, puisque cette commission rogatoire a précisément pour but d'assurer l'application d'une loi promulguée aussi dans le pays requis et qui a fait l'objet d'une convention diplomatique. Le caractère très net du délit exclut en outre toute préoccupation au point de vue politique. Il est facile de donner des instructions aux tribunaux pour n'admettre la communication directe qu'en matière de délit de traite. Aucune difficulté d'appréciation ne semble devoir se soulever, car une commission rogatoire relative à des faits de traite ne saurait avoir un but ou une portée politique.

Au surplus tout danger se trouve écarté, grâce à la disposition du deuxième alinéa de cet article 6, d'après lequel copie de la commission rogatoire doit toujours être adressée à l'autorité supérieure du pays requis, en

gnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme. »

(1) *Livre jaune*, p. 36 et 37. *

même temps que l'original est envoyé directement à la juridiction compétente. De cette façon la réquisition, sans être retardée, sera soumise à la surveillance de l'autorité du pays requis comme dans le système de transmission par la voie diplomatique.

172. — A côté de la transmission directe, un autre procédé est proposé par la Conférence aux parties contractantes, c'est la communication des commissions rogatoires par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis. Ce dernier procédé a été particulièrement recommandé par un homme d'une haute compétence, M. Lardy, ministre de Suisse à Paris. Il arrive souvent, en effet, que la communication directe se heurte à un obstacle ; le tribunal requérant connaît mal la juridiction à laquelle il doit adresser sa demande. Il lui suffira alors de l'envoyer à l'agent consulaire ou diplomatique de sa patrie accrédité dans le pays où il veut obtenir des renseignements. Cet agent, se trouvant sur les lieux, saura quel est le juge compétent et la commission rogatoire se trouvera transmise sans retard sérieux. L'indication des agents consulaires à côté des agents diplomatiques a soulevé des objections (1). On a dit que les agents consulaires n'étaient pas toujours les nationaux du pays qu'ils représentent, leurs fonctions sont alors d'ordre plus spécial et ils ne sont pas toujours

(1) *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 161.

absolument préparés au service nouveau qui leur serait imposé. Mais il a été très justement répondu que la désignation des agents consulaires était cependant utile, parce que certaines nations n'ont que des agents consulaires et pas d'agents diplomatiques dans quelques pays : tel est le cas de la Suisse qui n'a en Belgique et en Hollande que des consuls. Et cette indication des consuls, qui était nécessaire, ne présentait pas d'inconvénients, car il appartient à tout gouvernement qui n'aurait pas une confiance suffisante en ses agents consulaires à l'étranger, de donner des instructions à ses tribunaux pour que, à défaut de transmission directe, les commissions rogatoires ne soient adressées qu'aux agents diplomatiques à l'exclusion des agents consulaires.

Le dernier alinéa de la disposition relative aux commissions rogatoires concerne la traduction qui doit accompagner la commission. Ce texte reproduit celui que la Convention internationale de la Haye avait adopté le 14 novembre 1896 ; il pose une règle, tout en prévoyant que les conventions particulières entre Etats pourront y déroger. En principe la commission rogatoire, quand elle ne sera pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, devra être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

173. — Ces dispositions nouvelles, concernant la transmission des commissions rogatoires, ne pouvaient s'ap-

plier qu'au délit en vue duquel la Conférence avait été réunie. Mais la commission de compétence et de procédure estima qu'à raison de leurs avantages certains il était désirable qu'elles fussent généralisées. Elle émit en conséquence le vœu (1), qui fut adopté par la Conférence (2), que *les Gouvernements s'efforcent d'étendre à toute matière pénale la simplification apportée dans la transmission des commissions rogatoires*. Il est certain que la Conférence sortait ainsi des limites de son programme ; mais elle s'est justifiée en rappelant (3) que c'était la première fois que cette matière toute pratique de la transmission des commissions rogatoires dans les affaires criminelles était l'objet des délibérations d'une Conférence internationale. Il était donc rationnel et utile de profiter des discussions approfondies dont la question avait fait l'objet entre des hommes particulièrement compétents, pour proposer de généraliser la solution adoptée en connaissance de cause pour un délit spécial.

(1) Rapport de M. Malepeyre au nom de la commission de compétence et de procédure, *Livre jaune de la Conférence*, p. 162 et s.

(2) *Livre jaune*, p. 186.

(3) Rapport de M. Renault, au nom de la commission de rédaction, *Livre jaune*, p. 186.

CHAPITRE IV

CAS OU LA POURSUITE EST IMPOSSIBLE PARCE QU'UNE SENTENCE EST DÉJÀ INTERVENUE A L'ÉTRANGER.

174. — Nous avons vu que le caractère *continu* du délit constitué par la traite avait pour effet de rendre la poursuite possible devant plusieurs juridictions ; et que la Conférence de Paris avait estimé qu'il fallait ne pas modifier cet état de choses. Elle s'est bornée à attirer l'attention des législateurs de chaque pays sur cette situation, afin que, par des mesures appropriées, on évitât les doubles condamnations prononcées pour un même fait (1). Il pourrait, en effet, très bien arriver qu'un proxénète ayant embauché des jeunes filles en Allemagne et les ayant livrées à la prostitution en France fût poursuivi à la fois devant les tribunaux allemands et devant les tribunaux français. Des considérations de justice évidentes imposent qu'après une condamnation prononcée et une peine subie dans un pays, le coupable n'encoure pas une nouvelle condamnation et ne subisse pas une nouvelle peine dans le pays voisin.

Sur ce point, qui se présente avec une particulière im-

(1) Cf. ci-dessus, n° 162, p. 206 et 207.

portance en cas de traite des blanches, mais qui n'est pas spécial à la matière, les vices de la législation française avaient été signalés depuis longtemps (1). Le système français péchait à la fois par excès d'indulgence en ce qui concernait les Français et par excès de sévérité pour les infractions commises par des étrangers (2). D'abord, pour les Français ; la disposition qui devait recevoir son application était ainsi conçue (art. 5, § 3, C. instr. crim.) : « Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger. » La solution consacrée par ce texte était excellente en principe ; si nous supposons qu'un Français ait commis un délit à l'étranger, qu'il y ait été condamné et qu'il ait subi sa peine, il ne pouvait pas être poursuivi de nouveau en France après son retour. La solution était encore équitable si le Français avait été acquitté. Mais la lacune apparaît si nous supposons que le Français condamné s'était soustrait par la fuite en France au châtimeut prononcé. Il jouissait alors d'une parfaite impunité. Aucune poursuite, d'après le texte ancien de l'article 5, ne pouvait avoir lieu, l'inculpé ayant été jugé définitivement à l'étranger. D'autre part, il ne pouvait être livré au pays dans lequel il avait été condamné, à raison du principe de la non-extradition des nationaux ; sa qualité de national empêchait aussi

(1) Voyez notamment le *Précis* de M. Garraud, p. 108, n° 91.

(2) Voyez sur ces points : M. Renault, *La traite des blanches*, p. 32, note 1.

qu'il fût expulsé par voie administrative. Enfin l'exécution de la peine prononcée à l'étranger ne pouvait pas avoir lieu en France, les autorités françaises n'ayant aucune compétence pour faire procéder à l'exécution de sentences pénales émanant de tribunaux étrangers. Une réforme sur ce point était donc nécessaire.

175. — Une autre devait aussi intervenir, mais cette fois pour atténuer les conséquences irrationnelles et peu équitables des principes admis par notre jurisprudence. En ce qui concerne les étrangers, le Code d'instruction criminelle ne prévoit pas l'hypothèse, qui peut cependant se présenter, où l'étranger condamné dans son pays est poursuivi en France pour le même fait. Il suffit pour cela de supposer que l'acte délictueux a été commis en France et que l'étranger, retourné dans sa patrie, a été poursuivi et condamné, comme cela peut se produire en France pour un Français d'après la disposition de l'article 5 du Code d'instruction criminelle. Condamné dans son pays et ayant subi sa peine, l'étranger devait se croire en règle avec la justice. Cependant, s'il revenait en France, il pouvait y être de nouveau condamné, notre jurisprudence, faute de texte, se refusant à faire application en cette matière de la règle *non bis in idem* (1). On

(1) Cour d'assises de Seine-et-Oise, 9 janvier 1883, S. 83.2.46. — Cass., 11 septembre 1873, S. 74.1.335. — Les motifs de ce dernier arrêt indiquent bien les raisons de droit qui imposaient cette solution. Voici les termes de l'arrêt : « Sur le moyen unique de cassation, tiré d'une prétendue violation de la maxime *non bis in idem* et des

ne pouvait qu'atténuer imparfaitement l'iniquité de cette solution par l'effet de la grâce (1). Le principe que la loi de 1866, dans le 3^e alinéa de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, avait appliqué aux Français, devait être étendu aux étrangers.

articles 246 et 360 du Code d'instruction criminelle, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur, Belge d'origine, pour un crime à raison duquel il avait été condamné en son pays ; — Attendu qu'il résulte, tant de la déclaration du jury que de l'arrêt attaqué, que les crimes dont le demandeur a été reconnu coupable ont été commis en France ; — Attendu que l'article 3 du Code civil, en disposant que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire, établit le principe de la souveraineté nationale, en vertu duquel le souverain s'est réservé le droit de réprimer tous les faits délictueux commis sur le territoire, alors même qu'ils l'ont été par un étranger ; — Que par suite de ce principe, la justice française peut toujours être saisie d'une poursuite dirigée contre un étranger, à raison d'une infraction pénale commise en France, et y statuer sans que son action puisse être arrêtée par les actes de la justice étrangère à raison du même fait ; — Que si la maxime *non bis in idem* s'oppose à ce qu'un prévenu soit jugé deux fois pour le même fait, cette exception ne peut s'appliquer qu'aux jugements émanés des tribunaux de la même souveraineté ; que, de temps immémorial, il est de droit public en France que les jugements rendus en pays étranger ne peuvent ni être exécutés, ni exercer aucune autorité en France, si ce n'est dans les seuls cas prévus par les articles 546 du Code de procédure, 2123 et 2128 du Code civil, et suivant les conditions prescrites par ces articles... »

La solution contraire a bien été donnée par quelques arrêts (Cf. les décisions citées par le *Répertoire* de Fuzier-Herman, V^o *Chose jugée*, n^o 1545) ; mais condamnée, ainsi que nous venons de le voir, par la Cour de cassation, elle a été rejetée aussi par la majorité des auteurs. — Cf. le *Traité* de M. Garraud, t. I, n^{os} 171 et s. ; Fuzier-Herman, *Répertoire*, V^o *Chose jugée*, n^{os} 1546 et s., et les références citées.

(1) Cette iniquité était d'autant plus manifeste que très généralement l'étranger n'avait été poursuivi dans son pays que sur la dénonciation des pouvoirs publics français et sur leur demande. C'est notamment ce qui s'est passé pour les deux arrêts cités à la note précédente.

La loi nouvelle a remédié à ces solutions regrettables dans ses articles 4 et 5. L'article 4, modifiant le paragraphe 3 de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, concerne les Français et sa disposition est ainsi conçue :

« Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce. »

Pour les étrangers, l'article 5 de la loi nouvelle, ajoutant un nouveau paragraphe à l'article 7 du Code d'instruction criminelle, édicte une disposition semblable.

176. — La réforme ainsi apportée aux articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle n'est peut-être pas aussi complète qu'elle aurait pu l'être; elle laisse subsister une lacune de détail.

Si nous supposons, en effet, que le coupable condamné par une juridiction étrangère (qu'il soit Français ou étranger, peu importe) ait accompli sa peine en partie, qu'il se soit évadé avant la fin par exemple (1), il sera condamné en France sans qu'on tienne aucun compte de la partie, peut-être très importante, qu'il a subie de sa peine. Se serait-il même évadé dans les derniers jours,

(1) Nous ne supposons pas que la non-exécution de la totalité de la peine vienne d'une décision de sursis ou d'une libération conditionnelle, car on plaiderait que la peine, *dans la mesure où elle devait l'être*, a été subie; et il est peu vraisemblable que les tribunaux français refuseraient d'entrer dans cette voie.

il ne pourra pas justifier de la condition imposée par les deux articles de la loi nouvelle et par conséquent une condamnation devra être prononcée. N'aurait-il pas été plus équitable de tenir compte de la portion de la peine exécutée ? Cela n'aurait pas, semble-t-il, entraîné de sérieuses complications. Il aurait suffi, par exemple, de décider que la partie de peine subie serait déduite de la condamnation prononcée en France, c'est la solution adoptée notamment par le projet du Code pénal suisse, dont l'article 8 contient la disposition suivante : « La peine partiellement subie à l'étranger par l'auteur du délit sera déduite de la peine prononcée en Suisse » (1).

177. — Les difficultés résultant de la multiplicité des juridictions compétentes pour une même opération de traite se trouvent donc très simplement et élégamment résolues. Tout tribunal compétent soit *ratione loci* parce

(1) C'est encore la solution donnée par plusieurs législations étrangères. — Voyez notamment l'article 13 de la loi belge du 17 avril 1878 qui dispose : « Toute détention subie à l'étranger, par suite de l'infraction qui donne lieu à la condamnation en Belgique, sera imputée sur la durée des peines emportant privation de liberté. » M. Garraud (*Traité*, t. I, p. 320 note 2) fait à juste titre observer que cette solution est en parfait accord avec le principe de l'imputation de la prison préventive.

Nous sommes tout les premiers à reconnaître que ce n'est là qu'un point de détail sans grande importance, non pas parce que ces coupables deux fois condamnés sont peu dignes d'intérêt, mais parce que d'abord l'hypothèse se présentera rarement et surtout parce que les tribunaux, grâce aux divers moyens qui leur appartiennent, pourront par esprit d'équité tenir compte de la partie de la peine accomplie et se montrer indulgents.

qu'un des actes du trafic a été accompli dans son ressort, soit *ratione personæ* parce que le coupable est un des nationaux de son pays, pourra poursuivre et condamner, sans qu'on ait à se préoccuper du lieu d'arrestation ou du domicile du proxénète. Exceptionnellement, la poursuite deviendra impossible, en France tout au moins, dès que l'inculpé justifiera qu'il a été définitivement jugé à l'étranger et qu'il a été acquitté ou, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine. Quand les poursuites auront été commencées simultanément (1) dans deux pays différents, la situation sera un peu plus complexe : si la décision la première rendue est un renvoi d'instance, le prévenu pourra immédiatement s'en prévaloir pour faire cesser les poursuites ; il peut en effet justifier, conformément à la loi, qu'il a été jugé définitivement à l'étranger. Mais si cette première décision est une condamnation, le prévenu, dans l'impossibilité de démontrer qu'il a subi ou prescrit sa peine, ne pourra pas arrêter les poursuites commencées par une autre juridiction. Par suite, une condamnation dans un autre pays interviendra valablement (2). Deux condamnations seront donc régulièrement prononcées. Pratiquement, celle qui

(1) La situation est la même dans tous les cas où la poursuite, commencée la seconde, l'aura été pendant que l'instruction ouverte antérieurement à l'étranger continue.

(2) On ne saurait opposer ici l'exception de litispendance, pas plus qu'on ne pourrait avoir recours à la procédure de règlement de juges ; cette procédure ne se comprend qu'en cas de conflit entre juridictions d'un même pays.

sera exécutée sera celle du tribunal devant lequel le prévenu aura comparu, car c'est cette juridiction qui a le coupable à sa disposition (1). Si par hasard la décision rendue la seconde était un jugement de renvoi d'instance, elle serait sans influence sur la condamnation prononcée d'abord qui pourrait être valablement exécutée.

Telles sont les règles auxquelles la poursuite du délit obéit, les conditions nécessaires pour qu'une condamnation soit prononcée ; il reste à étudier le jugement et ses conséquences.

(1)-Supposons qu'une autre condamnation ait été prononcée, en France par exemple, le proxénète de retour en France devra-t-il y subir cette condamnation bien qu'il ait accompli la peine prononcée à l'étranger ? Non, le délinquant arrêté reviendra devant le tribunal qui l'a condamné, et obtiendra l'application de la règle *non bis in idem*, qui ne permet pas d'infliger deux peines pour le même fait. C'est un incident d'exécution. Souvent même c'est par la voie de l'opposition que les effets du jugement rendu en France seront écartés ; généralement en effet la condamnation aura été prononcée par défaut, le prévenu, par hypothèse, comparaisant devant un tribunal étranger.

TITRE III

LE JUGEMENT

CHAPITRE PREMIER

LES PEINES.

178. — En cette matière, il faut tout d'abord rechercher quelles sont les peines encourues, et les circonstances qui sont de nature à les atténuer ou à les aggraver. Nous aurons ensuite à examiner quelques questions qui se rattachent au jugement : la communication internationale des condamnations ; la théorie de la récidive, etc...

On peut ranger en trois groupes les diverses condamnations encourues par un traitant :

1° La peine principale d'amende et de prison ;

2° Les peines accessoirement encourues, édictées par l'article 335 (interdiction de toute tutelle, etc..., interdiction de séjour) ;

3° La condamnation aux frais, à l'occasion de laquelle il faut se demander quelle est en droit et en législation la solution qui doit s'appliquer aux frais de rapatriement.

179. — La peine uniforme édictée pour les quatre délits : d'excitation habituelle de mineures à la débauche, — de traite de mineures, — de traite de majeures victi-

mes de fraude ou de violence, — enfin de rétention contre son gré d'une femme dans une maison de débauche, est de six mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à cinq mille francs, lorsqu'il n'y a pas de circonstances aggravantes résultant de la qualité du coupable (art. 334 nouveau).

Cette pénalité semble suffisante pour la majorité des cas de traite : les exemples qui se présenteront le plus fréquemment devant les tribunaux montreront les proxénètes embauchant des filles de dix-huit, dix-neuf, vingt ans, complètement dépravées déjà, pour les mener dans des maisons de prostitution. Une répression est nécessaire dans l'intérêt de la société et dans l'intérêt de ces malheureuses, dont le consentement doit être présumé insuffisant et auxquelles il faut éviter à tout prix la chute définitive à un âge où on peut encore avoir l'espoir de les relever.

Mais la peine peut paraître faible dans certains cas particulièrement révoltants, quand par exemple une malheureuse, majeure ou mineure, a été livrée de force à une maison de débauche. Nous étudierons ce point qu'il fallait énoncer ici, quand nous rechercherons quelles sont les circonstances aggravantes du délit actuel et quelles sont celles qu'on aurait dû édicter.

180. — A côté des peines principales d'amende et de prison édictées par l'article 334, d'autres sont prononcées par l'article 335 nouveau, qui est inspiré du même esprit que l'article 335 ancien,

Les peines ainsi édictées par cet article 335 sont au nombre de deux : une peine accessoire et une peine complémentaire.

1° *Peine accessoire*. — Le législateur estime que la nature des délits contre les mœurs, tels que la traite ou l'excitation habituelle de mineurs à la débauche, ne permet pas de laisser à celui qui s'en est rendu coupable l'exercice des droits qui peuvent lui appartenir comme père, tuteur, membre d'un conseil de famille, etc. L'article 335 en conséquence, prononce dans la première de ses dispositions une déchéance générale s'appliquant à tous les délinquants : « Les coupables d'un des délits mentionnés au précédent article seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'appliquent les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de cet article pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé dans le paragraphe suivant, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus. » Cette aggravation finale dans la durée de la déchéance concerne les personnes qui, soit par leur parenté ou leurs relations avec la victime, soit par leurs fonctions auraient dû être un soutien pour elle : les père, mère, tuteurs, ascendants, instituteurs, ministres d'un culte, fonctionnaires, etc. (1).

(1) Ce sont, outre les personnes nominativement indiquées par l'avant-dernier alinéa de l'article 334, celles qui sont énumérées dans l'article 333 auquel cet alinéa renvoie. Ce renvoi pourrait soulever une difficulté d'interprétation : l'article 333 en effet, après avoir

Lorsque le délit a été commis par le père ou la mère de la victime, outre l'interdiction de 10 à 20 ans, précédemment édictée, l'article 335, deuxième alinéa, prive les coupables des droits et avantages à eux accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le titre du Code civil relatif à la puissance paternelle. Le père coupable se trouve par exemple privé du droit de jouissance légale qui lui appartient sur les biens de son enfant mineur. Nous n'insistons pas sur les conséquences de cette déchéance et les controverses qu'elles ont soulevées (1), pas plus que sur les autres dispositions de l'article 335, car ce texte n'apporte pas de modifications sensibles à l'état du droit antérieur.

indiqué diverses catégories de personnes ajoute : *ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes* ; on pourrait donc se demander si l'aggravation de peine devrait être prononcée en matière de traite quand le traitant a été assisté de plusieurs personnes. Je crois qu'une réponse négative s'impose : d'abord à raison des termes dans lesquels l'article 334 renvoie au texte précédent : « Si les délits ci-dessus, dit-il, ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou *les autres personnes énumérées en l'article 333...* » Le renvoi s'adresse donc seulement à la liste des personnes contenue dans l'article 333 et non à la disposition concernant le cas de complicité. Au surplus, un argument décisif peut être tiré en faveur de cette solution des travaux préparatoires de la loi du 4 avril 1903. D'après le texte proposé d'abord par la commission sénatoriale, l'article 334 contenait une disposition aggravante pour le cas notamment où le délit aurait été commis en état d'association. Cette disposition ayant été supprimée sur la demande du Garde des Sceaux, on ne saurait la faire revivre indirectement en adoptant l'interprétation que nous repoussons.

(1) Notamment sur la question de savoir si la déchéance, qui s'applique incontestablement à l'usufruit des biens de l'enfant victime, s'étend à l'usufruit des biens appartenant aux autres enfants du coupable,

Le caractère de cette double pénalité : interdiction de toute tutelle, déchéance des droits de puissance paternelle doit cependant être précisé. Les termes dont la loi se sert : « Les coupables... *seront* interdits... » et « ... le coupable *sera* de plus privé... » semblent bien indiquer que la volonté de la loi est que l'interdiction et la déchéance soient toujours prononcées par le tribunal. Il s'agit donc ici d'une peine *accessoire*. La seule appréciation qui appartienne au tribunal, c'est de fixer la durée de l'interdiction de toute tutelle entre le maximum et le minimum indiqués par l'article 335, 1^{er} alinéa (2 à 5 ans en principe ; 10 à 20 ans dans le cas de circonstance aggravante). Nous serions en conséquence portés à admettre que si le tribunal avait omis de prononcer ces déchéances, le coupable n'y échapperait pas pour autant. Elles l'atteindraient toujours, mais, faute de détermination par le tribunal, pour leur durée minimum seulement.

181. — 2^o *Peine complémentaire*. — L'ancien article 335 décidait que les coupables pourraient être mis sous la surveillance de la haute police par le jugement de condamnation ; la loi nouvelle a reproduit cette disposition en se bornant à la mettre à jour, l'interdiction de séjour remplaçant aujourd'hui la surveillance de la haute police :

« Dans tous les cas, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, en état d'interdiction de sé-

jour en observant, pour la durée de l'interdiction ce qui vient d'être établi par le premier paragraphe du présent article (art. 335, al. 3). » C'est-à-dire que la durée de l'interdiction de séjour sera en principe de deux à cinq ans ; elle sera exceptionnellement de dix à vingt ans dans le cas de circonstances aggravantes.

Il convient de remarquer qu'ici la loi dispose que « les coupables *pourront* être mis en état d'interdiction de séjour... », ce qui implique un libre pouvoir d'appréciation pour les tribunaux. La peine est cette fois facultative pour le juge, tandis qu'elle était obligatoire en ce qui concerne les déchéances édictées par les deux premiers alinéas de l'article 335.

L'interdiction de séjour est une peine *complémentaire* (1). Si donc le jugement ne contient aucune disposition relative à l'interdiction de séjour, il ne faudra pas appliquer au délinquant le minimum de l'interdiction, comme pour les déchéances prévues par les premiers alinéas de l'article ; il y échappera complètement.

182. — En ce qui concerne la condamnation aux frais, les règles ordinaires doivent recevoir leur application. Un point cependant doit retenir notre attention, c'est la question de savoir si cette condamnation doit

(1) Les termes de cet article 335 semblent indiquer que le juge, qui a le droit de dispenser le coupable de toute interdiction de séjour, ne peut pas, s'il y a recours, la prononcer pour moins de deux ans. Car cette limite est le minimum auquel renvoie le dernier alinéa de l'article. Mais voyez ci-dessous, n° 185, p. 244 et s.

comprendre les frais de rapatriement. Nous en renvoyons l'examen aux paragraphes où nous étudierons les conditions de ce rapatriement (1).

183. — Nous avons précédemment constaté que la peine prononcée était, dans beaucoup d'hypothèses, indulgente. La loi du 4 avril 1903 ne connaît qu'une circonstance aggravante : le cas où les délits prévus par elle ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou les autres personnes énumérées dans l'article 333 (art. 334 nouveau, avant-dernier alinéa). Dans ce cas, la peine principale, la peine d'emprisonnement a pour minimum le maximum ordinaire, elle est de trois à cinq ans. Les peines accessoires se trouvent en même temps augmentées : les déchéances en matière de tutelle et l'interdiction de séjour pourront être prononcées pour dix ans au moins et pour vingt ans au plus.

D'après le projet de la commission sénatoriale, la peine devait encore être aggravée dans d'autres cas ; l'article 334 contenait un alinéa ainsi conçu : « Il en sera de même (c'est-à-dire que la peine d'emprisonnement serait de deux à cinq ans) si les délits prévus aux numéros 2 et 3 (traite des mineurs et traite des majeures avec fraude ou violence) du présent article ont été commis habituellement, à l'aide de faux papiers, en état d'association ou si la victime a été ou devait être conduite à l'étranger. » Mais la commission, qui dans son rapport n'avait pas

(1) Voyez ci-dessous, n° 194, p. 261 et s.

consacré de longs développements (1) à justifier l'adjonction qu'elle proposait, consentit, sur la demande du Garde des Sceaux, à y renoncer (2) ; en revanche, le maximum de la peine, en principe de deux ans, fut élevé à trois. Les raisons du Garde des Sceaux ne semblaient pas cependant décisives, et on peut regretter notamment la disposition qui concernait le cas où la victime serait ou devait être conduite à l'étranger. Dans ce cas, en effet, le dépaysement de la malheureuse la laisse absolument sans défense ; elle sera livrée à la prostitution sans qu'il lui soit possible d'y échapper et, en pareille hypothèse, bien que le traitant ne puisse être poursuivi ni pour viol, ni pour complicité de viol, il semblerait équitable qu'une peine criminelle pût être prononcée.

On aurait compris aussi que la loi nouvelle laissât au juge le droit de prononcer une peine très sévère lorsque la victime, par suite des agissements du traitant a été,

(1) Voici ce que contient le rapport à ce sujet (p. 8) : « La pénalité édictée par l'article 334 du Code pénal était sans doute suffisante en ce qui touche le fait simple et unique d'embauchage.

« En était-il de même si le délit présentait un caractère certain d'habitude, s'il révélait, comme il arrive fréquemment, l'existence d'une association formée en vue de la commettre ou d'en partager les bénéfices, s'il était accompli à l'aide de faux papiers, ou, circonstance plus grave encore, s'il avait pour but d'arracher les malheureuses victimes à leur pays pour les jeter sans retour dans l'abîme de la prostitution à l'étranger.

« Il nous a semblé qu'il y avait là autant de circonstances aggravantes qui justifiaient, aussi bien que celle tirée de la qualité de l'auteur du délit prévue par l'article 334, la pénalité aggravée qu'il édicte. Nous avons en conséquence modifié le projet en ce sens. »

(2) Cf. ci-dessus, p. 138, n° 108.

contre son gré, livrée à la prostitution. Quand on pense, en effet, qu'il peut arriver qu'une jeune fille honnête soit ainsi condamnée à cette déchéance dont on ne se relève pas, on ne saurait admettre que le maximum de trois ans d'emprisonnement pour le proxénète qui l'a odieusement trompée et peut-être violentée, corresponde à la gravité des faits. On ne saurait établir aucune comparaison, soit au point de vue de la culpabilité subjective de l'agent, soit au point de vue du tort causé à la victime ou du dommage social, entre un tel crime et le fait le plus fréquent qui consiste pour un traitant à embaucher une fille de dix-huit ou vingt ans débauchée déjà et à la faire entrer dans une maison de prostitution ; il ne semble donc pas de bonne législation que la même peine doive être édictée pour l'un et l'autre cas. Les sanctions pénales du projet actuel sont suffisantes pour les hypothèses normales de traite ; elles nous paraissent infiniment trop indulgentes pour les cas extrêmement graves qu'on avait surtout en vue dans la campagne dirigée contre la traite.

184. — Si la loi nouvelle avait, par exemple, édicté une pénalité supérieure pour le cas où la victime majeure ou mineure aurait été effectivement livrée à la prostitution contre son gré, elle n'aurait fait que se conformer au vœu exprimé par la Conférence de Paris. L'article *C* du projet de protocole de clôture est, en effet, ainsi conçu : « Pour la répression des mêmes infractions, la

loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes les autres peines principales ou accessoires ; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 *ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche* (1).

Les législations de divers pays se sont inspirées de semblables idées. Ainsi le projet de Code pénal suisse frappe le proxénétisme ordinaire (2) d'une peine variant entre six mois de prison et cinq ans de réclusion. Mais cette peine de cinq ans de réclusion deviendra un minimum si la femme livrée à autrui dans un but de débauche est mineure, si elle est l'épouse, la fille ou la petite-fille de l'auteur ou si elle avait été confiée à ses soins, à sa protection ou à sa surveillance ; si l'auteur a cherché à la livrer à la prostitution, *si c'est à l'étranger qu'elle devait être livrée à la débauche*. Enfin la peine devient très sévère (la réclusion pour dix ans au moins ou la réclusion à vie), *si la femme était de réputation intacte et si elle a été effectivement livrée à la débauche* (art. 118).

(1) Cf. aussi sur ce point, le rapport de la commission de rédaction, *Livre jaune de la Conférence*, p. 183.

(2) «... Celui qui aura engagé une fille pour une maison de prostitution ou l'aura négociée à une de ces maisons, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins ; le tribunal prononcera en outre l'amende jusqu'à 10.000 fr. » Art. 118 du projet du Code pénal, — Cf. *Livre jaune*, p. 91 et les explications de M. Lardy, *Livre jaune*, p. 80.

Le Code pénal norvégien tout récent prévoit aussi des circonstances aggravantes ; le paragraphe 202 punit de l'emprisonnement jusqu'à quatre ans : « Quiconque induit une personne à faire métier de la prostitution ou concourt à une telle induction (1). » Mais la peine est portée à un emprisonnement de 1 à 6 ans si la personne séduite a moins de dix-huit ans ou si elle est enlevée hors du royaume dans un but immoral (2). Elle est encore aggravée si le coupable exerce la traite habituellement, s'il a commis les actes répréhensibles au moyen de violences, de menaces ou de ruses, s'il a exploité l'indigence ou la faiblesse d'esprit d'une personne, etc... (3).

La complication de ces multiples circonstances aggravantes ne rend sans doute pas désirable l'introduction pure et simple de ces dispositions dans notre droit. Mais il aurait peut-être été bon d'en retenir quelques-unes. La dernière disposition de l'article 118 du projet de Code pénal suisse semble notamment l'expression d'une idée juste. Exiger la démonstration que la femme livrée en fait à la prostitution était de réputation intacte, peut sembler exorbitant et de nature à soulever des difficultés et des inconvénients. Mais n'aurait-il pas suffi d'édicter une peine plus grave dans le cas où la victime a été en fait livrée à la prostitution contre son gré, quitte au juge à appliquer le maximum de cette nouvelle peine si

(1) Cf. *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 88.

(2) Même paragraphe.

(3) Paragraphe 204.

les circonstances du délit : le jeune âge de la victime, ses honnêtes antécédents la montrent particulièrement intéressante ?

Cette disposition, et celle qui devait concerner le cas où la victime a été ou devait être conduite à l'étranger, sont les deux circonstances aggravantes dont l'absence nous paraît particulièrement regrettable.

185. — L'article 463 du Code pénal, permettant d'accorder des circonstances atténuantes, s'appliquera sans difficulté aux délits prévus par la loi nouvelle, car cette loi a incorporé ses dispositions dans le texte de l'article 334. Par suite, elles se trouvent comprises dans les termes de l'avant-dernier alinéa de l'article 463, tel qu'il a été modifié par le décret du Gouvernement de la Défense nationale du 27 novembre 1870. Cet alinéa est, en effet, ainsi conçu : « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende *sont prononcées par le Code pénal...* » Et, dans l'espèce, les peines d'emprisonnement et d'amende se trouvent bien être édictées par le Code pénal, article 334. La solution serait différente et les circonstances atténuantes ne pourraient être accordées qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi, si le texte nouveau était resté indépendant, n'avait pas pris corps avec le Code pénal (1).

Par application des règles ordinaires qui régissent les

(1) M. Garraud, *Précis*, p. 296, n° 244.

circonstances atténuantes en matière correctionnelle, le juge qui, dans notre hypothèse, doit en principe infliger une peine d'emprisonnement et une amende, pourra librement n'appliquer que l'une de ces deux peines, amende ou prison, et même dans ce cas descendre non seulement jusqu'au minimum des peines correctionnelles, six jours de prison ou seize francs d'amende, mais jusqu'au minimum des peines de simple police, c'est-à-dire un jour de prison et un franc d'amende. En somme, pour les délits qui nous occupent, le tribunal pourra, par une déclaration de circonstances atténuantes, n'appliquer qu'un franc d'amende. On voit que, si parfois les dispositions nouvelles ne fourniront pas une répression assez sévère, elles permettront la plus grande indulgence.

Quelle sera l'influence d'une déclaration de circonstances atténuantes sur les peines accessoires et complémentaires édictées par l'article 335 ? — Pour les peines accessoires, il semble bien, à raison des termes impératifs du texte, qu'une déclaration de circonstances atténuantes, faisant même descendre la peine jusqu'à un franc d'amende, ne saurait en rien modifier les déchéances prévues par les deux premiers paragraphes de l'article 335. Si légère que soit une peine prononcée pour délit de traite ou pour excitation de mineurs à la débauche, elle entraînera nécessairement l'incapacité d'être tuteur, curateur, membre d'un conseil de famille, pendant le temps fixé par l'article 335, 1^{er} alinéa ; elle en-

traînera même, dans le cas où le coupable est le père ou la mère de la victime, la privation des droits et avantages résultant de la puissance paternelle (art. 335, al. 2).

Il en sera différemment de la peine complémentaire d'interdiction de séjour que prévoit le dernier alinéa du même article. A s'en tenir aux termes de la loi, il semblerait que le juge a seulement la faculté de ne pas prononcer l'interdiction de séjour, mais que, s'il y fait appel, il est obligé de la prononcer pour la durée indiquée par le texte au moyen d'un renvoi, c'est-à-dire au minimum pour deux ans. Mais cette solution, difficile à admettre en elle-même, car il serait irrationnel d'interdire au juge de prononcer un an seulement d'interdiction de séjour quand il peut y renoncer complètement, est écartée par une jurisprudence établie (1). Les arrêts décident que l'article 463 du Code pénal, en autorisant le juge pour les peines principales à descendre jusqu'à des peines de simple police, lui permet implicitement d'écarter les peines complémentaires incompatibles avec les peines de simple police, ou bien, ce qui nous intéresse ici, d'en diminuer la durée au-dessous du minimum fixé par la loi ; donc, dans notre hypothèse, le juge pourra, en toute liberté, condamner à l'interdiction de séjour pour le temps indiqué par le texte (en principe deux à cinq ans), ou prononcer l'interdiction pour un moindre temps, ou enfin l'écarter pleinement.

(1) Cf. *Précis* de M. Garraud, p. 304, n° 248.

186. — Le jeu ordinaire des règles de la récidive, telles qu'elles ont été modifiées par la loi du 26 mars 1891, entraînera une répression beaucoup plus sévère lorsque le coupable commettra dans un certain délai le même délit. D'après l'article 58 nouveau du Code pénal, il n'y aura lieu à l'aggravation de peine résultant de la récidive que si la première condamnation est à l'emprisonnement et si le second fait a été commis dans un délai de cinq ans après l'expiration de la peine antérieure ou sa prescription. Ces conditions étant remplies, il faut distinguer suivant que la première décision prononçait une peine de prison soit d'un an, soit de moins d'un an. Dans le premier cas, le récidiviste sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double de ce maximum (avec interdiction de séjour de cinq à dix ans). Si, par exemple, le traitant a été condamné la première fois à deux ans de prison, il encourra par sa récidive une peine d'emprisonnement variant entre trois et six ans, le maximum édicté par la loi étant de trois ans.

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque la première peine prononcée est d'un an de prison ou de moindre durée, la condamnation pour récidive ne pourra pas être inférieure au double de la précédente, ni être supérieure au double du maximum de la peine encourue. Si donc la première condamnation a été d'un an de prison, la seconde sera de deux à six ans.

187. — Lorsqu'un certain nombre de condamnations seront intervenues contre un proxénète, la relégation pourra être prononcée. Mais, alors qu'en matière de récidive il suffisait de laisser les principes ordinaires s'appliquer, il fallait modifier les dispositions légales pour que la relégation pût être prononcée en cas de traite, car la loi du 27 mai 1885 (2^e al. de son art. 4) énumère limitativement les délits dont la répétition entraîne la relégation. Cette modification a été apportée par l'article 2 de la loi nouvelle (1), de telle sorte qu'actuellement un individu reconnu coupable d'un délit de traite pourra être relégué s'il a déjà été condamné : 1^o aux travaux forcés ou à la réclusion ; 2^o à plus de trois mois d'emprisonnement (2) pour certains délits spécifiés, et si enfin la peine prononcée contre lui pour le délit de traite est supérieure à trois mois d'emprisonnement. Il pourra encore être relégué (3), et ce sera l'hypothèse la plus fréquente, après quatre condamnations à plus de trois mois de prison pour délits spécifiés par l'article 4 de la loi de 1885 et notamment après quatre condamnations pour embauchage en vue de la débauche (4).

(1) La modification a consisté à ajouter les mots : « embauchage en vue de la débauche, assistance de la prostitution d'autrui sur la voie publique », dans le corps de l'article 4, § 2, de la loi du 27 mai 1885.

(2) C'est le deuxième cas de relégation prévu par le premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885.

(3) C'est le troisième cas de relégation qui est prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 (loi du 27 mai 1885).

(4) Inutile de dire que le délit de traite ou celui d'excitation habituelle de mineurs à la débauche pourra entraîner la relégation dans

188. — On comprend aisément combien il sera utile à divers points de vue de connaître les délinquants qui se livrent à la traite internationale. Aussi la Conférence de Paris a décidé que les bulletins de condamnation (1) pour faits de traite seraient, dans certains cas, communiqués à tous les Etats signataires (2). Voici la disposition de l'article 7 :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents. »

Il avait d'abord été question de se borner à consacrer une pratique en vigueur dans les relations de plusieurs Etats, qui consistait à envoyer à chaque Etat les bulletins de condamnation concernant ses nationaux. Si, par exemple, un Allemand avait été condamné en France pour délit de traite, le bulletin de condamnation aurait été envoyé au gouvernement allemand et à ce gouvernement seul. Le premier projet de convention adoptait cette manière de voir, son article 7 était ainsi conçu : « Les

le quatrième cas de relégation qui nécessite sept condamnations. Nous nous bornons à renvoyer sur ce point au texte du 4^e alinéa de l'article 4 de la loi de 1885 qui indique les conditions nécessaires pour que la relégation soit prononcée.

(1) Cf. Le Poittevin, *Du fonctionnement du casier judiciaire dans les rapports internationaux*, *Journal Clunet*, 1901, p. 704 et volumes suivants.

(2) Voyez sur ce qui concerne la communication de ces bulletins de condamnation, M. Renault, *La traite des blanches*, p. 72 et s.

Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation concernant leurs nationaux respectifs, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention. Et c'est à ce texte que se rapporte le passage du rapport de la commission de rédaction (1), dans lequel on lit que cette disposition « est une application de ce qui existe déjà entre un grand nombre d'Etats ».

Mais, sur les observations soulevées à la septième séance de la Conférence par MM. Baumgarten, Ferdinand-Dreyfus, Béranger (2), ce texte fut repoussé et la rédaction actuelle qui constitue une véritable révolution dans les pratiques anciennes, fut adoptée. Ces membres de la Conférence firent, en effet, observer qu'on enlevait à cette communication des condamnations une très grande part de son utilité en la restreignant au pays dont le délinquant est national. Les proxénètes qui ont coutume d'opérer d'une manière internationale, c'est-à-dire d'embaucher leurs victimes tantôt dans une région, tantôt dans une autre pour les conduire au loin, doivent être signalés d'une manière universelle, afin que les divers gouvernements puissent prendre des mesures contre eux ; et leurs condamnations doivent faire l'objet d'une communication générale. Si, par exemple, pour reprendre l'hypothèse de tout à l'heure, un proxénète allemand est condamné en France pour faits de traite, sa condamnation ne doit pas être transmise à l'Allemagne seule-

(1) *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 186.

(2) Cf. *Livre jaune*, p. 168 et s.

ment ; sans cela il lui suffirait de transporter ailleurs son champ d'opération, en Belgique par exemple, pour échapper aux conséquences que la communication des condamnations devrait rationnellement produire.

Aussi la Conférence, adoptant le texte que nous avons précédemment rapporté, décida que les Etats contractants se communiqueraient réciproquement les bulletins de condamnation, sans tenir compte de la nationalité du délinquant.

189. — Il convenait cependant de ne pas tomber dans un véritable excès : souvent des condamnations pour proxénétisme purement local seront prononcées par les tribunaux d'un pays ; l'annonce de telles condamnations ne présenterait aucun intérêt pour les Etats étrangers, parce qu'il n'y a aucune chance de voir ce proxénète aller pratiquer la traite à l'étranger. Ce sont seulement les traitants cosmopolites qui se livrent à un commerce international qu'il est utile de connaître. Aussi le texte définitif de l'article 7 restreint-il la communication des bulletins de condamnation au cas où les éléments constitutifs du délit ont été accomplis dans des pays différents. Si donc un Français est condamné en France pour traite intérieure, aucun bulletin de condamnation ne sera envoyé aux autres Etats. Si un Allemand est condamné en France pour des actes semblables, par exemple pour avoir embauché une femme dans une ville de France et l'avoir emmenée dans une ville voisine, l'article 7 du

projet de convention ne recevra pas son application puisque la traite ne s'est pas étendue sur plusieurs pays ; on n'enverra donc pas des bulletins de condamnation à toutes les parties contractantes, mais on observera la pratique ancienne, c'est-à-dire que le gouvernement allemand sera avisé de la condamnation prononcée contre un de ses nationaux par un tribunal français.

Une sorte de casier judiciaire international se trouve créé de cette façon, et c'est là une constatation d'autant plus intéressante que cette institution pourra vraisemblablement être généralisée et étendue, dans un avenir plus ou moins prochain, à tous les délits dont les auteurs ont coutume de passer d'un pays dans un autre.

190. — Il reste à préciser quelles seront les conséquences des communications ainsi faites par application de l'article 7 du projet de convention. Nous avons vu qu'une ou plusieurs condamnations antérieurement prononcées avaient de l'importance au point de vue de la récidive et de la relégation. Les condamnations émanant de tribunaux étrangers et connues grâce à ce système de casier judiciaire international, présenteront-elles, à ce point de vue, les mêmes effets que les condamnations prononcées par des juridictions françaises ? On concevrait parfaitement l'adoption de la solution affirmative, car l'aggravation de peine résultant de la récidive et le principe de la relégation se justifient par l'idée d'incorrigibilité de l'agent. Or, à cet égard, qu'une condamna-

tion soit prononcée par un tribunal français ou par un tribunal étranger, peu importe, le nombre des sentences intervenues dans des pays différents suffit à démontrer que des mesures plus rigoureuses sont nécessaires. Cette conception fort rationnelle est adoptée notamment en Suisse où les condamnations prononcées à l'étranger doivent entrer en ligne de compte pour déclarer un individu en état de récidive et aggraver sa peine (1).

Mais, en France, c'est la théorie contraire qui prévaut. Le législateur français s'est défié de la manière dont la justice était rendue à l'étranger, et cette défiance qui se manifeste déjà très nettement pour les jugements civils émanant d'une juridiction étrangère (2), devient absolue lorsqu'il s'agit de sentences pénales. Le droit français ne leur reconnaît en règle générale aucun effet. Nous avons même vu qu'avant la loi récente la condamnation prononcée à l'étranger contre un étranger n'avait pas cet effet (admis cependant presque universellement) d'empêcher une poursuite nouvelle en France pour le même fait. Il devait en résulter nécessairement qu'une sentence

(1) C'est le principe de l'article 42 du Code pénal suisse. — Cf. *Livre jaune de la Conférence de Paris*, p. 80.

(2) Les symptômes en sont nombreux relativement, soit à l'hypothèque judiciaire (art. 2123 *in fine*, C. civ.) qui ne peut pas en principe résulter d'une sentence étrangère, soit à la force exécutoire, soit même à l'autorité de chose jugée. On pourrait en citer bien d'autres exemples, notamment celui que fournit l'article 14 du Code civil permettant d'assigner un étranger en France par une dérogation difficile à justifier à la règle générale : *actor sequitur forum rei*.

étrangère de condamnation devait rester sans influence au point de vue de la récidive et de la relégation en France. Cette solution, dont nous ne discuterons pas la valeur législative, trouve d'ailleurs sa confirmation dans les travaux de la Conférence. Les termes du rapport de la commission législative sont formels (1) :

« Fallait-il, dit le rapport, faire de la condamnation antérieure encourue pour les mêmes faits à l'étranger une cause de récidive légale entraînant une aggravation ?

« Votre commission ne l'a pas pensé. La récidive de pays à pays est jusqu'à présent du domaine de la science pure. Votre commission a craint les lenteurs de procédure et les complications qu'auraient nécessitées l'envoi et l'examen du dossier des instructions étrangères ? »

Dans l'état actuel de notre droit, l'inefficacité au point de vue de la récidive et de la relégation d'une condamnation prononcée à l'étranger ne saurait être contestée (2).

On peut être alors tenté de se demander quelle sera l'utilité de cette communication des sentences étrangères. Elle ne sera pas dénuée d'intérêt : elle aura l'avantage d'éclairer la religion du tribunal sur les habitudes, les antécédents du prévenu, et, lorsqu'il se trouvera en présence d'un proxénète plusieurs fois condamné, cela

(1) *Livre jaune de la Conférence*, p. 124 et 125.

(2) *Sic* : M. Bérenger dans son *Rapport au Congrès de Francfort*, p. 17 ; M. Ferdinand-Dreyfus, *Conférence à l'Académie des sciences morales*, p. 8.

pourra le déterminer à infliger une peine qu'il aurait sans cela hésité peut-être à prononcer. Ces renseignements le pousseront surtout à se montrer sévère dans la détermination de la durée et du montant de la peine.

En résumé, la dénonciation des sentences prononcées à l'étranger n'aura pas en principe *d'effet légal* (1), mais elle sera précieuse *à titre d'indication*.

(1) Sauf en ce qu'elle empêchera une autre condamnation pour le même fait d'intervenir, par application de la règle : « *Non bis in idem* ».

CHAPITRE II

RAPATRIEMENT DES VICTIMES.

191. — En matière de traite des blanches, on n'a envisagé qu'un côté de la question quand on a réglé la situation du coupable ; il faut en outre et surtout s'occuper de la victime. Lorsqu'une juridiction d'un pays quelconque mettra la main sur un proxénète entraînant avec lui des jeunes filles qu'il a souvent recrutées dans des régions éloignées, la mesure la plus urgente et la meilleure, c'est de les rapatrier. Dans un pays inconnu, dont généralement elle ignore même la langue, la victime du traitant serait irrémédiablement perdue. Depuis longtemps on s'était rendu compte qu'il était indispensable de renvoyer la jeune fille dans son pays, dans son milieu, où elle pourra plus aisément que partout ailleurs être secourue, trouver des ressources et se relever.

Les premiers traités concernant la traite des blanches et qui furent passés entre la Hollande d'une part, la Belgique (1), l'Autriche-Hongrie (2) et l'Allemagne (3) de l'autre, avaient pour objet essentiel de régler le rapatrie-

(1) Traité signé à Bruxelles, le 18 décembre 1886.

(2) Traité du 30 novembre 1888.

(3) Traité du 15 novembre 1889. — Ces traités sont reproduits dans

ment des malheureuses livrées contre leur gré à la prostitution dans un pays étranger (1).

Lors de la réunion de la Conférence de Paris, la délégation française, dans son rapport sur les questions soumises aux délibérations de la Conférence, avait proposé une série de mesures assez complexes relatives soit aux communications télégraphiques concernant le rapatriement, soit aux autorités (autorités territoriales ou agents

les *Rapports de la première section* au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), p. 519 et s.

(1) L'article 1^{er} du traité passé entre la Hollande et la Belgique était ainsi conçu : « Le gouvernement des Pays-Bas et le gouvernement belge s'engagent à concourir, autant que possible, dans les limites légales, à ce que les femmes et les filles appartenant à l'un des deux pays, qui, contre leur volonté, seraient réduites à se livrer la prostitution dans l'autre pays, soient sur leur demande ou sur la demande des personnes ayant autorité sur elles, renvoyées du pays où elles se trouvent dans la direction du pays auquel elles appartiennent. » L'article 2 stipule qu'avant d'effectuer le renvoi d'une femme mariée ou d'une fille mineure, l'administration adressera aux personnes ayant autorité sur elle un avis mentionnant la date à laquelle le renvoi sera opéré et la localité vers laquelle la femme ou la fille sera dirigée.

Les traités passés avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne contiennent des dispositions très analogues, mais qui permettent le rapatriement même des filles mineures qui se livrent à la prostitution de leur plein gré. Les articles 5 et 6 ajoutent : — Art. 5. « La correspondance entre les autorités des deux pays relative au renvoi se fera, autant que possible par voie directe. » — Art. 6. « Dans les cas où les frais occasionnés par l'entretien et le renvoi à la frontière de ces femmes et filles ne pourront être remboursés par les femmes et filles elles-mêmes ou par leurs maris, parents ou tuteurs, ils resteront à la charge de l'Etat qui a effectué le renvoi. »

Un autre traité a été conclu le 4 septembre 1890 entre l'Allemagne et la Belgique, relatif aussi au rapatriement des victimes de la traite.

consulaires) chargées d'y faire procéder, soit aux mesures d'assistance et de protection à prendre à l'égard des victimes, soit à la répartition des frais de retour entre les divers Etats intéressés. Nous n'insistons pas sur le détail de ces propositions auxquelles nous nous bornons à renvoyer (1), parce que la Conférence de Paris s'en est assez sensiblement écartée.

192.— Au sujet de la correspondance qu'il sera nécessaire d'échanger entre les divers Etats pour le rapatriement des victimes, la Conférence décida qu'elle devrait se faire autant que possible par la voie directe (art. 3 *in fine* du projet d'arrangement). La correspondance pourra être adressée directement aux « places d'Etat » désignées par chaque gouvernement pour centraliser toutes les communications relatives à la traite. La délégation française avait proposé de faire bénéficier ces correspondances de la franchise postale, mais cette proposition fut rejetée par la commission des mesures administratives (2) à raison des difficultés qu'une telle résolution soulèverait.

En ce qui concerne les formalités de rapatriement, la commission administrative avait proposé un article 6 (3), par lequel les parties contractantes s'engageaient à renvoyer dans leurs pays d'origine toutes filles mineures destinées ou livrées à la prostitution, soit à leur requête,

(1) Cf. *Livre jaune*, p. 39 et s.

(2) Cf. *Livre jaune*, p. 140.

(3) *Livre jaune*, p. 143.

soit à la requête des personnes ayant autorité sur elles ou des consuls, soit d'office. Mais cette disposition fut considérée comme excessive par la réunion plénière et rejetée (1). D'après l'article 3, 3^e alinéa, les gouvernements signataires s'engagent seulement à renvoyer dans leur pays d'origine celles des femmes ou filles qui demanderaient leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Chacun des Etats contractants s'engage en outre à faciliter le transit sur son territoire (art. 3 du projet d'arrangement, dernier alinéa). Avant que le rapatriement ne puisse être effectué (et il ne peut avoir lieu qu'après entente des Etats sur l'identité et la nationalité des victimes, ainsi que sur le lieu et la date d'arrivée aux frontières), le projet d'arrangement stipule que les victimes, lorsqu'elles seront dépourvues de ressources, devront être confiées à des institutions publiques ou privées, ou même à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

193. — Mais la question qui a soulevé des discussions particulièrement vives, fut de déterminer comment se répartiraient les frais de transport (2). Divers systèmes

(1) *Livre jaune*, p. 133.

(2) La commission administrative avait adopté un article 9 qui mettait à la charge de l'autorité territoriale du point de départ, les avances nécessaires au voyage de la victime du traitant (*Livre jaune*, p. 143) ; mais, dans la séance plénière, cet article fut supprimé. A moins d'arrangements internationaux différents, il n'y aura donc pas d'avances à faire, chaque Etat devra fournir les frais de route

étaient en présence (1) ; certains membres de la Conférence proposaient de mettre tous les frais à la charge de l'Etat dont la victime est originaire, car, disait-on, il a intérêt au retour de ses ressortissantes, tandis que le pays où elles habitent n'a pas de raisons de s'intéresser à des étrangères. Nous avons vu, au contraire, qu'une autre conception avait été adoptée, notamment par le traité de 1888 entre l'Allemagne et l'Autriche (2), conception d'après laquelle tous les frais incombent à l'Etat qui a effectué le renvoi. C'est un troisième système, inspiré des règles appliquées en matière d'extradition, qui prévalut. L'article 4 du projet d'arrangement décide que si la femme à rapatrier ne peut pas rembourser elle-même les frais de son transfert et si elle n'a ni mari, ni parents, ni tuteur qui puisse les fournir, ils seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou jusqu'au prochain port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, — et à la charge du pays d'origine pour le surplus. On a fait remarquer à juste titre que la charge imposée ainsi au pays sur le territoire duquel la femme se trouve, pourra être à peu près nulle, par exemple quand la victime habite une ville maritime dont le port sera son port d'embar-

que, d'après les règles rapportées au texte, il doit supporter (*Livre jaune*, p. 149). Cette solution soulèvera peut-être des difficultés, si les œuvres privées ne consentent pas à faire les avances nécessaires.

(1) *Livre jaune*, p. 146 et s.

(2) Voyez ci-dessus, n° 191, p. 257, note 1.

quement. Le coût du transport sur son territoire étant nul, le pays dans lequel la femme se trouve n'aura pas à participer aux frais de rapatriement.

Le gouvernement allemand a donné l'ordre et les moyens à ses consuls de Londres, Amsterdam, Buenos-Ayres de loger provisoirement les victimes de la traite et de les rapatrier (1). Cet exemple serait sans doute bon à suivre.

194. — A l'occasion des frais du rapatriement, une autre question a été soulevée à la Conférence de Paris, c'est celle de savoir si le traitant pourrait être condamné aux frais de rapatriement en même temps qu'aux frais du procès. Il faut bien saisir la question : dans l'état ancien du droit, une condamnation aux frais de rapatriement pouvait évidemment être prononcée par le tribunal ; le proxénète, coupable d'un délit préjudiciable à la victime pouvait être condamné à lui payer des dommages-intérêts et, au premier chef, le prix de son voyage de retour. Mais c'était là une condamnation à des *dommages-intérêts*, qui nécessitait par conséquent que la victime se portât partie civile. Or c'est là une exigence que la situation de la malheureuse, désireuse avant tout d'être rapatriée sans attendre la solution du procès, son ordinaire pauvreté, rendent difficile à réaliser.

(1) Cf. *Rapport du comité national allemand* au Congrès de Francfort, p. 2.

Aussi la commission législative de la Conférence de Paris avait-elle proposé d'admettre (1) que la condamnation aux frais judiciaires pourrait s'étendre au remboursement des dépenses de rapatriement des femmes ou filles embauchées, entraînées ou détournées. Les frais de rapatriement, se trouvant ainsi compris dans les dépens, auraient pu faire l'objet d'une condamnation par le juge sans que la victime ait à intervenir. Le rapporteur déclarait que cette disposition n'avait soulevé aucune objection de principe au sein de la commission. Il ajoutait qu'elle serait sans application dans les Etats comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui ne connaissent pas la condamnation aux frais. « Ailleurs, disait-il, elle est légitime et morale ; il est juste que les dépenses de rapatriement soient mises à la charge des condamnés qui, par leurs actes délictueux, ont rendu ce rapatriement nécessaire (2). »

195. — A la quatrième réunion plénière, la Conférence adopta ce paragraphe 7 sans discussion (3). Et cependant il ne figure pas dans le texte définitif des projets adoptés par la Conférence. Sa disparition est due à la commission de rédaction ; le rapporteur, M. Renault,

(1) Paragraphe 7 de ses propositions.

(2) *Libre jaune de la Conférence*, p. 125.

(3) *Libre jaune*, p. 117. — On trouve seulement au procès-verbal l'indication d'un bref commentaire de la disposition par M. Bérenger.

nous a donné les motifs de cette suppression (1). Nous ne saurions mieux faire que de reproduire ses termes (2) :

« La commission de rédaction a estimé que la question était d'ordre purement intérieur et se rattachait aux règles de procédure qui varient beaucoup suivant les pays. Comme le remarquait elle-même la commission législative, il n'y a pas partout de condamnation aux frais en matière pénale. Sans doute le remboursement des dépenses de rapatriement peut paraître raisonnable à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé par le délit. Mais la question de savoir sous quelle forme des dommages-intérêts peuvent être demandés et obtenus en matière criminelle soulève des difficultés particulières dans l'examen desquelles il ne paraissait pas désirable d'entrer. La commission de rédaction n'a donc proposé aucun article correspondant à la résolution de la commission législative et la question n'a pas été reprise en séance plénière. Ce sera à propos des lois d'exécution qui devront intervenir pour donner effet à la convention qu'elle pourra être utilement soulevée et discutée. Il est permis de se demander si c'est seulement pour ces infrac-

(1) *La traite des blanches et la Conférence de Paris*, p. 33.

(2) M. Renault dit un peu avant : « La Conférence n'avait pas indiqué la suite qu'il convenait de donner à la proposition. » Nous trouvons cependant au *Livre jaune de la Conférence* (p. 417) : « Art. 7. M. Bérenger commente brièvement cet article. Le but cherché est que le jugement condamne au paiement des frais de rapatriement des filles embauchées ceux qui ont rendu ce rapatriement nécessaire et cela sans que les parties auxquelles le remboursement est dû se portent parties civiles. *L'article est adopté* ».

tions spéciales qu'il conviendrait de déroger aux règles ordinaires sur l'allocation de dommages-intérêts. N'y a-t-il pas d'autres victimes également intéressantes, auxquelles il serait bon de procurer une indemnité sans qu'elles fussent obligées de se porter parties civiles ? Mais c'est une question de pur droit criminel et je me borne à passer. »

On s'en remettait donc aux lois particulières votées dans chaque pays pour décider si le remboursement des frais de rapatriement pourrait être compris dans la condamnation aux dépens. En France, la loi nouvelle du 4 avril 1903 n'ayant pas abordé la question, l'état ancien du droit subsiste : la victime ne pourra obtenir le remboursement des frais de rapatriement qu'en se portant partie civile.

ANNEXE. — *Relèvement des victimes.*

196. — Lorsque la victime de la traite a été en fait livrée à la prostitution, il ne suffit pas de la rapatrier, il faut l'aider à reprendre la bonne voie, la soutenir, la relever. C'est l'office des œuvres privées créées dans tous les pays et particulièrement nombreuses en France. Pour donner même un simple aperçu de ces œuvres, de leur objet, de leur organisation, des résultats qu'elles ont obtenus, il faudrait y consacrer des développements qui dépasseraient le cadre de cette étude, nous nous bornerons donc, pour ce côté philanthropique de la question,

à renvoyer aux ouvrages et aux brochures qui fournissent ces indications (1).

(1) Il existe dans diverses villes, notamment à Paris et à Lyon, un Office central des œuvres de bienfaisance qui peut donner tous les renseignements sur les sociétés françaises de relèvement et dont le concours est particulièrement précieux lorsque, en présence d'un fait de traite, on cherche à quelle œuvre la victime pourrait être adressée. — Au point de vue bibliographique, voyez : *La France charitable*, Paris, Plon, 1897-1898. — Le rapport de M. Henry Joly au Congrès de Londres, *Compte rendu du Congrès* par la *National Vigilance Association*, p. 119 à 131 et surtout l'annexe à ce rapport (p. 127 et s.), qui a été aussi publié en français. M. Henry Joly nous apprend qu'il n'existe pas moins de 88 refuges en France, rien que pour les filles tombées, dégoûtées de leur vie de désordre et désirant s'amender (5 à Paris et 83 en province). A Lyon notamment, une maison de relèvement dirigée par Mlle Langford doit être signalée, sans parler des refuges. — Sur l'Union internationale des Amies de la jeune fille (association protestante), voyez le rapport de Mme de Tscharnier au Congrès de Londres, *Compte rendu du Congrès* par la *National Vigilance Association*, p. 161 et s. — Sur l'œuvre catholique internationale de la protection de la jeune fille, voyez le *Rapport* de Mme de Montenach, au Congrès de Londres, *op. cit.*, p. 167 et s. — d'une manière plus générale, les nombreux rapports soumis au Congrès de Londres (le Congrès en effet ne s'occupait pas seulement des dispositions légales et diplomatiques à prendre, mais aussi des œuvres philanthropiques créées dans chaque pays) et rapportés dans le *Compte rendu*, p. 106 à 176, fournissent les renseignements les plus détaillés sur les œuvres qui nous occupent. — Voyez aussi la thèse de M. Lenoble sur la « Traite des blanches et le Congrès de Londres ». — L'association israélite « Independent Order B'né B'rith » s'est aussi occupée très activement de la traite des blanches. — Sur l'œuvre de la *National Vigilance Association*, voyez notamment le rapport précité de M. Moncharville, p. 12 et s. — Sur l'Association française pour la répression de la traite des blanches et la préservation de la jeune fille, voyez les comptes rendus de ses assemblées générales publiés par la société et un rapide exposé à la Société des prisons, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 92. — Voyez enfin sur les œuvres privées de chaque pays, une série de rapports au Congrès de Francfort.

CONCLUSION

197. — Si nous jetons maintenant un coup d'œil en arrière, nous constaterons que la société, depuis la Conférence de Paris et la loi nouvelle, se trouve en possession d'armes sérieuses pour réprimer la traite (1). Certes le fonctionnement du système pourra mettre en évidence certaines lacunes, soit au point de vue international, soit au point de vue interne ; et nous rappelons à ce sujet qu'une pénalité plus sévère pour certains cas de traite particulièrement graves nous a paru juste et nécessaire. Mais ce ne sont là que des détails.

Le premier point important est d'obtenir l'application efficace des principes adoptés par une surveillance constante. Cette surveillance doit s'exercer d'abord sur les lieux de débauche, afin d'éviter qu'une malheureuse ne soit contrainte à se livrer à la prostitution sans qu'on en ait connaissance. Elle doit porter en outre sur les gares, les chemins de fer, les bateaux et sur tous les lieux où l'on sait par expérience qu'on aura l'occasion de saisir ce

(1) On peut même espérer que les dispositions nouvelles auront un effet préventif, qu'elles agiront d'une manière comminatoire et arrêteront le commerce des proxénètes sans qu'on ait besoin d'y avoir trop souvent recours. Cet effet comminatoire des lois pénales s'est manifesté avec évidence après le vote des dispositions répressives contre les anarchistes ; il pourrait en être de même en notre matière. — Cf. M. Garraud, *L'anarchie et la répression*, p. 113.

trafic. Des avertissements doivent aussi être publiés en grand nombre pour mettre en garde les jeunes filles contre les dangers qu'elles courent et pour leur indiquer à qui elles peuvent faire appel.

198. — Dans le même ordre d'idées, il faut maintenir les instructions données par le ministère de l'intérieur aux employés chargés de la délivrance des passeports (1). On sait que des passeports sont nécessaires actuellement encore, pour aller en Turquie et surtout en Russie. Lorsque des jeunes filles ou des jeunes femmes à qui des places de gouvernantes, de domestiques ont été promises dans ces pays, se présentent aux bureaux de la préfecture pour demander leur passeport, les employés ont mission de les avertir des fraudes fréquentes dont des femmes embauchées comme elles ont été souvent les victimes. Ils leur conseillent de se renseigner et, au besoin, d'écrire à notre consul. Si les jeunes filles, à qui les intermédiaires ou les bureaux de placement ont fait la leçon, ne prêtent pas attention à ces conseils, on fait venir les parents et on leur tient le même langage. Grâce à ces avertissements, certains embauchages à destination des pays pour lesquels des passeports sont nécessaires peuvent être arrêtés ; et, si les jeunes filles imprudentes partent malgré ces avis, elles savent au moins qu'elles peuvent avoir recours à notre consul (2).

(1) Voyez les déclarations de M. Honnorat à la Société générale des prisons, *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 515.

(2) Voyez aussi les mesures excellentes prises par certaines œuvres

199. — Mais ce qui est plus indispensable encore, c'est de chercher à porter remède aux causes nombreuses, souvent navrantes, qui poussent des malheureuses à se livrer à la prostitution (1). Quand une fille est tombée, il est généralement trop tard et les efforts faits pour la relever sont le plus souvent sans résultat. Comme l'a très bien dit M. Hilty (2), ordinairement « quand les sauveteurs interviennent, les malheureuses sont déjà tellement déchues moralement et physiquement, qu'il est difficile de les ramener à une vie morale et régulière ; et que souvent elles n'ont plus elles-mêmes le courage et la force d'y rentrer. Tout comme chez les victimes de l'alcool, ce ne sont plus que des ruines qu'on parvient à sauver ». — De nombreux exemples pourraient être cités à l'appui de cette triste vérité (3) ; il suffit de consulter les

d'émigration pour éviter que les femmes partant dans les colonies ne soient victimes de proxénètes et de racleurs. — La Société française d'émigration des femmes, fondée par l'Union coloniale française, s'est fait une règle absolue de ne faciliter le départ d'aucune femme à qui une situation ne serait pas assurée à l'avance. De

us les émigrantes sont embarquées et reçues à l'arrivée par des correspondantes de la société. — Cf. M. d'Haussonville, *Les non classées et l'émigration des femmes aux colonies*, *Revue des Deux-Mondes*, 1898, p. 803 et s.

(1) Sur les causes qui font les prostituées, voyez notamment les ouvrages passionnants de M. d'Haussonville, *L'inconduite*, *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} janvier 1887 ; *Salaires et misères de femmes*, Paris, Lévy, 1900.

(2) Article extrait du *Politischen Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, 1901, p. 7.

(3) Le *Rapport du comité italien* au Congrès de Francfort (p. 9) indique plusieurs cas où ses efforts de relèvement échouèrent. En voici un qui peut servir de type. Une jeune fille était venue de la

directeurs de quelques œuvres de relèvement pour constater combien leurs déceptions sont fréquentes.

200. — Il apparaît donc comme une mesure particulièrement nécessaire d'agir sur les toutes jeunes filles, sur les enfants avant que l'âge, les habitudes n'aient rendu tout retour au bien impossible. Les déclarations des hommes qui, par profession ou par dévouement, ont étudié comment les prostituées se recrutaient de coutume, sont aussi convaincantes que douloureuses.

M. Paulian disait en 1895 au Congrès pénitentiaire de Paris (1) : « Mes fonctions de secrétaire du Conseil supérieur des prisons me donnent le droit de pénétrer dans les prisons. J'use de ce droit fréquemment, ce qui me permet d'interroger un grand nombre de femmes prisonnières et de filles vivant de la prostitution. Ces filles, je les vois non seulement à la prison, mais encore à l'hôpital ou dans les différentes sociétés de patronage. Eh

campagne romaine dans la ville comme domestique. Mais bientôt, victime de tromperies, elle fut conduite dans une maison publique. Quelques-uns de ses visiteurs avertirent le comité italien qu'elle pleurait tout le long du jour et appelait un sauveur. Le comité intervint et lui offrit une place dans un Refuge de réhabilitation fondé à Rome ; « mais, dit le rapport, la fille s'était déjà habituée à la vie d'oisiveté de son enfer et elle n'a pas voulu retourner aux métiers certainement plus fatigants du Refuge et de la vie honnête ». Le rapport conclut en ces termes : « Maintes fois, quand on tâcha de reconduire ces pauvres enfants, victimes de la faiblesse humaine, sur le chemin de l'honnêteté, les obstacles malheureusement étaient en elles-mêmes, dans leur caractère, dans leurs mœurs déjà corrompues. »

(1) *Compte rendu des séances*, p. 752 et 753.

bien, interrogez-les comme moi et elles vous diront qu'elles ont été vendues lorsqu'elles étaient encore enfants. On les a livrées à la prostitution vers les treize ou quatorze ans, et petit à petit, elles se sont habituées à un métier qui, tout d'abord, ne leur inspirait que de la répugnance. Si donc on veut faire quelque chose en matière de prostitution, c'est du côté de la prostitution des mineures qu'il faut diriger ses efforts (1). »

201. — C'est là ce qui explique ce fait contre lequel on a tant protesté : l'inscription sur les registres de la police de filles mineures (2). La police se trouve, en effet, fréquemment en présence de mineures, parfois même de toutes jeunes filles (3), qui se livrent notoirement à la

(1) Voyez aussi sur les causes de la prostitution des enfants, le rapport de M. Réville, au même Congrès, *op. cit.*, p. 756 et s. : «... une des causes les plus fréquentes de la prostitution des mineures de seize ans, c'est l'exiguïté du logement de la famille, c'est-à-dire la promiscuité terrible pour une jeune imagination à laquelle rien n'échappe ; il y a là déjà une excitation criminelle, et puis, pour ceux qui ont un peu étudié la question, il est certain que, trop souvent, et c'est encore un des rapports qui le constate, c'est le père de famille, c'est-à-dire le protecteur même que l'enfant a reçu en naissant, qui le premier la souille. A ce point de vue, j'ai su, et tous les juges d'instruction qui ont un peu vécu à Paris le savent, j'ai vu des enfants se plaindre poussées par leur mère ; puis, le surlendemain, elles revenaient chez le juge d'instruction, accompagnées de leur mère, pour lui demander de ne pas poursuivre le père qui les avait corrompues. C'est pourquoi, alors que les crimes de ce genre sont plus fréquents qu'on ne croit, il y a très peu d'actes de répression. »

(2) Cf. Congrès pénitentiaire de Paris (1895), *Rapports de la première section*, p. 531.

(3) Cf. Yves Guyot, *La prostitution*, p. 268 et s. — Cet ouvrage

prostitution et demandent souvent elles-mêmes leur mise en carte. Hé bien, il nous semble que loin de les inscrire et d'en faire ainsi des prostituées définitives, il faudrait prendre à l'égard de ces enfants des mesures d'éducation (1). Elles sont souvent à un âge où l'on n'a

donne copie de statistiques concernant l'âge des prostituées inscrites.

A la préfecture du Rhône, on a pris l'habitude de ne pas inscrire les filles qui se livrent à la prostitution avant qu'elles n'aient atteint seize ans. Avant cet âge, on se borne à les arrêter lorsqu'elles font du scandale ; n'étant pas inscrites, elles ne sont pas soumises à la visite sanitaire, on les y conduit cependant si elles consentent à la subir. Souvent elles ne font aucune difficulté, heureuses d'être envoyées dans les hospices spéciaux pour y faire soigner les maladies syphilitiques dont elles sont déjà atteintes. Mais n'est-il pas navrant qu'à seize ans une jeune fille puisse être une prostituée légale ; n'est-il pas navrant qu'à ce moment, et surtout auparavant, aucune mesure ne soit prise régulièrement pour relever, moraliser, instruire ces enfants ?

(1) C'est le système qui vient de prévaloir en Russie où on est en train de réviser le régime de la réglementation. Autrefois il paraît qu'on trouvait des prostituées de dix ans (Rapport de M. Volkonsky au Congrès de Londres). Désormais une fille ne sera plus inscrite sur les registres de la police avant 21 ans (*Rapport du comité russe au Congrès de Francfort*, p. 2). Cette solution est d'ailleurs tout à fait conforme aux constatations des hygiénistes qui dans de nombreux Congrès, ont affirmé le caractère particulièrement virulent des principes contagieux en matière de maladies vénériennes, lorsque les prostituées sont des femmes dont l'âge correspond à la minorité civile. — Voyez la Conférence internationale pour la prophylaxie de la syphilis et des maladies vénériennes, tenue à Bruxelles en septembre 1899. Dans sa séance du 7 septembre la Conférence a pris, à l'unanimité, la décision suivante : « La Conférence internationale émet le vœu que les gouvernements usent de tous leurs pouvoirs en vue de la suppression absolue de toute prostitution des filles en état de minorité civile. » — Cf. l'exposé des motifs du projet de M. Maurice Colin tendant à modifier les articles 331 à 335 du Code pénal, rapporté dans le numéro du *Relèvement social* du 15 décembre 1902.

pas le droit de considérer le consentement donné par elles à cette vie de débauche comme un consentement valable. Leur inconduite est généralement le fruit nécessaire des conditions d'existence dans lesquelles elles ont vécu jusqu'alors. La société a l'obligation de mettre ces malheureuses à même de s'engager dans une autre voie. A défaut de parents accomplissant leurs devoirs, la société doit leur donner le soutien moral, les secours matériels qui leur sont indispensables. Lorsque, devenues majeures, elles sauront un métier leur permettant de gagner leur vie, lorsqu'elles seront, au sortir de la maison d'éducation, en relations avec des œuvres ou des personnes charitables pouvant leur donner le soutien dont une femme isolée a besoin, alors la société aura accompli son devoir. Et si cette jeune fille tombe dans la prostitution, il n'y aura plus lieu de se dire, — comme très souvent aujourd'hui, — que cette malheureuse, condamnée dès son enfance, ne *pouvait pas* faire autrement.

Nous devons rappeler à ce sujet les vœux émis au Congrès pénitentiaire de Paris (1895) (1) :

Résolution III. — Les meilleurs moyens de réprimer la prostitution des mineures sont de :

.

b) « Multiplier le nombre des écoles de réforme, asiles, refuges et autres établissements du même genre destinés aux jeunes filles mineures qui ont commis des fautes contre les mœurs. »

(1) *Compte rendu des séances*, p. 784.

Résolution V. — « Tout mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de dix-huit ans, saisi en état habituel de prostitution, sera conduit, après instruction ou enquête devant un tribunal qui, suivant les circonstances, ordonnera la remise à ses parents ou son envoi, jusqu'à la majorité civile, dans tel établissement de correction, d'éducation ou de réforme, ou telle famille honorable qu'il désignera. »

Toutes les fois donc qu'on apprendra, soit par des poursuites pénales (qu'elles soient dirigées contre des enfants coupables ou, au contraire, qu'elles aient pour objet un délit dont un enfant a été victime), soit par dénonciations de voisins, soit par les indications d'œuvres charitables que des enfants sont poussés à la débauche, la société a le devoir de les arracher à leur milieu, pour prendre à leur égard les mesures d'éducation qui sont nécessaires et pour les empêcher de tomber (1).

La répression que l'on vient d'organiser contre la traite des blanches, et dont la nécessité se faisait particulièrement sentir, ne doit donc constituer qu'un premier effort vers le progrès social. Il ne suffit pas que les jeunes filles

(1) Sans modification législative, on pourrait déjà, si l'administration et les tribunaux s'y prêtaient, réaliser de grands progrès sur le régime actuel. Au lieu d'inscrire les filles mineures sur les registres de la police, il conviendrait de les poursuivre pour vagabondage, non pas dans le but de faire prononcer une condamnation facile à obtenir, car dans les cas semblables les conditions du délit sont généralement remplies, mais afin que les tribunaux, dûment saisis, puissent confier l'enfant à une œuvre d'éducation ou de relèvement.

honnêtes soient protégées contre les manœuvres des proxénètes, il faut encore permettre aux enfants de devenir des filles honnêtes. C'est là un problème de droit interne pur, passionnant au premier chef, dont la solution doit être la seconde étape de notre marche vers le bien.

Vu :

Lyon, 10 juin 1903,
Le Président de la thèse,
R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 11 juin 1903,
Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, 11 juin 1903,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
G. COMPAYRÉ.

ANNEXES

— — —

ANNEXE I

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DE PARIS (juillet 1902).

PROTOCOLE FINAL.

Les soussignés, délégués des Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, du Brésil, de Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Hongrie, d'Italie, de Norvège, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie, de Suède et de Suisse, se sont réunis à Paris, le 15 juillet 1902, sur une invitation du Gouvernement Français, dans le but d'arriver à une entente sur la répression la plus efficace du trafic criminel connu sous le nom de « Traite des Blanches ».

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs les *projets* dont la teneur suit :

I. — *Projet de Convention.*

.....
également désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic connu sous le nom de « Traite des Blanches », ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche,

alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2. — Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 3. — Les Hautes Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 4. — Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 5. — Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties Contractantes.

Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 6. — La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée, en même temps, à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires, continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompa-

gnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

ART. 7. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

ART. 8. — Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifient leur intention par la voie diplomatique au Gouvernement Français qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 9. — La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties Contractantes la dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 10. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi,....

ANNEXE

PROJET DE PROTOCOLE DE CLOTURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

A. — Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum*, en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures, alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile.

C. — Pour la répression des mêmes infractions, la loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires ; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. — Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

En foi de quoi....

II. — *Projet d'arrangement.*

Les soussignés, Plénipotentiaires.

.....
désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures, une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des Blanches », ont résolu de conclure un arrangement à l'effet de concerter des mesures propres à atteindre ce but et sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1^{er}. — Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger ; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ART. 2. — Chacun des Gouvernements s'engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux autorités du lieu de destination, soit aux agents diplomatiques ou consulaires intéressés, soit à toutes autres autorités compétentes.

ART. 3. — Les Gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux autorités du pays d'origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s'engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d'un rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. — Chacun des pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

ART. 4. — Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, — et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

ART. 5. — Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, aux conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

ART. 6. — Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

ART. 7. — Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement français qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 8. — Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 9. — Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

ANNEXE II

PROJET DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 334 et 335 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 334. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs :

1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de mineurs de 21 ans de l'un ou de l'autre sexe ;

2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché ou détourné, et même avec son consentement, une femme ou une fille mineure en vue de la débauche ;

3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche.

Si la prostitution, la corruption, l'embauchage ou le détournement ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou les autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 335. — Les coupables d'un des délits mentionnés au précédent article, seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille pendant deux ans au moins et cinq ans au plus ; l'interdiction sera de dix ans au moins et de vingt ans au plus à l'égard des personnes visées au paragraphe 5 du même article.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 335 : conformes.

ART. 2. — Le paragraphe 3 de l'article 5 du Code d'instruction criminelle est ainsi modifié :

Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou qu'il a obtenu sa grâce.

Il est ajouté à l'article 7 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

ANNEXE III

PROJET DE LA COMMISSION DU SÉNAT.

ARTICLE 1^{er}. — Les articles 334 et 335 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 334. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50 à 5,000 francs :

1^o Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption *de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans* (1) ;

2^o Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche ;

3^o Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche ;

4^o *Quiconque aura par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution* (2).

Si les délits ci-dessus (3) ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou les autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

Il en sera de même si les délits prévus aux n^{os} 2 et 3 du présent article ont été commis habituellement, à l'aide de faux papiers, en état d'association ou si la victime a été ou devrait être conduite à l'étranger (4).

Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui

(1) Modification de forme.

(2) Le numéro 4 a été ajouté par la commission du Sénat.

(3) Formule inexacte qui ne dit pas ce qu'elle a l'intention de dire. Le projet du gouvernement était plus correct en s'exprimant ainsi : « Si la prostitution, la corruption, l'embauchage ou le détournement ont été excités. »

(4) Adjonction de la commission sénatoriale.

sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 335. — Les coupables d'un des délits mentionnés au précédent article, seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir : *les individus auxquels s'appliquent les nos 1, 2, 3 et 4 de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé dans les paragraphes portant aggravation de la peine, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus (1).*

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1^{er}, titre IX ; *De la puissance paternelle.*

Dans tous les cas les coupables pourront en outre être mis, par l'arrêt ou le jugement en état d'interdiction de séjour en observant, pour la durée de l'interdiction, ce qui vient d'être établi par les premiers paragraphes du présent article (2).

Art. 2 (3). — *Le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 est abrogé en ce qui touche les individus pratiquant ou facilitant la prostitution d'autrui sur la voie publique.*

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait métier de souteneurs.

Sont considérées comme souteneurs ceux qui aident ou assistent la prostitution d'autrui sur la voie publique ou en partagent sciemment les profits.

Art. 3. — *En cas de récidive, les individus condamnés par application des articles précédents, seront, dans les conditions des paragraphes 2 et suivants de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, passibles de la relégation (4).*

Art. 4. — Le paragraphe 3 de l'article 5 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

Toutefois qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, *qu'en cas de condamnation (5), il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.*

(1) Modification de forme rendue nécessaire par l'adjonction de l'avant-dernier alinéa de l'article 334.

(2) Modification de détail à la disposition correspondante de l'ancien article 335.

(3) Cet article a été ajouté en totalité au projet gouvernemental.

(4) Cet article aussi a été ajouté par la commission sénatoriale.

(5) Adjonction de la commission sénatoriale.

ART. 5. — Il est ajouté à l'article 7 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France, si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, *en cas de condamnation* (1), qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

(1) Adjonction de la commission sénatoriale.

ANNEXE IV

TEXTE DÉFINITIF DE LA LOI (1).

Loi modifiant les articles 334 et 335 du Code pénal, 4 de la loi du 27 mai 1885 et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 334 et 335 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 334. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.) :

1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans ;

2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche ;

3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche ;

4° Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution.

Si les délits ci-dessus ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou les autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de trois à cinq ans.

(1) Les modifications qui distinguent ce texte de celui de la commission sénatoriale, ont été décidées dans la deuxième délibération au Sénat (séance du 20 février 1903). La Chambre a ensuite voté le projet sans retouches.

Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 335. — Les coupables d'un des délits mentionnés au précédent article seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'appliquent les paragraphes 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé dans le paragraphe suivant, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1^{er}, titre IX : *De la puissance paternelle*.

Dans tous les cas, les coupables pourront en outre être mis, par l'arrêt ou le jugement, en état d'interdiction de séjour en observant, pour la durée de l'interdiction ce qui vient d'être établi par le premier paragraphe du présent article.

ART. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 est modifié ainsi qu'il suit :

Sont considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées contre le vagabondage tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs (100 fr.) à mille francs (1.000 fr.), avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait métier de souteneur.

Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie publique et en partagent sciemment les profits.

ART. 3. — Le paragraphe 2^o de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 est modifié ainsi qu'il suit :

Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et deux condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour : vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, embauchage en vue de

la débauche, assistance de la prostitution d'autrui sur la voie publique, vagabondage ou mendicité par application des articles 277 et 279 du Code pénal.

ART. 4. — Le paragraphe 3 de l'article 5 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

ART. 5. — Il est ajouté à l'article 7 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France, si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1903.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. VALLÉ.

La présente loi a été promulguée au *Journal Officiel* du samedi 4 avril 1903.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	4
AVANT-PROPOS.	7
INTRODUCTION	9
1. — Développement qu'a pris, ces dernières années, la traite des blanches. — Actualité de la question . .	9
2. — Elle présente, à divers points de vue, la plus haute importance	10
3. — <i>Au point de vue économique et social</i> . — Sa relation avec l'exploitation des femmes et l'insuffisance de leurs salaires	10
4. — Réformes qu'il faudrait s'efforcer de réaliser à ce su- jet.	11
5. — Enfants condamnés à la débauche. — Protection que leur doit la société	12
6. — Autre cause de chute des jeunes filles. — Améliora- tions possibles	14
7. — <i>Au point de vue philosophique</i> . — Problèmes de phi- losophie du droit que la traite soulève	15
8. — Dans quelles conditions la société peut-elle ériger un fait en délit ?	16
9. — Dans quelle mesure la personnalité humaine peut-elle faire l'objet d'un contrat ?	18
10. — <i>Au point de vue juridique</i> , soit pour le droit interne,	19
11. — Soit pour le droit international.	20
12. — Intérêt de l'historique de la traite. — Plan	21

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Les faits qui ont motivé la cam- pagne contre la traite	23
13. — Nécessité de donner un bref aperçu de ces faits . . .	23
14. — Il faut distinguer trois catégories de traite.	24

15. — Traite des majeures consentantes.	25
16. — Divers procédés des traitants. — Système des annonces.	26
17. — <i>Suite</i> . — Rôle des agences de placement.	27
18. — Racolage direct et autres procédés.	29
19. — Situation des divers pays au point de vue de la traite. Grandes routes de l'exportation	30
20. — La Suède affirme qu'elle n'est à peu près pas atteinte par ce fléau. — Raisons qu'on en donne	31
21. — Traite intra-européenne et extra-européenne.	32
22. — L'Amérique.	33
23. — L'Orient	34
24. — L'Afrique. — Résumé	35
25. — La part approximative de chaque pays dans ce trafic. La France est un des plus atteints	36
26. — La traite des jaunes en Sibérie.	37
27. — Gravité du fléau. — La traite existe incontestablement.	38
28. — Mais quelle est son importance ? — Renseignements contradictaires	39
29. — Et souvent peu dignes de foi.	40
30. — En réalité, il faut distinguer entre les trois catégories de traite. — Fréquence des faits de traite concer- nant des majeures ou des mineures consentantes.	42
31. — Les cas où la victime a été trompée ou violentée sont beaucoup moins fréquents	43
32. — Le commerce des femmes n'est pas un phénomène récent	45
 CHAPITRE II. — L'antiquité et l'ancien droit.	46
33. — La Grèce	46
34. — Rome. — <i>Le leno</i> . — Les constitutions impériales sur le proxénétisme.	46
35. — Comment l'embauchage se pratiquait au VI ^e siècle de notre ère	48
36. — Ancien droit français. — Son insuffisance.	49
37. — La traite était cependant pratiquée.	51
38. — Le droit intermédiaire.	52
 CHAPITRE III. — L'état ancien du droit avant la loi nou- velle et la Conférence de Paris.	54
39. — Ses lacunes.	54

40. — <i>Au point de vue des dispositions répressives de droit interne.</i> — Les textes auxquels on avait recours. . .	55
41. — Leur insuffisance. 1 ^o Aucune disposition concernant la traite des majeures consentantes	56
42. — 2 ^o Texte concernant les mineures. — Enlèvement de mineures.	57
43. — Excitation de mineures à la débauche.	58
44. — Insuffisance de ces dispositions.	59
45. — <i>Suite.</i>	60
46. — <i>Suite.</i>	63
47. — 3 ^o Majeures victimes de fraude ou de violence. . . .	65
48. — Détours par lesquels on parvenait exceptionnellement à faire prononcer une condamnation. — Escroquerie, falsification de passeports	66
49. — A. Plusieurs législations étrangères étaient mieux armées que nous. — Législations qui répriment le proxénétisme en général.	68
50. — Allemagne	69
51. — Autriche	71
52. — Suisse. — Législations cantonales	73
53. — Projet de Code fédéral.	75
54. — Suède.	76
55. — Norvège	77
56. — Russie	78
57. — Grande-Bretagne. — Les dispositions nouvelles. — Tentative.	80
58. — Leur inefficacité	82
59. — B. Législations du même type que la nôtre	84
60. — Belgique	84
61. — Espagne.	86
62. — Italie	86
63. — Hollande.	88
64. — Hongrie. — Canton du Tessin. — République argentine.	90
65. — Résumé.	91
66. — Projet proposé en 1894 par M. Béranger, pour réformer notre législation.	92
67. — <i>Lacunes anciennes au point de vue des relations internationales</i>	93
68. — Ces lacunes ne résultent pas de ce que le délit a un caractère <i>continu</i> . — Erreur communément commise à ce sujet	93

69. — Ce caractère continu rend au contraire la poursuite plus facile.	95
70. — Ce qui est vrai, c'est que le caractère international du délit rendait souvent plus difficile la poursuite pour excitation habituelle à la débauche	97
71. — Mais il n'était pas nécessaire que les actes de débauche eussent été accomplis en France	98
72. — Lacunes véritables.	99
73. — Notamment en matière d'extradition.	99
74. — Mais surtout en matière de police. — Nécessité d'une surveillance internationale des délinquants	101

CHAPITRE IV. — **Historique des Congrès internationaux et de la loi nouvelle** 103

75. — Origine de la campagne. — Mesures prises à dater de 1864 en Hongrie, puis en Autriche	103
76. — La campagne en Angleterre.	104
77. — Congrès antérieurs à celui de Londres.	106
78. — Cinquième Congrès pénitentiaire (Paris, 1895)	106
79. — <i>Congrès de Londres</i> . — Son objet.	108
80. — Les délégués de chaque pays. — Caractère du Congrès	109
81. — Ses travaux	110
82. — Ses résolutions	112
83. — Les comités nationaux fondés conformément à ses vœux et le bureau international.	114
84. — <i>Conférence d'Amsterdam</i>	116
85. — <i>Conférence de Paris</i> (juillet 1902)	117
86. — Son caractère au point de vue diplomatique.	119
87. — Son objet. — Mesures législatives.	120
88. — Mesures internationales relatives à la compétence et à la procédure.	121
89. — Mesures administratives	121
90. — Ses travaux	122
91. — Les trois projets qui sont sortis de ses travaux . . .	123
92. — 1 ^o Le projet de convention.	124
93. — 2 ^o Le projet d'arrangement.	124
94. — Utilité de la rédaction de ces deux actes distincts . .	124
95. — 3 ^o Le projet de protocole de clôture	125
96. — Avantage que présente le protocole de clôture sur le système des vœux généralement employé.	126

97. — Importance du projet de protocole de clôture	127
98. — Procédure de ratification, d'adhésion, de dénoncia- tion	128
99. — Actuellement ces divers projets ne sont pas encore signés	129
100. — Congrès postérieurs. — <i>Congrès de Saint-Petersbourg</i> (septembre 1902)	130
101. — <i>Congrès de Francfort-sur-le Mein</i> (octobre 1902). . .	131
102. — Intéressant surtout par les rapports qui y ont été soumis	132
103. — Ses travaux.	132
104. — Ses résolutions	133
105. — Historique de la loi nouvelle.	134
106. — Dépôt du projet.	135
107. — Modifications apportées par la commission sénato- riale au projet du gouvernement	135
108. — Le vote par le Sénat, puis par la Chambre. — Derniè- res modifications	137

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE D'APRÈS LA CONFÉRENCE
DE PARIS ET LA LOI DU 4 AVRIL 1903

109. — Plan	141
-----------------------	-----

TITRE I. — L'information.

110. — La police et les œuvres privées devront agir de concert.	143
---	-----

I. — *La police.*

111. — On pourra souvent avoir connaissance du délit par la surveillance des lieux de débauche	144
112. — Rôle des faux actes de l'état civil. — On peut généra- lement découvrir la fraude.	145
113. — Moyen préventif résultant des craintes que la police inspire aux tenanciers	146
114. — Rapport de notre sujet avec la question très discutée du régime de la prostitution	147
115. — Il est inexact de dire qu'en supprimant la réglemen- tation on tarirait la traite	140
116. — Au contraire, un système réglementaire de surveillan-	

	ce, aurait, à notre sens, d'utiles conséquences au point de vue de la traite	151
117.	— Moyens à employer pour tenir en éveil la vigilance de la police	152
118.	— Utilité de la presse périodique	153
119.	— Rôle de la police dans les relations internationales. .	154
120.	— Surveillance des ports, gares et moyens de transport. .	155
121.	— Interrogatoire dans chaque pays des prostituées étrangères.	157
122.	— Création dans chaque pays d'un bureau central . . .	157
123.	— Surveillance des bureaux de placement	158

II. — *Initiative privée.*

124.	— Rôle de l'initiative privée au point de vue de la surveillance des délinquants	159
125.	— Avis affichés dans les gares, les wagons, etc.	160
126.	— Ce qu'a fait le comité national allemand	160

TITRE II. — **La poursuite.**

127.	— Plan	163
------	------------------	-----

CHAPITRE PREMIER. — **Conditions du délit.** 164

128.	— Enoncé des diverses conditions du délit de traite . .	164
129.	— Utilité de suivre de près les termes des résolutions votées par la Conférence de Paris.	165
130.	— I. — <i>Élément matériel du délit : embauchage, entraînement ou détournement</i>	166
131.	— Le terme d'embauchage n'aurait pas toujours suffi. .	167
132.	— II. — <i>Élément intentionnel</i>	168
133.	— Cas dans lesquels la disposition nouvelle s'applique, cas qu'elle n'atteint pas	169
134.	— III. — <i>Troisième élément. — Traite des majeures consentantes. — Législations qui en font un délit.</i>	169
135.	— Législations qui ne la répriment pas. — Conférence de Paris.	170
136.	— Motifs allégués pour justifier la répression de cette traite.	171
137.	— Motif d'utilité.	171
138.	— Il est discutable.	172
139.	— Deuxième motif. — On affirme que les conditions nécessaires pour en faire un délit sont requises . . .	173
140.	— <i>Suite</i>	174

141. — <i>Suite</i>	175
142. — <i>Suite</i>	177
143. — Juste réfutation d'une objection dirigée contre le système qui punit la traite des majeures consentantes.	178
144. — Mais il est une autre objection qu'on peut lui adresser.	178
145. — Raison pratique permettant d'approuver les rédacteurs de la loi nouvelle qui n'ont pas fait un délit de la traite des majeures consentantes	180
146. — Pour décider si la victime était ou non mineure, c'est à la majorité civile qu'il faut se référer	182
147. — Difficulté de droit international que cette détermination peut soulever	183
148. — Solution donnée par M. Renault. — Objection.	185
149. — <i>Suite</i>	187
150. — Solution proposée.	188
151. — Inconvénients du système que nous repoussons	189
152. — <i>Suite</i>	190
153. — La notion d'ordre public international peut parfois faire écarter la solution normale	192
154. — Cas de fraude ou de violence : l'état de nécessité de la victime n'y est pas assimilé	193
155. — La tentative est-elle punie ? — Non.	195
156. — Appréciation de cette solution	196
157. — Autres dispositions de la loi nouvelle.	197
158. — <i>Rétention contre son gré d'une femme dans une maison de débauche</i>	198
159. — Difficultés que l'insertion dans la loi nouvelle d'une disposition sur ce point a soulevées.	200
160. — <i>Disposition concernant les souteneurs</i>	200

CHAPITRE II. — Règles de compétence 204

161. — Question de droit international.	204
162. — Solution donnée par la Conférence de Paris.	205
163. — Cas où un délinquant est poursuivi dans sa patrie pour un fait commis à l'étranger	207
164. — Conséquences. — Le système répressif est aussi à peu près complet.	209
165. — Cas cependant où la poursuite sera impossible	211
166. — Législations qui répriment la traite alors même que les actes délictueux ont été commis à l'étranger par un étranger.	212
167. — Appréciation	213

CHAPITRE III. — **Règles particulières concernant la poursuite du délit nouveau et adoptées par la Conférence de Paris.** . . . 215

168. — *Extradition.* — Ingénieux procédé de rédaction employé par la Conférence de Paris. 215
 169. — Effets de la résolution adoptée par la Conférence. . . 218
 170. — *Commissions rogatoires.*— Etat ancien du droit. . . . 219
 171. — La Conférence de Paris a adopté le système de la communication directe. 220
 172. — Ou par l'intermédiaire des agents diplomatiques ou consulaires. 222
 173. — Vœu émis par la Conférence 223

CHAPITRE IV. — **Cas où la poursuite est impossible parce qu'une sentence est déjà intervenue à l'étranger.** 225

174. — Inconvénients du système ancien sur ce point au point de vue des Français. 225
 175. — Et au point de vue des étrangers. 227
 176. — La réforme n'est pas aussi complète qu'elle aurait pu l'être. 229
 177. — Ses effets. 230

TITRE III. — **Le jugement.**

CHAPITRE PREMIER. — **Les peines.** 233

178. — Plan 233
 179. — 1^o *Peines principales d'amende et d'emprisonnement.* . . 233
 180. — 2^o *Peines accessoirement encourues* 234
 181. — Peine complémentaire 237
 182. — 3^o *Condamnation aux frais.* 238
 183. — Circonstances aggravantes. 239
 184. — Vœux de la Conférence de Paris et législations étrangères sur les circonstances aggravantes. 241
 185. — Circonstances atténuantes 244
 186. — Récidive 247
 187. — Relégation 248
 188. — Communication internationale des bulletins de condamnation 249

189. — <i>Suite</i>	251
190. — Effets de cette communication	252
CHAPITRE II. — Rapatriement des victimes	256
191. — Formalités du rapatriement	256
192. — <i>Suite</i>	258
193. — Répartition des frais	259
194. — La condamnation aux frais doit elle comprendre les frais de rapatriement	261
195. — <i>Suite</i>	262
ANNEXE. — <i>Relèvement des victimes</i>	264
196. — Œuvre des sociétés philanthropiques	264
CONCLUSION	267
197. — Les législations sont actuellement armées contre la traite, mais il faut une surveillance constante et étroite	267
198. — Mesures préventives à observer	268
199. — Ce qu'il est indispensable de faire maintenant : agir sur les causes de la prostitution	269
200. — Préservation des enfants	270
201. — <i>Suite</i>	271

ANNEXES

I. — Résolutions adoptées par la Conférence de Pa- ris	277
II. — Projet de loi du gouvernement	282
III. — Projet de la commission du Sénat	284
IV. — Texte définitif de la loi	287

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
